

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/41432]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/1173 de la Commission du 31 mai 2022 établissant les modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle dans la politique agricole commune ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.31, D.61, D.241 à D.243, D.249, alinéa 1^{er}, D.250, D.251 et D.263, §§ 1^{er} et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu l'avis 72808/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Partie 1^{ère}. — Objet

Article 1^{er}. Le présent arrêté établit des règles concernant :

- 1° les définitions de notions applicables dans le cadre d'interventions relevant de la politique agricole commune ;
- 2° la demande unique ;
- 3° le transfert d'exploitations entières ;
- 4° les hectares admissibles au régime des paiements directs et les surfaces admissibles au sein de ceux-ci ;
- 5° les notions d'agriculteur actif, de jeune agriculteur et de nouvel agriculteur ;
- 6° la création du Comité d'installation chargé de rendre un avis quant à l'expérience pratique des agriculteurs demandeurs d'aide ;
- 7° l'application des nombres maximums d'hectares ou d'animaux aux titulaires des personnes morales, associations ou des sociétés sans personnalité juridique ;
- 8° les modalités de calcul de la charge en bétail ;
- 9° les poids de semences habituellement utilisés pour le semis de végétaux en culture pure ;
- 10° le registre d'exploitation ;
- 11° des modalités communes relatives au paiement des aides relevant de la politique agricole commune ;
- 12° la conditionnalité.

Partie 2. Notions communes aux interventions relevant de la politique agricole commune et à la conditionnalité

CHAPITRE 1. — Définitions

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, de ses arrêtés d'exécution et, sauf mention contraire, de l'ensemble des arrêtés relatifs aux interventions relevant de la politique agricole commune, l'on entend par :

1° activité agricole : l'activité définie à l'article D.3, 1°, du Code wallon de l'Agriculture, en ce compris le maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture, sans action préparatoire allant au-delà du recours à des pratiques agricoles courantes et à des machines agricoles courantes ;

2° administration : l'administration au sens de l'article D.3, 3°, du Code wallon de l'Agriculture ;

3° agriculteur : l'agriculteur au sens de l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture ;

4° arbres isolés : les éléments suivants :

- a) les arbres remarquables ;

b) les arbres d'essences indigènes dont la couronne est située à plus de cinq mètres de tout autre arbre, arbuste ou buisson, dont la circonférence du tronc, mesurée à un mètre et demi de hauteur, est d'au moins quarante centimètres et dont la couronne mesure au moins quatre mètres de diamètre, sauf en cas de taille.

5° arbres proches : les arbres présentant les caractéristiques suivantes :

a) leur couronne mesure au moins quatre mètres de diamètre, sauf en cas de taille ;

b) leur couronne se situe à cinq mètres ou moins de tout autre arbre, arbuste ou buisson et à plus de cinq mètres d'une haie ;

c) leur couronne ne joint pas la couronne d'un autre arbre, arbuste ou buisson ;

d) ils ne se trouvent pas dans la continuité d'arbres alignés ;

6° arbres remarquables : les arbres visés à l'article R.IV.4.7 du Code wallon du développement territorial ;

7° arbustes et buissons isolés : les arbustes et buissons d'essences indigènes, d'une hauteur minimale d'un mètre et demi et situés à plus de cinq mètres de tout autre arbre, arbuste ou buisson ;

8° arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis ;

9° BCAE : les bonnes conditions agricoles et environnementales des terres, visées aux articles 12 et 13 et énumérées à l'annexe III du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

10° bordures de champ : les surfaces adjacentes à une terre arable exploitée par un même agriculteur et présentant un couvert herbacé distinct de celui de la terre arable. Des arbres, arbustes ou buissons peuvent y être présents ;

11° bosquets : les ensembles d'arbres ou d'arbustes implantés à faible distance les uns des autres de façon à constituer des couverts arbustifs denses présentant les caractéristiques suivantes :

a) ils sont majoritairement constitués d'arbres ou d'arbustes d'essences indigènes ;

b) ils ont une superficie inférieure ou égale à trente ares ;

c) ils ont une largeur minimale de dix mètres entre les pieds extérieurs ;

d) la distance maximale entre les couronnes des arbres ou des arbustes est de cinq mètres ;

e) ils sont composés d'au moins trois arbres ou arbustes non-alignés ;

12° charge en bétail : le nombre d'UGB par unité de surface ;

13° codes informatifs : les codes définis par l'administration et utilisés dans le formulaire de la demande unique afin de renseigner sur la situation géographique, l'utilisation ou tout autre caractéristique physique ou agronomique d'une parcelle ;

14° cours d'eau : les cours d'eau visés à l'article D.2, 19°bis, du livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ;

15° cultures permanentes : les cultures hors rotation, autres que les prairies permanentes, qui occupent les terres pendant une période de cinq ans ou plus et qui fournissent des récoltes répétées, y compris les pépinières et les taillis à courte rotation ;

16° demande d'aide : la demande de participation ou de soutien pour une intervention relevant de la politique agricole commune ;

17° demande de paiement : la demande présentée par un agriculteur en vue de l'octroi d'un paiement dans le cadre d'engagements pluriannuels au titre d'une intervention relevant de la politique agricole commune ;

18° demande unique : la demande unique au sens de l'article D.3, 13°, du Code wallon de l'Agriculture ;

19° ERMG : les exigences réglementaires en matière de gestion visées à l'article 12 et énumérées à l'annexe III du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

20° essences indigènes : les essences listées à l'annexe 1^{re} de l'arrêté ministériel du 8 septembre 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards ;

21° exploitations : les exploitations au sens de l'article 3, 2), du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

22° fertilisants : les fertilisants au sens de l'article R.188, 14°, du livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ;

23° fossés : les dépressions naturelles ou artificielles d'une largeur maximale de deux mètres entre les points de rupture de pente, destinées à l'écoulement d'eau de ruissellement ou de drainage, à l'exclusion des éléments dont la structure est en béton ;

24° haies et arbres alignés : les ensembles d'arbres ou d'arbustes implantés à faible distance les uns des autres de façon à constituer des cordons arbustifs denses présentant les caractéristiques suivantes :

a) ils sont constitués d'arbres ou d'arbustes d'essences indigènes ;

b) ils ont une longueur continue de minimum dix mètres en ce compris les espaces vides de maximum cinq mètres entre les couronnes des arbres ou arbustes ;

c) ils ont une largeur maximale de dix mètres entre les pieds extérieurs ;

25° herbe ou autres plantes fourragères herbacées : les plantes herbacées se trouvant traditionnellement dans les pâturages naturels ou normalement comprises dans les mélanges de semences pour pâturages ou prés, qu'ils soient ou non utilisés pour faire paître les animaux ;

26° mares : les surfaces d'eau stagnante d'une superficie minimale de vingt-cinq mètres carrés entre 1^{er} novembre et le 31 mai et d'une superficie maximale de trente ares ;

27° membres d'un partenaire : les titulaires, les personnes physiques ou les entités juridiques identifiées au SIGeC ;

28° organisme payeur : l'organisme payeur au sens de l'article D.3, 25°, du Code wallon de l'Agriculture ;

29° paiements directs : les paiements octroyés au titre des interventions prévues au titre III, chapitre II, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

30° parcelles agricoles : les surfaces continues de terre d'au moins un are déclarées par un même agriculteur et consacrées, sauf dans le cas du maraîchage diversifié, à la production d'une seule culture ou, dans le cas où une déclaration séparée d'utilisation concernant une surface faisant partie d'un groupe de cultures est requise, les surfaces où cette utilisation spécifique est pratiquée ;

31° partenaires : les partenaires au sens de l'article 1^{er}, 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 ;

32° particularités topographiques : les haies et arbres alignés, les arbres isolés, les arbres proches, les bosquets, les fossés, les talus et les mares ;

33° pépinières : les superficies suivantes de jeunes plantes ligneuses de plein air destinées à être replantées :

a) les pépinières viticoles et vignes mères de porte-greffe ;

b) les pépinières d'arbres fruitiers et végétaux à baies ;

c) les pépinières d'ornement ;

d) les pépinières forestières commerciales, à l'exclusion de celles destinées à l'exploitation elle-même et se trouvant en forêt ;

e) les pépinières d'arbres et arbustes pour la plantation des jardins, des parcs, des bords de route, des talus ainsi que leurs porte-greffes et les jeunes plants ;

34° pesticides : les produits visés à l'article 2, 1^o, du décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le livre I^{er} du Code de l'Environnement, le livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture ;

35° prairies permanentes : les surfaces agricoles suivantes, qui ne font pas partie du système de rotation des cultures de l'exploitation depuis au moins cinq ans :

a) les terres consacrées à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées, ensemencées ou naturelles, sur lesquelles la couverture herbacée est prédominante ;

b) les surfaces adaptées au pâturage et relevant de pratiques locales établies où la couverture herbacée ne prédomine pas traditionnellement ;

36° règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

37° règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

38° règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021 : le règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

39° Sanitel : la base de données informatique de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire visée à l'article 2, § 2, 1^o, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux ;

40° SIGeC : le système intégré de gestion et de contrôle visé au titre II, chapitre I^{er}, section 1^{ère}, du Code wallon de l'Agriculture ;

41° site de grand intérêt biologique : unité géographique englobant un ensemble d'unités d'habitats ou de biotopes homogènes situées à moins de six cents mètres les unes des autres qui abrite au moins une espèce rare, menacée ou protégée ou au moins un habitat rare, menacé ou protégé visé aux articles 2, 2bis et 3, §§ 1^{er} et 2, 3^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

42° sites Natura 2000 : les sites Natura 2000 visés à l'article 1bis, 18^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

43° structure écologique principale : la superficie cumulée des sites Natura 2000 et des sites de grand intérêt biologique ;

44° surface agricole : l'ensemble de la superficie des terres arables, des cultures permanentes ou des prairies permanentes ;

45° taillis à courte rotation : les surfaces implantées d'arbres d'essences forestières rejetant de souche pour lesquelles le cycle de récolte est d'au maximum huit ans et présentant une densité de plantation d'au moins mille arbres par hectare ;

46° talus : les portions de terrain présentant une pente comprise entre trente et nonante degrés, d'une hauteur minimale d'un demi-mètre et délimitées en leur sommet et à leur base par une rupture de pente ;

47° terres arables : les terres cultivées destinées à la production de cultures ou les superficies disponibles pour la production de cultures mais qui sont en jachère ;

48° unité de gros bétail ou « UGB » : l'unité de référence permettant d'agrèger le bétail de différentes espèces et de différents âges en utilisant des coefficients spécifiques établis sur la base des besoins nutritionnels ou alimentaires de chaque type d'animal.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1^o, la culture de végétaux en pots ne constitue pas une activité agricole, sauf si le pot est enterré.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 15^o, ne sont pas considérées comme des cultures permanentes les plantations d'arbres résineux destinés à être abattus et commercialisés en l'état, en ce compris les sapins de Noël.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 26°, les réservoirs en béton ou en plastique, les pêcheries, les piscicultures et les élevages de palmipèdes sont exclus de la notion de mares. Les mares peuvent être reliées au réseau hydrographique wallon.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 33°, l'agriculteur conserve la preuve que les plantes sont commercialisées dans un état qui les rend susceptibles d'être replantées.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 35°, la couverture herbacée est considérée comme étant prédominante lorsque l'herbe et les autres plantes fourragères herbacées couvrent plus de 50 % de la surface admissible de la parcelle au sens des articles 15 à 18.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, le Ministre :

1° détermine les critères relatifs au maintien de la surface agricole dans un état qui la rend adaptée au pâturage ou à la culture au sens du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ;

2° détermine des critères supplémentaires que doivent remplir les surfaces présentant un taux de couverture herbacé supérieur à 50 % et inférieur à 90 % pour être considérées comme des prairies permanentes au sens du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 35°, a) ;

3° définit les surfaces adaptées au pâturage et relevant de pratiques locales établies où la couverture herbacée ne prédomine pas traditionnellement au sens du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 35°, b) ;

4° détermine la liste des essences forestières admissibles pour les taillis à courte rotation au sens du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 45°.

CHAPITRE 2. — *Demande unique*

Art. 3. § 1^{er}. Conformément à l'article D.28 du Code wallon de l'Agriculture, les agriculteurs demandeurs d'aides introduisent annuellement des demandes d'aides et, le cas échéant, des demandes de paiements via une demande unique, au titre des interventions relevant de la politique agricole commune.

La demande unique est introduite via un formulaire de demande géospatialisée, disponible sur le guichet informatisé consacrés aux interventions relevant de la politique agricole commune, mis à disposition par l'administration.

La demande unique est accompagnée des éventuelles pièces justificatives demandées par l'organisme payeur, conformément à l'article D.30, § 4, du Code wallon de l'Agriculture. Elles sont transmises selon les modalités prévues par le Ministre.

§ 2. L'organisme payeur met à disposition le support nécessaire et assiste gratuitement tout demandeur qui en fait la demande.

§ 3. Le demandeur respecte les délais qui lui incombent, fixés par ou en exécution du présent arrêté, sans préjudice de l'intervention ou de l'assistance de l'organisme payeur conformément au paragraphe 2.

Le demandeur est responsable des demandes, des engagements et des accords qu'il formule et de l'exactitude des données qu'il déclare, nonobstant l'intervention de l'organisme payeur.

§ 4. Les agriculteurs déposent une seule demande unique par année.

§ 5. L'organisme payeur notifie à l'agriculteur la réception de la demande unique et, le cas échéant, son retard de soumission.

Art. 4. Le formulaire de demande géospatialisée est préétabli par l'organisme payeur conformément à l'article 69, § 3, du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021.

Le demandeur adapte le formulaire de demande géospatialisée si des changements sont intervenus sur son exploitation ou si des informations qui s'y trouvent sont inexactes jusqu'à la date limite de soumission de la demande unique au plus tard.

Art. 5. § 1^{er}. Les modifications de la demande unique sont réalisées via le formulaire de demande géospatialisée prévu à cet effet.

L'organisme payeur met le support nécessaire à disposition et assiste tout demandeur qui en fait la demande.

Le demandeur respecte les délais qui lui incombent, fixés par ou en exécution du présent arrêté, sans préjudice de l'intervention de l'organisme payeur.

Le demandeur est responsable des demandes, des engagements et des accords qu'il formule et de l'exactitude des données qu'il déclare, nonobstant l'intervention de l'organisme payeur.

L'organisme payeur notifie au demandeur l'acceptation ou le refus des demandes de modification via le guichet informatisé consacré aux interventions relevant de la politique agricole commune, mis à disposition par l'administration.

§ 2. En cas d'erreur manifeste reconnue par l'organisme payeur sur base d'une évaluation globale du cas d'espèce, la demande unique et les documents justificatifs peuvent être corrigés et adaptés à tout moment après leur soumission à condition que le demandeur ait agi de bonne foi.

En cas d'erreur manifeste constatée par l'organisme payeur, le demandeur en est informé et une proposition de correction lui est adressée. À défaut de réaction endéans les dix jours de la réception de cette proposition, la correction proposée est réputée acceptée.

§ 3. Les modifications visées au paragraphe 1^{er} ne sont pas autorisées lorsque l'organisme payeur a averti le demandeur de son intention de procéder à un contrôle sur place ou que ce contrôle révèle une non-conformité quelconque.

L'interdiction visée à l'alinéa 1^{er} ne vaut uniquement pour la partie du document concernée par la non-conformité.

Art. 6. Le Ministre détermine les dates limites de soumission de la demande unique et des modifications de celle-ci.

Art. 7. L'organisme payeur réceptionne les pièces justificatives si elles sont transmises selon les modalités prévues par le Ministre.

Art. 8. § 1^{er}. La demande unique et les documents soumis peuvent être à tout moment retirés, intégralement ou en partie, par écrit ou via le guichet informatisé consacré aux interventions relevant de la politique agricole commune mis à disposition par l'administration.

§ 2. Le retrait visé au paragraphe 1^{er} n'est pas autorisé lorsque l'organisme payeur a averti le demandeur de son intention de procéder à un contrôle sur place ou que ce contrôle révèle une non-conformité quelconque.

L'interdiction visée à l'alinéa 1^{er} vaut uniquement pour la partie du document concernée par la non-conformité.

Art. 9. § 1^{er}. L'agriculteur déclare dans sa demande unique toutes les parcelles agricoles de son exploitation selon les modalités définies aux articles D.28 à D.32 du Code wallon de l'Agriculture.

La superficie des terres exploitées par l'agriculteur est déclarée annuellement, en ce compris la superficie exploitée hors du territoire de la Région wallonne.

§ 2. Pour les parcelles qu'il n'exploite plus d'une campagne à l'autre, l'agriculteur fournit sur demande les informations relatives à l'identité du propriétaire ou du nouvel exploitant. A défaut, lesdites parcelles sont considérées comme faisant toujours partie de l'exploitation.

Art. 10. Lorsque plusieurs agriculteurs déclarent une même parcelle, la demande d'aide relative à celle-ci est suspendue pour l'ensemble des agriculteurs concernés jusqu'à ce que l'identité de l'agriculteur ayant la parcelle à sa disposition soit établie.

Art. 11. L'organisme payeur analyse la recevabilité de la demande unique.

La demande unique est recevable si le demandeur :

1° est identifié auprès de l'organisme payeur dans le cadre du SIGeC, conformément à l'article D.22 du Code wallon de l'Agriculture ;

2° détient une unité de production visée par l'article D.3, 35°, du Code wallon de l'Agriculture, située sur le territoire belge ;

3° introduit la demande unique dans les délais prévus.

CHAPITRE 3. — *Transfert d'exploitation*

Art. 12. Si une exploitation est transférée en totalité par un agriculteur à un autre après la date limite de soumission de la demande unique, aucune aide ni soutien n'est accordé au repreneur pour l'exploitation transférée.

L'aide ou le paiement demandé par le cédant est octroyé au repreneur aux conditions cumulatives suivantes :

1° les droits au paiement de base au revenu sont également transférés ;

2° le repreneur informe l'organisme payeur du transfert et soumet une demande unique avant la date limite de soumission de la demande unique ;

3° le repreneur fournit toutes les pièces exigées par l'autorité compétente de l'administration ;

4° toutes les conditions d'octroi de l'aide sont remplies en ce qui concerne l'exploitation transférée.

Une fois que le repreneur a informé l'organisme payeur et soumis une demande unique conformément à l'alinéa 2, 2° :

1° tous les droits et obligations du cédant sont attribués au repreneur ;

2° toutes les actions nécessaires pour l'octroi de l'aide et les déclarations faites par le cédant avant le transfert sont attribuées au repreneur ;

3° l'exploitation transférée est considérée, le cas échéant, comme une exploitation distincte pour ce qui concerne l'année de la demande en question.

Pour l'application du présent article l'on entend par :

1° transfert d'exploitation : une opération de vente ou de location, ou tout type de transaction semblable ayant pour objet les unités de production concernées ;

2° cédant : l'agriculteur dont l'exploitation est transférée à un autre agriculteur ;

3° repreneur : l'agriculteur à qui l'exploitation est transférée.

CHAPITRE 4. — *Hectares admissibles au régime des paiements directs et les surfaces admissibles au sein de ceux-ci*

Section 1^{re}. — Hectares admissibles au régime des paiements directs

Art. 13. § 1^{er}. L'on entend par « hectare admissible », toute surface agricole à disposition de l'agriculteur utilisée tout au long de l'année civile, excepté en cas de force majeure ou de circonstance exceptionnelle, aux fins d'une activité agricole ou, lorsque la surface est également utilisée aux fins d'activités non agricoles, qui est essentiellement utilisée à des fins agricoles.

§ 2. Une surface agricole est considérée comme étant à disposition de l'agriculteur lorsqu'il existe une relation juridique entre la surface et l'agriculteur.

La preuve de la relation juridique peut être réclamée par l'administration.

Le Ministre peut déterminer les situations pour lesquelles une preuve de la relation juridique peut être réclamée par l'administration.

Sauf en cas de force majeure ou de circonstance exceptionnelle, les surfaces déclarées sont à la disposition de l'agriculteur à une date définie par le Ministre.

Art. 14. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 13, § 1^{er}, une surface agricole utilisée également à des fins d'activités non-agricoles est considérée comme étant utilisée essentiellement à des fins d'activités agricoles si l'agriculteur a obtenu l'autorisation d'y mener l'activité non-agricole.

§ 2. L'autorisation visée au paragraphe 1^{er} est accordée si :

1° elle concerne des activités non-agricoles qui ne compromettent pas l'exercice d'une activité agricole par leur intensité, leur nature, leur durée et leur calendrier ;

2° les obligations, exigences et normes prévues à la partie 3 sont respectées ;

3° la valeur agronomique de la surface agricole n'est pas affectée, à court, moyen ou long terme par son utilisation non-agricole ;

4° l'activité non-agricole a un caractère exceptionnel, est limitée dans le temps et se déroule à des dates précises communiquées à l'organisme payeur via la demande d'autorisation ;

5° la surface agricole concernée ne fait pas l'objet d'une mise en garde, d'un avertissement ou d'un avis défavorable visant à protéger la zone concernée, ainsi que la flore ou la faune localisée par les autorités administratives compétentes de l'administration ;

6° la surface agricole ne fait pas l'objet d'une mise en garde, d'un avis défavorable ou d'une injonction visant à préserver un site archéologique situé à proximité émis par les autorités administratives compétentes.

En ce qui concerne les dispositions prévues à l'alinéa 1^{er}, 5° et 6°, le demandeur déclare sur l'honneur que les surfaces concernées ne tombent pas sous le coup de mises en garde, d'avertissements ou d'avis défavorables émanant des autorités compétentes pour obtenir l'autorisation d'utilisation non-agricole des surfaces agricoles. Le Ministre peut définir les moyens de preuve permettant de considérer que les exigences visées à l'alinéa 1^{er}, 5° et 6°, sont remplies.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Ministre :

1° définit la liste des activités non-agricoles admissibles et les conditions dans lesquelles elles peuvent être menées ;

2° détermine la procédure relative à l'octroi d'autorisations.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Ministre peut prévoir une liste d'activités qui, par leur faible impact sur l'activité agricole, sont autorisées moyennant une notification préalable auprès de l'administration.

§ 4. Le Ministre peut établir une liste de surfaces qui sont réputées ne pas être utilisées essentiellement à des fins agricoles au sens du paragraphe 1^{er}.

Section 2. — Détermination des surfaces admissibles et non-admissibles au sein des hectares admissibles

Art. 15. La superficie admissible de l'hectare admissible répond aux exigences des articles 16 à 18 tout au long de l'année civile.

Art. 16. § 1^{er}. Les éléments suivants sont intégrés à la superficie admissible d'une parcelle agricole pour autant que leur largeur n'excède pas deux mètres :

1° les cours d'eau ;

2° les fossés ;

3° les murs.

§ 2. Au sein d'une parcelle agricole, les surfaces occupées par les éléments suivants sont non-admissibles :

1° les chemins ;

2° les constructions relevant du fait de l'homme ;

3° les dépôts de fumier, de produits agricoles et de produits divers ;

4° les pierriers ;

5° les surfaces faisant l'objet de terrassement ou de modifications sensibles du relief du sol ayant un impact négatif sur l'activité agricole.

Le Ministre peut définir des critères supplémentaires relatifs aux éléments visés à l'alinéa 1^{er} en ce qui concerne leur superficie, leur durée ou toute autre caractéristique.

§ 3. Les surfaces déclarées non-admissibles sur base de l'application des paragraphes 1^{er} et 2 sont déduites de la surface agricole.

Art. 17. Une parcelle agricole boisée est admissible si elle répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° la densité d'arbres y est inférieure à cent arbres par hectare ;

2° la présence d'arbres ne compromet pas l'exercice d'une activité agricole.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les arbres fruitiers sont intégrés à la superficie admissible de la surface agricole, indépendamment de leur densité de plantation.

Art. 18. Toute particularité topographique relevant de la BCAE 8, mise en œuvre aux articles 67 à 75, fait partie de la surface admissible de la parcelle agricole.

CHAPITRE 5. — *Agriculteur actif*

Art. 19. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1° agriculteur demandeur d'aides : la personne physique ou morale ou le groupement de personne physique ou morale agriculteur soumettant une demande d'aide pour une année déterminée ;

2° montant total de paiements directs : le montant total de paiements directs perçus par un agriculteur, calculé sur base des réglementations européennes et wallonnes en vigueur l'année de l'octroi et sans tenir compte de l'application d'éventuelles sanctions administratives ;

3° recettes : les recettes brutes avant déduction d'impôt ;

4° recettes découlant d'activités agricoles : les recettes que les demandeurs d'aides ont tirées de leurs activités agricoles, en ce compris les aides agricoles européennes, nationales ou régionales accordées pour leurs activités agricoles ;

5° recettes découlant d'activités non-agricoles : les recettes autres que celles découlant d'activités agricoles.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4°, les recettes découlant de la transformation de produits agricoles, au sens de l'article D.3, 26°, du Code wallon de l'Agriculture, issus de l'exploitation sont considérées comme des recettes découlant d'activités agricoles à condition que le demandeur d'aides demeure propriétaire des produits transformés et que la transformation résulte en un autre produit agricole.

Art. 20. Dans le cadre d'une demande d'aide soumise au cours d'une année civile donnée, l'agriculteur demandeur d'aides ayant reçu l'année précédente un montant total de paiements directs ne dépassant pas 350 euros est présumé être agriculteur actif.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, lorsque l'agriculteur demandeur d'aides n'a pas introduit de demande d'aides l'année précédente, le montant total de paiements directs est simulé en multipliant le nombre d'hectares admissibles déclarés par l'agriculteur demandeur d'aide l'année de soumission de sa demande par le montant moyen de paiements directs par hectare déterminé l'année précédente.

Le montant moyen de paiements directs par hectare est déterminé en divisant le plafond régional fixé pour une année déterminée par le nombre total d'hectares admissibles déclarés la même année en Région wallonne.

Art. 21. L'agriculteur demandeur d'aides qui n'est pas visé par l'article 20 est considéré être un agriculteur actif s'il répond aux exigences cumulatives suivantes :

- 1° il est enregistré à la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° il est titulaire d'une qualification à orientation agricole ou, à défaut, d'une expérience minimale de trois années ou d'un certificat post-scolaire de type B ;
- 3° il n'exploite pas l'un des services suivants :
 - a) des aéroports ;
 - b) des prisons et autres instituts carcéraux ;
 - c) des services ferroviaires ;
 - d) des services immobiliers ;
 - e) des sociétés de conseil pour les affaires et autres conseils de gestion ;
 - f) des sociétés de services des eaux ;
 - g) des sociétés exerçant les activités d'intermédiation en achat, vente et location de biens ;
 - h) des terrains de sport et de loisirs permanents.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Ministre détermine :

- 1° la liste des qualifications à orientation agricole admissibles ;
- 2° les éléments de preuve susceptibles d'attester une expérience d'au moins trois années.

L'agriculteur demandeur d'aides est considéré exercer une activité mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 3°, s'il enregistre une activité correspondante à la Banque-Carrefour des Entreprises ou si d'autres éléments de preuve vérifiables le démontrent.

Art. 22. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 21, alinéa 1^{er}, 3°, et sous réserve du respect des exigences visées à l'article 21, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, un agriculteur demandeur d'aides est considéré être un agriculteur actif s'il démontre qu'il remplit l'une des conditions suivantes :

- 1° au cours de l'année fiscale la plus récente pour laquelle il dispose de telles preuves, le montant total des paiements directs qu'il perçoit s'élève au minimum à 5 % des recettes totales découlant de ses activités non-agricoles ;
- 2° ses activités agricoles ne sont pas négligeables.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, des activités agricoles ne sont pas considérées comme négligeables si les recettes totales qui en découlent, perçues au cours de l'année fiscale la plus récente pour laquelle il existe de telles preuves, représentent au moins 33 % des recettes totales perçues au cours de la même année.

§ 2. Afin de démontrer qu'il remplit l'une des conditions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, l'agriculteur demandeur d'aides fournit à l'organisme payeur un document probant contenant les recettes totales découlant de ses activités non-agricoles ainsi qu'une attestation délivrée par un comptable.

Afin de démontrer qu'il remplit la condition visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, l'agriculteur demandeur d'aides fournit à l'organisme payeur un document probant démontrant le total des recettes découlant de ses activités agricoles ainsi que le total de l'ensemble des recettes perçues au cours de la même année fiscale ainsi qu'une attestation délivrée par un comptable.

Art. 23. Lorsque le partenaire est une personne morale ou un groupement de personnes physiques ou morales, au moins un de ses membres répond aux critères pour être considéré comme agriculteur actif.

Le Ministre détermine les caractéristiques des membres auprès desquels les critères pour être considéré comme agriculteur actif peuvent être évalués.

CHAPITRE 6. — *Jeune agriculteur*

Art. 24. Pour l'ensemble des interventions relevant de la politique agricole commune, l'on entend par jeunes agriculteurs, les personnes physiques qui, au moment de la soumission de la demande unique :

- 1° sont âgées de quarante ans et trois-cent-soixante-quatre jours au maximum ;
- 2° sont chefs d'exploitation exclusifs ou chefs d'exploitation non exclusifs pour la première fois ;
- 3° sont titulaires d'une qualification à orientation agricole.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Ministre détermine :

- 1° les critères permettant de définir les notions de chef d'exploitation exclusif et chef d'exploitation non-exclusif ;
- 2° la liste des qualifications à orientation agricole admissibles ;
- 3° la liste des membres du partenaire auprès desquels les critères peuvent être évalués ;
- 4° les éléments de preuve susceptibles d'attester une expérience minimale.

CHAPITRE 7. — *Nouvel agriculteur*

Art. 25. Pour l'ensemble des interventions relevant de la politique agricole commune, l'on entend par nouvel agriculteur, les personnes physiques qui, au moment de la soumission de la demande unique :

- 1° sont âgées de plus de quarante ans et trois-cent-soixante-quatre jours ;
- 2° sont chefs d'exploitation exclusifs ou chefs d'exploitation non-exclusifs pour la première fois ;
- 3° sont titulaires d'une qualification à orientation agricole ou, à défaut, d'une expérience minimale de dix ans.

La première installation en tant que chef d'exploitation intervient dans les deux années civiles qui précèdent l'année de la demande.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le Ministre détermine :

- 1° les critères permettant de définir les notions de chef d'exploitation exclusif et chef d'exploitation non-exclusif ;

- 2° la liste des qualifications à orientation agricole admissibles ;
- 3° la liste des membres du partenaire auprès desquels les critères peuvent être évalués ;
- 4° les éléments de preuve permettant d'attester une expérience minimale.

CHAPITRE 8. — *Comité d'installation*

Art. 26. § 1^{er}. Il est créé un Comité d'installation, dénommé ci-après « le Comité », composé comme suit :

- 1° un agent de l'organisme payeur, chargé d'assurer le secrétariat ;
- 2° un expert en économie agricole ;
- 3° trois experts techniques représentatifs des différentes orientations technico-économiques.

Les personnes possèdent des connaissances avérées en matière d'agriculture et de formation agricole.

A chaque renouvellement complet des membres du Comité, l'administration réalise un appel à candidatures. Cet appel est publié sur le site internet de la Région wallonne. Il précise les mandats à conférer, les délais impartis pour le dépôt des candidatures et l'adresse de réception du courrier.

Les membres du Comité sont nommés par le Gouvernement sur proposition du Ministre pour une durée de trois ans renouvelables.

Le président et le vice-président sont nommés par le Ministre parmi les membres.

Le Gouvernement peut nommer de nouveaux membres en cours de mandat, après que des postes sont déclarés vacants par le Comité.

Le Comité peut inviter dans le cadre de ses travaux toute personne qu'il souhaite entendre, ayant des compétences particulières en relation avec le dossier qu'il traite.

Pour chaque membre, le Gouvernement nomme un suppléant sur base de la même procédure que pour un membre. Le suppléant remplace le membre absent ou empêché.

§ 2. Le Ministre arrête le règlement d'ordre intérieur du Comité.

Les membres du Comité ont droit par séance à laquelle ils participent à 80 euros et au remboursement de leur frais de déplacement conformément au barème établi pour les agents du Service public de Wallonie.

En fonction des disponibilités budgétaires, le Ministre peut indexer, en janvier de chaque année, les montants déterminés à l'alinéa 2 en multipliant ces montants par l'indice santé de janvier de l'année précédente divisé par l'indice santé de janvier l'année 2022.

CHAPITRE 9. — *Application des nombres maximums d'hectares ou d'animaux aux titulaires de personnes morales, d'associations ou des sociétés sans personnalité juridique*

Art. 27. § 1^{er}. Lorsqu'un arrêté relatif à une intervention relevant de la politique agricole commune fixe un nombre maximum d'hectares ou d'animaux, celui-ci est évalué au niveau des titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique, en fonction de leurs parts, de la répartition du droit d'usage ou de leurs apports dans l'activité du partenaire aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° le partenaire est visé par l'article 29 du Code des Impôts sur le Revenu ;
- 2° le titulaire assume une responsabilité illimitée pour les obligations du partenaire ;
- 3° le titulaire a contribué au renforcement des structures agricoles du partenaire ;
- 4° le titulaire est un membre associé ou actionnaire du partenaire ;
- 5° le titulaire exerce son activité à titre principal ou le cas échéant, en tant que conjoint aidant.

Les parts dans l'activité s'évaluent au prorata des droits d'usage apportés dans ou affectés à l'activité, en tenant compte des cessions ou acquisitions de ces parts, au jour de la demande d'aide.

Les droits d'usage s'entendent comme tout droit quelconque donnant au titulaire le droit d'utiliser le bien concerné.

§ 2. Le Ministre détermine :

1° une méthode de calcul de l'affectation des hectares ou des animaux du partenaire aux titulaires pour l'application du nombre maximum d'hectares ou d'animaux s'appliquant au niveau des titulaires en exécution du paragraphe 1^{er} ;

2° une méthode d'estimation des droits d'usage.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, l'on entend par « titulaire », le titulaire au sens de l'article 1^{er}, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015.

CHAPITRE 10. — *Charge en bétail*

Art. 28. Lorsqu'un arrêté relatif à une intervention relevant de la politique agricole commune prévoit le calcul d'une charge en bétail moyenne, celle-ci est calculée au niveau de l'exploitation par année civile donnée et sur base des indications suivantes :

- 1° en ce qui concerne les bovins, la moyenne des données journalières provenant de Sanitel ;
- 2° en ce qui concerne les équidés, le nombre d'animaux déclarés par l'agriculteur dans son formulaire de demande unique pour l'année considérée ;
- 3° en ce qui concerne les caprins, les ovins, les cervidés et les camélidés, l'inventaire annuel relatif à l'identification et l'enregistrement des ovins, des caprins, des cervidés et des camélidés.

Seuls les animaux répondant aux caractéristiques cumulatives suivantes sont pris en compte pour le calcul de la charge en bétail :

1° ils font partie du troupeau attaché à l'exploitation de l'agriculteur ayant introduit la demande d'aide et, en ce qui concerne les chevaux, ils sont déclarés par l'agriculteur dans son formulaire de demande unique pour l'année considérée ;

2° ils sont localisés dans l'unité ou les unités de production gérées par l'agriculteur en Belgique et concernées par la demande d'aide.

Seules les parcelles de surfaces fourragères situées sur le territoire de la Belgique, de l'Allemagne, de la France, du Luxembourg et des Pays-Bas sont prises en compte pour le calcul de la charge en bétail.

La charge en bétail moyenne est déterminée en utilisant les coefficients prévus à l'article 29.

Pour l'application du présent article, l'on entend par « surfaces fourragères », les surfaces déterminées conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique.

Art. 29. Lorsqu'un arrêté relatif à une intervention relevant de la politique agricole commune prévoit le calcul d'une charge en bétail, celle-ci est déterminée sur base des coefficients suivants :

- 1° les bovins âgés de moins d'un an : 0,4 UGB ;
- 2° les bovins âgés d'un an ou plus et de moins de deux ans : 0,7 UGB ;
- 3° les bovins mâles âgés de deux ans ou plus : 1 UGB ;
- 4° les génisses âgées de deux ans ou plus : 0,8 UGB ;
- 5° les vaches laitières : 1 UGB ;
- 6° les autres vaches âgées de deux ans ou plus : 0,8 UGB ;
- 7° les ovins ou caprins : 0,1 UGB ;
- 8° les équidés : 0,8 UGB ;
- 9° les cervidés et camélidés : 0,2 UGB.

CHAPITRE 11. — *Poids de semences*

Art. 30. Lorsqu'un arrêté relatif à une intervention relevant de la politique agricole commune prévoit que la composition d'un mélange de végétaux est exprimée au moyen de pourcentages consacrés à un même genre ou à une même espèce, ces pourcentages sont basés sur les poids des semences habituellement utilisés pour le semis des végétaux concernés en culture pure.

Le Ministre établit une liste de poids habituellement utilisés pour le semis de végétaux en culture pure.

CHAPITRE 12. — *Lutte contre les espèces végétales envahissantes*

Art. 31. Par dérogation aux dispositions du présent arrêté, de ses arrêtés d'exécution et, sauf mention contraire, de l'ensemble des arrêtés relatifs aux interventions relevant de la politique agricole commune prévoyant l'interdiction de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, sont autorisés, toujours en dernier recours :

1° les traitements localisés par pulvérisateur à lance ou à dos contre le chardon des champs (*Cirsium arvense*), le rumex crépu (*Rumex crispus*) et la patience à feuilles obtuses (*Rumex obtusifolius*) ;

2° les traitements localisés contre les espèces exotiques envahissantes s'inscrivant dans un plan de lutte mené ou imposé par l'autorité publique dans le cadre du décret du 2 mai 2019 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Art. 32. En cas de présence de balsamine de l'Himalaya, sa destruction par fauche, broyage ou arrachage avant production de graines est obligatoire.

CHAPITRE 13. — *Registre d'exploitation*

Art. 33. § 1^{er}. Lorsque le présent arrêté, ses arrêtés d'exécution ou un arrêté relatif à une intervention relevant de la politique agricole commune prévoit la tenue d'un registre d'exploitation, celui-ci est complété selon les prescriptions établies par le présent article.

Le registre d'exploitation visé à l'alinéa 1^{er} reprend les opérations culturales, les travaux réalisés ainsi que, le cas échéant, les dates d'entrée et de sortie des animaux sur la parcelle.

Sous peine d'irrecevabilité, l'inscription des opérations culturales, des travaux réalisés et des dates d'entrée et de sortie des animaux dans le registre est effectuée au plus tard dans les sept jours qui suivent leur réalisation.

§ 2. Le Ministre peut mettre à disposition de l'agriculteur un modèle type de registre d'exploitation. A défaut, le registre peut se décliner par parcelle ou par ordre chronologique en ce qui concerne les opérations culturales et les dates d'entrée et de sortie des animaux et par particularités topographiques ou par ordre chronologique en ce qui concerne les travaux réalisés.

§ 3. L'agriculteur peut utiliser le registre d'exploitation à d'autres fins que le respect des conditions relatives aux interventions et des règles de la conditionnalité.

CHAPITRE 14. — *Paiements*

Art. 34. En application de l'article 18, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'agriculteur ne reçoit pas de paiement direct lorsque le montant total des paiements directs demandés ou à octroyer au cours d'une année civile donnée après l'éventuelle application de sanctions et pénalités consécutives à des contrôles administratifs ou des contrôles sur place, à l'exclusion de celles relatives à la conditionnalité, est inférieur à 100 euros.

Art. 35. Aucun paiement n'est effectué avant l'achèvement des contrôles administratifs et le cas échéant, des contrôles sur place.

Art. 36. Le montant du paiement des aides demandées est établi sur base des informations reprises dans la demande unique et sur base des contrôles administratifs, de suivi ou ceux effectués sur place.

Art. 37. Chaque année, l'organisme payeur notifie à l'agriculteur le montant des aides octroyées, reprenant le cas échéant le calcul des aides, après le paiement de celles-ci.

Partie 3. — Conditionnalité**TITRE 1^{er}. — Dispositions générales**

Art. 38. Conformément à l'article 12 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, la présente partie s'applique à tout agriculteur bénéficiant de l'un des soutiens financiers suivants :

1° les paiements directs, octroyés en vertu de :

a) l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs ;

b) l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis ;

c) l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes.

2° les paiements annuels octroyés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide à l'agriculture biologique ;

3° les paiements annuels octroyés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques ;

4° les indemnités octroyées en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités octroyées pour les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques ;

5° les indemnités agricoles octroyées en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités agricoles et forestières octroyées pour les sites Natura 2000.

Art. 39. § 1^{er}. L'agriculteur respecte les dispositions de la présente partie du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année :

1° dans le cadre de ses activités agricoles ;

2° sur la superficie de son exploitation, en ce compris les surfaces agricoles qui ne sont pas exploitées à des fins de production agricole ;

3° sur les autres surfaces qu'il gère sur le territoire de la Région wallonne.

§ 2. L'agriculteur tient un registre d'exploitation complété conformément à l'article 33 et démontrant le respect des exigences prévues par les dispositions de la présente partie.

Le Ministre peut déterminer la liste des éléments probants nécessaires aux contrôles des exigences prévues par les dispositions de la présente partie et devant être portés au registre d'exploitation.

§ 3. En cas de non-respect du paragraphe 1^{er}, une sanction administrative proportionnelle au manquement est imposée à l'agriculteur concerné.

Art. 40. En cas de modification des législations fédérales ou régionales transposant les directives européennes mentionnées au titre 2, les nouvelles exigences sont intégrées aux règles à respecter dans le cadre de la conditionnalité.

Art. 41. L'organisme payeur contrôle le respect des exigences prévues dans la présente partie.

TITRE 2. — Exigences réglementaires en matière de gestion prévues par le droit de l'Union européenne et normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres

CHAPITRE 1. — Climat et environnement

Section 1^{ère}. — Changement climatique

Sous-section 1^{ère}. — Mesure de sauvegarde générale contre la conversion vers d'autres usages agricoles afin de préserver les stocks de carbone (BCAE 1)

Art. 42. Pour l'application de la présente sous-section, l'on entend par :

1° ratio annuel : le ratio de prairies permanentes calculé conformément à l'article 48, § 2, alinéa 1^{er}, du règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021 ;

2° ratio de référence : le ratio de prairies permanentes calculé conformément à l'article 48, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021.

Art. 43. L'organisme payeur calcule la valeur du ratio annuel au plus tard le 31 août de chaque année.

Art. 44. § 1^{er}. Lorsque le ratio annuel diminue de plus de 2,5 % par rapport au ratio de référence, les agriculteurs ont l'interdiction de convertir des prairies permanentes en surfaces agricoles consacrées à d'autres utilisations sans avoir obtenu au préalable une autorisation individuelle de conversion.

L'organisme payeur informe les agriculteurs concernés de l'interdiction visée à l'alinéa 1^{er} au plus tard le 15 septembre de l'année au cours de laquelle la diminution du ratio annuel supérieure à 2,5 % est observée.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, le Ministre détermine :

1° les motifs pouvant justifier l'octroi d'une autorisation individuelle de conversion ;

2° les modalités d'introduction des demandes d'autorisations individuelles de conversion ;

3° les modalités d'octroi des autorisations individuelles de conversion.

Le Ministre définit la liste des motifs pouvant justifier l'octroi d'une autorisation individuelle de conversion conformément à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Art. 45. Lorsque le ratio annuel diminue de plus de 5 % par rapport au ratio de référence, les agriculteurs ont l'interdiction de convertir des prairies permanentes en surfaces agricoles consacrées à d'autres utilisations.

En application de l'article 48, § 3, alinéa 1^{er}, du règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021, dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, une reconversion de terres arables ou de cultures permanentes en prairies permanentes est imposée aux agriculteurs désignés conformément aux modalités déterminées par le Ministre.

L'organisme payeur informe les agriculteurs concernés de l'interdiction visée à l'alinéa 1^{er} et de l'exigence visée à l'alinéa 2 au plus tard le 15 septembre de l'année au cours de laquelle la diminution du ratio annuel supérieure à 5 % est observée.

Sous-section 2. — Protection des sols riches en carbone (BCAE 2)

Art. 46. Pour l'application de la présente sous-section, l'on entend par :

1° sols para-tourbeux : les sols présentant soit un horizon tourbeux en surface d'une épaisseur inférieure à quarante centimètres, soit un horizon tourbeux apparaissant à plus de quarante centimètres de la surface ;

2° sols tourbeux : les sols présentant en surface un horizon tourbeux d'une épaisseur d'au moins quarante centimètres ;

3° tourbe : matériau contenant au moins 30 % de matières organiques provenant de débris végétaux conservés en milieu anaérobie.

Art. 47. § 1^{er}. Le labour ou le travail non superficiel du sol, le drainage et la modification du relief du sol sont interdits sur :

1° les parcelles de surfaces agricoles présentant l'une des propriétés suivantes :

a) un sol tourbeux ;

b) un sol para-tourbeux ;

c) un sol caractérisé par un drainage très pauvre, avec horizon réduit ;

2° les prairies permanentes situées en zones d'aléa d'inondation élevé par débordement.

Les caractéristiques propres à la classe de drainage visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, c), sont déterminées par le Ministre.

§ 2. L'organisme payeur attribue un code informatif pour chaque parcelle concernée par l'une des caractéristiques visées au paragraphe 1^{er}. Le code informatif est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de la demande unique.

Art. 48. En cas de non-respect de l'exigence visée à l'article 47, § 1^{er}, l'agriculteur restaure les caractéristiques initiales de la parcelle.

Après constatation du non-respect de l'exigence à l'article 47, § 1^{er}, l'organisme payeur informe sans délai l'agriculteur concerné de l'obligation de restauration et de la date à laquelle il devra s'être acquitté de cette obligation. Cette date n'est pas postérieure à la date de modification de la demande unique pour l'année suivante.

L'organisme payeur peut, au cas par cas, délivrer des instructions précises que doit respecter l'agriculteur concerné, en vue de restaurer les caractéristiques initiales de la parcelle.

Art. 49. La régénération de la prairie est autorisée par un sursemis, un travail superficiel du sol ou un labour peu profond. Lorsque le couvert de la prairie permanente est fortement dégradé, notamment en cas de coulée boueuse ou de dépôt naturel de sédiments sur une épaisseur de plus de dix centimètres, de dépôts ou de dégâts occasionnés par des travaux temporaires d'utilité publique ou de dégâts causés par la faune sauvage, le Ministre peut également autoriser le labour, par voie de décision individuelle.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par « labour peu profond », le labour effectué sur une profondeur de moins de quinze centimètres.

Sous-section 3. — Maintien des niveaux de matière organique des sols (BCAE 3)

Art. 50. L'agriculteur ne brûle pas la paille, le chaume et les autres résidus de récolte.

Lorsque des motifs phytosanitaires le justifient, le Ministre ou l'autorité compétente accorde des dérogations à l'interdiction énoncée à l'alinéa 1^{er} par voie de décision individuelle.

Section 2. — Eau

Sous-section 1ère. — Contrôle des sources diffuses de pollution par les phosphates (ERMG 1)

Art. 51. L'agriculteur respecte les articles D.33/3, alinéa 4, D.42-1 et D.52-1 du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

Sous-section 2. — Protection des eaux contre la pollution par le nitrate à partir de sources agricoles (ERMG 2)

Art. 52. L'agriculteur respecte les exigences relatives à la gestion durable de l'azote en agriculture prescrites au chapitre IV du titre VII du livre II de la partie réglementaire du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

Les dérogations aux exigences visées à l'alinéa 1^{er}, prescrites au chapitre IV du titre VII du livre II de la partie réglementaire du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau, sont intégrées aux règles de la conditionnalité.

L'organisme payeur attribue un code informatif pour chaque parcelle située partiellement ou totalement dans une zone vulnérable désignée conformément à l'article R.212 du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau. Le code informatif est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de la demande unique.

Sous-section 3. — Protection des cours d'eau contre la pollution et le ruissellement (BCAE 4)

Art. 53. L'épandage de fertilisants et de pesticides est interdit à moins de six mètres des crêtes de berge des éléments suivants :

1° les voies hydrauliques visées à l'article D.2, 89°, du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau ;

2° les cours d'eau non navigables visés à l'article D.2, 20°, du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau ;

3° les cours d'eau non classés visés à l'article D.2, 19°ter, du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau.

Section 3. — Sol

Sous-section 1ère. — Dispositions communes aux sous-sections 2 et 3

Art. 54. § 1. L'organisme payeur attribue un code informatif pour chaque parcelle présentant une sensibilité élevée, très élevée ou extrême à l'érosion. Le code informatif est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de la demande unique.

§ 2. L'agriculteur peut introduire une demande de requalification de la sensibilité d'une parcelle à l'érosion auprès de l'organisme payeur dans les situations suivantes :

1° une analyse du sol de la parcelle concernée datant de trois années au maximum et réalisée auprès d'un laboratoire répondant aux critères déterminés par le Ministre est jointe à sa demande ;

2° un découpage de la parcelle en deux ou plusieurs parcelles est effectué.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, l'analyse contient au minimum la valeur de carbone organique, la date et la localisation précise de l'échantillonnage et le nom du laboratoire.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, un nouveau code informatif est attribué aux parcelles créées.

Art. 55. § 1^{er}. Lorsqu'un agriculteur cultive une culture identique sur des parcelles adjacentes qui, réunies, formeraient une parcelle présentant une sensibilité élevée, très élevée ou extrême à l'érosion, il respecte sur l'ensemble des parcelles concernées les exigences prévues aux sous-sections 2 et 3.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, deux cultures sont considérées comme étant différentes lorsque :

1° elles appartiennent à des genres botaniques différents ;

2° l'une d'elles est une terre mise en jachère ;

3° l'une d'elles est une terre consacrée à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées.

Pour l'application du présent article, l'épeautre (*Triticum spelta*) et le petit épeautre (*Triticum monococcum*) sont considérés comme des cultures distinctes du froment (*Triticum aestivum*).

Sous-section 2. — Gestion minimale de la terre reflétant les conditions locales spécifiques en vue de limiter l'érosion (BCAE 5)

Art. 56. § 1^{er}. Sur les parcelles de terres arables présentant une sensibilité élevée à l'érosion et ensemencées d'une culture annuelle avant le 1^{er} janvier, la culture est présente dès le 1^{er} janvier.

§ 2. Pour les parcelles de terres arables présentant une sensibilité élevée à l'érosion et ensemencées d'une culture annuelle après le 1^{er} janvier, l'agriculteur fait le choix entre :

1° assurer du 1^{er} janvier au 30 juin la présence d'une couverture du sol en recourant sur l'ensemble de la parcelle à des techniques d'implantation de cultures dans un couvert existant ;

2° recourir sur l'ensemble de la parcelle à d'autres innovations techniques dont les résultats reconnus permettent de réduire le risque d'érosion ;

3° installer sur les parcelles implantées de cultures annuelles une bande anti-érosion répondant aux caractéristiques prévues par le Ministre ;

4° dans le cas de cultures sur buttes, cloisonner les interbuttes et installer une bande anti-érosion conforme au 3°.

Art. 57. § 1^{er}. Pour les parcelles de terres arables présentant une sensibilité très élevée à l'érosion et ensemencées avant le 1^{er} janvier, l'agriculteur fait le choix entre :

1° assurer du 1^{er} janvier au 30 juin la présence d'une couverture du sol en recourant sur l'ensemble de la parcelle à des techniques d'implantation de cultures dans un couvert existant, sauf si le couvert existant consiste en une culture de céréales d'hiver ;

2° installer sur les parcelles implantées de cultures annuelles une bande anti-érosion conforme à l'article 56, § 2, 3°.

§ 2. Pour les parcelles de terres arables présentant une sensibilité très élevée à l'érosion et ensemencées après le 1^{er} janvier, l'agriculteur fait le choix entre :

1° assurer du 1^{er} janvier au 30 juin la présence d'une couverture du sol en recourant sur l'ensemble de la parcelle à des techniques d'implantation de cultures dans un couvert existant ;

2° recourir sur l'ensemble de la parcelle à d'autres innovations techniques dont les résultats reconnus permettent de réduire le risque d'érosion et y installer une bande anti-érosion conforme à l'article 56, § 2, 3°.

§ 3. Les cultures sur buttes sont interdites sur les parcelles en terres arables présentant une sensibilité très élevée à l'érosion.

Art. 58. § 1^{er}. Le labour et l'implantation de cultures annuelles ou pluriannuelles sont interdits sur les parcelles présentant une sensibilité extrême à l'érosion.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les cultures annuelles ou pluriannuelles en place le 1^{er} janvier 2023 sont converties en prairies permanentes au plus tard au moment de leur destruction ou de leur dégradation naturelle.

§ 2. Le Ministre ou l'autorité compétente peuvent accorder des dérogations aux interdictions énoncées au paragraphe 1^{er} par voie de décisions individuelles pour les exploitations dont au moins 75 % de la superficie totale de terres arables présentent une sensibilité extrême à l'érosion.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, l'agriculteur applique les dispositions de l'article 57 sur l'ensemble de ses parcelles de terres arables présentant une sensibilité extrême à l'érosion.

§ 3. La régénération de la prairie est autorisée par un sursemis, un travail superficiel du sol ou un labour peu profond. Lorsque le couvert de la prairie permanente est fortement dégradé, notamment en cas de coulée boueuse ou de dépôt naturel de sédiments sur une épaisseur de plus de dix centimètres, de dépôts ou de dégâts occasionnés par des travaux temporaires d'utilité publique ou de dégâts causés par la faune sauvage, le Ministre peut également autoriser le labour, par voie de décision individuelle.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par « labour peu profond », le labour effectué sur une profondeur de moins de quinze centimètres.

Art. 59. Le Ministre détermine :

1° les techniques d'implantation de cultures dans un couvert existant visées aux articles 56, § 2, 1°, et 57, § 1^{er}, 1°, et § 2, 1° ;

2° les autres innovations techniques dont les résultats reconnus permettent de réduire le risque d'érosion visées aux articles 56, § 2, 2°, et 57, § 2, 2°.

Art. 60. § 1^{er}. Pour les parcelles de cultures permanentes présentant une sensibilité élevée à l'érosion, l'agriculteur fait le choix entre :

1° assurer la présence d'au moins huit interlignes végétalisés sur dix ;

2° assurer la présence d'au moins trois interlignes végétalisés sur dix et installer une bande anti-érosion conformément à l'article 56, § 2, 3°.

§ 2. Pour les parcelles de cultures permanentes présentant une sensibilité très élevée à l'érosion, l'agriculteur assure la présence d'au moins huit interlignes végétalisés sur dix et installe une bande anti-érosion conforme à l'article 56, § 2, 3°.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er}, 2°, et 2, pour les cultures permanentes désignées par le Ministre, une bande anti-érosion conforme à l'article 56, § 2, 3°, est présente au minimum les quatre premières années suivant l'implantation de la culture permanente.

§ 4. Dans les hypothèses visées aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3, la bande anti-érosion est présente au moment de l'implantation de la culture permanente.

Dans les hypothèses visées aux paragraphes 1^{er} et 2, la bande anti-érosion est maintenue jusqu'à la destruction de la culture permanente. Si la culture permanente est détruite avant le 1^{er} juillet, la bande anti-érosion est maintenue au moins jusqu'à cette date.

Sous-section 3. — Protection des sols pendant les périodes les plus sensibles (BCAE 6)

Art. 61. L'agriculteur assure du 15 septembre au 15 novembre une couverture végétale du sol sur 80 % de la superficie totale de terres arables de l'exploitation.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les éléments suivants sont considérés comme des couvertures végétales du sol :

1° les résidus de cultures pour autant qu'ils recouvrent au moins 75 % de la parcelle ;

2° les repousses de céréales ou d'oléagineux, pour autant qu'elles recouvrent au moins 75 % de la parcelle en date du 1^{er} novembre ;

3° les intercultures et les cultures secondaires implantées avant le 1^{er} novembre.

Pendant la période visée à l'alinéa 1^{er}, une présence de sol nu est autorisée pendant une durée de deux semaines précédant l'implantation d'une interculture ou d'une culture secondaire.

L'exigence prévue à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux parcelles ensemencées avant le 1^{er} janvier d'une culture hivernale à des fins de récolte ou de pâturage au cours de la campagne suivante.

Les exigences prévues à l'alinéa 1^{er} ne s'appliquent pas aux terres arables mises en jachère ou couvertes de cultures pluriannuelles, d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées à condition que leur couverture soit maintenue pendant la période visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 62. L'agriculteur assure une couverture végétale du sol sur les parcelles de terres arables présentant une sensibilité élevée, très élevée ou extrême à l'érosion du 15 septembre au 31 décembre. La couverture ne peut pas être détruite avant le 1^{er} janvier de l'année suivante.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les éléments suivants sont considérés comme des couvertures végétales du sol :

1° les résidus de cultures pour autant qu'ils recouvrent au moins 75 % de la parcelle ;

2° les repousses de céréales ou d'oléagineux pour autant qu'elles recouvrent au moins 75 % de la parcelle en date du 1^{er} novembre ;

3° les intercultures et les cultures secondaires implantées avant le 15 décembre.

Pendant la période visée à l'alinéa 1^{er}, une présence de sol nu est autorisée pendant une durée de deux semaines précédant l'implantation d'une interculture ou d'une culture secondaire.

L'exigence prévue à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux parcelles ensemencées à l'automne d'une culture hivernale à des fins de récolte ou de pâturage au cours de la campagne suivante.

Les exigences prévues à l'alinéa 1^{er} ne s'appliquent pas aux terres arables mises en jachère ou couvertes de cultures pluriannuelles, d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées à condition que leur couverture soit maintenue pendant la période visée à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 4. — Préserver le potentiel des sols (BCAE 7)

Art. 63. § 1^{er}. Sur une même parcelle de terre arable, il est interdit de cultiver une culture identique pendant plus de trois années.

En outre, l'agriculteur procède chaque année au changement de culture sur 35 % de la superficie totale de terres arables de son exploitation.

§ 2. Les exigences prévues au paragraphe 1^{er} ne s'appliquent pas aux terres arables mises en jachère ou couvertes de cultures pluriannuelles, d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées.

L'exigence prévue au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne s'applique pas lorsque l'agriculteur désire cultiver du maïs (*Zea mays*) pendant plusieurs années successives sur une même parcelle, à condition qu'il plante une interculture entre chaque culture de maïs. L'interculture est conservée au moins trois mois à compter de son implantation.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, il y a changement de culture dans les hypothèses suivantes :

1° une culture suit une culture appartenant à un genre botanique différent ;

2° une culture suit ou précède une terre mise en jachère ;

3° une culture suit ou précède une terre consacrée à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées.

Pour l'application du présent article, l'épeautre (*Triticum spelta*) et le petit épeautre (*Triticum monococcum*) sont considérés comme des cultures distinctes du froment (*Triticum aestivum*).

Pour l'application du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, l'implantation d'une interculture entre deux cultures est considérée comme un changement de culture si elle est conservée au moins trois mois à compter de son implantation.

Art. 64. L'article 63, § 1^{er}, ne s'applique pas dans les hypothèses suivantes :

1° plus de 75 % des terres arables de l'exploitation sont consacrés à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées, sont laissés en jachère, sont consacrés à la culture de légumineuses ou sont soumis à une combinaison de ces utilisations ;

2° plus de 75 % de la surface agricole admissible de l'exploitation sont constitués de prairies permanentes, sont utilisés pour la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées ou sont soumis à une combinaison de ces utilisations ;

3° la superficie totale de terres arables de l'exploitation ne dépasse pas dix hectares ;

4° les parcelles pour lesquelles l'agriculteur détient un certificat conforme à l'article 35 du règlement (UE) n° 2018/848 du 30 mai 2018 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil.

Section 4. — Biodiversité et paysages

Sous-section 1ère. — Conservation des oiseaux sauvages (ERMG 3)

Art. 65. Sur le territoire de la Région wallonne, l'agriculteur respecte :

1° l'article 2, § 2, 3°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

2° les affectations reprises en zone naturelle au plan de secteur ;

3° les affectations reprises en zone forestière au plan de secteur.

L'alinéa 1^{er}, 3°, ne s'applique pas à l'égard des parcelles reprises en zone forestière au plan de secteur et converties en surfaces agricoles avant l'une des dates suivantes :

1° le 1^{er} janvier 2006, en ce qui concerne les parcelles situées en zone Natura 2000 ;

2° le 1^{er} janvier 2013, en ce qui concerne les parcelles situées hors zone Natura 2000.

Sous-section 2. — Conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (ERMG 4)

Art. 66. Pour toute parcelle de deux ares ou plus située entièrement dans un site Natura 2000, l'agriculteur respecte les exigences prescrites aux articles 2, § 2, 1° et 2°, 2bis, § 2, 1° à 4°, 2quater, 3, § 2, 1° et 3°, 28, §§ 1^{er} et 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ainsi qu'aux arrêtés suivants, pris en exécution de l'article 28, §§ 2, 3 et 4, alinéa 4, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 ;

2° l'arrêté du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables ;

3° les arrêtés de désignation des sites Natura 2000 ;

4° l'arrêté du 23 octobre 2008 du Gouvernement wallon fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000.

Pour les parcelles situées partiellement dans un site Natura 2000, l'alinéa 1^{er} s'applique uniquement sur la partie de la parcelle située dans le site Natura 2000 et pour autant que la partie située dans le site Natura 2000 couvre une superficie minimale de deux ares.

L'organisme payeur attribue un code informatif pour chaque parcelle située partiellement ou totalement dans un site Natura 2000. Le code informatif est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de la demande unique.

Sous-section 3. — Maintien des zones ou des éléments non productifs afin d'améliorer la biodiversité dans les exploitations agricoles (BCAE 8)

Art. 67. § 1^{er}. L'agriculteur consacre au moins 4 % des terres arables présentes sur son exploitation à des zones ou éléments non productifs.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'agriculteur consacre au moins 4 % des terres arables présentes sur son exploitation à des cultures dérobées ou des cultures fixatrices d'azote cultivées sans utilisation de produits phytopharmaceutiques, la part minimale des terres arables présentes sur son exploitation qu'il consacre à des zones ou éléments non productifs s'élève à 3 %.

Lorsque l'agriculteur consacre au moins 7 % des terres arables présentes sur son exploitation à des zones ou des éléments non productifs dans le cadre de l'éco-régime « maillage écologique » prévu à l'article 3, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux éco-régimes, la part à attribuer au respect de l'exigence prévue à l'alinéa 1^{er} est limitée à 3 %.

§ 2. Pour le calcul des pourcentages de terres arables consacrés à des zones ou éléments non productifs, à des surfaces portant des cultures dérobées ou à des surfaces portant des cultures fixatrices d'azote, il est fait usage du coefficient visé à l'annexe III du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 et de ceux définis par le Ministre.

§ 3. Sont exemptées de l'exigence prévue au paragraphe 1^{er}, les exploitations dont :

1° plus de 75 % des terres arables sont consacrés à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées, sont laissés en jachère, sont consacrés à la culture de légumineuses ou sont soumis à une combinaison de ces utilisations ;

2° plus de 75 % de la surface agricole admissible sont constitués de prairies permanentes, sont utilisés pour la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées ou sont soumis à une combinaison de ces utilisations ;

3° la superficie totale de terres arables ne dépasse pas dix hectares.

Art. 68. § 1^{er}. Les zones et éléments non productifs pris en considération aux fins de l'application de l'article 65, § 1^{er}, sont les suivants :

1° les arbustes et buissons isolés ;

2° les bordures de champs ;

3° les jachères ;

4° les jachères mellifères ;

5° les particularités topographiques ;

6° les surfaces agricoles faisant l'objet d'un engagement pour l'une des mesures agro-environnementale et climatiques suivantes, conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, 3°, 4° et 7°, respectivement, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques :

a) la mesure n° 5 « tournières enherbées » ;

b) la mesure n° 7 « parcelles aménagées » ;

c) la mesure n° 12 « parcelles de céréales laissées sur pied ».

Pour être pris en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, les zones et éléments non productifs sont situés sur les terres arables de l'exploitation.

Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 35°, les terres arables mises en jachère, en jachère mellifère ou en bordure de champ depuis plus de cinq années, restent des terres arables.

§ 2. En ce qui concerne les jachères et les jachères mellifères prises en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, le Ministre fixe :

1° les périodes d'ensemencement des jachères mellifères ;

2° la période pendant laquelle les terres sont conservées en jachère ;

3° la liste des espèces riches en pollen et en nectar devant être utilisées pour l'implantation de jachères mellifères.

Le Ministre peut définir les exigences supplémentaires en ce qui concerne les modalités d'implantation des jachères mellifères.

Les parcelles de terres arables ayant été converties en jachères ou jachères mellifères à partir d'une prairie permanente au cours des cinq années précédant leur déclaration via la demande unique ne sont pas prises en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}. L'organisme payeur attribue un code informatif pour chaque parcelle concernée. Le code informatif est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de la demande unique.

§ 3. Pour être pris en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, les talus présentent une longueur d'au moins dix mètres.

§ 4. Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, 5°, 7°, 11° et 24°, les arbres isolés, les arbres proches, les arbustes et buissons isolés, les bosquets, les haies et les arbres alignés peuvent être pris en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, dès la première année de leur implantation.

§ 5. Pour être pris en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, les mares répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° elles présentent une superficie comprise entre un et trente ares ;

2° elles sont distantes d'au moins six mètres les unes des autres.

Dans le cas où une végétation ripicole borde une mare, une bande couverte de la végétation correspondante est prise en compte pour le calcul de la superficie de la mare, dans la limite prévue à l'alinéa 1^{er}. La bande de végétation ripicole peut être arborée.

Lorsque plus de dix mares sont présentes sur une exploitation, l'organisme payeur sollicite un avis auprès d'un expert désigné conformément à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques. L'expert identifie les mares pouvant être prises en compte aux fins de l'application de l'article 67, § 1^{er}, sur base de leur intérêt environnemental.

§ 6. Pour être prises en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, les bordures de champs présentent une largeur minimale de six mètres. Elles sont prises en considération aux fins de l'application de l'article 67, § 1^{er}, à hauteur de vingt mètres de largeur au maximum.

§ 7. Pour être pris en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, les jachères, les jachères mellifères, les talus, les fossés, les bordures de champs et les surfaces agricoles faisant l'objet d'un engagement pour la mesure agro-environnementale et climatique n° 5 « tournières enherbées » ne sont pas utilisés à des fins de production agricole.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la coupe de la végétation herbacée pour le fourrage et le pâturage est autorisé sur les jachères, les jachères mellifères et les bordures de champs du 15 juillet au 30 novembre inclus. La coupe de la végétation herbacée pour le fourrage et le pâturage par des ovins est autorisé du 16 juillet au 31 octobre inclus sur les surfaces agricoles faisant l'objet d'un engagement pour la mesure agro-environnementale et climatique n° 5 « tournières enherbées »

§ 8. L'utilisation de fertilisants ou d'amendements est interdite sur les zones et éléments non productifs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° à 4°, ainsi que sur les talus et les fossés

Art. 69. Aux fins de l'application de l'article 67, § 1^{er}, alinéa 2, les surfaces portant des cultures dérobées sont mises en place par l'ensemencement d'un mélange d'espèces ou par un sous-semis d'herbe ou de légumineuses dans la culture principale.

Pour être pris en compte pour l'application de l'article 67, § 1^{er}, alinéa 2, les surfaces portant des cultures dérobées ne sont pas utilisées à des fins de production agricole.

Le Ministre fixe :

1° la liste des espèces pouvant être utilisées dans les mélanges visés à l'alinéa 1^{er} ;

2° la période d'ensemencement des surfaces portant des cultures dérobées ;

3° la période pendant laquelle les surfaces portant des cultures dérobées doivent être en place.

Le Ministre peut définir des conditions supplémentaires en ce qui concerne les méthodes de production et l'utilisation de fertilisants et de produits phytopharmaceutiques.

Art. 70. Aux fins de l'application de l'article 67, § 1^{er}, alinéa 2, les surfaces portant des cultures fixatrices d'azote sont mises en place par l'ensemencement de plantes fixant l'azote ou d'un mélange de plantes fixant l'azote et d'autres cultures à condition que les espèces de plantes fixant l'azote soient prédominantes.

Le Ministre fixe :

- 1° la liste des espèces de plantes fixant l'azote autorisées aux fins de l'application de l'alinéa 1^{er} ;
- 2° la période de végétation des surfaces portant des cultures fixatrices d'azote ;
- 3° la durée pendant laquelle les surfaces portant des cultures fixatrices d'azote doivent être en place.

Le Ministre peut définir des conditions supplémentaires en ce qui concerne les méthodes de production et l'utilisation de fertilisants.

Art. 71. L'utilisation de produits phytopharmaceutiques est interdite sur les bordures de champs, les jachères, les jachères mellifères, les talus, les fossés, les surfaces portant des cultures dérobées et les surfaces portant des cultures fixatrices d'azote retenues pour l'application de l'article 67, § 1^{er}.

Art. 72. § 1^{er}. L'agriculteur maintient les particularités topographiques sur toutes les parcelles de son exploitation.

L'agriculteur respecte l'exigence prévue à l'article D.IV.4, alinéa 1^{er}, 9°, 11° à 13°, du Code du Développement Territorial.

§ 2. Toute destruction de particularités topographiques est interdite, sauf si elle est autorisée par l'autorité compétente ou un permis d'urbanisme.

Art. 73. Sur une distance d'un mètre à compter du bord de la plate-forme d'une voirie, les opérations suivantes sont interdites :

- 1° le travail du sol et la modification du relief du sol ;
- 2° le semis ;
- 3° l'utilisation de produits phytopharmaceutiques.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par « plate-forme de voirie », le revêtement en dur d'une voirie ou, en l'absence de revêtement en dur, la zone de trois mètres de large centrée sur l'axe d'une voirie.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'agriculteur peut exploiter une parcelle agricole en deçà de la limite visée à l'alinéa 1^{er} s'il démontre par toute voie de droit que la limite de la parcelle s'étend à moins d'un mètre de la plate-forme de voirie.

Art. 74. Sauf si un permis d'urbanisme ou, à défaut, l'autorité compétente l'autorise, les opérations suivantes sont interdites :

- 1° l'arrachage, la destruction mécanique ou chimique de haies indigènes ;
- 2° le recepage de haies indigènes à moins d'un mètre de hauteur sans protection contre le bétail ;
- 3° l'arrachage, la destruction mécanique ou chimique et le recepage des arbres indigènes, alignés, isolés ou en bosquets.

La taille des arbres têtards n'est pas soumise aux interdictions énoncées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 75. La taille des haies et des arbres, alignés, isolés ou en bosquets est interdite du 1^{er} avril au 31 juillet inclus.

Sous-section 4. — Protection des habitats et des espèces (BCAE 9)

Art. 76. § 1^{er}. Le labour et la conversion de prairies permanentes écologiquement sensibles en surfaces agricoles consacrées à d'autres utilisations sont interdits.

§ 2. Les prairies permanentes écologiquement sensibles sont les prairies permanentes désignées comme « milieux ouverts prioritaires » (UG 2), « prairies habitats d'espèces » (UG 3), « bandes extensives » (UG 4), « zones sous statut de protection » (UG temp 1) ou « zones à gestion publique » (UG temp 2) par l'article 2, 2° à 4°, 14° et 15° respectivement de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables.

L'organisme payeur attribue un code informatif pour chaque prairie permanente écologiquement sensible. Le code informatif est communiqué aux agriculteurs au moyen du formulaire de la demande unique.

§ 3. En cas de non-respect de l'exigence visée au paragraphe 1^{er}, l'agriculteur reconvertit la surface concernée en prairie permanente.

Par dérogation à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 35°, les surfaces reconverties sont considérées comme prairies permanentes à compter du premier jour de la reconversion et sont soumises aux interdictions visées au paragraphe 1^{er}.

§ 4. Après constatation du non-respect de l'exigence prévue au paragraphe 1^{er}, l'organisme payeur informe sans délai l'agriculteur concerné de l'obligation de reconversion et de la date à laquelle il devra s'être acquitté de cette obligation. Cette date n'est pas postérieure à la date de modifications de la demande unique pour l'année suivante.

L'organisme payeur peut, au cas par cas, délivrer des instructions précises que doit respecter l'agriculteur concerné, sur la manière de remédier aux dommages causés à l'environnement en vue de restaurer les caractéristiques initiales de la parcelle.

CHAPITRE 2. — Santé publique et santé végétale

Section 1^{ère}. — Sécurité des denrées alimentaires

Sous-section 1^{ère}. — Sécurité des denrées alimentaires (ERMG 5)

Art. 77. L'agriculteur respecte les articles 14, 15, 17, § 1^{er}, et 18 à 20 du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

Sous-section 2. — Utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatique et substances β -agonistes dans les spéculations animales (ERMG 6)

Art. 77. L'agriculteur respecte les interdictions de prescription et d'administration de certaines substances ainsi que des interdictions de commercialisation des animaux d'exploitation auxquels ces substances ont été administrées prévues aux articles 3, 5 et 9bis, § 2, de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet beta-adrénergique ou à effet stimulateur de production chez les animaux.

Section 2. — Produits phytopharmaceutiques

Sous-section 3. — Mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (ERMG 7)

Art. 78. L'agriculteur respecte l'article 55, alinéas 1^{er} et 2, première phrase, du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil.

Sous-section 4. — Utilisation des pesticides compatible avec le développement durable (ERMG 8)

Art. 79. L'agriculteur respecte les dispositions suivantes :

1° les articles 2 à 5 et 8 de l'arrêté royal du 13 mars 2011 relatif au contrôle obligatoire des pulvérisateurs et modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 2005 relatif aux rétributions visées à l'article 5 de la loi du 9 décembre 2004 portant financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ;

2° les articles 3, 6°, et 4, 4°, l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 ;

3° les articles 10 et 20 à 40 de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable ;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel ;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

6° les articles 4 à 8 et 12 à 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon.

CHAPITRE 3. — *Bien-être animal*

Section 1ère. — Normes minimales relatives à la protection des veaux (ERMG 9)

Art. 80. L'agriculteur respecte les exigences prescrites par l'arrêté royal du 23 janvier 1998 relatif à la protection des veaux dans les élevages de veaux.

Section 2. — Normes minimales relatives à la protection des porcs (ERMG 10)

Art. 81. L'agriculteur respecte les exigences prescrites par l'arrêté royal du 15 mai 2003 relatif à la protection des porcs dans les élevages porcins et l'arrêté royal du 17 mai 2001 relatif aux interventions autorisées sur les vertébrés pour l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter la reproduction de l'espèce, en ce qui concerne les porcs.

Section 3. — Protection des animaux dans les élevages (ERMG 11)

Art. 82. L'agriculteur respecte l'article 3 de l'arrêté royal du 1^{er} mars 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages.

Partie 4. — Dispositions finales

Art. 83. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 2 février 2017, du 22 mars 2018 et du 25 juin 2018 ;

2° l'arrêté ministériel du 27 août 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de la conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, modifié par l'arrêté ministériel du 27 avril 2017.

Art. 84. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 85. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 23 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

RAPPORT AU GOUVERNEMENT WALLON PRÉCÉDENT L'ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT WALLON DU 23 FEVRIER 2023 RELATIF AUX NOTIONS COMMUNES AUX INTERVENTIONS ET AIDES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ET À LA CONDITIONNALITÉ

Le présent arrêté s'inscrit dans le cadre la réforme de la Politique agricole commune.

Par le biais de cet arrêté, la Région wallonne exécute les règlements (UE) n° 2021/2115 et n° 2021/2116 du 2 décembre 2021 ainsi que les règlements délégués et d'exécution qui ont été pris en application de ceux-ci. Ces dispositions européennes laissent aux Etats membres une latitude certaine quant à la mise en œuvre de la Politique agricole commune sur le territoire de la Région wallonne.

Cet arrêté consacre en règles de droit les sections du Plan stratégique wallon relatif à la PAC portant sur les définitions, éléments communs à plusieurs interventions de la politique agricole commune et à la conditionnalité, telles qu'entérinées en deuxième lecture par le Gouvernement wallon le 6 octobre 2022. Ledit Plan est disponible via le lien suivant : <https://agriculture.wallonie.be/plan-strategique-pac-2023-2027>.

Le pouvoir du Gouvernement wallon d'intervenir dans les matières couvertes par l'arrêté découle du Code wallon de l'Agriculture.

1. PRÉSENTATION DU TEXTE

Partie 1^{ère}. Objet

L'article 1^{er} liste les différents éléments qui sont traités par le texte.

Partie 2. Définitions

L'article 2 reprend 47 définitions qui ont vocation à s'appliquer, sauf mention contraire, à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, à son arrêté d'exécution ainsi qu'à l'ensemble des arrêtés relatifs aux interventions d'aides de la politique agricole commune.

La plupart des définitions figurant à l'article 2 s'inspirent d'anciennes réglementations européennes et wallonnes. Notamment l'article 4 du règlement n° 1307/2013 du 17 décembre 2013, qui définissait les notions de « exploitation », « activité agricole », « surfaces agricoles », « terres arables », « cultures permanentes », « prairies permanentes », « herbe ou autres plantes fourragères herbacées », « pépinières », « taillis à courte rotation » ainsi que son article 9 sur la notion « d'agriculteur actif » et le règlement n° 639/2014 du 11 mars 2014, qui définissait les notions de « prédominance d'herbe et d'autres plantes fourragères herbacées en cas de prairies permanentes » (article 6) et « pratiques locales établies en cas de prairies permanentes » (article 7) et fixait des exigences communes en ce qui concerne les « particularités topographiques », les terres en jachères et les cultures dérochées (article 45). Ces dispositions ont été exécutées dans plusieurs arrêtés wallons. Voir notamment l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 relatif aux paiements directs (art. 10 à 12 sur « l'agriculteur actif », le chapitre X sur « l'hectare admissible ») et l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015

relatif à la conditionnalité, en ce qui concerne les « particularités topographiques » en particulier.

Dans tous les cas, ces définitions, qu'elles aient été tirées ou non d'anciennes réglementations, ont dû être adaptées afin de répondre aux exigences techniques et agronomiques du nouveau volet de la Politique agricole commune. La liberté dans l'adaptation de ces définitions provient du nouveau paradigme institué par le règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021. Les politiques agricoles des Etats membres sont désormais encadrées par des « Plans stratégiques » nationaux (ou régionaux, dans le cas de la Belgique), dont le contenu est validé par la Commission européenne.

Certaines définitions reprises dans l'article 2 ont été adoptées en exécution de l'article 4, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013, ci-après « le règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ». Ladite disposition charge les États membres d'indiquer dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC les définitions de « l'activité agricole », de la « surface agricole », de « l'hectare admissible », de « l'agriculteur actif », du « jeune agriculteur » et du « nouvel agriculteur ». Ces notions ont nécessité à leur tour la définition de plusieurs de leurs éléments constitutifs, tels que les « cultures permanentes », la notion « d'herbe ou autres plantes fourragères herbacées », de « particularités topographiques », de « pépinières », de « prairies permanentes », de « taillis à courte rotation » et de « terres arables ».

De ce fait, le Gouvernement wallon traduit en règles de droit la section 4.1 ; « Définitions et exigences minimales » du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

En ce qui concerne la notion de « terres arables », une précision s'impose quant à sa relation avec l'article 68, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté. Cette disposition prévoit que les terres arables mises en jachère dans le cadre de la BCAE 8 restent des terres en jachères. Cette règle est essentielle afin de ne pas décourager les agriculteurs à consacrer leurs terres arables à des jachères dans le cadre de la BCAE 8. Sans cette barrière, il y a en effet un risque qu'une terre arable, laissée en jachère pendant 5 ans ou plus soit assimilée à une « prairie permanente ». Cette barrière est par ailleurs prévue à l'article 4, § 3, a) du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 qui stipule que sont notamment considérées comme des « terres arables » les terres cultivées « qui ont été mises en jachère conformément (...) à la norme BCAE 8 figurant à l'annexe III du présent règlement ».

En ce qui concerne la notion de « prairie permanente », à l'instar de nombreuses dispositions du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'article 4, § 3, c), offre aux États membres une marge de manœuvre considérable. Dans le cadre de la définition de « prairies permanentes », l'exigence commune est que ces surfaces doivent être « consacrées à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées (naturelles ou ensemencées) et qui ne font pas partie du système de rotation des cultures de l'exploitation depuis cinq ans au moins ». Le reste de cette disposition est facultatif : il appartient aux États membres seuls de décider s'ils désirent ou non étendre la notion de prairies permanentes à d'autres surfaces. La Région wallonne a de son côté fait le choix d'étendre ladite notion aux « terres qui sont couvertes par toute espèce visée dans le présent point et relevant des pratiques locales établies,

dans lesquelles l'herbe et les autres plantes fourragères herbacées ne prédominent pas ou sont absentes, traditionnellement ». Les critères entourant cette notion sont développés dans l'arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon : il s'agit des prairies sur lesquelles le couvert enherbé n'est pas prédominant et qui présentent une importance particulière en termes de biodiversité.

En ce qui concerne l'exception prévue à l'article 2, § 1^{er}, alinéas 2, il s'agit de la traduction en règles de droit de lignes directrices de la Commission européenne en ce qui concerne la notion d'activité agricole. Pour être considérée comme une activité agricole, il est exigé qu'il y ai un contact ou à tout le moins un potentiel de contact entre la plante ou son réseau racinaire et le substrat vivant du sol. Cette exigence n'est par exemple par rencontrée lorsque la culture a lieu hors sol, dans des contenants hermétiques ou lorsque des pots sont simplement posés à même le sol. Cette précision revêt son importance par la multiplication de ce type de pratiques.

En ce qui concerne l'exception prévue à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, il s'agit de la traduction en règles de droit de lignes directrices de la Commission européenne en ce qui concerne la notion de cultures permanentes. L'une des exigences entourant cette notion est que la culture « fournisse des récoltes répétées ». C'est le cas des arbres et arbustes fruitiers, des pépinières, des taillis à courte rotations etc. Lorsque l'activité a pour objet la plantation d'arbres destinés à être abattus et commercialisés en l'état, cette exigence n'est pas rencontrée et la culture n'est pas considérée comme permanente. A l'inverse, dans le cas des taillis à courte rotation, la partie aérienne des plantes est détruites à intervalles réguliers mais d'une façon qui permet la repousse des tiges pour une récolte ultérieure. La mention spécifique des « sapins de Noël » vise à éviter la déclaration de ces cultures aux aides de la PAC, pratique fréquente vu l'importance de cette activité en Région wallonne.

En ce qui concerne les exceptions prévues à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, dans le cadre de la PAC, il est important que la notion de mare soit restreinte. Cette notion est employée dans le cadre de la conditionnalité (BCAE 8) et de l'aide aux éco régimes (éco régime « maillage écologique »). Ces dispositions poursuivent un objectif commun : celui de la protection et du maintien de la biodiversité en zones agricoles. Les éléments visés par l'exception en question sont exclus en raison de leur impact nul, voire négatif sur la biodiversité. L'article 45, § 4, f), du règlement n° 639/2014 du 11 mars 2014 excluait par ailleurs déjà les réservoirs en plastique et en béton de la notion de mare dans le cadre du « paiement vert ».

En ce qui concerne l'exigence supplémentaire prévue à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 5, il s'agit de la traduction en règles de droit de lignes directrices de la Commission européenne en ce qui concerne la notion de pépinière. L'une des exigences entourant cette notion est que les produits issus de la pépinière soient destinés à être replantés ou à tout le moins qu'ils présentent le potentiel d'être replantés. Le fait d'exiger du producteur qu'il conserve la preuve que les plantes qu'il commercialise puissent être replantées vise à éviter que des producteurs, afin de contourner les règles de la PAC à leur profit, ne cultivent des arbres en pots mais les commercialisent en réalités abattus, ce qui est contraire à la notion d'activité agricole (*cf. ci-dessus*).

Enfin, il est pertinent de noter que pour des raisons de lisibilité, les notions « d'hectare admissible », « d'agriculteur actif », de « jeune agriculteur » et de « nouvel agriculteur » ne figurent pas à l'article 2. La définition desdites notions nécessite en effet à elle seule plusieurs articles (articles 13 à 18 pour l'hectare admissible, articles 19 à 23 pour l'agriculteur actif, article 24 pour le jeune agriculteur et article 25 pour le nouvel agriculteur).

Chapitre 2. Demande unique

Ce chapitre énonce les modalités de soumission de la demande unique (art. 3), de modifications du formulaire de demande unique (art. 4), de modification de la demande unique (art. 5), de transmission des pièces justificatives (art. 7), de retrait des documents (art. 8), de déclaration des parcelles (art. 9) et de recevabilité de la demande unique (art. 11).

La procédure d'introduction de la demande unique ainsi que ses modifications sont globalement identiques avec celles de la programmation PAC précédente.

Chapitre 3. Transfert d'exploitation

Ce chapitre établit les conditions qui doivent être réunies pour qu'une aide soit accordée au repreneur dans le cas d'un transfert d'exploitation (art. 12).

Chapitre 4. Hectares admissibles au régime des paiements directs et les surfaces admissibles au sein de ceux-ci

Ce chapitre, consacré à la notion d'hectare admissible, traduit en règles de droit la section 4.1.3 « Hectare admissible » du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Pour pouvoir être qualifié d'hectare admissible, une surface doit répondre à 3 critères :

- 1° être utilisée au moins essentiellement à des fins agricoles toute l'année civile (art. 14) ;
- 2° être à la disposition de l'agriculteur au 31 mai de l'année civile (art. 13) ;
- 3° avoir une superficie admissible tout au long de l'année civile (art. 15 à 18).

La première phrase de l'article 4, § 4, a), du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 stipule que la notion « d'hectare admissible » est déterminée de telle sorte qu'elle couvre les surfaces qui sont à la disposition de l'agriculteur et qui consistent en « toute surface agricole de l'exploitation qui (...) est utilisée aux fins d'une activité agricole ou, lorsque la surface est également utilisée pour des activités autres qu'agricoles, est utilisée essentiellement aux fins d'activités agricoles ».

Cette disposition est exécutée aux articles 13 et 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 13 est consacré à la définition générale d'hectare admissible et le paragraphe 2 à la définition de ce que l'on entend par « surface à disposition de l'agriculteur ».

En ce qui concerne cette dernière notion, la nature de la relation juridique permettant de considérer un hectare admissible comme étant à la disposition de l'agriculteur n'est pas spécifiée par la législation européenne. Il revient donc aux Etats-membres de demander aux agriculteurs qu'ils produisent un document juridique valable ou tout autre moyen de preuve attestant de l'usage légal des hectares admissibles qu'ils déclarent.

De nombreux documents sont acceptés pour prouver la mise à disposition légale de la parcelle : acte notarié, acte de succession, bail à ferme, bail à ferme oral avec preuve de paiement dont la communication précise bien la parcelle concernée, contrat-type de mise à disposition, etc.

En ce qui concerne le paragraphe 2, alinéa 4, il doit exister une relation juridique entre l'agriculteur et la parcelle au moment de la date limite pour l'introduction de la demande unique. En cas de double déclaration concernant une même parcelle à deux moments distincts, l'agriculteur ayant la disposition de la parcelle à la date limite est l'agriculteur pouvant déclarer cette parcelle comme hectare admissible.

L'article 14, exécuté par les articles 11, 12 et 13 de l'arrêté ministériel, est quant à lui consacré aux conditions que doit remplir une surface utilisée également pour des activités autres qu'agricoles pour être considérée comme hectare admissible.

Le système mis en place en Région wallonne repose sur les points suivants :

1. Certaines activités non-agricoles sont jugées compatibles avec la notion d'hectare admissible en raison de leur faible impact sur l'activité agricole. Dans ces hypothèses, listées à l'article 12 de l'arrêté ministériel, l'agriculteur doit simplement informer l'administration de la conduite de l'activité non agricole.

2. Pour d'autres activités non agricoles plus importantes quant à leur impact sur l'activité agricole, une autorisation doit être demandée à l'administration. Les critères et la procédure de demande d'autorisation sont prévus à l'article 14, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon et à l'article 11 de l'arrêté ministériel. Si l'activité non agricole est menée sans autorisation, la surface concernée n'est pas considérée comme hectare admissible.

3. Enfin, d'autres activités sont en toute hypothèses jugées incompatibles avec la notion d'hectare admissible en raison de leur situation, de leur contexte historique, de la disponibilité limitée pour des activités agricoles ou de la présence d'aménagements ou d'installations fixes. On considère dans ces hypothèses que les surfaces concernées sont utilisées indéniablement et de manière permanente pour des objectifs primaires autres que l'activité agricole. Ces activités sont listées à l'article 13 de l'arrêté ministériel.

En ce qui concerne la seconde phrase de l'article 4, § 4, a) du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, celle-ci, pour une meilleure compréhension, a été exécutée dans le cadre de la notion de surface agricole. Elle est mise en œuvre aux articles 2, § 2, 3, § 2, et 4, alinéa 3 de l'arrêté ministériel.

Les articles 16 à 18 de l'arrêté exécutent quant à eux l'article 4, § 4, b), alinéas 1^{er}, i), ii), et 2 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Chapitre 5. Agriculteur actif

Ce chapitre traduit en règles de droit la section 4.1.4 « Agriculteur actif » du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

« L'agriculteur actif » est une notion intervenant dans le cadre de plusieurs interventions comme critères d'admissibilité pour bénéficier d'une aide. Comme l'énonce l'article 4, § 5, alinéa 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, cette notion sert à « garantir que l'aide ne soit accordée qu'aux personnes physiques ou morales ou aux groupements de personnes physiques ou morales exerçant au moins un niveau minimal d'activité agricole ».

Pour déterminer si un agriculteur demandeur d'aides est un agriculteur actif, la Région wallonne a fait le choix de la méthode suivante, appliquée en trois étapes :

1° si l'année précédant la demande d'aide, l'agriculteur a reçu moins de 350 euros de paiements directs, le demandeur d'aide est présumé agriculteur actif (art. 20).

Cette disposition est prise en application de l'article 4, § 5, alinéa 2, dernière phrase du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021. Dans la programmation 2014-2020, la Région wallonne a fait le choix de considérer automatiquement comme agriculteurs actifs ceux ayant uniquement reçu pour l'année précédente des paiements directs ne dépassant pas 350 euros (art. 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015). Pour la programmation 2023-2027, tout agriculteur qui, l'année précédente, aurait perçu un montant total de paiements directs n'excédant pas 350 euros ne fera pas l'objet de contrôles basés sur les critères de qualification et d'activité agricole ainsi que sur la liste négative.

Dans le cadre de la PAC actuelle, 350 euros correspond globalement au montant moyen de paiements directs perçu par hectare en Région wallonne. Cette valeur diffère peu de celle de la prochaine PAC, obtenue en divisant le budget annuel consacré aux paiements directs dans le cadre de la future PAC par la superficie agricole utile totale en Région wallonne.

Cette volonté est dictée par un souci de simplification administrative pour les petits bénéficiaires ;

2° si l'agriculteur n'est pas concerné par le point 1°, il y a lieu de vérifier le respect des conditions cumulatives suivante (art. 21) :

- a) l'inscription à la BCE ;
- b) la détention d'une qualification agricole, d'une expérience minimale de trois ans ou d'un certificat post-scolaire de type B ;
- c) l'exclusion de certaines activités.

L'exclusion de certaines activités est prévue en application de l'article 4, § 5, alinéa 2, seconde phrase du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021. Cette possibilité était déjà prévue dans le cadre du précédent volet de la Politique agricole commune et encadrée par l'article 9, § 2, du règlement (UE) n° 1307/2013 du 17 décembre 2013. Il s'agit d'activités qui, par leur nature et leur amplitude sont jugées a priori incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole suffisante ;

3° si l'agriculteur exerce l'une des activités exclues, il dispose dans tous les cas de la possibilité de démontrer qu'elle exerce malgré tout une activité agricole jugée suffisante si elle remplit l'une des conditions suivantes :

- a) au cours de l'année fiscale la plus récente pour laquelle elle dispose de telles preuves, le montant total des paiements directs qu'elle perçoit s'élève au minimum à 5 % des recettes totales découlant de ses activités non-agricoles ;
- b) ses activités agricoles ne sont pas négligeables (art. 22).

Chapitre 6. Jeune agriculteur (art. 24)

Ce chapitre traduit en règles de droit la section 4.1.5 « Jeune agriculteur » du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Est considérée comme « jeune agriculteur » la personne physique qui :

- 1° est âgée de 40 ans et 364 jours au maximum ;
- 2° est chef d'exploitation exclusif ou chef d'exploitation non exclusif pour la première fois ;

3° est titulaire d'une qualification à orientation agricole.

En ce qui concerne la condition d'âge, il s'agissait ici de trancher une question récurrente sur l'interprétation des termes « limite d'âge supérieure située entre 35 et 40 ans » (art. 4, § 6, a) du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021) et « 40 ans au maximum » (art. 50, § 2, b) du règlement (UE) n° 1307/2013 du 17 décembre 2013. Nous avons tranché en interprétant ces termes comme signifiant « moins de 41 ans » : si l'individu à moins de 41 ans, il est encore dans l'année de ses 40 ans. Cette interprétation a été validée par la Commission européenne.

La consécration de cette interprétation en règle de droit provient de la validation de ladite interprétation par la Commission européenne, en même temps que la validation globale du 'Plan Stratégique wallon' relevant de la PAC, au point 4.1.5.4., p. 392.

Chapitre 7. Nouvel agriculteur (art. 25)

Ce chapitre traduit en règles de droit la section 4.1.6 « Nouvel agriculteur » du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Est considérée comme « nouvel agriculteur » la personne physique qui :

- 1° est âgée de plus de 40 ans et 364 jours ;
- 2° est chef d'exploitation exclusif ou chef d'exploitation non exclusif pour la première fois ;
- 3° est titulaire d'une qualification à orientation agricole ou à défaut, d'une expérience minimale de dix ans.

La première installation en tant que chef d'exploitation doit intervenir dans les deux années civiles qui précèdent l'année de la demande.

Chapitre 8. Comité d'installation (art. 26)

L'unique article de ce chapitre est consacré au Comité d'installation. Ce dernier intervient pour évaluer l'expérience pratique que peut invoquer un agriculteur. L'article précise la composition et la nomination des membres dudit Comité et prévoit les indemnités de participation.

Chapitre 9. Application des nombres maximums d'hectares ou d'animaux aux titulaires des personnes morales, associations ou des sociétés sans personnalité juridique (art. 27)

Ce chapitre détermine le mécanisme d'application des nombres maximum d'hectares ou d'animaux fixés par un arrêté au niveau des titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique, en fonction de leurs parts, de la répartition du droit d'usage ou de leurs apports.

Chapitre 10. Charge en bétail

Ce chapitre détermine la méthode de calcul d'une charge en bétail moyenne (art. 28). Celle-ci est calculée au niveau de l'exploitation sur la base de la charge en « unité de gros bétail » ou « UGB » par hectare de surface fourragère.

L'article prévoit les informations sur lesquelles l'on se base pour le calcul de la charge (alinéa 1^{er}) ainsi que les conditions auxquelles les animaux sont pris en compte pour le calcul de la charge (alinéas 2 et 3).

Les UGB sont déterminées pour plusieurs catégories d'animaux d'élevage (art. 29). Leur importance est proportionnelle aux besoins nutritionnels ou alimentaires de chaque type d'animal.

Chapitre 11. Poids de semence

Ce chapitre prévoit une méthode commune au calcul de la composition d'un mélange de végétaux exprimée au moyen de pourcentages : ces pourcentages sont basés sur les poids des semences habituellement utilisés pour le semis des végétaux concernés en culture pure (art. 30). Il appartient au ministre de déterminer les poids habituellement utilisés pour la culture pure de chaque type de végétal.

Chapitre 12. Lutte contre les espèces végétales envahissantes

Ce chapitre établit les règles en matière de traitements localisés contre les espèces envahissantes lorsqu'une interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques est prévue.

Chapitre 13. Registre d'exploitation

Ce chapitre établit les règles en matière de tenue d'un registre d'exploitation. Ledit registre doit détailler les opérations culturales, les travaux réalisés ainsi que, le cas échéant, les dates d'entrée et de sortie des animaux sur la parcelle. La tenue du registre d'exploitation est un outil essentiel au contrôle de certaines interventions relevant de la PAC. L'absence ou des lacunes dans la tenue du registre peuvent être sanctionnées.

Chapitre 14. Paiements

Ce chapitre établit différentes règles en matière de paiements :

- 1° un seuil minimal de 100 euros pour la réception de paiements directs (art. 34) ;
- 2° aucun paiement avant l'achèvement des contrôles (art. 35) ;
- 3° paiements en fonction des données reprises dans la demande unique et sur bases des contrôles (art. 36) ;
- 4° notification à l'agriculteur du montant des aides et leur calcul chaque année (art. 37).

Partie 3. Conditionnalité

Titre 1^{er}. Dispositions générales

Cette partie est consacrée au champ d'application de la conditionnalité : les régimes d'aides auxquels elle s'applique, son champ d'application territorial et temporel.

Elle prévoit en outre que le non-respect de règles de conditionnalité entraîne l'imposition de sanctions administratives.

Titre 2. Exigences réglementaires en matière de gestion prévues par le droit de l'Union européenne et normes relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres

La structure de cette partie de l'arrêté consacrée aux règles de la conditionnalité correspond à celle de l'annexe III du règlement (UE) n° 2015/2115 du 2 décembre 2021 : l'intitulé des chapitres de l'arrêté correspond aux « domaines » visés à ladite annexe, ceux des sections aux « thèmes principaux », ceux des sous-sections aux « principaux objectifs de la norme ».

Les sous-sections suivantes, consacrées au respect des ERMG ne requièrent pas de commentaires particuliers. Elles sont destinées à assurer le respect des dispositions fédérales ou régionales transposant les directives ou mettant en œuvre les règlements visés à l'annexe III du règlement (UE) n° 2015/2115 du 2 décembre 2021.

Remarque préliminaire, en ce qui concerne les exigences réglementaires en matière de gestion (ERMG). Tout agriculteur est d'office soumis aux actes juridiques relatifs aux ERMG, visés à l'annexe III du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021. Cependant, il y a lieu d'établir une distinction entre cette question et l'inclusion du respect de ces dispositions parmi les ERMG dans le cadre de la conditionnalité. L'inclusion des dispositions en question du Code de l'eau dans le cadre de la conditionnalité a pour conséquence que leur non-respect entraîne l'application de sanctions administratives, conformément à l'article 12 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021. Celles-ci prennent la forme de réductions des aides octroyées dans le cadre de la Politique agricole commune.

L'application de sanctions administratives dans le cadre de la conditionnalité est sans préjudice de l'application de sanctions dans le cadre de la violation des législations et réglementations reprises parmi les ERMG.

Les articles à 38 à 41 constituent des dispositions d'ordre général : champ d'application de la conditionnalité, sanction du non-respect d'une norme ou d'une exigence relevant de la conditionnalité, rôle de l'organisme payeur, etc.

Chapitre 1^{er}. Climat et environnement

Section 1^{ère}. Changement climatique

Sous-section 1^{ère}. Mesure de sauvegarde générale contre la conversion vers d'autres usages agricoles afin de préserver les stocks de carbone (BCAE 1)

Cette section traduit en règles de droit la section 3.10.1.1 du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Chaque année, l'Administration doit calculer le rapport (ratio annuel) entre les surfaces déclarées en prairies permanentes et l'ensemble des surfaces agricoles déclarées en Région wallonne. Une fois calculé, le ratio annuel est comparé au ratio de référence. Ce ratio ne peut être calculé par l'Administration qu'une fois par an au mois d'août (art. 43).

Les mesures à prendre en cas de non-respect du ratio annuel sont les suivantes :

Lorsque le ratio des prairies permanentes diminue de plus de 2,5 % par rapport au ratio de référence, une autorisation administrative préalable à la conversion des prairies permanentes en terres arables ou en cultures permanentes sera nécessaire. Les autorisations de conversion en prairie se baseront sur les conditions environnementales et agronomiques (Natura 2000, parcelles à risque d'érosion extrême, prairies sensibles, sols humides, etc.) (art. 44).

Lorsque le ratio annuel des prairies permanentes diminue de plus de 5 % par rapport au ratio de référence, les agriculteurs, préalablement informés, ne réaffectent pas à d'autres utilisations les terres consacrées aux pâturages permanents. De plus, en vue de ramener la dégradation du ratio en deçà de 5 %, il sera procédé à la réimplantation de prairies permanentes. Les personnes qui ont retourné sans autorisation seront les premières à devoir réimplanter des prairies permanentes. Si cela ne suffit pas pour respecter le ratio, un calcul sera fait au niveau régional et une proratisation de reconversion en prairie sera calculée par agriculteur afin que chacun participe proportionnellement à la remise en prairie (art. 45).

Sous-section 2. Protection des sols riches en carbone (BCAE 2)

Cette section traduit en règles de droit la section 3.10.1.2 du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Les sols tourbeux, para-tourbeux et de faible drainage de classe g ainsi que les prairies permanentes en zone d'aléa inondation élevé sont protégés par les dispositions de cette section. Cette protection se concrétise par les interdictions de labour et de drainage, de modification du relief du sol (art. 47). Des exceptions sont prévues en cas de dégâts naturels (art. 49).

Sous-section 3. Maintien des niveaux de matière organique des sols (BCAE 3)

Cette section traduit en règles de droit la section 3.10.1.3 du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Cette section prévoit qu'il est interdit de brûler la paille, le chaume et les autres résidus de récolte (art. 50). Des exceptions individuelles sont possibles en cas de motifs phytosanitaires avérés.

Section 2. Eau

Sous-section 1^{ère}. Contrôle des sources diffuses de pollution par les phosphates (ERMG 1)

Cette sous-section, consacrée à l'ERMG 1, concerne le respect des prescriptions transposant l'article 11, paragraphe 3, point e) et point h), de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, en ce qui concerne les exigences obligatoires de contrôle des sources diffuses de pollution par les phosphates.

Cette exigence a été traduite par l'obligation pour chaque agriculteur de respecter les articles D.33/3, alinéa 4, D.42-1 et D52-1 du Code de l'eau (art. 51).

Sous-section 2. Protection des eaux contre la pollution par le nitrate à partir de sources agricoles (ERMG 2)

Cette sous-section, consacrée à l'ERMG 2, concerne le respect des prescriptions transposant les articles 4 et 5 de Directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles (art. 52).

Sous-section 3. Protection des cours d'eau contre la pollution et le ruissellement (BCAE 4)

Cette section traduit en règles de droit la section 3.10.2.1 du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Cette section prévoit l'interdiction d'appliquer des fertilisants et des pesticides sur les bandes tampons de 6 mètres le long des cours d'eau, sur toutes les superficies de surface agricole (art. 53).

Section 3. Sol**Sous-section 1^{ère}. Dispositions communes aux sous-sections 2 et 3**

Cette sous-section prévoit des dispositions communes aux BCAE 5 et 6 : attribution d'un code informatif pour les parcelles soumises à ces exigences (art. 54) et lutte contre le contournement des règles (art. 55).

Sous-section 2. Gestion minimale de la terre reflétant les conditions locales spécifiques en vue de limiter l'érosion (BCAE 5)

Cette section traduit en règles de droit la section 3.10.3.1 du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Cette sous-section prévoit la mise en œuvre de la BCAE 5. Celle-ci s'appuie sur un nouveau référentiel du risque d'érosion des parcelles basé sur la pente, la longueur de pente, les caractéristiques du sol et l'érosivité locale des pluies.

Les parcelles aux risques d'érosion « extrême, très élevé, élevé » sont concernées par cette BCAE 5. L'agriculteur doit choisir une ou plusieurs méthodes proposées selon le risque d'érosion de la parcelle (art. 56 à 60). Dans tous les cas, l'agriculteur peut réduire les longueurs de pente de manière à descendre vers une classe de sensibilité moindre.

Sous-section 3. Protection des sols pendant les périodes les plus sensibles (BCAE 6)

Cette section traduit en règles de droit la section 3.10.3.2 du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Cette sous-section est consacrée à la BCAE 6. Cette dernière vise à protéger les sols pendant les périodes les plus sensibles pour les risques d'érosion. Ces périodes sensibles sont les orages de printemps, les orages d'été et les longues pluies d'hiver. Les deux premiers par leur violence et leur intensité sont ceux qui font le plus de dégâts.

La problématique est prise en compte à travers la définition de la zone vulnérable et des obligations qui y sont prescrites. Des exigences différentes s'appliquent selon que l'on se trouve dans ou hors zone vulnérable (art. 61 et 62).

Sous-section 4. Préserver le potentiel des sols (BCAE 7)

Cette section traduit en règles de droit la section 3.10.3.3 du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Cette sous-section, consacrée à la BCAE 7, prévoit qu'au niveau de l'exploitation, 35 % des terres arables doivent changer de culture principale chaque année. Sur une même parcelle de terre arable donnée, il est interdit de cultiver une culture identique pendant plus de trois années. En cas de succession d'une année à l'autre de culture principale du même groupe, une culture intermédiaire ou secondaire doit être mise en place (art. 63).

Les modalités de mise en œuvre de cette exigence sont précisées via une précision sur ce que l'on entend par « changement de culture » (§ 3). Une dérogation est prévue pour les terres arables mises en jachère ou couvertes de cultures pluriannuelles, d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées et pour les cultures de maïs (§ 2).

Des exemptions à ces règles sont prévues (art. 64).

Section 4. Biodiversité et paysages

Sous-section 1^{ère}. Conservation des oiseaux sauvages (ERMG 3)

Cette section prévoit l'obligation pour l'agriculteur de respecter l'article 2, § 2, 3^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et les affectations reprises en zone naturelle et en zone forestière au plan de secteur.

Concernant le respect des affectations, la détention d'une parcelle dont l'affectation au plan de secteur n'a pas été respectée avant 2013 (2006 en ce qui concerne les sites Natura 2000) est sans effet pour l'agriculteur qui l'exploite.

Cette dérogation (art. 65) est dictée par la pratique propre au monde agricole, caractérisée par de fréquents échanges de parcelles entre agriculteurs, bien souvent par le biais de conventions orales. Pour ces raisons, lorsque l'affectation au plan de secteur n'a pas été respectée à l'égard d'une parcelle, il est bien souvent impossible d'identifier l'agriculteur responsable, surtout quand ladite infraction a été commise de nombreuses auparavant.

Sous-section 2. Conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (ERMG 4)

Cette sous-section, consacrée à l'ERMG 4, concerne le respect des prescriptions transposant l'article 6, § 1 et 2 de la Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (art. 66).

Sous-section 3. Maintien des zones ou des éléments non productifs afin d'améliorer la biodiversité dans les exploitations agricoles (BCAE 8)

Cette section traduit en règles de droit la section 3.10.4.1 du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Cette sous-section, consacrée à la BCAE 8, comporte trois volets.

Le premier concerne l'obligation imposée aux agriculteurs de consacrer un certain pourcentage de leurs terres arables à des zones ou des éléments non productifs. Ce pourcentage, fixé à 4 %, peut dans certaines conditions diminuer à 3% si l'agriculteur active l'éco-régime « maillage écologique » ou s'il implante des surfaces de cultures dérobées ou de cultures fixatrices d'azote (art. 67).

Une liste de zones ou d'éléments non-productifs est prévue (art. 68, § 1^{er}). Plusieurs conditions spécifiques y sont listées, en ce qui concerne leur dimension, leur exploitation et l'utilisation d'intrants (§ 2 à 8). Pour la prise en compte de chaque élément ou zone, des coefficients, dont la valeur est déterminée par le Ministre, sont appliqués.

Le second volet concerne l'obligation de maintenir les particularités topographiques. Des exigences spécifiques sont prévues à cet égard pour chaque type de particularité topographique (art. 69 à 74).

Le troisième volet concerne l'interdiction de la taille des haies et des arbres durant la période de reproduction et de nidification des oiseaux c.à.d. du 1^{er} avril au 31 juillet (art. 75).

Sous-section 4. Protection des habitats et des espèces (BCAE 9)

Cette section traduit en règles de droit la section 3.10.4.2 du Plan stratégique wallon relatif à la PAC.

Cette sous-section vise la protection des prairies environnementalement sensibles, à savoir les prairies permanentes désignées UG2, UG3, UG4, UG temp 1 et UG temp 2 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables (art. 76).

La conversion de ces surfaces est interdite.

Une précision s'impose quant à la relation entre la définition de « prairies permanentes » et l'article 76, § 2, alinéa 2, de l'arrêté. La règle veut qu'une « prairie permanente » constitue une surface agricole hors du système de rotation depuis au moins cinq ans. Or, cette disposition prévoit que dans le cadre de la BCAE 9, les prairies permanentes écologiquement sensibles qui auraient été converties ou labourées puis remises en état par l'agriculteur fautif doivent être « considérées comme prairies permanentes à compter du premier jour de la reconversion ». Cette règle est essentielle afin de garantir que la BCAE 9 s'applique directement aux prairies qui auraient été retournées '(alors même qu'elles étaient protégées) puis restaurées.

Chapitre 2. Santé publique et santé végétale

Section 1^{ère}. Sécurité des denrées alimentaire

Sous-section 1^{ère}. Sécurité des denrées alimentaires (ERMG 5)

Cette sous-section, consacrée à l'ERMG 5, concerne le respect des articles 14, 15, 17, § 1^{er}, 18 à 20 du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

Sous-section 2. Utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatique et substances β -agonistes dans les spéculations animales (ERMG 6)

Cette sous-section, consacrée à l'ERMG 6, concerne le respect des dispositions transposant la Directive 96/22/CE du Conseil du 29 avril 1996 concernant l'interdiction de l'utilisation de certaines substances à effet hormonal ou thyrostatique et des substances β -agonistes dans les spéculations animales, et abrogeant les directives 81/602/CEE, 88/146/CEE et 88/299/CEE.

Section 2. Produits phytopharmaceutiques

Sous-section 3. Mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (ERMG 7)

Cette sous-section, consacrée à l'ERMG 7, concerne le respect l'article 55, alinéas 1^{er} et 2, première phrase, du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

Sous-section 4. Utilisation des pesticides compatible avec le développement durable (ERMG 8)

Cette sous-section, consacrée à l'ERMG 6, concerne le respect de certaines dispositions transposant partiellement la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

Les dispositions de transpositions sont listées dans le texte (art. 80).

Chapitre 3. Bien-être animal

Section 1^{ère}. Normes minimales relatives à la protection des veaux (ERMG 9)

Cette sous-section, consacrée à l'ERMG 9, concerne le respect de certaines dispositions transposant les articles 3 et 4 de la Directive 2008/119/CE du Conseil du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des veaux.

Section 2. Normes minimales relatives à la protection des porcs (ERMG 10)

Cette sous-section, consacrée à l'ERMG 10, concerne le respect de certaines dispositions transposant les articles 3 et 4 de la Directive 2008/120/CE du Conseil du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs.

Section 3. Protection des animaux dans les élevages (ERMG 11)

Cette sous-section, consacrée à l'ERMG 9, concerne le respect de certaines dispositions transposant l'article 4 de la Directive 98/58/CE du Conseil du 20 juillet 1998 concernant la protection des animaux dans les élevages.

Partie 3. Dispositions finales

Cette partie comporte la délégation de la mise en œuvre de l'arrêté au Ministre de l'Agriculture ainsi que la disposition prévoyant l'entrée en vigueur du texte au 1^{er} janvier 2023. Cette rétroactivité est essentielle pour plusieurs raisons :

Tout d'abord, l'arrêté comporte les exigences et normes relevant de la conditionnalité. Etant donné que leur respect est exigé tout au long de l'année civile de l'introduction de la demande d'aide ou de paiement pour bénéficier des aides de la Politique agricole commune, la non-rétroactivité vise ici à éviter que des agriculteurs se retrouvent en opposition avec la réglementation européenne (l'article 84, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021).

A cet égard, la rétroactivité de l'entrée en vigueur du texte répond également à un souci d'équité entre les bénéficiaires des aides de la Politique agricole commune. Etant donné que les exigences et normes relevant de la conditionnalité peuvent être contrôlées tout au long de l'année civile, il semble injustifiable qu'un bénéficiaire contrôlé en janvier se trouve dans une situation moins favorable qu'un autre bénéficiaire contrôlé plus tard dans l'année.

Ensuite, comme l'arrêté du Gouvernement wallon comporte des dispositions applicables dans le cadre de plusieurs interventions relevant de la Politique agricole commune, il est essentiel qu'il entre en vigueur au plus tard au moment où les premiers arrêtés relatifs aux dites interventions entreront en vigueur. En l'occurrence, l'entrée en vigueur de plusieurs arrêtés relatifs à des interventions relevant de la Politique agricole commune a été fixée au 1^{er} janvier 2023.

Enfin, étant donné l'abondance et la complexité des dispositions concernées ainsi que l'importance qu'elles représentent sur le plan financier pour un grand nombre d'agriculteurs wallons, les règles consacrées par l'arrêté ont fait l'objet au cours de l'année 2022 d'une intense campagne de communication auprès de ces derniers et des structures et organisations représentatives du secteur. Dans un esprit de prévisibilité des actes de l'administration, il est donc essentiel que les règles présentées soient rigoureusement identiques à celles consacrées dans le présent arrêté et qu'elles s'appliquent dès l'entrée en vigueur du nouveau volet de la Politique agricole commune, soit le 1^{er} janvier 2023.

Mise en œuvre de la réglementation européenne ainsi que le fondement légal des différentes subdivisions du texte

	Réglementation UE	Fondement légal	Règlementation complétée ou remplacée
Chapitre 2 – Demande unique	Art. 59, § 6, et 69 du R 2021/2116	D.4, D.31, alinéa 1 ^{er} , D.61, D. 242, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o , du CWA	Remplace le chapitre 2 de l'AGW du 12/02/2015.
Chapitre 3 – Transfert d'exploitation		D.4, D. 31, alinéa 4, D.243, alinéa 1 ^{er} , 3 ^o , du CWA	Reprise de l'article 8 du R 809/2014 abrogé au 1 ^{er} janvier 2013.
Chapitre 4. Hectares admissibles au régime des paiements directs et les surfaces admissibles au sein de ceux-ci	Art. 4, § 4, du R 2021/2115	D.4 et D.243, alinéa 1 ^{er} , 3 ^o , du CWA	Remplace le chapitre 10 de l'AGW du 12/02/2015
Chapitre 5. Agriculteur actif	Art. 4, § 5, du R 2021/2115	D.4 et D.243, alinéa 1 ^{er} , 3 ^o , du CWA	Remplace le chapitre 4 de l'AGW du 12/02/2015
Chapitre 6. Jeune agriculteur	Art. 4, § 6, du R 2021/2115	D.4 et D.243, alinéa 1 ^{er} , 3 ^o , du CWA	Remplace les articles 24 et 58 de l'AGW du 12/02/2015
Chapitre 7. Nouvel agriculteur	Art. 4, § 7, du R 2021/2115	D.4 et D.243, alinéa 1 ^{er} , 3 ^o , du CWA	
Chapitre 8. Comité d'installation		Comité créé et organisé en vue de rendre un avis sur le respect de certaines conditions relatives à plusieurs interventions mises en place en Région wallonne dans le cadre de la PAC.	Remplace le chapitre 9 de l'AGW du 12/02/2015
Chapitre 9. Application des nombres maximums d'hectares ou d'animaux aux titulaires de personnes morales, d'associations ou des	Art. 29, § 6, 30, § 4, et 32, § 1 ^{er} du R 2021/2115	D. 4 du CWA	Remplace les art. 56, § 2, de l'AGW du 12/02/2015 et 4 de l'AGW du 7/05/2015 relatif au soutien couplé

sociétés sans personnalité juridique			
Chapitre 10. Charge en bétail		Notion qui intervient dans le cadre de plusieurs interventions mises en place par la Région wallonne dans le cadre de la PAC.	
Chapitre 11. Poids de semences		Notion qui intervient dans le cadre de plusieurs interventions mises en place par la Région wallonne dans le cadre de la PAC.	
Chapitre 12. Lutte contre les espèces végétales envahissantes		Dispositions utiles dans le cadre de l'application des conditions de plusieurs interventions mises en place par la Région wallonne dans le cadre de la PAC.	
Chapitre 13. Registre d'exploitation		Notion qui intervient dans le cadre de plusieurs interventions mises en place par la Région wallonne dans le cadre de la PAC.	Remplace le chapitre 15 de l'AGW du 12/02/2015
Chapitre 14. Paiements	Art. 18, § 1 ^{er} , du R 2021/2115	Dispositions nécessaires pour encadrer les paiements des aides mises place par la Région wallonne dans le cadre de la PAC.	
Partie 3. Conditionnalité	Art. 12 et 13 du R 2021/2115	D.243, alinéa 1 ^{er} , 3 ^o , D. 249, alinéa 1 ^{er} , D. 250, D. 251 et D.263 du CWA	Remplace l'AGW du 27/08/2015 relatif à la conditionnalité

Le présent rapport répond aux remarques du Conseil d'État ci-dessous.

2. AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT (avis 72808/4) du 6 février 2023

Le 22 décembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 6 février 2023^{*}, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 février 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 février 2023.

* Par courriel du 23 décembre 2023.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Ainsi que le souligne la note au Gouvernement, le projet est d'importance en ce qu'il vise à adapter la réglementation wallonne à l'évolution de la réglementation européenne, notamment dans le domaine de la conditionnalité.

Selon les principes de technique législative, la rédaction d'un rapport au Gouvernement s'indique lorsqu'il contribue à la bonne compréhension des nouvelles règles, surtout si celles-ci sont techniques ou complexes¹.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.14.c).

Invité à établir pareil rapport, le délégué du Ministre a communiqué une nouvelle version de la note au Gouvernement. Il conviendra d'en extraire les éléments pertinents, de la compléter par une description utile du cadre juridique et notamment de son articulation avec le plan stratégique de la PAC qui a fait l'objet de la décision d'exécution de la Commission du 5 décembre 2022 'portant approbation du plan stratégique relevant de la PAC 2023-2027 de la Belgique, Wallonie, en vue d'un soutien de l'Union financé par le Fonds européen agricole de garantie et le Fonds européen agricole pour le développement rural', ce afin d'établir le rapport au Gouvernement qui sera publié avec l'arrêté au *Moniteur belge*.

Ce rapport au Gouvernement sera également accompagné du tableau exposant la mise en œuvre de la réglementation européenne ainsi que le fondement légal des différentes subdivisions du texte, que le délégué du Ministre a transmis, et qui contribue grandement à l'intelligibilité de l'arrêté en projet.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. L'article 4, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 'établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013' charge les États membres d'indiquer « dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC les définitions de l'activité agricole, de la 'surface agricole', de l'hectare admissible, de l'agriculteur actif, du 'jeune agriculteur' et du 'nouvel agriculteur', ainsi que les conditions pertinentes conformément au présent article ».

Ces différentes définitions figurent respectivement à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, 41^o, à l'article 13, § 1^{er}, aux articles 20 à 23, à l'article 24 et à l'article 25 du projet.

1.2.1. La notion de « surface agricole » est définie à l'article 2, § 1^{er}, 41^o, du projet qui, conformément à l'article 4, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/2115, utilise les notions de « terres arables », de « cultures permanentes » et de « prairies permanentes ».

1.2.2. La notion de « terres arables » est précisée à l'article 2, § 1^{er}, 44^o, du projet. Interrogé sur le point de savoir si cette définition intègre l'ensemble des éléments de la définition figurant à l'article 4, paragraphe 3, a), du règlement (UE) 2021/2115, le délégué du Ministre a répondu :

« En effet, le projet d'arrêté du Gouvernement wallon définit la notion de terre arable comme suit : 'les terres cultivées destinées à la production de cultures ou les superficies disponibles pour la production de cultures mais qui sont en jachère'. Cette définition doit être lue en combinaison avec l'article 68, § 1^{er}, alinéa 3, du projet d'arrêté du Gouvernement wallon qui prévoit que les terres arables mises en jachère dans le cadre de la BCAE 8 restent des terres en jachères. Les autres dispositions visées à

l'article 4, § 3, a), du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ne sont pas pertinentes dans le cadre de cet arrêté ».

Le rapport au Gouvernement exposera comment l'articulation des articles 2, § 1^{er}, 44°, et 68, § 1^{er}, alinéa 3 – en tant qu'il est dérogatoire à l'article 2, § 1^{er}, 33° – du projet permet d'assurer la correcte mise en œuvre du règlement (UE) 2021/2115.

1.2.3. La notion de « cultures permanentes » est définie à l'article 2, § 1^{er}, 15°, du projet, qui correspond à l'article 4, paragraphe 3, b), du règlement (UE) 2021/2115, excluant les « prairies permanentes » sans toutefois exclure les « pâturages permanents ». Il est vrai que l'article 4, paragraphe 3, c), de ce même règlement inclut la notion de « pâturages permanents » dans celle de « prairies permanentes ». La définition de cette dernière notion à l'article 2, § 1^{er}, 33°, du projet, ne semble toutefois pas correspondre exactement à celle figurant à l'article 4, paragraphe 3, c), du règlement (UE) 2021/2115. Selon le délégué du Ministre :

« À l'instar de nombreuses dispositions du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'article 4, § 3, c), offre aux États membre une marge de manœuvre considérable. Dans le cadre de la définition de 'prairies permanentes', l'exigence commune est que ces surfaces doivent être 'consacrées à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées (naturelles ou ensemencées) et qui ne font pas partie du système de rotation des cultures de l'exploitation depuis cinq ans au moins'. Le reste de cette disposition est facultatif : il appartient aux États membres seuls de décider s'ils désirent ou non étendre la notion de prairies permanentes à d'autres surfaces. La Région wallonne a de son côté fait le choix d'étendre ladite notion aux 'terres qui sont couvertes par toute espèce visée dans le présent point et relevant des pratiques locales établies, dans lesquelles l'herbe et les autres plantes fourragères herbacées ne prédominent pas ou sont absentes, traditionnellement'. Les critères entourant cette notion sont développés dans le projet d'arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon ».

Ces explications mériteraient de figurer dans le rapport au Gouvernement qu'il est suggéré d'établir entre autres quant au lien à établir avec le projet d'arrêté ministériel « exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du ...(date) relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité » enrôlé sous le n° 72.801/4 et rayé du rôle en application de l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

1.3. La notion d'« hectare admissible » est définie à l'article 13, § 1^{er}, du projet. Celle-ci ne semble toutefois pas correspondre entièrement à celle figurant à l'article 4, paragraphe 4, du règlement (UE) 2021/2115. Selon le délégué du Ministre :

« L'article 4, § 4, a), première phrase, du Règlement est mis en œuvre via l'article 13 du projet d'arrêté du Gouvernement. L'article 4, § 4, a), seconde phrase, du Règlement est mis en œuvre via les articles 2, § 2 et 3, 3, § 2, et 4, alinéa 2, du projet d'arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement. L'article 4, § 4, b), al. 1^{er}, i) et ii), du Règlement est mis en œuvre via l'article 18 du projet d'arrêté du Gouvernement. Le point visé à l'article 4, § 4, b), al. 1^{er}, iii), ne nécessite pas de disposition particulière au vu des éco-régimes mis en œuvre en Région wallonne : l'aide aux éco-régimes est précisément octroyée pour les hectares admissibles. En ce qui concerne l'article 4, § 4,

c), i), l'application des directives 92/43/CEE, 2009/147/CE et 2000/60/CE sur une surface agricole n'a jamais été un frein à sa classification parmi les hectares admissibles. Toute surface agricole répondant aux critères de l'hectare admissible est acceptée, qu'elle soit ou non classée en site Natura 2000. La Région wallonne n'est pas concernée par l'article 4, § 4, c), ii), iii) et iv) ».

Le rapport au Gouvernement sera utilement complété pour préciser comment s'articulent les différentes définitions figurant dans le projet ; en effet, ces définitions n'apparaissant pas toutes sous le chapitre 1^{er} intitulé « Définitions », la vérification du projet à l'examen au regard du règlement (UE) 2021/2115 et de sa correcte mise en œuvre, s'en trouve singulièrement compliquée. Par ailleurs, l'accessibilité du dispositif aux destinataires de la norme n'en est pas rendue plus aisée.

1.4. La notion de « jeune agriculteur » est définie à l'article 24 du projet. Elle correspond à celle figurant à l'article 4, paragraphe 6, du règlement (UE) 2021/2115, sauf en ce qui concerne l'âge maximum. Alors que ce règlement fixe la limite d'âge supérieure à quarante ans, le projet admet l'agriculteur âgé de quarante ans et trois cent soixante-quatre jours. Le délégué du Ministre a justifié ainsi cette différence :

« Il s'agissait ici de trancher une question récurrente sur l'interprétation des termes 'limite d'âge supérieure située entre 35 et 40 ans' (art. 4, § 6, a) du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021) et '40 ans au maximum' (art. 50, § 2, b) du Règlement (UE) n° 1307/2013 du 17 décembre 2013). Nous avons tranché en interprétant ces termes comme signifiant 'moins de 41 ans' : si l'individu a moins de 41 ans, il est encore dans l'année de ses 40 ans. Cette interprétation a été validée par la Commission européenne ».

Le délégué du Ministre a précisé, s'agissant de cette validation :

« La consécration de cette interprétation en règle de droit provient de la validation de ladite interprétation par la Commission européenne, en même temps que la validation globale du 'Plan Stratégique wallon' relevant de la PAC. Nous vous renvoyons à cet égard au point 4.1.5.4., page 392 dudit Plan, disponible via le lien suivant :

<file:///C:/Users/115009/Desktop/Plan%20strat%C3%A9gique%20PAC%20adapt%C3%A9-8.pdf> ».

Ces explications mériteraient de figurer dans le rapport au Gouvernement.

2.1. Invité à préciser, aux articles 50, alinéa 2, 58, § 2, 72, § 2, et 74, ce qu'est « l'autorité compétente », le délégué du Ministre a répondu :

« L'autorité compétente est l'institution à laquelle le pouvoir a pu être délégué pour faire appliquer la norme.

Dans le cadre de l'article 58, § 2, l'autorité compétente est l'organisme payeur. De manière générale, la référence à une 'autorité compétente' renvoie à l'autorité chargée de l'application de la norme en question ».

La sécurité juridique commande que l'autorité compétente soit clairement identifiée pour chaque disposition.

2.2. En ce qui concerne singulièrement les articles 72, § 2, et 74, il est renvoyé à l'observation formulée sous ces articles.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Interrogé quant à savoir si la concertation avec le secteur, visée à l'alinéa 11, est requise par une norme législative ou réglementaire, le délégué du Ministre a répondu :

« Cette concertation n'est pas requise par une norme législative ou réglementaire. Sa mention dans les préambules du projet d'arrêté du Gouvernement et de l'ensemble des projets d'arrêtés relatifs aux interventions relevant de la PAC sera supprimée ».

Cet alinéa sera omis.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Cette disposition ne revêtant aucun caractère normatif, trouverait mieux sa place en introduction du rapport au Gouvernement.

Article 2

1. Invité à indiquer l'origine des définitions figurant au paragraphe 1^{er}, 4^o à 7^o, 10^o, 11^o, 30^o, 31^o, 42^o et 43^o, le délégué du Ministre a répondu :

« Les définitions de ces notions ont été prévues afin d'uniformiser l'implication de leur emploi dans l'arrêté en projet ainsi que dans les arrêtés portant sur les interventions relevant de la Politique agricole commune.

La plupart de ces définitions s'inspirent d'anciennes réglementations européennes (not. règlements n° 1307/2013 du 17 décembre 2013 et n° 639/2014 du 11 mars 2014) et wallonnes (not. arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole) ».

Il conviendrait de compléter le rapport au Gouvernement par des références précises aux antécédents évoqués dans la réponse.

2.1. Invité à justifier les exceptions figurant au paragraphe 1^{er}, alinéas 2 à 5, du projet, le délégué du Ministre a répondu :

2.2. S'agissant du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, « ... la culture de végétaux en pots ne constitue pas une activité agricole, sauf si le pot est enterré » :

« Il s'agit de la traduction en règles de droit de lignes directrices de la Commission européenne en ce qui concerne la notion d'activité agricole. Pour être considérée comme une activité agricole, il est exigé qu'il y ai un contact ou à tout le moins un potentiel de contact entre la plante ou son réseau racinaire et le substrat vivant du sol. Cette exigence n'est par exemple par rencontrée lorsque la culture a lieu hors sol, dans des contenants hermétiques ou lorsque des pots sont simplement posés à même le sol. Cette précision revêt son importance par la multiplication de ce type de pratiques ».

Le rapport au Gouvernement précisera en quoi cette définition s'inscrit dans la logique de la mise en œuvre du règlement (UE) 2021/2115.

2.3. S'agissant du paragraphe 1^{er}, alinéa 3, « ... ne sont pas considérées comme des cultures permanentes les plantations d'arbres résineux destinés à être abattus et commercialisés en l'état, en ce compris les sapins de Noël » :

« Il s'agit de la traduction en règles de droit de lignes directrices de la Commission européenne en ce qui concerne la notion de cultures permanentes. L'une des exigences entourant cette notion est que la culture 'fournisse des récoltes répétées'. C'est le cas des arbres et arbustes fruitiers, des pépinières, des taillis à courte rotations etc. Lorsque l'activité a pour objet la plantation d'arbres destinés à être abattus et commercialisés en l'état, cette exigence n'est pas rencontrée et la culture n'est pas considérée comme permanente. À l'inverse, dans le cas des taillis à courte rotation, la partie aérienne des plantes est détruites à intervalles réguliers mais d'une façon qui permet la repousse des tiges pour une récolte ultérieure.

La mention spécifique des 'sapins de Noël' vise à éviter la déclaration de ces cultures aux aides de la PAC, pratique fréquente vu l'importance de cette activité en Région wallonne ».

Le rapport au Gouvernement précisera en quoi cette définition s'inscrit dans la logique de la mise en œuvre du règlement (UE) 2021/2115.

2.4. S'agissant du paragraphe 1^{er}, alinéa 4, « ... les réservoirs en béton ou en plastique, les pêcheries, les piscicultures et les élevages de palmipèdes sont exclus de la notion de mares » :

« Dans le cadre de la PAC, il est important que la notion de mare soit restreinte. Cette notion est employée dans le cadre de la conditionnalité (BCAE 8) et de l'aide aux éco-régimes (éco-régime 'maillage écologique'). Ces dispositions poursuivent un objectif commun : celui de la protection et du maintien de la biodiversité en zones agricoles. Les éléments visés par l'exception en question sont exclus en raison de leur impact nul, voire négatif sur la biodiversité ».

Ces précisions figureront utilement dans le rapport au Gouvernement qu'il est suggéré d'établir.

2.5. S'agissant du paragraphe 1^{er}, alinéa 5, « ... l'agriculteur conserve la preuve que les plantes sont commercialisées dans un état qui les rend susceptibles d'être replantées » :

« Il s'agit de la traduction en règles de droit de lignes directrices de la Commission européenne en ce qui concerne la notion de pépinière. L'une des exigences entourant cette notion est que les produits issus de la pépinière soient destinés à être replantés ou à tout le moins qu'ils présentent le potentiel d'être replantés. Le fait d'exiger du producteur qu'il conserve la preuve que les plantes qu'il commercialise puissent être replantées vise à éviter que des producteurs, afin de contourner les règles de la PAC à leur profit, ne cultivent des arbres en pots mais les commercialisent en réalités abattus, ce qui est contraire à la notion d'activité agricole (*cf. ci-dessus*) ».

Ces précisions figureront utilement dans le rapport au Gouvernement qu'il est suggéré d'établir.

Article 3

1. Invité à expliciter le paragraphe 4, le délégué du Ministre a répondu :

« Il s'agit d'une reprise de l'article 12, § 2, du Règlement (UE) n° 809/2014 du 17 juillet 2014, abrogé le 1^{er} janvier 2023. L'agriculteur introduit l'ensemble de ses demandes d'aides et de paiement via un formulaire unique, pour le 30 avril de chaque année ».

Interrogé sur le point de savoir si la réintroduction de cette disposition abrogée est compatible avec le nouveau règlement, le délégué du Ministre a répondu :

« La non reprise de cette disposition dans la nouvelle réglementation européenne s'inscrit dans une logique plus vaste de simplification des réglementations européennes relatives à la PAC vers une délégation plus importante aux États membres quant à la détermination du contenu ainsi la mise en œuvre des interventions relevant de la PAC.

Dans le cadre de la précédente programmation PAC, la notion de 'demande unique' était encadrée en particulier par l'article 72, § 4, du Règlement (UE) n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et les articles 12 et suivants du Règlement (UE) n° 809/2014 du 17 juillet 2014.

Sur l'interdiction d'introduire plusieurs demandes uniques par an, l'article 12, § 2, du Règlement (UE) n° 809/2014 du 17 juillet 2014 stipulait : 'un bénéficiaire ayant introduit une demande d'aide et/ou de soutien [...] ne peut déposer qu'une demande unique par an'.

Dans le cadre de la nouvelle programmation, le Règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021 laisse désormais une importante marge de manœuvre aux États membres dans la mise en œuvre des systèmes de demandes d'aides (voir les articles 65, 66, 68 et 69 en particulier). C'est dans ce cadre que s'inscrit la reprise du contenu de l'article 12, § 2, du Règlement (UE) n° 809/2014 du 17 juillet 2014 à l'article 3, § 4, du projet d'arrêté du Gouvernement ».

Il est pris acte de ces explications.

2. De l'accord du délégué du Ministre, le paragraphe 4 sera rédigé comme suit :
- « Les agriculteurs déposent une seule demande unique par année ».

Article 4

De l'accord du délégué du Ministre, au paragraphe 1^{er}, les mots « par l'organisme payeur » seront insérés entre le mot « préétabli » et le mot « conformément ».

Article 11

De l'accord du délégué du Ministre, au 1^o, la référence aux articles D.20 à D.24 du Code wallon de l'Agriculture sera remplacée par la référence au seul article D.22 de ce code.

Article 14

1. Interrogé au sujet de la compatibilité de cette disposition avec l'article 4, paragraphe 4, du règlement (UE) 2021/2115, le délégué du Ministre a répondu :

« L'hectare admissible doit être défini pour inclure toute surface agricole de l'exploitation qui, au cours de l'année pour laquelle une aide financière est demandée, est utilisée aux fins d'une activité agricole ou, lorsque la surface est également utilisée pour des activités autres qu'agricoles, est utilisée essentiellement aux fins d'activités agricoles.

L'article 14 précise les conditions dans lesquelles une surface agricole est jugée être 'utilisée essentiellement aux fins d'activités agricoles' en Région wallonne ».

Invité à préciser cette réponse et à indiquer ce qu'ajoute le paragraphe 1^{er} à l'article 4, paragraphe 4, a), du règlement (UE) 2021/2115, puisqu'il n'apparaît pas qu'il soit fait usage de la possibilité ouverte *in fine* de cette disposition, le délégué du Ministre a répondu :

« La première phrase de l'article 4, § 4, a) du Règlement stipule que la notion 'd'hectare admissible' est déterminée de telle sorte qu'elle couvre les surfaces qui sont à la disposition de l'agriculteur et qui consistent en 'toute surface agricole de l'exploitation qui (...) est utilisée aux fins d'une activité agricole ou, lorsque la surface est également utilisée pour des activités autres qu'agricoles, est utilisée essentiellement aux fins d'activités agricoles'.

Cette disposition est exécutée aux articles 13 et 14 du projet d'arrêté du Gouvernement wallon.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 13 est consacré à la définition générale d'hectare admissible et le paragraphe 2 à la définition de ce que l'on entend par 'surface à disposition de l'agriculteur'.

L'article 14, exécuté par les articles 11, 12 et 13 du projet d'arrêté ministériel, est quant à lui consacré aux conditions que doit remplir une surface utilisée également pour des activités autres qu'agricoles pour être considérée comme hectare admissible.

Le système mis en place en Région wallonne repose sur les points suivants :

1. Certaines activités non-agricoles sont jugées compatibles avec la notion d'hectare admissible en raison de leur faible impact sur l'activité agricole. Dans ces hypothèses, listées à l'article 12 du projet d'arrêté ministériel, l'agriculteur doit simplement informer l'administration de la conduite de l'activité non-agricole.
2. Pour d'autres activités non-agricoles plus importantes quant à leur impact sur l'activité agricole, une autorisation doit être demandée à l'administration. Les critères et la procédure de demande d'autorisation sont prévus à l'article 14, § 2, du projet d'arrêté du Gouvernement wallon et à l'article 11 du projet d'arrêté ministériel. Si l'activité non-agricole est menée sans autorisation, la surface concernée n'est pas considérée comme hectare admissible.
3. Enfin, d'autres activités sont en toute hypothèses jugées incompatibles avec la notion d'hectare admissible en raison de leur situation, de leur contexte historique, de la disponibilité limitée pour des activités agricoles ou de la présence d'aménagements ou d'installations fixes. On considère dans ces hypothèses que les surfaces concernées sont utilisées indéniablement et de manière permanente pour des objectifs primaires autres que l'activité agricole. Ces activités sont listées à l'article 13 du projet d'arrêté ministériel.

En ce qui concerne la seconde phrase de l'article 4, § 4, a) du règlement, celle-ci, pour une meilleure compréhension, a été exécutée dans le cadre de la notion de surface agricole. Elle est mise en œuvre aux articles 2, § 2, 3, § 2, et 4, alinéa 3 du projet d'arrêté ministériel ».

Il est pris acte de ces explications qui figureront utilement dans le rapport au Gouvernement.

2. Interrogé sur le point de savoir si le paragraphe 2, 6°, est nécessaire puisqu'en vertu du paragraphe 1^{er}, l'activité non-agricole doit être autorisée, le délégué du Ministre a répondu :

« L'autorisation de l'activité non agricole ne peut justement pas être autorisée par l'organisme payeur si la surface agricole fait l'objet d'une mise en garde, d'un avis défavorable ou d'une injonction visant à préserver un site archéologique situé à proximité émis par les autorités administratives compétentes, l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, 6°, sert de balise pour l'octroi de l'autorisation ».

Il est pris acte de ces explications.

Article 20

Invité à expliciter la portée de l'alinéa 1^{er}, notamment quant à savoir s'il suffit de répondre au critère du montant inférieur à 350 euros pour être qualifié d'agriculteur actif, le délégué du Ministre a répondu :

« En effet. Cette disposition est prise en application de l'article 4, § 5, alinéa 2, dernière phrase du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Dans la programmation 2014-2020, la Région wallonne a fait le choix de considérer automatiquement comme agriculteurs actifs ceux ayant uniquement reçu pour l'année précédente des paiements directs ne dépassant pas 350 euros. (Art. 12 AGW 12/02/2015)

Pour la programmation 2023-2027, tout agriculteur qui, l'année précédente, aurait perçu un montant total de paiements directs n'excédant pas 350 euros ne fera pas l'objet de contrôles basés sur les critères de qualification et d'activité agricole ainsi que sur la liste négative.

Dans le cadre de la PAC actuelle, 350 euros correspond globalement au montant moyen de paiements directs perçu par hectare en Région wallonne. Cette valeur diffère peu de celle de la prochaine PAC, obtenue en divisant le budget annuel consacré aux paiements directs dans le cadre de la future PAC par la superficie agricole utile totale en Région wallonne.

Cette volonté est dictée par un souci de simplification administrative pour les petits bénéficiaires ».

Il est pris acte de ces explications qui figureront utilement dans le rapport au Gouvernement.

Article 21

Invité justifier les exclusions figurant à l'alinéa 1^{er}, 3^o, le délégué du Ministre a répondu :

« La liste de services visée à l'article mentionné ci-dessus est prévue en application de l'article 4, § 5, alinéa 2, seconde phrase du Règlement (UE) n° 2021/2116 [lire : 2115] du 2 décembre 2021. Cette possibilité était déjà prévue dans le cadre du précédent volet de la Politique agricole commune et encadrée par l'article 9, § 2, du Règlement (UE) n° 1307/2013 du 17 décembre 2013.

Il s'agit d'activités qui, par leur nature et leur amplitude sont jugées à priori incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole suffisante. Cette liste d'activité exclue n'est cependant pas catégoriquement exclusive : une personne physique ou morale exerçant l'une des activités visées dispose dans tous les cas de la possibilité de démontrer qu'elle exerce malgré tout une activité agricole jugée suffisante si elle remplit l'une des conditions suivantes :

1° au cours de l'année fiscale la plus récente pour laquelle elle dispose de telles preuves, le montant total des paiements directs qu'elle perçoit s'élève au minimum à 5 % des recettes totales découlant de ses activités non-agricoles ;

2° ses activités agricoles ne sont pas négligeables ».

La section de législation n'aperçoit ni la pertinence de la sélection opérée, ni ce qu'il faut entendre par « exploite [...] un service ».

En vue d'assurer la sécurité juridique et de garantir le respect du principe d'égalité et non-discrimination, la disposition sera revue, la liste réexaminée et, le cas échéant

revue ; le rapport au Gouvernement sera complété afin de contenir les explications nécessaires à cet égard.

Article 25

Interrogé sur ce que recouvre exactement la notion de « membres du partenaire » figurant au 3^o, l'article 27, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, du projet référant à un titulaire « membre associé ou actionnaire du partenaire » sans que cette notion apparaisse à priori définie dans le dispositif, le délégué du Ministre a communiqué qu'

« [e]n effet, cette notion nécessite d'être définie.

Les services de l'administration mettent tout en œuvre pour proposer une définition cohérente. À l'heure actuelle, la définition correspond à : 'la personne physique identifiée au SIGeC avec un statut d'agriculteur à titre principal ou d'agriculteur à titre complémentaire ou de cotulaire, ou avec un statut de gérant ou d'administrateur de société'.

Cependant, cette définition doit encore être travaillée pour répondre au mieux à la situation et à la réglementation de l'Union Européenne ».

Il est pris de ces explications.

Il n'en demeure pas moins qu'afin d'assurer la complétude du dispositif, une définition adéquate de la notion devra y figurer. La disposition sera revue à cet effet.

Article 28

À l'alinéa 1^{er}, 1^o, invité à indiquer ce qu'est Sanitel, visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o, le délégué du Ministre a répondu :

« 'Sanitel' constitue la base de données informatique de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire visée à l'article 2, § 2, 1^o, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 relatif à l'identification et l'enregistrement de certains ongulés, des volailles, des lapins et de certains oiseaux.

Cette notion nécessiterait d'être ajoutée aux définitions de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

L'article 2, § 1^{er}, sera complété en ce sens.

Article 33

1. Interrogé sur le point de savoir si, au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, la notion de « nullité » est adéquate et s'il ne conviendrait pas à tout le moins de revoir la phrase en manière telle que cette « nullité » concerne l'inscription et non les opérations culturelles, les travaux et les dates d'entrée et de sortie des animaux, le délégué du Ministre a répondu :

« En effet, une reformulation de ce paragraphe 1^{er}, alinéa 3, peut être envisagée afin d'appliquer la nullité aux inscriptions tardives dans le registre d'exploitation ».

2. De l'accord du délégué du Ministre, au paragraphe 2, les mots « les éléments du paysage » seront remplacés par ceux de « les particularités topographiques », celles-ci étant visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 30^o, du projet.

Article 50

Interrogé sur le point de savoir si, en vertu de l'annexe III du règlement (UE) 2021/2115, l'interdiction de brulage ne doit pas être limitée au chaume, le délégué du Ministre a répondu :

« Les États membres ont la liberté de choisir des normes plus contraignantes que celles reprises dans les BCAE si elles poursuivent le même objectif (article 13, § 2, du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ^[2]). La norme en question, qui s'inscrit dans le thème du changement climatique, vise à maintenir le niveau de matière organique des sols.

Par conséquent, afin d'être exhaustif, la paille et les autres résidus de récolte, sources de carbone, ont été inclus dans l'article 50 ».

Ces explications seront insérées dans le rapport au Gouvernement en y précisant en quoi ces exigences supplémentaires « sont non-discriminatoires et proportionnées » et « correspondent aux besoins recensés », à défaut de quoi les exigences du règlement (UE) 2021/2115 seraient méconnues.

Articles 51 et 52

Interrogé quant à savoir si l'agriculteur n'est pas d'office soumis aux dispositions du Code de l'eau mentionnées, le délégué du Ministre a répondu :

« L'agriculteur est en effet d'office soumis aux dispositions du Code de l'eau. Cependant, il y a lieu d'établir une distinction entre cette question et l'inclusion du respect de ces dispositions parmi exigences réglementaires en matière de gestion prévues par le droit de l'Union ('ERMG') dans le cadre de la conditionnalité. L'inclusion des dispositions en question du Code de l'eau dans le cadre de la conditionnalité a pour conséquence que leur non-respect entraîne l'application de sanctions administratives, conformément à l'article 12 du Règlement n° 2021/2115 du 2 décembre 2021. Celles-ci prennent la forme de réductions des aides octroyées dans le cadre de la Politique agricole commune.

² Cette disposition énonce en effet : « En ce qui concerne les principaux objectifs énoncés à l'annexe III, les États membres peuvent fixer des normes supplémentaires par rapport à celles prévues dans ladite annexe en ce qui concerne ces objectifs principaux. De telles normes supplémentaires sont non discriminatoires et proportionnées et elles correspondent aux besoins recensés ».

L'application de sanctions administratives dans le cadre de la conditionnalité est sans préjudice de l'application de sanctions dans le cadre de la violation des législations et réglementations reprises parmi les ERMG ».

Ces explications seront ajoutées au rapport au Gouvernement.

Comme l'indique le délégué du Ministre, ces explications valent également pour les normes visées aux articles 77 à 83.

Article 56

Interrogé sur la signification du paragraphe 1^{er}, le délégué du Ministre a répondu :

« Cela signifie que la culture doit être présente sur la terre au 1^{er} janvier de l'année. Il ne serait pas accepté que l'agriculteur ait semé mais que la culture ne soit pas présente (qu'elle ait été détruite ou qu'elle n'ait pas levé par exemple) ».

Ces explications seront ajoutées au rapport au Gouvernement.

Article 65

Invité à justifier les dérogations figurant à l'alinéa 2, le délégué du Ministre a répondu :

« Il s'agit d'une dérogation dictée par la pratique propre au monde agricole, caractérisée par de fréquents échanges de parcelles entre agriculteurs, bien souvent par le biais de conventions orales. Pour ces raisons, lorsque l'affectation au plan de secteur n'a pas été respectée à l'égard d'une parcelle, il [est] bien souvent impossible d'identifier l'agriculteur responsable, surtout quand ladite infraction a été commise de nombreuses [années] auparavant.

Afin de prendre en compte cette réalité, le projet d'article 65 prévoit que la détention d'une parcelle dont l'affectation au plan de secteur n'a pas été respectée avant 2013 (2006 en ce qui concerne les sites Natura 2000) est sans effet pour l'agriculteur qui l'exploite ».

Ces explications seront ajoutées au rapport au Gouvernement.

Articles 72 et 74

L'article 72, § 2, est ainsi rédigé :

« Toute destruction de particularités topographiques est interdite, sauf si un permis d'urbanisme ou, à défaut, l'autorité compétente l'autorise, les opérations suivantes sont interdites : [...] ».

L'article 74 énonce :

« Sauf si un permis d'urbanisme, ou, à défaut l'autorité compétente, l'autorise [...] ».

Interrogé sur le point de savoir quelle est l'autorité compétente, si un permis d'urbanisme n'est pas requis, pour accorder l'autorisation, le délégué du Ministre a indiqué qu'il s'agit du Département Nature et Forêt du Service public de Wallonie.

Pour assurer la sécurité juridique et dans la suite de l'observation générale 2, il convient de rédiger ces dispositions en manière telle qu'il apparaisse clairement que c'est à la condition qu'un permis d'urbanisme ne soit pas requis, que l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation est le Département Nature et Forêt du Service public de Wallonie.

Article 85

Ainsi que l'a déjà rappelé la section de législation, la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Invité à démontrer qu'en l'espèce, la nécessité ainsi définie est établie et à indiquer si l'auteur du projet va s'assurer que tous les arrêtés auxquels le présent projet renvoie seront bien en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de celui-ci, le délégué du Ministre a répondu :

« 1. Il convient, dans le cadre du présent projet d'arrêté du Gouvernement wallon de déroger au principe général de non-rétroactivité pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le présent projet d'arrêté comporte les exigences et normes relevant de la conditionnalité. Étant donné que leur respect est exigé tout au long de l'année civile de l'introduction de la demande d'aide ou de paiement pour bénéficier des aides de la Politique agricole commune, la non-rétroactivité vise ici à éviter que des agriculteurs se retrouvent en opposition avec la réglementation européenne (l'article 84, § 1^{er}, du Règlement (UE) n° 2021/2116 du 2 décembre 2021).

À cet égard, la rétroactivité de l'entrée en vigueur du présent projet de texte répond également à un souci d'équité entre les bénéficiaires des aides de la Politique agricole commune. Étant donné que les exigences et normes relevant de la conditionnalité peuvent être contrôlées tout au long de l'année civile, il semble injustifiable qu'un bénéficiaire contrôlé en janvier se trouve dans une situation moins favorable qu'un autre bénéficiaire contrôlé plus tard dans l'année.

Ensuite, comme le présent projet d'arrêté du Gouvernement wallon comporte des dispositions applicables dans le cadre de plusieurs interventions relevant de la Politique agricole commune, il est essentiel qu'il entre en vigueur au plus tard au moment où les premiers arrêtés relatifs aux dites interventions entreront en vigueur. En

l'occurrence, l'entrée en vigueur de plusieurs arrêtés relatifs à des interventions relevant de la Politique agricole commune a été fixée au 1^{er} janvier 2023.

Enfin, étant donné l'abondance et la complexité des dispositions concernées ainsi que l'importance qu'elles représentent sur le plan financier pour un grand nombre d'agriculteurs wallons, les règles consacrées par le présent projet d'arrêté ont fait l'objet au cours de l'année 2022 d'une intense campagne de communication auprès de ces derniers et des structures et organisations représentatives du secteur. Dans un esprit de prévisibilité des actes de l'administration, il est donc essentiel que les règles présentées soient rigoureusement identiques à celles consacrées dans le présent projet d'arrêté et qu'elles s'appliquent dès l'entrée en vigueur du nouveau volet de la Politique agricole commune, soit le 1^{er} janvier 2023.

2. Comme mentionné ci-dessus, une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2023 a été prévue pour la plupart des projets d'arrêtés sur les interventions relevant de la Politique agricole commune. Pour cette raison, il est important que l'entrée en vigueur du présent projet d'arrêté soit concomitante ».

Ces explications seront insérées dans le rapport au Gouvernement.

LE GREFFIER

LE PRESIDENT

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/41432]

23. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, Verwaltung und Überwachung der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) 2022/126 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates um zusätzliche Anforderungen für bestimmte, von den Mitgliedstaaten in ihren GAP-Strategieplänen für den Zeitraum 2023 bis 2027 gemäß der genannten Verordnung festgelegte Interventionskategorien sowie um Vorschriften über den Anteil für den Standard für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand (GLÖZ-Standard) Nr. 1;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) 2022/1173 der Kommission vom 31. Mai 2022 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.31, D.61, D.241 bis D.243, D.249 Absatz 1, D.250, D.251 und D.263 Paragraf 1 und 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 27. August 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November 2022;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 6. Februar 2023 in Anwendung des Artikels 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 72808/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Teil 1 — Gegenstand

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass legt Regeln fest betreffend:

1° die Definitionen von Konzepten, die im Rahmen von Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik gelten;

2° den Sammelantrag;

3° die Übertragung ganzer Betriebe;

4° die im Rahmen des Systems der Direktzahlungen beihilfefähigen Hektarflächen und die innerhalb dieses Systems beihilfefähigen Flächen;

5° die Begriffe "aktiver Landwirt", "Junglandwirt" und "neuer Landwirt";

6° die Einrichtung des Ausschusses für die Niederlassung, der eine Stellungnahme zur praktischen Erfahrung der Landwirte, die eine Beihilfe beantragen, abgibt;

7° die Anwendung der Höchstzahl an Hektar oder Tieren auf Inhaber von juristischen Personen, Vereinigungen oder Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit;

8° die Modalitäten für die Berechnung der Besatzdichte;

9° das Saatdichte, die üblicherweise für die Aussaat von Pflanzen in Reinkultur verwendet werden;

10° das Betriebsregister;

11° die gemeinsamen Modalitäten für die Zahlung der Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

12° die Konditionalität.

**Teil 2 — Gemeinsame Konzepte
für Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität**

KAPITEL 1 — *Begriffsbestimmungen*

Art. 2 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses, seiner Ausführungserlasse und, sofern nicht anders angegeben, aller Erlasse betreffend die Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° landwirtschaftliche Tätigkeit: die in Artikel D.3 Ziffer 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft definierte Tätigkeit, einschließlich der Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem Zustand, der sie für die Beweidung oder den Anbau geeignet macht, ohne vorbereitende Maßnahmen, die über den Einsatz üblicher landwirtschaftlicher Praktiken und üblicher landwirtschaftlicher Maschinen hinausgehen;

2° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

3° Landwirt: der Landwirt im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

4° freistehende Bäume: die folgenden Elemente:

a) die bemerkenswerten Bäume;

b) die Bäume einheimischer Arten, deren Krone mehr als fünf Meter von jedem anderen Baum, Strauch oder Busch entfernt ist, deren Stammumfang, in eineinhalb Metern Höhe gemessen, mindestens vierzig Zentimeter beträgt und deren Krone einen Durchmesser von mindestens vier Metern hat, sofern nicht beschnitten.

5° nahestehende Bäume: Bäume, die folgende Merkmale aufweisen:

a) ihre Krone hat einen Durchmesser von mindestens vier Metern, sofern nicht beschnitten;

b) ihre Krone ist höchstens fünf Meter von jedem anderen Baum, Strauch oder Busch und mehr als fünf Meter von einer Hecke entfernt;

c) ihre Krone stößt nicht an die Krone eines anderen Baums, Strauchs oder Gebüschs;

d) sie stehen nicht in der Verlängerung von Baumreihen;

6° bemerkenswerte Bäume: die in Artikel R.IV.4.7 des Wallonischen Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung genannten Bäume;

7° freistehende Sträucher und Büsche: Sträucher und Büsche einheimischer Arten mit einer Mindesthöhe von eineinhalb Metern und einem Abstand von mehr als fünf Metern zu anderen Bäumen, Sträuchern oder Büschen;

8° Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2015 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe;

9° GLÖZ: der gute landwirtschaftliche und ökologische Zustand, genannt in den Artikeln 12 und 13 und aufgeführt in Anhang III der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021;

10° Feldränder: Flächen, die an Ackerland angrenzen, das von ein und demselben Landwirt bewirtschaftet wird, und deren begraste Bodenbedeckung sich von der des Ackerlandes unterscheidet. Bäume, Sträucher oder Büsche können dort vorkommen;

11° Haine: Gruppen von Bäumen oder Sträuchern, die in geringem Abstand zueinander so gepflanzt sind, dass sie dichte Strauchlandschaften bilden, die folgende Merkmale aufweisen:

a) sie bestehen überwiegend aus Bäumen oder Sträuchern einheimischer Arten;

b) sie haben eine Fläche von höchstens dreißig Ar;

c) sie haben eine Breite von mindestens zehn Metern zwischen den äußeren Stammfüßen;

d) der Abstand zwischen den Kronen der Bäume oder Sträucher beträgt höchstens fünf Meter;

e) sie bestehen aus mindestens drei nicht in einer Reihe stehenden Bäumen oder Sträuchern;

12° Tierbesatz: die Anzahl GVE pro Flächeneinheit;

13° Informationscodes: die von der Verwaltung festgelegten Codes, die in den Sammelantragsformularen verwendet werden, um Auskunft über die geografische Lage, die Nutzung oder sonstige physische oder landwirtschaftliche Eigenschaften einer Parzelle zu geben;

14° Wasserläufe: die Wasserläufe im Sinne von Artikel D.2 Ziffer 19bis von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

15° Dauerkulturen: die nicht in den Fruchtwechsel einbezogene Kulturen, außer Dauergrünland, die für einen Zeitraum von fünf Jahren oder länger auf den Flächen angebaut werden und wiederholte Ernten liefern, einschließlich Baumschulen und Niederwald mit Kurzumtrieb;

16° Beihilfeantrag: der Antrag auf Beteiligung oder Unterstützung für eine Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

17° Zahlungsantrag: der von einem Landwirt gestellte Antrag auf Gewährung einer Zahlung im Rahmen mehrjähriger Verpflichtungen für eine Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

18° Sammelantrag: der Sammelantrag im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 13 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

19° GAB: die Grundanforderungen an die Betriebsführung (GAB) gemäß Artikel 12 und aufgeführt in Anhang III der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021;

20° einheimische Arten: die in Anhang 1 zum Ministeriellen Erlass vom 8. September 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 zur Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen aufgeführten Arten;

- 21° Betriebe: die Betriebe im Sinne von Artikel 3 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021;
- 22° Düngemittel: Düngemittel im Sinne von Artikel R.188 Ziffer 14 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;
- 23° Gräben: natürliche oder künstliche Vertiefungen mit einer maximalen Breite von zwei Metern zwischen den Punkten, an denen das Gefälle unterbrochen wird, die dazu bestimmt sind, abfließendes Wasser oder Dränwasser abzuleiten, mit Ausnahme von Bestandteilen, deren Struktur aus Beton besteht;
- 24° Hecken und Baumreihen: Gruppen von Bäumen oder Sträuchern, die in geringem Abstand zueinander so gepflanzt sind, dass sie dichte Strauchreihen bilden, die folgende Merkmale aufweisen:
- a) sie bestehen aus Bäumen oder Sträuchern einheimischer Arten;
 - b) sie haben eine durchgehende Länge von mindestens zehn Metern, einschließlich der Freiräume von höchstens fünf Metern zwischen den Kronen der Bäume oder Sträucher;
 - c) sie haben eine Breite von maximal zehn Metern zwischen den äußeren Stammfüßen;
- 25° Gras oder andere Grünfütterpflanzen: die Grünpflanzen, die herkömmlicherweise in natürlichem Grünland anzutreffen oder normalerweise Teil von Saatgutmischungen für Weideland oder Wiesen sind, unabhängig davon, ob die Flächen als Viehweiden genutzt werden;
- 26° Tümpel: stehende Gewässer mit einer Mindestfläche von fünfundzwanzig Quadratmetern zwischen dem 1. November und dem 31. Mai und einer Höchstfläche von dreißig Ar;
- 27° Mitglieder eines Partners: die Inhaber, natürlichen Personen oder juristischen Einheiten, die im InVeKoS identifiziert sind;
- 28° Zahlstelle: die Zahlstelle im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;
- 29° Direktzahlungen: Zahlungen, die als Interventionen gemäß Titel III Kapitel II der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 gewährt werden;
- 30° landwirtschaftlich genutzte Parzellen: zusammenhängende Flächen von mindestens einem Ar, die von ein und demselben Landwirt erklärt werden und - außer im Falle des diversifizierten Gemüseanbaus - der Erzeugung einer einzigen Kultur dienen, oder, wenn die Nutzung einer Fläche innerhalb einer Kulturgruppe getrennt angemeldet werden muss, die Flächen, auf denen diese besondere Nutzung erfolgt;
- 31° Partner: die Partner im Sinne von Artikel 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015;
- 32° Landschaftsmerkmale: Hecken und Baumreihen, freistehende Bäume, nahestehende Bäume, Haine, Gräben, Böschungen und Tümpel;
- 33° Baumschulen: die folgenden Flächen mit jungen Holzpflanzen im Freiland, die zum Wiederbepflanzen bestimmt sind:
- a) Rebschulen und Unterlagenschnittgärten;
 - b) Baumschulen für Obst- und Beerengehölze;
 - c) Baumschulen für Ziergehölze;
 - d) gewerbliche Forstbaumschulen ohne die forstlichen Pflanzgärten innerhalb des Waldes für den Eigenbedarf des Betriebs;
 - e) Baumschulen für Bäume und Sträucher für die Anpflanzung von Gärten, Parks, Straßenrändern und Böschungen sowie deren Unterlagen und Jungpflanzen;
- 34° Pestizide: die Erzeugnisse im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets vom 10. Juli 2013 über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft;
- 35° Dauergrünland: die folgenden landwirtschaftlichen Flächen, die seit mindestens fünf Jahren nicht Bestandteil des Fruchtwechsels des landwirtschaftlichen Betriebs sind:
- a) Flächen, die durch Einsaat oder auf natürliche Weise (Selbstaussaat) zum Anbau von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen genutzt werden, auf denen eine begraste Bodenbedeckung vorherrscht;
 - b) Flächen, die für die Beweidung geeignet sind und unter bewährte lokale Praktiken fallen, bei denen die begraste Bodenbedeckung herkömmlicherweise nicht vorherrscht;
- 36° Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021: die Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;
- 37° Verordnung (EU) 2021/2116 vom 2. Dezember 2021: die Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, Verwaltung und Überwachung der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;
- 38° Verordnung (EU) 2022/126 vom 7. Dezember 2021: die delegierte Verordnung (EU) 2022/126 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates um zusätzliche Anforderungen für bestimmte, von den Mitgliedstaaten in ihren GAP-Strategieplänen für den Zeitraum 2023 bis 2027 gemäß der genannten Verordnung festgelegte Interventionskategorien sowie um Vorschriften über den Anteil für den Standard für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand (GLÖZ-Standard) Nr. 1;
- 39° Sanitel: die elektronische Datenbank der Föderalen Agentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette, die in Artikel 2 Paragraph 2 Ziffer 1 des Königlichen Erlasses vom 20. Mai 2022 über die Identifizierung und Registrierung von bestimmten Huftieren, Geflügel, Kaninchen und bestimmten Vögeln genannt wird;
- 40° InVeKoS: das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem nach Titel II Kapitel I Abschnitt 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

41° biologisch wertvolles Gebiet: eine geographische Einheit, die mehrere Einheiten homogener Lebensräume oder Biotope umfasst, die nicht mehr als sechshundert Meter voneinander entfernt sind und die wenigstens eine seltene, gefährdete oder geschützte Art oder wenigstens einen seltenen, gefährdeten oder geschützten Lebensraum im Sinne der Artikel 2, 2bis und 3 Paragraph 1 und 2 Ziffer 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur aufweist;

42° Natura-2000-Gebiete: die Natura-2000-Gebiete gemäß Artikel 1bis Ziffer 18 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

43° ökologische Hauptstruktur: die kumulierte Fläche der Natura-2000-Gebiete und der biologisch wertvollen Gebiete;

44° landwirtschaftliche Fläche: die gesamte Fläche an Ackerland, Dauerkulturen oder Dauergrünland;

45° Niederwald mit Kurzumtrieb: Flächen, die mit stockausschlagfähigen Gehölzarten mit einem Erntezyklus von höchstens acht Jahren bestockt sind und die eine Bepflanzungsdichte von wenigstens tausend Bäumen pro Hektar aufweisen;

46° Böschungen: Geländeabschnitte mit einer Neigung zwischen dreißig und neunzig Grad, die mindestens einen halben Meter hoch sind und an ihrem oberen und unteren Ende durch einen Abbruch des Gefälles begrenzt werden;

47° Ackerland: für den Anbau landwirtschaftlicher Kulturpflanzen genutzte Flächen oder für den Anbau landwirtschaftlicher Kulturpflanzen verfügbare, aber brachliegende Flächen;

48° Großvieheinheit oder "GVE": die Großvieheinheit oder Referenzeinheit, die das Aggregieren von Viehbeständen unterschiedlicher Arten und unterschiedlichen Alters vereinfacht. Hierfür werden spezifische Koeffizienten verwendet, die auf der Grundlage des Futterbedarfs der verschiedenen Tierarten festgelegt werden;

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 stellt der Anbau von Pflanzen in Töpfen keine landwirtschaftliche Tätigkeit dar, es sei denn, der Topf ist in die Erde eingelassen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 15 gelten Anpflanzungen von Nadelbäumen, die dazu bestimmt sind, gefällt und in unverändertem Zustand in Verkehr gebracht zu werden, einschließlich Weihnachtsbäumen, nicht als Dauerkulturen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 26 sind Tanks aus Beton oder Plastik, Fischereien, Fischfarmen und Zuchtstätten für Schwimmvögel vom Begriff des Tümpels ausgenommen. Tümpel können an das wallonische hydrographische Netz angeschlossen werden.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 33 bewahrt der Landwirt den Nachweis auf, dass die Pflanzen in einem Zustand in Verkehr gebracht werden, der sie für eine Wiederbepflanzung geeignet macht.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 35 gilt die begraste Bodenbedeckung als vorherrschend, wenn Gras und andere Grünfütterpflanzen mehr als 50 % der beihilfefähigen Fläche der Parzelle im Sinne der Artikel 15 bis 18 bedecken.

§ 2. Für die Anwendung von Paragraph 1 legt der Minister Folgendes fest:

1° die Kriterien für die Erhaltung der landwirtschaftlichen Fläche in einem Zustand, der sie für die Beweidung oder den Anbau im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 geeignet macht;

2° zusätzliche Kriterien, die Flächen mit einem Grasbedeckungsgrad von mehr als 50 % und weniger als 90 % erfüllen müssen, um als Dauergrünland im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 35 Buchstabe a zu gelten;

3° die Flächen, die für die Beweidung geeignet sind und unter bewährte lokale Praktiken fallen, bei denen die begraste Bodenbedeckung herkömmlicherweise nicht vorherrscht im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 35 Buchstabe b;

4° die Liste der für Niederwald mit Kurzumtrieb in Frage kommenden Baumarten im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 45.

KAPITEL 2 — *Sammelantrag*

Art. 3 - § 1. Gemäß Artikel D.28 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft stellen die Landwirte, die Beihilfen beantragen, jährlich Beihilfeanträge und gegebenenfalls Zahlungsanträge über einen Sammelantrag für Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik.

Der Sammelantrag wird über ein geodatenbasiertes Antragsformular eingereicht, das über den von der Verwaltung bereitgestellten Onlineschalter für Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik abrufbar ist.

Dem Sammelantrag werden ggf. die Belege beigelegt, die von der Zahlstelle gemäß Artikel D.30 Paragraph 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft angefordert werden. Sie werden nach den vom Minister festgelegten Modalitäten übermittelt.

§ 2. Die Zahlstelle bietet den erforderlichen Beistand und unterstützt jeden Antragsteller, der dies beantragt, unentgeltlich.

§ 3. Der Antragsteller hält die ihm obliegenden Fristen ein, die durch den vorliegenden Erlass oder in Ausführung des vorliegenden Erlasses festgelegt werden, unbeschadet der Intervention oder Unterstützung durch die Zahlstelle gemäß Paragraph 2.

Der Antragsteller haftet für die von ihm gestellten Anträge, eingegangenen Verpflichtungen und Vereinbarungen sowie für die Richtigkeit der von ihm angegebenen Daten, ungeachtet der Intervention der Zahlstelle.

§ 4. Landwirte reichen pro Jahr einen einzigen Sammelantrag ein.

§ 5. Die Zahlstelle teilt dem Landwirt den Eingang des Sammelantrags und gegebenenfalls die verspätete Einreichung mit.

Art. 4 - Das geodatenbasierte Antragsformular wird von der Zahlstelle gemäß Artikel 69 Absatz 3 der Verordnung (EU) 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 vorab erstellt.

Wenn sich in seinem Betrieb Änderungen ergeben haben oder wenn die in dem geodatenbasierten Antragsformular enthaltenen Informationen unrichtig sind, passt der Antragsteller das Formular bis zur Einreichungsfrist des Sammelantrags an.

Art. 5 - § 1. Änderungen am Sammelantrag werden über das dafür vorgesehene geodatenbasierte Antragsformular vorgenommen.

Die Zahlstelle bietet den erforderlichen Beistand und unterstützt jeden Antragsteller, der dies beantragt.

Der Antragsteller hält die ihm obliegenden Fristen ein, die durch den vorliegenden Erlass oder in Ausführung des vorliegenden Erlasses festgelegt werden, unbeschadet der Intervention durch die Zahlstelle.

Der Antragsteller haftet für die von ihm gestellten Anträge, eingegangenen Verpflichtungen und Vereinbarungen sowie für die Richtigkeit der von ihm angegebenen Daten, ungeachtet der Intervention der Zahlstelle.

Die Zahlstelle teilt dem Antragsteller über den von der Verwaltung bereitgestellten Onlineschalter für Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik mit, ob die Änderungsanträge angenommen oder abgelehnt wurden.

§ 2. Im Falle eines offensichtlichen Irrtums, der von der Zahlstelle auf der Grundlage einer umfassenden Einzelfallbewertung anerkannt wurde, können der Sammelantrag und die Belege nach ihrer Einreichung jederzeit berichtigt und angepasst werden, sofern der Antragsteller in gutem Glauben gehandelt hat.

Im Falle eines offensichtlichen Irrtums, der von der Zahlstelle festgestellt wurde, wird der Antragsteller darüber informiert und ihm wird ein Korrekturvorschlag unterbreitet. Wenn er nicht innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt dieses Vorschlags reagiert, gilt die vorgeschlagene Korrektur als angenommen.

§ 3. Änderungen gemäß Paragraf 1 sind nicht zulässig, wenn die Zahlstelle den Antragsteller von ihrer Absicht unterrichtet hat, eine Vor-Ort-Kontrolle durchzuführen, oder wenn bei einer Vor-Ort-Kontrolle ein Verstoß festgestellt wird.

Das Verbot nach Absatz 1 gilt nur für den von dem Verstoß betroffenen Teil der Unterlagen.

Art. 6 - Der Minister legt die Fristen für die Einreichung des Sammelantrags und für dessen Änderungen fest.

Art. 7 - Die Zahlstelle nimmt die Belege entgegen, wenn sie gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten übermittelt werden.

Art. 8 - § 1. Der Sammelantrag und die eingereichten Unterlagen können jederzeit ganz oder teilweise schriftlich oder über den von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Onlineschalter für Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zurückgenommen werden.

§ 2. Die Rücknahme gemäß Paragraf 1 ist nicht zulässig, wenn die Zahlstelle den Antragsteller von ihrer Absicht unterrichtet hat, eine Vor-Ort-Kontrolle durchzuführen, oder wenn bei einer Vor-Ort-Kontrolle ein Verstoß festgestellt wird.

Das Verbot nach Absatz 1 gilt nur für den von dem Verstoß betroffenen Teil der Unterlagen.

Art. 9 - § 1. Der Landwirt gibt in seinem Sammelantrag alle landwirtschaftlich genutzten Parzellen seines Betriebs nach den in den Artikeln D.28 bis D.32 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft bestimmten Modalitäten an.

Die vom Landwirt bewirtschaftete Fläche wird jährlich angegeben, einschließlich der Fläche, die außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region bewirtschaftet wird.

§ 2. Bei Parzellen, die er von einem Wirtschaftsjahr zum anderen nicht mehr bewirtschaftet, übermittelt der Landwirt auf Antrag die Angaben zur Identität des Eigentümers oder des neuen Betreibers. In Ermangelung dessen werden diese Parzellen so angesehen, als seien sie immer noch ein Teil des Betriebs.

Art. 10 - Geben mehrere Landwirte dieselbe Parzelle an, so wird der Beihilfeantrag für diese Parzelle für alle betroffenen Landwirte ausgesetzt, bis die Identität des Landwirts, dem die Parzelle zur Verfügung steht, festgestellt worden ist.

Art. 11 - Die Zahlstelle untersucht die Zulässigkeit des Sammelantrags.

Der Sammelantrag ist beihilfefähig, wenn der Antragsteller:

1° gemäß Artikel D.22 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft bei der Zahlstelle im InVeKoS-System identifiziert ist;

2° eine Produktionseinheit gemäß Artikel D.3 Ziffer 35 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft in Belgien besitzt;

3° seinen Sammelantrag fristgerecht einreicht.

KAPITEL 3 — Betriebsübertragung

Art. 12 - Wird ein Betrieb nach Ablauf der Frist für die Einreichung des Sammelantrags vollständig von einem Landwirt an einen anderen Landwirt übertragen, so wird dem Übernehmer für den übertragenen Betrieb keine Beihilfe bzw. keine Förderung gewährt.

Die vom Übertragenden beantragte Beihilfe oder Zahlung wird dem Übernehmer gewährt, wenn folgende kumulative Bedingungen erfüllt sind:

1° die Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe werden ebenfalls übertragen;

2° der Übernehmer informiert die Zahlstelle über die Übertragung und reicht vor Ablauf der Frist für die Einreichung des Sammelantrags einen Sammelantrag ein;

3° der Übernehmer legt der zuständigen Behörde der Verwaltung die von ihr geforderten Nachweise vor;

4° alle Voraussetzungen für die Gewährung der Beihilfe sind im übertragenen Betrieb erfüllt.

Nachdem der Übernehmer die Zahlstelle unterrichtet und einen Sammelantrag gemäß Absatz 2 Ziffer 2 beantragt hat:

1° gehen alle Rechte und Pflichten des Übertragenden auf den Übernehmer über;

2° gelten alle Maßnahmen, die für die Gewährung der Beihilfe erforderlich sind und alle vom Übertragenden vor der Übertragung abgegebenen Erklärungen als vom Übernehmer getroffen bzw. abgegeben;

3° gilt der übertragene Betrieb gegebenenfalls in Bezug auf das betreffende Antragsjahr als eigenständiger Betrieb.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Betriebsübertragung: Verkauf, Verpachtung oder jede ähnliche Art der Transaktion in Bezug auf die betreffenden Produktionseinheiten;

2° Übertragender: der Landwirt, dessen Betrieb an einen anderen Landwirt übertragen wird;

3° Übernehmer: der Landwirt, an den der Betrieb übertragen wird.

KAPITEL 4 — *Im Rahmen des Systems der Direktzahlungen beihilfefähige Hektarflächen und die innerhalb dieses Systems beihilfefähigen Flächen*

Abschnitt 1 — Im Rahmen der Direktzahlungen beihilfefähige Hektarflächen

Art. 13 - § 1. Der Begriff "beihilfefähige Hektarfläche" bezeichnet eine landwirtschaftliche Fläche, die dem Landwirt zur Verfügung steht und die während des gesamten Kalenderjahres außer im Falle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände für eine landwirtschaftliche Tätigkeit genutzt wird oder, wenn die Fläche auch für nichtlandwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird, hauptsächlich für landwirtschaftliche Zwecke genutzt wird.

§ 2. Eine landwirtschaftliche Fläche gilt als dem Landwirt zur Verfügung stehend, wenn ein Rechtsverhältnis zwischen der Fläche und dem Landwirt besteht.

Der Nachweis des Rechtsverhältnisses kann von der Verwaltung verlangt werden.

Der Minister kann Situationen festlegen, in denen ein Nachweis des Rechtsverhältnisses von der Verwaltung verlangt werden kann.

Außer in Fällen höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände stehen die angegebenen Flächen dem Landwirt zu einem vom Minister festgelegten Zeitpunkt zur Verfügung.

Art. 14 - § 1. Für die Anwendung von Artikel 13 Paragraph 1 gilt eine landwirtschaftliche Fläche, die auch für nichtlandwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird, als hauptsächlich für landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzte Fläche, wenn der Landwirt die Genehmigung erhalten hat, die nichtlandwirtschaftliche Tätigkeit auf dieser Fläche auszuüben.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannte Genehmigung wird erteilt, wenn:

1° sie nichtlandwirtschaftliche Tätigkeiten betrifft, die aufgrund ihrer Intensität, ihrer Art, ihrer Dauer und ihres Zeitrahmens die Ausübung einer landwirtschaftlichen Tätigkeit nicht beeinträchtigen;

2° die in Teil 3 vorgesehenen Verpflichtungen, Anforderungen und Standards eingehalten werden;

3° der agronomische Wert der landwirtschaftlichen Fläche weder kurz-, noch mittel- oder langfristig durch die nichtlandwirtschaftliche Nutzung beeinträchtigt wird;

4° die nichtlandwirtschaftliche Tätigkeit einen außerordentlichen Charakter hat, zeitlich begrenzt ist und genau an bestimmten Daten stattfindet, die der Zahlstelle über den Genehmigungsantrag mitgeteilt worden sind;

5° die betreffende landwirtschaftliche Fläche nicht Gegenstand einer Warnung, einer Verwarnung oder einer ungünstigen Stellungnahme durch die zuständigen Behörden der Verwaltung über die zu schützende Zone sowie die örtliche Flora oder Fauna ist;

6° die landwirtschaftliche Fläche nicht Gegenstand einer Warnung, einer ungünstigen Stellungnahme oder einer Anordnung zum Schutz einer nahe gelegenen, archäologischen Stätte durch die zuständigen Verwaltungsbehörden ist.

In Bezug auf die in Absatz 1 Ziffern 5 und 6 vorgesehenen Bestimmungen erklärt der Antragsteller ehrenwörtlich, dass für die betreffenden Flächen keine Warnungen, Verwarnungen oder ungünstigen Stellungnahmen von Seiten der zuständigen Behörden ergangen sind, um die Genehmigung zur nichtlandwirtschaftlichen Nutzung der landwirtschaftlichen Flächen zu erhalten. Der Minister kann die Beweismittel festlegen, die es ermöglichen, davon auszugehen, dass die in Absatz 1 Ziffern 5 und 6 genannten Anforderungen erfüllt sind.

Für die Anwendung von Absatz 1 legt der Minister Folgendes fest:

1° die Liste der zulässigen nichtlandwirtschaftlichen Tätigkeiten und die Bedingungen, unter denen sie durchgeführt werden dürfen;

2° das Verfahren für die Erteilung von Genehmigungen.

§ 3. In Abweichung von Paragraph 1 kann der Minister eine Liste von Tätigkeiten vorsehen, die aufgrund ihrer geringen Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit nach vorheriger Anmeldung bei der Verwaltung zulässig sind.

§ 4. Der Minister kann eine Liste von Flächen erstellen, von denen angenommen wird, dass sie nicht hauptsächlich für landwirtschaftliche Zwecke im Sinne von Paragraph 1 genutzt werden.

Abschnitt 2 — Bestimmung der beihilfefähigen und nicht beihilfefähigen Flächen innerhalb der beihilfefähigen Hektarflächen

Art. 15 - Die beihilfefähige Hektarfläche erfüllt während des gesamten Kalenderjahres die Anforderungen der Artikel 16 bis 18.

Art. 16 - § 1. Die folgenden Elemente werden in die beihilfefähige Fläche einer landwirtschaftlich genutzten Parzelle einbezogen, sofern sie nicht breiter als zwei Meter sind:

1° Wasserläufe;

2° Gräben;

3° Mauern.

§ 2. Innerhalb einer landwirtschaftlich genutzten Parzelle sind Flächen, die von folgenden Elementen eingenommen werden, nicht beihilfefähig:

1° Wege;

2° von Menschenhand geschaffene Bauten;

3° Lagerstätten für Mist, landwirtschaftliche Erzeugnisse und sonstige Erzeugnisse;

4° Geröllhalden;

5° Flächen, die Gegenstand von Erdarbeiten oder umfangreichen Änderungen des Bodenreliefs sind, die sie sich negativ auf die landwirtschaftliche Tätigkeit auswirken.

Der Minister kann zusätzliche Kriterien für die in Absatz 1 genannten Elemente in Bezug auf ihre Fläche, Dauer oder andere Merkmale festlegen.

§ 3. Flächen, die aufgrund der Anwendung der Paragraphen 1 und 2 für nicht beihilfefähig erklärt wurden, werden von der landwirtschaftlichen Fläche abgezogen.

Art. 17 - Eine landwirtschaftlich genutzte Waldparzelle ist beihilfefähig, wenn folgende kumulative Bedingungen erfüllt sind:

- 1° die Baumdichte beläuft sich dort auf weniger als hundert Bäume pro Hektar;
- 2° der Baumbestand beeinträchtigt nicht die Ausübung einer landwirtschaftlichen Tätigkeit.

Abweichend von Absatz 1 werden Obstbäume unabhängig von ihrer Bepflanzungsdichte in die beihilfefähige Fläche der landwirtschaftlichen genutzten Fläche einbezogen.

Art. 18 - Jede topografische Besonderheit, die unter den in den Artikeln 67 bis 75 umgesetzten GLÖZ 8 fällt, ist Teil der beihilfefähigen Fläche der landwirtschaftlich genutzten Parzelle.

KAPITEL 5 — Aktiver Landwirt

Art. 19 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Landwirt, der Beihilfen beantragt: die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung natürlicher oder juristischer Personen, die Landwirte sind, und einen Beihilfeantrag für ein bestimmtes Jahr einreicht;

2° Gesamtbetrag der Direktzahlungen: der Gesamtbetrag der von einem Landwirt erhaltenen Direktzahlungen, berechnet auf der Grundlage der europäischen und wallonischen Regelungen, die im Jahr der Gewährung gelten, und ohne Berücksichtigung der Anwendung eventueller Verwaltungsanktionen;

3° Einnahmen: Bruttoeinnahmen vor Steuerabzug;

4° Einnahmen aus landwirtschaftlichen Tätigkeiten: Einnahmen, die die Antragsteller aus ihren landwirtschaftlichen Tätigkeiten erzielt haben, einschließlich der europäischen, nationalen oder regionalen Agrarbeihilfen, die für ihre landwirtschaftlichen Tätigkeiten gewährt wurden;

5° Einnahmen aus nichtlandwirtschaftlichen Tätigkeiten: Einnahmen, die nicht aus landwirtschaftlichen Tätigkeiten stammen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 4 gelten Einnahmen aus der Verarbeitung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 26 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, die aus dem Betrieb stammen, als Einnahmen aus landwirtschaftlichen Tätigkeiten, sofern der Beihilfeantragsteller Eigentümer der verarbeiteten Erzeugnisse bleibt und die Verarbeitung zu einem anderen landwirtschaftlichen Erzeugnis führt.

Art. 20 - Im Rahmen eines in einem bestimmten Kalenderjahr eingereichten Beihilfeantrags wird davon ausgegangen, dass ein Landwirt, der Beihilfen beantragt, und der im Vorjahr Direktzahlungen in Höhe von insgesamt höchstens 350 Euro erhalten hat, ein aktiver Landwirt ist.

Für die Anwendung von Absatz 1 wird, wenn der Landwirt, der Beihilfen beantragt, im Vorjahr keinen Beihilfeantrag gestellt hat, der Gesamtbetrag der Direktzahlungen simuliert, indem die Zahl der vom Landwirt, der einen Beihilfeantrag stellt, im Jahr der Antragstellung angegebenen beihilfefähigen Hektarflächen mit dem im Vorjahr ermittelten durchschnittlichen Betrag der Direktzahlungen pro Hektar multipliziert wird.

Der durchschnittliche Betrag der Direktzahlungen pro Hektar wird ermittelt, indem die für ein bestimmtes Jahr festgelegte regionale Obergrenze durch die Gesamtzahl der in demselben Jahr in der Wallonischen Region angegebenen beihilfefähigen Hektarflächen geteilt wird.

Art. 21 - Der Landwirt, der Beihilfen beantragt, und nicht unter Artikel 20 fällt, gilt als aktiver Landwirt, wenn er die folgenden kumulativen Voraussetzungen erfüllt:

1° er ist bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen registriert;

2° er verfügt über eine Qualifikation mit einer landwirtschaftlichen Fachrichtung oder, in Ermangelung einer solchen, über eine mindestens dreijährige Erfahrung oder über ein nachschulisches Zertifikat des Typs B;

3° er betreibt nicht einen der folgenden Dienste:

- a) Flughäfen;
- b) Gefängnisse und anderen Strafvollzugsanstalten;
- c) Eisenbahndienstleistungen;
- d) Immobiliendienstleistungen;
- e) Gesellschaften für Unternehmensberatung und sonstige Managementberatung;
- f) Gesellschaften, die Dienstleistungen im Bereich der Wasserbewirtschaftung erbringen;
- g) Gesellschaften, die Tätigkeiten der Vermittlung von Kauf, Verkauf und Vermietung von Gütern ausüben;
- h) dauerhafte Sport- und Freizeitplätze.

Für die Anwendung von Absatz 1 legt der Minister Folgendes fest:

1° die Liste der zulässigen Qualifikationen mit landwirtschaftlicher Fachrichtung;

2° Nachweise, die eine mindestens dreijährige Erfahrung belegen können.

Es wird davon ausgegangen, dass ein Landwirt, der Beihilfen beantragt, eine in Absatz 1 Ziffer 3 genannte Tätigkeit ausübt, wenn er eine entsprechende Tätigkeit bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen einträgt oder wenn andere überprüfbare Nachweise dies belegen.

Art. 22 - § 1. In Abweichung von Artikel 21 Absatz 1 Ziffer 3 und vorbehaltlich der Einhaltung der in Artikel 21 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Anforderungen gilt ein Landwirt, der Beihilfen beantragt, als aktiver Landwirt, wenn er nachweist, dass er eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

1° im jüngsten Steuerjahr, für das er über solche Nachweise verfügt, beträgt der Gesamtbetrag der Direktzahlungen, die er erhält, mindestens 5 % der Gesamteinnahmen aus nichtlandwirtschaftlichen Tätigkeiten;

2° seine landwirtschaftlichen Tätigkeiten sind nicht unwesentlich.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 gelten landwirtschaftliche Tätigkeiten nicht als unwesentlich, wenn die Gesamteinnahmen aus diesen Tätigkeiten, die im jüngsten Steuerjahr, für das solche Nachweise vorliegen, erzielt wurden, mindestens 33% der Gesamteinnahmen in demselben Jahr ausmachen.

§ 2. Um nachzuweisen, dass er eine der in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Bedingungen erfüllt, legt der Landwirt, der Beihilfen beantragt, der Zahlstelle ein beweiskräftiges Dokument vor, das die Gesamteinnahmen aus nichtlandwirtschaftlichen Tätigkeiten enthält, sowie eine von einem Buchhalter ausgestellte Bescheinigung.

Um nachzuweisen, dass er die in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Bedingung erfüllt, legt der Landwirt, der Beihilfen beantragt, der Zahlstelle ein beweiskräftiges Dokument vor, aus dem die Gesamteinnahmen aus seinen landwirtschaftlichen Tätigkeiten und der Gesamtbetrag aller im selben Steuerjahr erzielten Einnahmen hervorgehen, sowie eine von einem Buchhalter ausgestellte Bescheinigung.

Art. 23 - Handelt es sich bei dem Partner um eine juristische Person oder eine Vereinigung natürlicher oder juristischer Personen, so muss mindestens eines der Mitglieder die Kriterien erfüllen, die erforderlich sind, um als aktiver Landwirt zu gelten.

Der Minister legt die Eigenschaften der Mitglieder fest, bei denen die Kriterien, die erforderlich sind, um als aktiver Landwirt zu gelten, beurteilt werden können.

KAPITEL 6 — *Junglandwirt*

Art. 24 - Für alle Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik gelten als Junglandwirte natürliche Personen, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Sammelantrags:

- 1° höchstens vierzig Jahre und dreihundertvierundsechzig Tage alt sind;
- 2° zum ersten Mal alleiniger Betriebsleiter oder nicht alleiniger Betriebsleiter sind;
- 3° Inhaber einer Qualifikation mit einer landwirtschaftlichen Fachrichtung sind.

Für die Anwendung von Absatz 1 legt der Minister Folgendes fest:

1° die Kriterien, anhand derer die Begriffe des alleinigen Betriebsleiters und nicht alleinigen Betriebsleiters definiert werden können;

- 2° die Liste der zulässigen Qualifikationen mit landwirtschaftlicher Fachrichtung;
- 3° die Liste der Mitglieder des Partners, bei denen die Kriterien beurteilt werden können;
- 4° Nachweise, anhand derer eine Mindest Erfahrung nachgewiesen werden kann.

KAPITEL 7 — *Neuer Landwirt*

Art. 25 - Für alle Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik gelten als neue Landwirte natürliche Personen, die zum Zeitpunkt der Einreichung des Sammelantrags:

- 1° älter als vierzig Jahre und dreihundertvierundsechzig Tage sind;
- 2° zum ersten Mal alleiniger Betriebsleiter oder nicht alleiniger Betriebsleiter sind;
- 3° Inhaber einer Qualifikation mit einer landwirtschaftlichen Fachrichtung sind oder in Ermangelung einer solchen, über eine mindestens zehnjährige Erfahrung verfügen.

Die Erstniederlassung als Betriebsleiter erfolgt innerhalb von zwei Kalenderjahren vor dem Jahr der Antragstellung.

Für die Anwendung von Absatz 1 legt der Minister Folgendes fest:

1° die Kriterien anhand derer die Begriffe des alleinigen Betriebsleiters und nicht des alleinigen Betriebsleiters definiert werden können;

- 2° die Liste der zulässigen Qualifikationen mit landwirtschaftlicher Fachrichtung;
- 3° die Liste der Mitglieder des Partners, bei denen die Kriterien beurteilt werden können;
- 4° Nachweise, anhand derer eine Mindest Erfahrung nachgewiesen werden kann.

KAPITEL 8 — *Ausschuss für die Niederlassung*

Art. 26 - § 1. Ein Ausschuss für die Niederlassung, nachstehend der "Ausschuss" genannt, wird mit folgender Zusammensetzung eingerichtet:

- 1° ein Bediensteter der Zahlstelle, beauftragt mit der Sekretariatsführung des Ausschusses;
- 2° ein Experte der Agrarwirtschaft;
- 3° drei technische Sachverständige, die die verschiedenen technisch-wirtschaftlichen Orientierungen vertreten.

Diese Personen besitzen nachweislich Kenntnisse im Bereich der Landwirtschaft und der landwirtschaftlichen Ausbildung.

Bei jeder vollständigen Neubesetzung des Ausschusses führt die Verwaltung einen Bewerberaufruf durch. Dieser Aufruf wird auf der Website der Wallonischen Region veröffentlicht. Darin werden die zu vergebenden Mandate, die zur Einreichung der Bewerbungen eingeräumten Fristen und die Anschrift angegeben, an die die Postsendungen zu richten sind.

Die Mitglieder des Ausschusses werden für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren und auf Vorschlag des Ministers von der Regierung ernannt.

Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende werden von dem Minister unter den Mitgliedern ernannt.

Die Regierung kann im Laufe der Mandatszeit neue Mitglieder ernennen, nachdem der Ausschuss die Ämter für offen erklärt hat.

Im Rahmen seiner Arbeiten kann der Ausschuss alle Personen einladen, die er anhören möchte und die über besondere Sachkenntnisse im Zusammenhang mit der bearbeiteten Akte verfügen.

Für jedes Mitglied ernannt die Regierung ein stellvertretendes Mitglied nach dem Verfahren, das auch für ein Mitglied gilt. Das stellvertretende Mitglied ersetzt das abwesende oder verhinderte Mitglied.

§ 2. Der Minister genehmigt die allgemeine Dienstordnung des Ausschusses.

Die Mitglieder des Ausschusses haben pro Sitzung, an der sie teilnehmen, Anspruch auf ein Anwesenheitsgeld in Höhe von 80 Euro und auf die Erstattung ihrer Fahrtkosten auf der Grundlage der für die Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie festgelegten Tabellen.

Auf der Grundlage der verfügbaren Haushaltsmittel ist der Minister befugt, jedes Jahr im Januar die in Absatz 2 festgelegten Beträge zu indexieren, indem diese Beträge mit dem Gesundheitsindex von Januar des vorigen Jahres, geteilt durch den Gesundheitsindex von Januar 2022, multipliziert werden.

KAPITEL 9 — *Anwendung der Höchstzahl Hektar oder Tiere auf Inhaber von juristischen Personen, Vereinigungen oder Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit*

Art. 27 - § 1. Wird in einem Erlass über eine Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik eine Höchstzahl Hektar oder Tiere festgelegt, so wird diese auf der Ebene der Inhaber von juristischen Personen, Vereinigungen oder Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit entsprechend ihren Anteilen, der Aufteilung des Nutzungsrechts oder ihren Beiträgen zur Tätigkeit des Partners unter den folgenden kumulativen Bedingungen bewertet:

- 1° der Partner fällt unter Artikel 29 des Einkommensteuergesetzbuchs;
- 2° der Inhaber haftet unbeschränkt für die Verpflichtungen des Partners;
- 3° der Inhaber hat zur Stärkung der landwirtschaftlichen Strukturen des Partners beigetragen;
- 4° der Inhaber ist Gesellschafter oder Aktionär des Partners;
- 5° der Inhaber übt seine Tätigkeit hauptberuflich oder gegebenenfalls als mithelfender Ehepartner aus.

Die Anteile in der Tätigkeit werden am Tag des Beihilfeantrags im Verhältnis zu den Nutzungsrechten bewertet, die in die Tätigkeit eingebracht werden oder dieser zugewiesen werden, unter Berücksichtigung der Veräußerung oder des Erwerbs dieser Anteile.

Als Nutzungsrechte gelten jegliche Rechte, die dem Inhaber ermöglichen, das betreffende Gut zu nutzen.

§ 2. Der Minister legt Folgendes fest:

1° eine Berechnungsmethode für die Zuweisung der Hektarflächen oder der Tiere des Partners an die Inhaber für die Anwendung der Höchstanzahl Hektar oder Tiere, die in Ausführung von Paragraph 1 auf die Inhaber Anwendung findet;

2° eine Methode zur Schätzung der Nutzungsrechte.

§ 3. Für die Anwendung von Paragraph 1 gilt als "Inhaber" der Inhaber im Sinne von Artikel 1 Ziffer 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015.

KAPITEL 10 — *Tierbesatz*

Art. 28 - Ist in einem Erlass über eine Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik die Berechnung eines durchschnittlichen Tierbesatzes vorgesehen, so wird dieser auf Betriebsebene für ein bestimmtes Kalenderjahr und auf der Grundlage folgender Angaben berechnet:

- 1° in Bezug auf Rinder, der Durchschnitt der täglichen Daten, die von Sanitel stammen;
- 2° in Bezug auf Equiden, die vom Landwirt in seinem Sammelantragsformular für das betreffende Jahr angegebene Anzahl Tiere;
- 3° in Bezug auf Ziegen, Schafe, Cervidae und Camelidae, die jährliche Bestandsaufnahme betreffend die Kennzeichnung und Registrierung von Schafen, Ziegen, Cervidae und Camelidae.

Bei der Berechnung des Tierbesatzes werden nur Tiere berücksichtigt, die die folgenden kumulativen Merkmale erfüllen:

- 1° sie gehören zur Herde, die an den Betrieb des Landwirts, der den Beihilfeantrag gestellt hat, angeschlossen ist, und im Falle von Pferden werden sie vom Landwirt in seinem Sammelantragsformular für das betreffende Jahr angegeben;
- 2° sie befinden sich in der oder den Produktionseinheiten, die von diesem Landwirt in Belgien bewirtschaftet werden, und für die der Beihilfeantrag eingereicht wird.

Bei der Berechnung des Tierbesatzes werden nur Futterflächen berücksichtigt, die sich auf dem Hoheitsgebiet von Belgien, Deutschland, Frankreich, Luxemburg und den Niederlanden befinden.

Der durchschnittliche Tierbesatz wird unter Verwendung der in Artikel 29 genannten Koeffizienten ermittelt.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels gelten als "Futterflächen" die Flächen, die gemäß Artikel 18 Paragraph 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 bezüglich der Beihilfe für die ökologische/biologische Landwirtschaft bestimmt werden.

Art. 29 - Ist in einem Erlass über eine Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik die Berechnung eines Tierbesatzes vorgesehen, so wird dieser auf der Grundlage folgender Koeffizienten berechnet:

- 1° Rinder von weniger als einem Jahr: 0,4 GVE;
- 2° Rinder von einem Jahr oder älter und weniger als zwei Jahren: 0,7 GVE;
- 3° männliche Rinder von zwei Jahren und älter: 1 GVE;
- 4° Färsen von zwei Jahren und älter: 0,8 GVE;
- 5° Milchkühe: 1 GVE;
- 6° sonstige Kühe von zwei Jahren und älter: 0,8 GVE;
- 7° Schafe und Ziegen: 0,1 GVE;
- 8° Equiden: 0,8 GVE;
- 9° Cervidae und Camelidae: 0,2 GVE.

KAPITEL 11 — *Saadichte*

Art. 30 - Ist in einem Erlass über eine Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehen, dass die Zusammensetzung einer Pflanzenmischung durch Prozentsätze ausgedrückt wird, die einer einzigen Gattung oder Art gewidmet sind, so basieren diese Prozentsätze auf der Saadichte, die üblicherweise für die Aussaat der betreffenden Pflanzen in Reinkultur verwendet wird.

Der Minister erstellt eine Liste der Saadichte, die üblicherweise für die Aussaat von Pflanzen in Reinkultur verwendet wird.

KAPITEL 12 — *Bekämpfung invasiver Pflanzenarten*

Art. 31 - In Abweichung von den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, seiner Ausführungserlasse und, sofern nicht anders angegeben, aller Erlasse betreffend die Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, die ein Verbot der Verwendung von Pflanzenschutzmitteln vorsehen, sind - immer als letztes Mittel - erlaubt:

1° lokale Behandlungen mit Zerstäuberlanzen oder Rückenspritzen gegen Ackerdisteln (*Cirsium arvense*), krausblättrigen Ampfer (*Rumex crispus*) und stumpfblättrigen Ampfer (*Rumex obtusifolius*);

2° lokale Behandlungen gegen invasive gebietsfremde Arten, die Teil eines Bekämpfungsplans sind, der von der öffentlichen Behörde im Rahmen des Dekrets vom 2. Mai 2019 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten durchgeführt oder auferlegt wird.

Art. 32 - Bei Vorkommen des drüsigen Springkrauts ist dessen Vernichtung vor der Erzeugung von Samen durch Mähen, Zerkleinerung oder Ausreißen Pflicht.

KAPITEL 13 — *Betriebsregister*

Art. 33 - § 1. Ist in dem vorliegenden Erlass, in seinen Ausführungserlassen oder in einem Erlass über eine Intervention im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik die Führung eines Betriebsregisters vorgesehen, so wird dieses gemäß den im vorliegenden Artikel festgelegten Vorschriften ausgefüllt.

In dem in Absatz 1 genannten Betriebsregister werden die Anbaumaßnahmen, die durchgeführten Arbeiten sowie gegebenenfalls die Daten, an denen die Tiere die Parzelle betreten und verlassen haben, eingetragen.

Unter Androhung der Unzulässigkeit erfolgt die Eintragung der Anbaumaßnahmen, der durchgeführten Arbeiten sowie der Daten, an denen die Tiere die Parzelle betreten und verlassen haben, in das Register spätestens innerhalb von sieben Tagen nach ihrer Durchführung.

§ 2. Der Minister kann dem Landwirt eine Mustervorlage des Betriebsregisters zur Verfügung stellen. Steht keine Vorlage zur Verfügung kann das Register nach Parzellen oder in chronologischer Reihenfolge für die Anbaumaßnahmen und die Daten, an denen die Tiere die Parzelle betreten und verlassen haben, sowie nach topografischen Besonderheiten oder in chronologischer Reihenfolge für die durchgeführten Arbeiten aufgegliedert werden.

§ 3. Der Landwirt darf das Betriebsregister zu anderen Zwecken als zur Einhaltung der Bedingungen für die Interventionen und der Regeln der Konditionalität verwenden.

KAPITEL 14 — *Zahlungen*

Art. 34 - In Anwendung von Artikel 18 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 erhält ein Landwirt keine Direktzahlungen, wenn der Gesamtbetrag der in einem bestimmten Kalenderjahr beantragten oder zu gewährenden Direktzahlungen nach der etwaigen Anwendung von Sanktionen und Strafen infolge von verwaltungstechnischen Kontrollen oder Vor-Ort-Kontrollen, mit Ausnahme von Sanktionen und Strafen im Zusammenhang mit der Konditionalität, weniger als 100 Euro beträgt.

Art. 35 - Vor Abschluss der verwaltungstechnischen Kontrollen und gegebenenfalls der Vor-Ort-Kontrollen werden keine Zahlungen geleistet.

Art. 36 - Der Betrag der Zahlung der beantragten Beihilfen wird auf der Grundlage der Angaben im Sammelantrag und der verwaltungstechnischen Kontrollen, Folgekontrollen oder Vor-Ort-Kontrollen festgesetzt.

Art. 37 - Jedes Jahr übermittelt die Zahlstelle dem Landwirt nach Zahlung der ihm gewährten Beihilfen eine Mitteilung über den Betrag dieser Beihilfen, in der gegebenenfalls die entsprechende Berechnung angeführt wird.

Teil 3 — *Konditionalität*TITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 38 - Gemäß Artikel 12 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 gilt der vorliegende Teil für alle Landwirte, die eine der folgenden finanziellen Unterstützungen erhalten:

1° Direktzahlungen, die gewährt werden gemäß:

a) dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte;

b) dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die gekoppelten Einkommensstützungen für Eiweißpflanzen, weibliche Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie für Mutterschafe;

c) dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen.

2° jährliche Zahlungen, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die biologische Landwirtschaft gewährt werden;

3° jährliche Zahlungen, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen gewährt werden;

4° Entschädigungen, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Entschädigungen für Gebiete mit naturbedingten oder anderen spezifischen Nachteilen, gewährt werden;

5° landwirtschaftliche Entschädigungen, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die für die Natura-2000-Gebiete gewährten landwirtschaftlichen und forstwirtschaftlichen Entschädigungen gewährt werden.

Art. 39 - § 1. Der Landwirt hält die Bestimmungen des vorliegenden Teils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres ein, und zwar:

1° im Rahmen seiner landwirtschaftlichen Tätigkeiten;

2° auf der Fläche seines Betriebs, einschließlich der landwirtschaftlichen Flächen, die nicht für die landwirtschaftliche Erzeugung genutzt werden;

3° auf den anderen Flächen, die er auf dem Gebiet der Wallonischen Region bewirtschaftet.

§ 2. Der Landwirt führt ein gemäß Artikel 33 ausgefülltes Betriebsregister, aus dem hervorgeht, dass die in den Bestimmungen des vorliegenden Teils vorgesehenen Anforderungen erfüllt sind.

Der Minister kann die Liste der Nachweise festlegen, die für die Kontrolle der in den Bestimmungen des vorliegenden Teils vorgesehenen Anforderungen erforderlich sind und in das Betriebsregister eingetragen werden müssen.

§ 3. Bei Nichteinhaltung von Paragraph 1 wird dem betreffenden Landwirt eine Verwaltungsanktion auferlegt, die im Verhältnis zur Nichteinhaltung steht.

Art. 40 - Im Falle einer Änderung der föderalen oder regionalen Rechtsvorschriften zur Umsetzung der in Titel 2 genannten europäischen Richtlinien werden die neuen Anforderungen in die Vorschriften aufgenommen, die im Rahmen der Konditionalität einzuhalten sind.

Art. 41 - Die Zahlstelle kontrolliert die Einhaltung der im vorliegenden Teil festgelegten Anforderungen.

TITEL 2 — Grundanforderungen an die Betriebsführung gemäß dem Recht der Europäischen Union und Standards für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand der Flächen

KAPITEL 1 — Klima und Umwelt

Abschnitt 1 — Klimawandel

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmung zum Schutz gegen die Umwandlung in andere landwirtschaftliche Nutzungen, um den Kohlenstoffbestand zu erhalten (GLÖZ 1)

Art. 42 - Für die Anwendung des vorliegenden Unterabschnitts gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Jahresanteil: der gemäß Artikel 48 Absatz 2 Unterabsatz 1 der Verordnung (EU) 2022/126 vom 7. Dezember 2021 berechnete Dauergrünlandanteil;

2° Referenzanteil: der gemäß Artikel 48 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2022/126 vom 7. Dezember 2021 berechnete Dauergrünlandanteil.

Art. 43 - Die Zahlstelle berechnet den Wert des Jahresanteils spätestens am 31. August jedes Jahres.

Art. 44 - § 1. Wenn der Jahresanteil um mehr als 2,5 % gegenüber dem Referenzanteil sinkt, ist es den Landwirten untersagt, Dauergrünland in anderweitig genutzte landwirtschaftliche Flächen umzuwandeln, ohne zuvor eine Einzelumwandlungsgenehmigung erhalten zu haben.

Die Zahlstelle informiert die betroffenen Landwirte bis spätestens zum 15. September des Jahres, in dem die Verringerung des Jahresanteils um mehr als 2,5 % festgestellt wird, über das in Absatz 1 genannte Verbot.

§ 2. Für die Anwendung von Paragraph 1 legt der Minister Folgendes fest:

1° die Gründe, die die Erteilung einer Einzelumwandlungsgenehmigung rechtfertigen können;

2° die Modalitäten für die Einreichung der Anträge auf Einzelumwandlungsgenehmigungen;

3° die Modalitäten der Gewährung der Einzelumwandlungsgenehmigungen.

Der Minister legt die Liste der Gründe fest, die die Erteilung einer Einzelumwandlungsgenehmigung gemäß Absatz 1 Ziffer 1 rechtfertigen können.

Art. 45 - Wenn der Jahresanteil um mehr als 5 % gegenüber dem Referenzanteil sinkt, ist es den Landwirten untersagt, Dauergrünland in anderweitig genutzte landwirtschaftliche Flächen umzuwandeln.

In Anwendung von Artikel 48 Absatz 3 Unterabsatz 1 der Verordnung (EU) 2022/126 vom 7. Dezember 2021 wird in dem in Absatz 1 genannten Fall den bestimmten Landwirten gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten eine Umwandlung von Ackerland oder Dauerkulturen in Dauergrünland vorgeschrieben.

Die Zahlstelle informiert die betroffenen Landwirte bis spätestens zum 15. September des Jahres, in dem die Verringerung des Jahresanteils um mehr als 5 % festgestellt wird, über das in Absatz 1 genannte Verbot und über die in Absatz 2 genannte Anforderung.

Unterabschnitt 2 — Schutz kohlenstoffreicher Böden (GLÖZ 2)

Art. 46 - Für die Anwendung des vorliegenden Unterabschnitts gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° torfähnlliche Böden: Böden, die entweder einen torfhaltigen Horizont an der Oberfläche mit einer Dicke von weniger als vierzig Zentimetern aufweisen oder einen torfhaltigen Horizont, der mehr als vierzig Zentimeter von der Oberfläche entfernt auftritt;

2° torfhaltige Böden: Böden, die an der Oberfläche einen torfigen Horizont mit einer Dicke von mindestens vierzig Zentimetern aufweisen;

3° Torf: Boden, der mindestens 30 % organische Stoffe enthält, die aus in anaerober Umgebung konservierten Pflanzenresten stammen.

Art. 47 - § 1. Das Umpflügen oder die nichtoberflächige Bodenbearbeitung, die Entwässerung und die Veränderung des Bodenreliefs sind verboten auf:

1° Parzellen von landwirtschaftlichen Flächen, die eine der folgenden Eigenschaften aufweisen:

a) torfhaltiger Boden;

b) torfähnllicher Boden;

c) Boden, der durch eine sehr schlechte Entwässerung gekennzeichnet ist und einen reduzierten Horizont aufweist;

2° Dauergrünland in Gebieten mit hoher Hochwassergefährdung durch Überlaufen.

Die besonderen Merkmale der in Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe c) genannten Entwässerungsklassen werden vom Minister festgelegt.

§ 2. Die Zahlstelle vergibt einen Informationscode für jede Parzelle, die von einem der in Paragraph 1 genannten Merkmale betroffen ist. Der Informationscode wird den Landwirten mittels des Formulars für den Sammelantrag mitgeteilt.

Art. 48 - Wird die Anforderung gemäß Artikel 47 Paragraph 1 nicht erfüllt, so stellt der Landwirt die ursprünglichen Merkmale der Parzelle wieder her.

Nach Feststellung der Nichteinhaltung der Anforderung gemäß Artikel 47 Paragraph 1 informiert die Zahlstelle den betreffenden Landwirt unverzüglich über die Verpflichtung zur Wiederherstellung und über das Datum, bis zu dem er dieser Verpflichtung nachgekommen sein muss. Dieses Datum darf nicht nach dem Datum der Änderung des Sammelantrags für das folgende Jahr liegen.

Die Zahlstelle kann im Einzelfall genaue Anweisungen erteilen, die der betreffende Landwirt befolgen muss, um die ursprünglichen Merkmale der Parzelle wiederherzustellen.

Art. 49 - Die Regeneration von Grünland ist durch Nachsaat, oberflächliche Bodenbearbeitung oder nicht zu tiefes Umpflügen zulässig. Wenn die Bedeckung des Dauergrünlands stark beeinträchtigt ist, insbesondere im Fall von Schlammstrom oder natürlichen Ablagerung von Sedimenten von 0,080 über 0,200 Zentimetern Dicke, von Ablagerungen oder Schäden, die durch zeitweilige gemeinnützige Arbeiten verursacht werden, oder von Schäden, die durch wildlebende Tiere verursacht werden, kann der Minister mittels eines individuellen Beschlusses auch das Umpflügen gestatten.

Für die Anwendung von Absatz 1 versteht man unter "nicht zu tiefem Umpflügen" das Umpflügen, das in einer Tiefe von weniger als fünfzehn Zentimetern durchgeführt wird.

Unterabschnitt 3 — Erhaltung der organischen Substanz im Boden (GLÖZ 3)

Art. 50 - Der Landwirt unterlässt es, Stroh, Stoppeln und sonstige Ernterückstände zu verbrennen.

Wenn es aus Gründen des Pflanzenschutzes gerechtfertigt ist, gewährt der Minister oder die zuständige Behörde durch einen individuellen Beschluss Abweichungen von dem in Absatz 1 erwähnten Verbot.

Abschnitt 2 — Wasser

Unterabschnitt 1 — Kontrolle diffuser Quellen der Verschmutzung durch Phosphate (GAB 1)

Art. 51 - Der Landwirt hält Artikel D.33/3 Absatz 4, Artikel D.42-1 und D.52-1 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ein.

Unterabschnitt 2 — Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen (GAB 2)

Art. 52 - Der Landwirt erfüllt die Anforderungen an eine nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft, die in Kapitel IV des Titels VII des Buches II des verordnungsrechtlichen Teils des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, vorgeschrieben sind.

Abweichungen von den Anforderungen gemäß Absatz 1, die in Kapitel IV des Titels VII des Buches II des verordnungsrechtlichen Teils des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, vorgeschrieben sind, werden in die Regeln der Konditionalität einbezogen.

Die Zahlstelle vergibt einen Informationscode für jede Parzelle, die teilweise oder vollständig in einem gemäß Artikel R.212 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, bestimmten gefährdeten Gebiet liegt. Der Informationscode wird den Landwirten mittels des Formulars für den Sammelantrag mitgeteilt.

Unterabschnitt 3 — Schutz von Flussläufen vor Verunreinigung und Abfluss (GLÖZ 4)

Art. 53 - Das Ausbringen von Düngemitteln und Pflanzenschutzmitteln ist in einem Abstand von weniger als sechs Metern von den Uferkämmen der folgenden Gewässer verboten:

1° Wasserwege gemäß Artikel D.2 Ziffer 89 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

2° nicht schiffbare Wasserläufe gemäß Artikel D.2 Ziffer 20 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

3° nicht eingestufte Wasserläufe gemäß Artikel D.2 Ziffer 19ter des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet.

Abschnitt 3 — Boden

Unterabschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen für die Unterabschnitte 2 und 3

Art. 54 - § 1. Die Zahlstelle vergibt einen Informationscode für jede Parzelle, die eine hohe, sehr hohe oder eine extrem hohe Erosionsanfälligkeit aufweist. Der Informationscode wird den Landwirten mittels des Formulars für den Sammelantrag mitgeteilt.

§ 2. Der Landwirt kann in den folgenden Fällen bei der Zahlstelle einen Antrag auf Neueinstufung der Erosionsanfälligkeit einer Parzelle stellen:

1° eine höchstens drei Jahre alte und bei einem den vom Minister festgelegten Kriterien entsprechenden Labor durchgeführte Bodenanalyse der betreffenden Parzelle ist seinem Antrag beigelegt;

2° eine Aufteilung der Parzelle in zwei oder mehrere Parzellen wird vorgenommen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 enthält die Analyse mindestens den Wert des organischen Kohlenstoffs, das Datum und den genauen Ort der Probenahme sowie den Namen des Labors.

In dem in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Fall wird den neu geschaffenen Parzellen ein neuer Informationscode zugewiesen.

Art. 55 - § 1. Baut ein Landwirt auf angrenzenden Parzellen, die in ihrer Gesamtheit eine Parzelle mit hoher, sehr hoher oder extrem hoher Erosionsanfälligkeit gebildet hätten, eine identische Kultur an, so erfüllt er auf allen betroffenen Parzellen die in den Unterabschnitten 2 und 3 vorgesehenen Anforderungen.

§ 2. Für die Anwendung von Paragraph 1 werden zwei Kulturen als unterschiedlich betrachtet, insofern:

1° sie zu verschiedenen botanischen Gattungen gehören;

2° eine von ihnen eine brachliegende Fläche ist;

3° eine von ihnen eine Fläche ist, die zur Erzeugung von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen genutzt wird.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels werden Dinkel (*Triticum spelta*) und Einkorn (*Triticum monococcum*) als von Weizen (*Triticum aestivum*) getrennte Kulturen betrachtet.

Unterabschnitt 2 — An die standortspezifischen Bedingungen angepasste Mindestpraktiken der Bodenbearbeitung zur Eindämmung der Erosion (GLÖZ 5)

Art. 56 - § 1. Auf Ackerlandparzellen mit hoher Erosionsanfälligkeit, die vor dem 1. Januar mit einer einjährigen Kultur eingesät wurden, ist die Kultur ab dem 1. Januar vorhanden.

§ 2. Bei Ackerlandparzellen mit hoher Erosionsanfälligkeit, die nach dem 1. Januar mit einer einjährigen Kultur eingesät wurden, hat der Landwirt die Wahl zwischen folgenden Maßnahmen:

1° vom 1. Januar bis zum 30. Juni eine Bodenbedeckung sicherstellen, indem auf der gesamten Parzelle Techniken angewandt werden, bei denen die Kulturen in eine bestehende Bodenbedeckung eingepflanzt werden;

2° auf der gesamten Parzelle andere technische Innovationen anwenden, deren anerkannte Ergebnisse zu einer Verringerung des Erosionsrisikos beitragen;

3° auf den mit einjährigen Kulturen bepflanzten Parzellen einen Erosionsschutzstreifen anlegen, der den vom Minister vorgesehenen Merkmalen entspricht;

4° im Falle von Dammkulturen die Zwischenreihen furchen und einen Erosionsschutzstreifen anlegen, der Ziffer 3 entspricht.

Art. 57 - § 1. Bei Ackerlandparzellen mit einer sehr hohen Erosionsanfälligkeit, die vor dem 1. Januar eingesät wurden, hat der Landwirt die Wahl zwischen folgenden Maßnahmen:

1° vom 1. Januar bis zum 30. Juni eine Bodenbedeckung sicherstellen, indem auf der gesamten Parzelle Techniken angewandt werden, bei denen die Kulturen in eine bestehende Bodenbedeckung eingepflanzt werden, außer wenn die bestehende Bedeckung aus einer Wintergetreidekultur besteht;

2° auf den mit einjährigen Kulturen bepflanzten Parzellen einen Erosionsschutzstreifen gemäß Artikel 56 Paragraph 2 Ziffer 3 anlegen.

§ 2. Bei Ackerlandparzellen mit einer sehr hohen Erosionsanfälligkeit, die nach dem 1. Januar eingesät wurden, hat der Landwirt die Wahl zwischen folgenden Maßnahmen:

1° vom 1. Januar bis zum 30. Juni eine Bodenbedeckung sicherstellen, indem auf der gesamten Parzelle Techniken angewandt werden, bei denen die Kulturen in eine bestehende Bodenbedeckung eingepflanzt werden;

2° auf der gesamten Parzelle andere technische Innovationen anwenden, deren anerkannte Ergebnisse zu einer Verringerung des Erosionsrisikos beitragen, und dort einen Erosionsschutzstreifen gemäß Artikel 56 Paragraph 2 Ziffer 3 anlegen.

§ 3. Dammkulturen sind auf Ackerlandparzellen mit sehr hoher Erosionsanfälligkeit untersagt.

Art. 58 - § 1. Das Umpflügen und die Einpflanzung ein- oder mehrjähriger Kulturen sind auf Parzellen mit extrem hoher Erosionsanfälligkeit verboten.

Für die Anwendung von Absatz 1 werden die am 1. Januar 2023 bestehenden ein- oder mehrjährigen Kulturen spätestens zum Zeitpunkt ihrer Vernichtung oder ihres natürlichen Abbaus in Dauergrünland umgewandelt.

§ 2. Der Minister oder die zuständige Behörde können durch individuelle Beschlüsse Abweichungen von den in Paragraph 1 genannten Verboten für Betriebe gewähren, bei denen mindestens 75 % der gesamten Fläche des Ackerlandes eine extrem hohe Erosionsanfälligkeit aufweisen.

In dem in Absatz 1 genannten Fall wendet der Landwirt die Bestimmungen des Artikels 57 auf alle seine Ackerlandparzellen mit extrem hoher Erosionsanfälligkeit an.

§ 3. Die Regeneration von Grünland ist durch Nachsaat, oberflächliche Bodenbearbeitung oder nicht zu tiefes Umpflügen zulässig. Wenn die Bedeckung des Dauergrünlands stark beeinträchtigt ist, insbesondere im Fall von Schlammstrom oder natürlichen Ablagerung von Sedimenten von über zehn Zentimetern Dicke, von Ablagerungen oder Schäden, die durch zeitweilige gemeinnützige Arbeiten verursacht werden, oder von Schäden, die durch wildlebende Tiere verursacht werden, kann der Minister mittels eines individuellen Beschlusses auch das Umpflügen gestatten.

Für die Anwendung von Absatz 1 versteht man unter "nicht zu tiefem Umpflügen" das Umpflügen, das in einer Tiefe von weniger als fünfzehn Zentimetern durchgeführt wird.

Art. 59 - Der Minister legt Folgendes fest:

1° die in Artikel 56 Paragraph 2 Ziffer 1 und in Artikel 57 Paragraph 1 Ziffer 1 und Paragraph 2 Ziffer 1 aufgeführten Techniken zur Einpflanzung von Kulturen in eine bestehende Bodenbedeckung;

2° andere in Artikel 56 Paragraph 2 Ziffer 2 und Artikel 57 Paragraph 2 Ziffer 2 aufgeführte technische Innovationen, deren anerkannte Ergebnisse zu einer Verringerung des Erosionsrisikos beitragen.

Art. 60 - § 1. Bei Parzellen mit Dauerkulturen mit einer hohen Erosionsanfälligkeit hat der Landwirt die Wahl zwischen folgenden Maßnahmen:

1° das Bestehen von mindestens acht von zehn begrüntem Zwischenräumen sicherstellen;

2° das Bestehen von mindestens drei von zehn begrüntem Zwischenräumen sicherstellen und einen Erosionsschutzstreifen gemäß Artikel 56 Paragraph 2 Ziffer 3 anlegen.

§ 2. Bei Parzellen mit Dauerkulturen, die eine sehr hohe Erosionsanfälligkeit aufweisen, stellt der Landwirt das Bestehen von mindestens acht von zehn begrüntem Zwischenräumen sicher und legt einen Erosionsschutzstreifen gemäß Artikel 56 Paragraph 2 Ziffer 3 an.

§ 3. Abweichend von Paragraph 1 Ziffer 2 und Paragraph 2 ist bei Dauerkulturen, die vom Minister bestimmt werden, mindestens in den ersten vier Jahren nach der Einpflanzung der Dauerkultur ein Erosionsschutzstreifen gemäß Artikel 56 Paragraph 2 Ziffer 3 vorhanden.

§ 4. In den in den Paragraphen 1, 2 und 3 genannten Fällen ist der Erosionsschutzstreifen zum Zeitpunkt der Einpflanzung der Dauerkultur vorhanden.

In den in den Paragraphen 1, 2 und 3 genannten Fällen bleibt der Erosionsschutzstreifen bis zur Vernichtung der Dauerkultur bestehen. Wird die Dauerkultur vor dem 1. Juli vernichtet, so bleibt der Erosionsschutzstreifen mindestens bis zu diesem Zeitpunkt bestehen.

Unterabschnitt 3 — Schutz der Böden in den sensibelsten Zeiten (GLÖZ 6)

Art. 61 - Der Landwirt stellt vom 15. September bis zum 15. November auf 80 % der gesamten Fläche des Ackerlandes des Betriebs eine Pflanzendecke des Bodens sicher.

Für die Anwendung von Absatz 1 gelten die folgenden Elemente als Pflanzendecken des Bodens:

- 1° Ernterückstände, sofern sie mindestens 75 % der Parzelle bedecken;
- 2° der Durchwuchs von Getreide oder Ölpflanzen, sofern er am 1. November mindestens 75 % der Parzelle bedeckt;
- 3° Zwischenkulturen und Nebenkulturen, die vor dem 1. November eingepflanzt wurden.

Während des in Absatz 1 genannten Zeitraums ist das Vorhandensein von vegetationslosem Boden für einen Zeitraum von zwei Wochen vor der Einpflanzung einer Zwischen- oder Nebenkultur zulässig.

Die Anforderung nach Absatz 1 gilt nicht für Parzellen, die vor dem 1. Januar mit einer Winterkultur zum Zwecke der im folgenden Wirtschaftsjahr erfolgenden Ernte oder Beweidung eingesät werden.

Die Anforderungen nach Absatz 1 gelten nicht für brachliegendes Ackerland oder für Ackerland, das mit mehrjährigen Kulturen, Gras oder anderen Grünfütterpflanzen bedeckt ist, sofern diese Bedeckung während des in Absatz 1 genannten Zeitraums aufrechterhalten wird.

Art. 62 - Der Landwirt stellt auf Ackerlandparzellen mit hoher, sehr hoher oder extrem hoher Erosionsanfälligkeit vom 15. September bis zum 31. Dezember eine Pflanzendecke des Bodens sicher. Die Bedeckung darf nicht vor dem 1. Januar des folgenden Jahres vernichtet werden.

Für die Anwendung von Absatz 1 gelten die folgenden Elemente als Pflanzendecke des Bodens:

- 1° Ernterückstände, sofern sie mindestens 75 % der Parzelle bedecken;
- 2° der Durchwuchs von Getreide oder Ölpflanzen, sofern er am 1. November mindestens 75 % der Parzelle bedeckt;
- 3° Zwischenkulturen und Nebenkulturen, die vor dem 15. Dezember eingepflanzt wurden.

Während des in Absatz 1 genannten Zeitraums ist das Vorhandensein von vegetationslosem Boden für einen Zeitraum von zwei Wochen vor der Einpflanzung einer Zwischen- oder Nebenkultur zulässig.

Die Anforderung nach Absatz 1 gilt nicht für Parzellen, die im Herbst mit einer Winterkultur zum Zwecke der Ernte oder Beweidung im folgenden Wirtschaftsjahr eingesät werden.

Die Anforderungen nach Absatz 1 gelten nicht für brachliegendes Ackerland oder für Ackerland, das mit mehrjährigen Kulturen, Gras oder anderen Grünfütterpflanzen bedeckt ist, sofern diese Bedeckung während des in Absatz 1 genannten Zeitraums aufrechterhalten wird.

Unterabschnitt 4 — Erhaltung des Bodenpotenzials (GLÖZ 7)

Art. 63 - § 1. Auf ein und derselben Ackerlandparzelle darf eine gleiche Kultur nicht länger als drei Jahre lang angebaut werden.

Darüber hinaus nimmt der Landwirt jedes Jahr auf 35 % der gesamten Fläche des Ackerlandes seines Betriebs einen Fruchtwechsel vor.

§ 2. Die Anforderungen nach Paragraph 1 gelten nicht für brachliegendes Ackerland oder für Ackerland, das mit mehrjährigen Kulturen, Gras oder anderen Grünfütterpflanzen bedeckt ist.

Die Anforderung gemäß Paragraph 1 Absatz 1 gilt nicht, wenn der Landwirt Mais (*Zea mays*) in mehreren aufeinanderfolgenden Jahren auf derselben Parzelle anbauen möchte, sofern er zwischen den einzelnen Maiskulturen eine Zwischenkultur einpflanzt. Die Zwischenkultur muss ab dem Zeitpunkt ihrer Einpflanzung mindestens drei Monate lang erhalten bleiben.

§ 3. Für die Anwendung von Paragraph 1 liegt in folgenden Fällen ein Fruchtwechsel vor:

- 1° eine Kultur folgt auf eine Kultur, die einer anderen botanischen Gattung angehört;
- 2° eine Kultur folgt auf eine brachliegende Fläche oder geht ihr voraus;
- 3° eine Kultur folgt auf eine Fläche, die zur Erzeugung von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen genutzt wird, oder geht ihr voraus.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels werden Dinkel (*Triticum spelta*) und Einkorn (*Triticum monococcum*) als von Weizen (*Triticum aestivum*) getrennte Kulturen betrachtet.

Für die Anwendung von Paragraph 1 Absatz 2 gilt die Einpflanzung einer zwischen zwei Kulturen liegenden Zwischenkultur als Fruchtwechsel, wenn sie mindestens drei Monate nach ihrer Einpflanzung beibehalten wird.

Art. 64 - Artikel 63 Paragraph 1 gilt nicht in den folgenden Fällen:

1° mehr als 75 % des Ackerlandes des Betriebs werden für die Erzeugung von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen genutzt, sind brachliegend, werden für den Anbau von Leguminosen genutzt oder unterliegen einer Kombination dieser Nutzungen;

2° mehr als 75 % der beihilfefähigen landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs bestehen aus Dauergrünland, werden für den Anbau von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen genutzt oder unterliegen einer Kombination dieser Nutzungen;

3° die gesamte Fläche des Ackerlandes des Betriebs beträgt nicht mehr als zehn Hektar;

4° Parzellen, für die der Landwirt eine Bescheinigung gemäß Artikel 35 der Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates besitzt;

Abschnitt 4 — Biologische Vielfalt und Landschaft

Unterabschnitt 1 — Erhaltung von wildlebenden Vogelarten (GAB 3)

Art. 65 - Auf dem Gebiet der Wallonischen Region beachtet der Landwirt:

1° Artikel 2 Paragraph 2 Ziffer 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

2° die im Naturgebiet des Sektorenplans angeführten Zuweisungen;

3° die im Waldgebiet des Sektorenplans angeführten Zuweisungen.

Absatz 1 Ziffer 3 gilt nicht in Bezug auf Parzellen, die im Sektorenplan als Waldgebiet angeführt und vor einem der folgenden Zeitpunkte in landwirtschaftliche Flächen umgewandelt wurden:

1° dem 1. Januar 2006, in Bezug auf die Parzellen, die sich in Natura-2000-Gebieten befinden;

2° dem 1. Januar 2013, in Bezug auf die Parzellen, die sich außerhalb von Natura-2000-Gebieten befinden.

Unterabschnitt 2 — Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen (GAB 4)

Art. 66 - Für jede Parzelle von zwei Ar oder mehr, die vollständig in einem Natura-2000-Gebiet liegt, hält der Landwirt die vorgeschriebenen Anforderungen von Artikel 2 Paragraph 2 Ziffer 1 und 2, Artikel 2bis Paragraph 2 Ziffer 1 bis 4, Artikel 2quater, Artikel 3 Paragraph 2 Ziffer 1 und 3, Artikel 28 Paragraph 1 und 4 Absatz 1 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur sowie der folgenden in Ausführung von Artikel 28 Paragraph 2, 3 und 4 Absatz 4 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur verabschiedeten Erlasse ein:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

3° Erlasse zur Ausweisung der Natura 2000-Gebiete;

4° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung.

Bei Parzellen, die teilweise in einem Natura-2000-Gebiet liegen, gilt Absatz 1 nur für den Teil der Parzelle, der im Natura-2000-Gebiet liegt, und sofern der im Natura-2000-Gebiet liegende Teil eine Mindestfläche von zwei Ar bedeckt.

Die Zahlstelle weist jeder Parzelle, die teilweise oder ganz in einem Natura-2000-Gebiet liegt, einen Informationscode zu. Der Informationscode wird den Landwirten anhand des Formulars für den Sammelantrag mitgeteilt.

Unterabschnitt 3 — Erhaltung nichtproduktiver Landschaftselemente und Flächen zur Verbesserung der Biodiversität innerhalb landwirtschaftlicher Betriebe (GLÖZ 8)

Art. 67 - § 1. Der Landwirt muss mindestens 4 % des Ackerlandes seines Betriebs nichtproduktiven Landschaftselementen und Flächen widmen.

Verwendet der Landwirt mindestens 4 % des Ackerlandes seines Betriebs für den Anbau von Zwischenfrüchten oder stickstoffbindenden Pflanzen, die ohne Einsatz von Pflanzenschutzmitteln angebaut werden, so beträgt der Mindestanteil der nichtproduktiven Landschaftselemente und Flächen abweichend von Absatz 1 3 % des Ackerlandes seines Betriebs.

Verwendet der Landwirt im Rahmen der Öko-Regelung "ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk" gemäß Artikel 3 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Öko-Regelungen mindestens 7 % des in seinem Betrieb vorhandenen Ackerlandes für nichtproduktive Landschaftselemente und Flächen, so ist der Anteil, der der Einhaltung der Anforderung gemäß Absatz 1 zuzuordnen ist, auf 3 % begrenzt.

§ 2. Für die Berechnung der Prozentsätze des Ackerlandes, die für nichtproduktive Landschaftselemente und Flächen, für Flächen mit Zwischenfrüchten oder für Flächen mit stickstoffbindenden Pflanzen verwendet werden, werden der in Anhang III der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 genannte Koeffizient und die vom Minister festgelegten Koeffizienten verwendet.

§ 3. Ausgenommen von der Anforderung in Paragraph 1 sind Betriebe mit folgenden Merkmalen:

1° mehr als 75 % des Ackerlandes werden für die Erzeugung von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen genutzt, sind brachliegend, werden für den Anbau von Leguminosen genutzt oder unterliegen einer Kombination dieser Nutzungen;

2° mehr als 75 % der beihilfefähigen landwirtschaftlichen Fläche bestehen aus Dauergrünland, werden für den Anbau von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen genutzt oder unterliegen einer Kombination dieser Nutzungen;

3° die gesamte Fläche des Ackerlandes beträgt nicht mehr als zehn Hektar.

Art. 68 - § 1. Folgende nichtproduktive Landschaftselemente und Flächen werden für die Zwecke der Anwendung von Artikel 65 Paragraph 1 berücksichtigt:

1° freistehende Sträucher und Büsche;

2° Feldränder;

3° Brachen;

4° für Honigpflanzen genutzte Brachen;

5° Landschaftsmerkmale;

6° landwirtschaftliche Flächen, die Gegenstand einer Verpflichtung für eine der folgenden Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen sind, gemäß Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 3 und 4 bzw. 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen:

a) die Maßnahme Nr. 5 "begraste Wendeflächen";

b) die Maßnahme Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen";

c) die Maßnahme Nr. 12 "Parzellen mit Getreide auf dem Halm".

Um für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 berücksichtigt zu werden, müssen sich die nichtproduktiven Landschaftselemente und Flächen auf dem Ackerland des Betriebs befinden.

Abweichend von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 35 bleibt ein mindestens fünf Jahre altes brachliegendes Ackerland, Ackerland, das als für Honigpflanzen genutzte Brache oder als Feldrand dient, weiterhin Ackerland.

§ 2. Hinsichtlich der Brachen und der für Honigpflanzen genutzten Brachen, die für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 berücksichtigt werden, legt der Minister Folgendes fest:

1° die Zeiträume für die Aussaat der für Honigpflanzen genutzten Brachen;

2° den Zeitraum, in dem die Flächen als Brache erhalten werden;

3° eine Liste der pollen- und nektarreichen Arten, die für die Einpflanzung von für Honigpflanzen genutzten Brachen verwendet werden müssen.

Der Minister kann zusätzliche Anforderungen in Bezug auf die Art und Weise der Einpflanzung von für Honigpflanzen genutzten Brachen festlegen.

Ackerlandparzellen, die in den fünf Jahren vor ihrer Erklärung über den Sammelantrag von Dauergrünland in Brachen oder in für Honigpflanzen genutzte Brachen umgewandelt wurden, werden für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 nicht berücksichtigt. Die Zahlstelle vergibt für jede betroffene Parzelle einen Informationscode. Der Informationscode wird den Landwirten mittels des Formulars für den Sammelantrag mitgeteilt.

§ 3. Um für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 berücksichtigt zu werden, müssen die Böschungen eine Länge von mindestens zehn Metern aufweisen.

§ 4. Abweichend von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4, 5, 7, 11 und 24 können freistehende Bäume, nahestehende Bäume, freistehende Sträucher und Büsche, Haine, Hecken und Baumreihen ab dem ersten Jahr ihrer Einpflanzung für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 berücksichtigt werden.

§ 5. Um für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 berücksichtigt zu werden, müssen die Tümpel die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllen:

1° sie weisen eine Fläche zwischen einem und dreißig Ar auf;

2° sie sind mindestens sechs Meter voneinander entfernt.

Falls ein Tümpel von Ufervegetation gesäumt wird, wird ein Streifen, der von der entsprechenden Vegetation bedeckt ist, bei der Berechnung der Fläche des Tümpels innerhalb der in Absatz 1 vorgesehenen Grenze berücksichtigt. Der Streifen mit Ufervegetation kann bewaldet werden.

Wenn in einem Betrieb mehr als zehn Tümpel vorhanden sind, holt die Zahlstelle ein Gutachten bei einem Sachverständigen ein, der gemäß Artikel 5 Paragraph 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für die Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen bestimmt wird. Der Sachverständige ermittelt die Tümpel, die für die Zwecke der Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 auf der Grundlage ihres ökologischen Interesses berücksichtigt werden können.

§ 6. Um für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 berücksichtigt zu werden, weisen die Feldränder eine Breite von mindestens sechs Metern auf. Sie werden für die Zwecke der Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 bis zu einer Breite von höchstens zwanzig Metern berücksichtigt.

§ 7. Um für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 berücksichtigt zu werden, dürfen Brachen, für Honigpflanzen genutzte Brachen, Böschungen, Gräben, Feldränder und landwirtschaftliche Flächen, die Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme Nr. 5 "begraste Wendeflächen" sind, nicht für die Zwecke der landwirtschaftlichen Erzeugung genutzt werden.

Abweichend von Absatz 1 ist das Schneiden der krautigen Vegetation für Futter- und Weidezwecke auf Brachen, für Honigpflanzen genutzten Brachen und Feldrändern vom 15. Juli bis zum 30. November einschließlich erlaubt. Das Schneiden der krautigen Vegetation für Futterzwecke und die Beweidung durch Schafe ist vom 16. Juli bis zum 31. Oktober einschließlich auf den landwirtschaftlichen Flächen erlaubt, die Gegenstand einer Verpflichtung für die Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahme Nr. 5 "begraste Wendeflächen" sind.

§ 8. Die Verwendung von Düngemitteln oder Bodenverbesserungsmitteln ist auf den in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 bis 4 genannten nichtproduktiven Landschaftselementen und Flächen sowie auf Böschungen und Gräben untersagt.

Art. 69 - Für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 Absatz 2 werden Flächen mit Zwischenfrüchten durch Aussaat einer Artenmischung oder durch Untersaat von Gras oder Leguminosen in die Hauptkultur angelegt.

Um für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 Absatz 2 berücksichtigt zu werden, werden die Flächen mit Zwischenfrüchten nicht für Zwecke der landwirtschaftlichen Erzeugung genutzt.

Der Minister bestimmt:

1° die Liste der Arten, die in den in Absatz 1 genannten Mischungen verwendet werden dürfen;

2° den Zeitraum für die Aussaat der Flächen mit Zwischenfrüchten;

3° den Zeitraum, in dem Flächen mit Zwischenfrüchten bestehen müssen.

Der Minister kann zusätzliche Bedingungen in Bezug auf die Produktionsmethoden und die Verwendung von Düngemitteln und Pflanzenschutzmitteln festlegen.

Art. 70 - Für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 Absatz 2 werden Flächen mit stickstoffbindenden Pflanzen durch Aussaat von stickstoffbindenden Pflanzen oder einer Mischung aus stickstoffbindenden Pflanzen und anderen Kulturen angelegt, unter der Voraussetzung, dass die Arten der stickstoffbindenden Pflanzen überwiegen.

Der Minister bestimmt:

1° die Liste der Arten von stickstoffbindenden Pflanzen, die für die Zwecke der Anwendung von Absatz 1 zulässig sind;

2° die Vegetationsperiode der Flächen mit stickstoffbindenden Pflanzen;

3° die Dauer, während der Flächen mit stickstoffbindenden Pflanzen bestehen müssen.

Der Minister kann zusätzliche Bedingungen in Bezug auf die Produktionsmethoden und die Verwendung von Düngemitteln festlegen.

Art. 71 - Die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln ist auf Feldrändern, Brachen, für Honigpflanzen genutzten Brachen, Böschungen, Gräben sowie auf Flächen mit Zwischenfrüchten und Flächen mit stickstoffbindenden Pflanzen, die für die Anwendung von Artikel 67 Paragraph 1 berücksichtigt werden, untersagt.

Art. 72 - § 1. Der Landwirt erhält die Landschaftsmerkmale auf allen Parzellen seines Betriebs aufrecht.

Der Landwirt hält die Anforderung des Artikels D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 9, 11 bis 13 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung ein.

§ 2. Jede Vernichtung von Landschaftsmerkmalen ist untersagt, es sei denn, sie wird von der zuständigen Behörde oder durch eine Städtebaugenehmigung zugelassen.

Art. 73 - In einem Abstand von einem Meter ab dem Rand einer Straßenkrone sind folgende Handlungen untersagt:

- 1° die Bodenbearbeitung und die Veränderung des Bodenreliefs;
- 2° die Aussaat;
- 3° die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln.

Für die Anwendung von Absatz 1 gilt als "Straßenkrone" der Hartbelag einer Straße oder, in Ermangelung eines Hartbelags, der drei Meter breite Bereich, der auf die Achse einer Straße ausgerichtet ist.

In Abweichung von Absatz 1 kann der Landwirt eine landwirtschaftlich genutzte Parzelle unterhalb der in Absatz 1 erwähnten Grenze bewirtschaften, wenn er durch jegliches Rechtsmittel beweisen kann, dass die Grenze der Parzelle weniger als einen Meter von der Straßenkrone entfernt ist.

Art. 74 - Sofern nicht durch eine Städtebaugenehmigung oder andernfalls durch die zuständige Behörde genehmigt, sind folgende Arbeiten untersagt:

- 1° das Ausreißen, die mechanische oder chemische Vernichtung von einheimischen Hecken;
- 2° der Rückschnitt von einheimischen Hecken auf einer Höhe von weniger als einem Meter ohne Schutzmaßnahme gegen Viehschäden;
- 3° das Ausreißen, die mechanische oder chemische Vernichtung und der Rückschnitt der in einer Reihe stehenden, alleinstehenden oder in Hainen stehenden einheimischen Bäume.

Das Beschneiden von gekappten Bäumen unterliegt nicht den in Absatz 1 erwähnten Verboten.

Art. 75 - Das Beschneiden von Hecken und Bäumen, die in einer Reihe, allein oder in Hainen stehen, ist vom 1. April bis zum 31. Juli einschließlich untersagt.

Unterabschnitt 4 — Erhaltung von Lebensräumen und Arten (GLÖZ 9)

Art. 76 - § 1. Das Umpflügen und die Umwandlung von umweltsensiblen Dauergrünland in landwirtschaftliche Flächen, die für andere Zwecke genutzt werden, sind untersagt.

§ 2. Umweltsensibles Dauergrünland ist Dauergrünland, das bestimmt wurde als "prioritäre offene Lebensräume" (BE 2), "Wiesen als Lebensraum von Arten" (BE 3), "extensive Streifen" (BE 4), "unter Schutz gestellte Gebiete" (BE temp 1) oder "öffentlich verwaltete Gebiete" (BE temp 2) gemäß Artikel 2 Ziffer 2 bis 4, Ziffer 14 und 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen.

Die Zahlstelle vergibt für jedes umweltsensible Dauergrünland einen Informationscode. Der Informationscode wird den Landwirten mittels des Formulars für den Sammelantrag mitgeteilt.

§ 3. Wird die in Paragraph 1 genannte Anforderung nicht erfüllt, so wandelt der Landwirt die betreffende Fläche wieder in Dauergrünland um.

Abweichend von Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 35 gelten die umgewandelten Flächen ab dem ersten Tag der Umwandlung als Dauergrünland und unterliegen den in Paragraph 1 genannten Verboten.

§ 4. Nach Feststellung der Nichteinhaltung der Anforderung gemäß Paragraph 1 unterrichtet die Zahlstelle den betreffenden Landwirt unverzüglich über die Umstellungsverpflichtung und das Datum, bis zu dem er dieser Verpflichtung nachgekommen sein muss. Dieses Datum darf nicht nach dem Datum der Änderung des Sammelantrags für das folgende Jahr liegen.

Die Zahlstelle kann im Einzelfall genaue Anweisungen zur Behebung von Umweltschäden zwecks Wiederherstellung der ursprünglichen Merkmale der Parzelle erteilen, die der betreffende Landwirt zu befolgen hat.

KAPITEL 2 — Öffentliche Gesundheit und Pflanzengesundheit

Abschnitt 1 — Lebensmittelsicherheit

Unterabschnitt 1 — Lebensmittelsicherheit (GAB 5)

Art. 77 - Der Landwirt hält die Artikel 14, 15, 17 Absatz 1, Artikel 18 bis 20 der Verordnung (EG) Nr. 178/2002 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. Januar 2002 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze und Anforderungen des Lebensmittelrechts, zur Errichtung der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit und zur Festlegung von Verfahren zur Lebensmittelsicherheit ein.

Unterabschnitt 2 — Verwendung bestimmter Stoffe mit hormonaler bzw. thyreostatischer Wirkung und von β -Agonisten in der tierischen Erzeugung (GAB 6)

Art. 78 - Der Landwirt hält die in den Artikeln 3, 5 und 9bis Paragraph 2 des Gesetzes vom 15. Juli 1985 über die Anwendung von Substanzen mit hormonaler, antihormonaler, beta-adrenergischer oder produktionsstimulierender Wirkung bei Tieren vorgesehenen Verschreibungs- und Verabreichungsverbote für bestimmte Substanzen sowie Vermarktungsverbote für die Nutztiere, denen diese Substanzen verabreicht wurden, ein.

Abschnitt 2 — Pflanzenschutzmittel

Unterabschnitt 3 — Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln (GAB 7)

Art. 79 - Der Landwirt hält Artikel 55 Unterabsatz 1 und 2 Satz 1 der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates ein.

Unterabschnitt 4 — Nachhaltige Verwendung von Pestiziden (GAB 8)

Art. 80 - Der Landwirt hält die folgenden Bestimmungen ein:

1° Artikel 2 bis 5 und Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 13. März 2011 über die vorgeschriebene Prüfung von Spritz- und Sprühgeräten und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 10. November 2005 über die in Artikel 5 des Gesetzes vom 9. Dezember 2004 über die Finanzierung der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette erwähnten Vergütungen;

2° Artikel 3 Ziffer 6 und Artikel 4 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

3° Artikel 10 und Artikel 20 bis 40 des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 zur Verwirklichung einer nachhaltigen Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffe;

4° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der integralen Bedingungen im Bereich der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln;

5° den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

6° Artikel 4 bis 8 und 12 bis 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 über eine nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. November 1987 über die Erstellung eines Berichts über den Zustand der wallonischen Umwelt.

KAPITEL 3 — Tierwohl

Abschnitt 1 — Mindestanforderungen für den Schutz von Kälbern (GAB 9)

Art. 81 - Der Landwirt hält die im Königlichen Erlass vom 23. Januar 1998 über den Schutz von Kälbern in Kälberzuchtbetrieben vorgeschriebenen Anforderungen ein.

Abschnitt 2 — Mindestanforderungen für den Schutz von Schweinen (GAB 10)

Art. 82 - Der Landwirt hält die im Königlichen Erlass vom 15. Mai 2003 über den Schutz von Schweinen in Schweinezuchtbetrieben und im Königlichen Erlass vom 17. Mai 2011 über die zulässigen Eingriffe auf die Wirbeltiere zur landwirtschaftlichen Nutzung des Tiers oder zur Einschränkung der Vermehrung der Tierart vorgeschriebenen Anforderungen ein.

Abschnitt 3 — Schutz landwirtschaftlicher Nutztiere (GAB 11)

Art. 83 - Der Landwirt hält Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 1. März 2000 über den Schutz der Tiere in den Tierzuchtbetrieben ein.

Teil 4 — Schlussbestimmungen

Art. 84 - Es werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Region vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017, vom 22. März 2018 und vom 25. Juni 2018;

2° der Ministerielle Erlass vom 27. August 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 27. April 2017.

Art. 85 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

Art. 86 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Februar 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

BERICHT AN DIE WALLONISCHE REGIERUNG VOR DEM ERLASS DER WALLONISCHEN REGIERUNG VOM 23. Februar 2023 BETREFFEND DIE GEMEINSAMEN KONZEPTE FÜR INTERVENTIONEN UND BEIHILFEN DER GEMEINSAMEN AGRARPOLITIK UND FÜR KONDITIONALITÄT

Dieser Erlass ist Teil der Reform der Gemeinsamen Agrarpolitik.

Mit diesem Erlass setzt die Wallonische Region die Verordnungen (EU) Nr. 2021/2115 und Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 sowie die delegierten Verordnungen und Durchführungsverordnungen, die in Anwendung dieser Verordnungen erlassen wurden, um. Diese europäischen Bestimmungen lassen den Mitgliedsstaaten einen gewissen Spielraum bei der Umsetzung der Gemeinsamen Agrarpolitik auf dem Gebiet der Wallonischen Region.

Mit diesem Erlass werden die Abschnitte des wallonischen Strategieplans zur GAP, die sich auf die Definitionen, die gemeinsamen Elemente mehrerer Maßnahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und die Konditionalität beziehen, in der von der Wallonischen Regierung am 6. Oktober 2022 in zweiter Lesung bestätigten Fassung in Rechtsnormen umgewandelt. Dieser Plan ist über den folgenden Link abrufbar: <https://agriculture.wallonie.be/plan-strategique-pac-2023-2027>.

Die Befugnis der Wallonischen Regierung, in die von dem Erlass erfassten Angelegenheiten einzugreifen, ergibt sich aus dem Wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft.

1. TEXTFASSUNG

Teil 1 - Gegenstand

In Artikel 1 werden die verschiedenen Elemente aufgelistet, die durch den Text behandelt werden.

Teil 2 - Definitionen

Artikel 2 enthält 47 Definitionen, die, sofern nicht anders angegeben, für den Erlass der Wallonischen Regierung betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität, seinen Durchführungserlass sowie alle Erlasse über Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik gelten sollen.

Die meisten Definitionen in Artikel 2 orientieren sich an früheren europäischen und wallonischen Regulierungen. Insbesondere Artikel 4 der Verordnung Nr. 1307/2013 vom 17. Dezember 2013, in dem die Begriffe „Betrieb“, „landwirtschaftliche Tätigkeit“, „landwirtschaftliche Flächen“, „Ackerland“, „Dauerkulturen“, „Dauergrünland“, „Gras oder andere Grünfütterpflanzen“, „Baumschulen“, „Niederwald mit Kurzumtrieb“ definiert wurden, sowie Artikel 9 über den Begriff „aktiver Landwirt“, und die Verordnung Nr. 639/2014 vom 11. März 2014, in der die Begriffe „überwiegend Gras und andere Grünfütterpflanzen im Falle von Dauergrünland“ (Artikel 6) und „bewährte lokale Praktiken im Falle von Dauergrünland“ (Artikel 7) definiert wurden und gemeinsame Anforderungen in Bezug auf „Landschaftsmerkmale“, stillgelegte Flächen und Zwischenfrüchte (Artikel 45) festgelegt wurden. Diese Bestimmungen wurden in mehreren wallonischen Erlassen ausgeführt. Siehe insbesondere den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 über

Direktzahlungen (Art. 10 bis 12 über „den aktiven Landwirt“, Kapitel X über „die beihilfefähige Hektarfläche“) und Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 über die Cross-Compliance, insbesondere in Bezug auf „Landschaftselemente“.

In allen Fällen mussten diese Definitionen, unabhängig davon, ob sie aus früheren Regelungen abgeleitet wurden oder nicht, angepasst werden, um den technischen und agronomischen Anforderungen des neuen Teils der Gemeinsamen Agrarpolitik gerecht zu werden. Die Freiheit bei der Anpassung dieser Definitionen ergibt sich aus dem neuen Paradigma, das durch die Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2015 eingeführt wurde. Die Agrarpolitik der Mitgliedsstaaten wird nun von nationalen (oder im Falle Belgiens regionalen) „Strategieplänen“ eingefasst, deren Inhalt von der Europäischen Kommission bestätigt wird.

Einige der in Artikel 2 aufgeführten Begriffsbestimmungen wurden gemäß Artikel 4 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013, nachstehend „die Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021“ genannt. Diese Bestimmung verpflichtet die Mitgliedstaaten, in ihren GAP-Strategieplänen die Definitionen von „landwirtschaftlicher Tätigkeit“, „landwirtschaftlicher Fläche“, „beihilfefähiger Hektarfläche“, „aktivem Landwirt“, „Junglandwirt“ und „neuer Landwirt“ anzugeben. Diese Begriffe erforderten wiederum die Definition mehrerer ihrer Bestandteile, wie „Dauerkulturen“, der Begriff „Gras oder andere Grünfütterpflanzen“, „Landschaftselemente“, „Baumschulen“, „Dauergrünland“, „Niederwald mit Kurzumtrieb“ und „Ackerland“.

Aus diesem Grund setzt die Wallonische Regierung Abschnitt 4.1; „Definitionen und Mindestanforderungen“ des wallonischen Strategieplans zur GAP in Rechtsnormen um.

In Bezug auf den Begriff „Ackerland“ ist eine Klarstellung hinsichtlich seines Verhältnisses zu Artikel 68 Paragraph 1 Absatz 3 des Erlasses erforderlich. Diese Bestimmung sieht vor, dass Ackerland, das im Rahmen der GLÖZ 8 stillgelegt wurde, auch weiterhin stillgelegt bleibt. Diese Regel ist von entscheidender Bedeutung, um Landwirte nicht davon abzuhalten, ihr Ackerland im Rahmen von GLÖZ 8 als Brachland zu nutzen. Ohne diese Schranke besteht die Gefahr, dass Ackerland, das fünf Jahre oder länger brach liegt, als „Dauergrünland“ eingestuft wird. Diese Schranke ist im Übrigen in Artikel 4 Absatz 3 Buchstabe a der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 vorgesehen, in der es heißt, dass als „Ackerland“ unter anderem Kulturland gilt, „das gemäß (...) dem GLÖZ-Standard 8 in Anhang III der vorliegenden Verordnung stillgelegt wurde“.

In Bezug auf den Begriff „Dauergrünland“ bietet Artikel 4 Absatz 3 Buchstabe c, wie viele Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021, den Mitgliedstaaten einen erheblichen Ermessensspielraum. Im Rahmen der Definition von „Dauergrünland“ besteht die gemeinsame Anforderung darin, dass diese Flächen „zur Erzeugung von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen (natürlich oder eingesät) genutzt werden und seit mindestens fünf Jahren nicht Teil des Fruchtwechsels des Betriebs sind“. Der Rest dieser Bestimmung ist fakultativ: Es ist allein Sache der Mitgliedstaaten zu entscheiden, ob sie den Begriff Dauergrünland auf andere Flächen ausdehnen wollen oder nicht. Die Wallonische Region hat sich ihrerseits dafür entschieden, den Begriff auf „Flächen, die von jeder in diesem

Punkt genannten Art bedeckt sind und unter die bewährten lokalen Praktiken fallen, auf denen Gras und andere Grünfütterpflanzen nicht vorherrschen oder traditionell nicht vorhanden sind“ auszuweiten. Die Kriterien zu diesem Begriff werden im Ministeriellen Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung weiterentwickelt: Es handelt sich um Weiden, auf denen die Grasbedeckung nicht vorherrschend ist und die eine besondere Bedeutung für die Artenvielfalt haben.

Was die in Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 2 vorgesehene Ausnahme betrifft, so handelt es sich um die Übertragung der Leitlinien der Europäischen Kommission zum Begriff der landwirtschaftlichen Tätigkeit in Rechtsnormen. Um als landwirtschaftliche Tätigkeit zu gelten, ist es erforderlich, dass ein Kontakt oder zumindest ein Kontaktpotenzial zwischen der Pflanze oder ihrem Wurzelwerk und dem lebenden Substrat des Bodens besteht. Diese Anforderung wird beispielsweise nicht erfüllt, wenn der Anbau oberirdisch, in luftdichten Behältern oder in Töpfen erfolgt, die einfach auf den Boden gestellt werden. Diese Klarstellung ist wichtig, da diese Art von Praktiken immer häufiger vorkommt.

Was die Ausnahme in Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 3 betrifft, so handelt es sich um die Übertragung von Leitlinien der Europäischen Kommission zum Begriff der Dauerkulturen in Rechtsnormen. Eine der Anforderungen rund um diesen Begriff ist, dass die Kultur „wiederholte Ernten liefert“. Dies ist der Fall bei Obstbäumen und -sträuchern, Baumschulen, Niederwald mit Kurzumtrieb usw. Wenn der Zweck der Tätigkeit darin besteht, Bäume zu pflanzen, die zum Fällen und zur Vermarktung in unverändertem Zustand bestimmt sind, ist diese Anforderung nicht erfüllt, und der Anbau gilt nicht als dauerhaft. Im Gegensatz dazu wird beim Niederwald mit Kurzumtrieb der oberirdische Teil der Pflanzen in regelmäßigen Abständen zerstört, aber auf eine Weise, die das Nachwachsen der Stämme für eine spätere Ernte ermöglicht. Die besondere Erwähnung von „Weihnachtsbäumen“ soll verhindern, dass diese Kulturen bei den GAP-Beihilfen angemeldet werden, was in der Wallonischen Region häufig praktiziert wird.

In Bezug auf die in Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 4 vorgesehenen Ausnahmen im Rahmen der GAP ist es wichtig, dass der Begriff Teich eingeschränkt wird. Dieser Begriff wird im Rahmen der Konditionalität-Regelung (GLÖZ 8) und der Unterstützung von Öko-Regelungen (Öko-Regelung für „ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk“) verwendet. Diese Bestimmungen verfolgen ein gemeinsames Ziel: den Schutz und die Erhaltung der Artenvielfalt in landwirtschaftlichen Gebieten. Die von der betreffenden Ausnahme erfassten Elemente sind ausgeschlossen, weil sie keine oder sogar negative Auswirkungen auf die Biodiversität haben. Artikel 45 Absatz 4 Buchstabe f der Verordnung Nr. 639/2014 vom 11. März 2014 schloss diesbezüglich bereits Plastik- und Betontanks vom Begriff des Teiches im Rahmen der „Vergrünungszahlung“ aus.

Bei der zusätzlichen Anforderung in Artikel 2 Paragraph 1 Absatz 5 handelt es sich um die Übertragung von Leitlinien der Europäischen Kommission zum Begriff der Baumschule in Rechtsnormen. Eine der Anforderungen an diesen Begriff ist, dass die aus der Baumschule stammenden Erzeugnisse zur Wiederbepflanzung bestimmt sind oder zumindest das Potenzial zur Wiederbepflanzung aufweisen. Die Forderung, dass der Erzeuger den Nachweis aufbewahren muss, dass die von ihm vermarkteten Setzlinge wieder angepflanzt werden können, soll verhindern, dass Erzeuger, um die GAP-Regeln zu ihren Gunsten zu umgehen, Bäume in Töpfen anbauen, sie aber als gefällte Realien vermarkten, was dem Begriff der landwirtschaftlichen Tätigkeit widerspricht (s. o.).

Zudem ist anzumerken, dass die Begriffe „beihilfefähige Hektarfläche“, „aktiver Landwirt“, „Junglandwirt“ und „neuer Landwirt“ aus Gründen der Lesbarkeit nicht in Artikel 2 enthalten sind. Die Definition dieser Begriffe allein erfordert bereits mehrere Artikel (Artikel 13 bis 18 für die beihilfefähige Hektarfläche, Artikel 19 bis 23 für den aktiven Landwirt, Artikel 24 für den Junglandwirt und Artikel 25 für den neuen Landwirt).

Kapitel 2 - Sammelantrag

Dieses Kapitel enthält die Modalitäten für die Einreichung des Sammelantrags (Art. 3), für Änderungen beim Formular für Sammelanträge (Art. 4), für Änderungen des Sammelantrags (Art. 5), für das Einreichen von Belegen (Art. 7), für die Abholung von Unterlagen (Art. 8), für die Angabe der Parzellen (Art. 9) und für die Zulässigkeit des Sammelantrags (Art. 11).

Das Verfahren für die Einreichung des Sammelantrags und seine Änderungen sind im Großen und Ganzen mit denen des vorherigen GAP-Programms identisch.

Kapitel 3 - Betriebsübertragung

In diesem Kapitel werden die Bedingungen festgelegt, die erfüllt sein müssen, damit dem Übernehmer im Falle einer Betriebsübertragung eine Beihilfe gewährt wird (Art. 12).

Kapitel 4 - Im Rahmen des Systems der Direktzahlungen beihilfefähige Hektarflächen und die innerhalb dieses Systems beihilfefähigen Flächen

In diesem Kapitel zum Begriff beihilfefähige Hektarfläche wird Abschnitt 4.1.3 „beihilfefähige Hektarfläche“ des wallonischen Strategieplans für die GAP in rechtliche Vorschriften übertragen.

Um als förderfähiger Hektar bezeichnet werden zu können, muss eine Fläche 3 Kriterien erfüllen:

1. Sie muss während des gesamten Kalenderjahres zumindest überwiegend für landwirtschaftliche Zwecke genutzt werden (Art. 14);
2. Sie muss für den Landwirt am 31. Mai des Kalenderjahres zur Verfügung stehen (Art. 13);
3. Sie muss während des gesamten Kalenderjahres eine beihilfefähige Fläche haben (Art. 15-18).

Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe a Satz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 besagt, dass der Begriff „beihilfefähige Hektarfläche“ so bestimmt wird, dass er die Flächen umfasst, die dem Betriebsinhaber zur Verfügung stehen und die aus „jeder landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs, die (...) für eine landwirtschaftliche Tätigkeit genutzt wird oder, wenn die Fläche auch für andere als landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird, im Wesentlichen für landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird“, bestehen.

Diese Bestimmung wird in Artikel 13 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung umgesetzt.

Artikel 13 Absatz 1 handelt von der allgemeinen Definition des Begriffs „beihilfefähige Hektarfläche“; Absatz 2 betrifft die Definition dessen, was unter „dem Landwirt zur Verfügung stehende Fläche“ zu verstehen ist.

Was den letztgenannten Begriff betrifft, so ist die Art der Rechtsbeziehung, aufgrund derer eine beihilfefähige Hektarfläche als dem Landwirt zur Verfügung stehend betrachtet werden kann, im EU-Recht nicht spezifiziert. Es ist daher Sache der Mitgliedsstaaten, von den Landwirten zu verlangen, dass sie ein gültiges Rechtsdokument oder andere Beweismittel vorlegen, die die rechtmäßige Nutzung der von ihnen angegebenen beihilfefähigen Hektarflächen belegen.

Als Nachweis für die rechtmäßige Bereitstellung der Parzelle werden zahlreiche Dokumente akzeptiert: notarielle Urkunde, Erbschaftsurkunde, Pachtvertrag, mündlicher Pachtvertrag mit Zahlungsnachweis, in dessen Mitteilung die betreffende Parzelle genau angegeben ist, Standardvertrag für die Bereitstellung usw.

In Bezug auf Paragraph 2 Absatz 4 muss zum Zeitpunkt der Frist für die Einreichung des Sammelantrags ein Rechtsverhältnis zwischen dem Landwirt und der Parzelle bestehen. Im Falle einer doppelten Anmeldung für dieselbe Parzelle zu zwei verschiedenen Zeitpunkten ist der Landwirt, dem die Parzelle zum Stichtag zur Verfügung steht, derjenige, der diese Parzelle als beihilfefähige Hektarfläche anmelden kann.

Artikel 14, der durch die Artikel 11, 12 und 13 des Ministeriellen Erlasses ausgeführt wird, befasst sich mit den Bedingungen, die eine Fläche, die auch für andere als landwirtschaftliche Aktivitäten genutzt wird, erfüllen muss, um als beihilfefähige Hektarfläche zu gelten.

Das in der Wallonischen Region eingeführte System beruht auf folgenden Punkten:

1. Einige nichtlandwirtschaftliche Tätigkeiten werden aufgrund ihrer geringen Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit als mit dem Konzept der förderfähigen Hektarfläche vereinbar angesehen. In diesen Fällen, die in Artikel 12 des Ministeriellen Erlasses aufgelistet sind, muss der Landwirt die Verwaltung lediglich über die Durchführung der nichtlandwirtschaftlichen Tätigkeit informieren.
2. Für andere nichtlandwirtschaftliche Aktivitäten, die stärkere Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit haben, muss bei der Verwaltung eine Genehmigung beantragt werden. Die Kriterien und das Verfahren für die Beantragung einer Genehmigung sind in Artikel 14 Paragraph 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung und in Artikel 11 des Ministeriellen Erlasses vorgesehen. Wenn die nichtlandwirtschaftliche Tätigkeit ohne Genehmigung durchgeführt wird, wird die betreffende Fläche nicht als förderfähige Hektarfläche betrachtet.
3. Schließlich werden andere Aktivitäten aufgrund ihrer Lage, ihres historischen Kontexts, der begrenzten Verfügbarkeit für landwirtschaftliche Aktivitäten oder des Vorhandenseins von festen Einrichtungen oder Anlagen in jedem Fall als unvereinbar mit dem Konzept der förderfähigen Hektarfläche angesehen. Unter diesen Annahmen wird davon ausgegangen, dass die betreffenden Flächen unzweifelhaft und dauerhaft für andere primäre Zwecke als die landwirtschaftliche Tätigkeit genutzt werden. Diese Aktivitäten sind in Artikel 13 des Ministeriellen Erlasses aufgelistet.

Der zweite Satz von Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe a der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wurde zum besseren Verständnis im Zusammenhang mit dem Begriff der landwirtschaftlichen Fläche ausgeführt. Dieser wird in Artikel 2 Paragraph 2, Artikel 3 Paragraph 2 und Artikel 4 Absatz 3 des Ministeriellen Erlasses umgesetzt.

In Artikel 16 bis 18 des Erlasses werden Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe b Absatz 1 Ziffer i, ii und Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 umgesetzt.

Kapitel 5 - Aktiver Landwirt

Dieses Kapitel überträgt den Abschnitt 4.1.4 „Aktiver Landwirt“ des wallonischen Strategieplans zur GAP in rechtliche Vorschriften.

„Aktiver Landwirt“ ist ein Begriff, der in mehreren Fällen als Kriterium für die Förderfähigkeit von Beihilfen verwendet wird. Wie in Artikel 4 Absatz 5 Unterabsatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 festgelegt, dient dieser Begriff dazu, „sicherzustellen, dass die Beihilfe nur natürlichen oder juristischen Personen oder Zusammenschlüssen von natürlichen oder juristischen Personen gewährt wird, die zumindest ein Mindestmaß an landwirtschaftlicher Tätigkeit ausüben“.

Um festzustellen, ob ein Beihilfen beantragender Landwirt ein aktiver Landwirt ist, hat sich die Wallonische Region für die folgende in drei Schritten angewandte Methode entschieden:

1° Wenn der Landwirt im Jahr vor dem Beihilfeantrag weniger als 350 Euro an Direktzahlungen erhalten hat, wird davon ausgegangen, dass der Beihilfeantragsteller ein aktiver Landwirt ist (Art. 20).

Diese Bestimmung findet in Artikel 4 Absatz 5 Unterabsatz 2 letzter Satz der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 Anwendung. In der Periode 2014-2020 hat sich die Wallonische Region dafür entschieden, diejenigen automatisch als aktive Landwirte zu betrachten, die für das Vorjahr lediglich Direktzahlungen von höchstens 350 Euro erhalten haben (Art. 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015). Für die Periode 2023-2027 wird jeder Landwirt, der im Vorjahr einen Gesamtbetrag an Direktzahlungen von nicht mehr als 350 Euro erhalten hat, nicht Gegenstand von Kontrollen sein, die auf den Kriterien der Qualifikation und der landwirtschaftlichen Tätigkeit basieren oder auf der Negativliste stehen.

Im Rahmen der derzeitigen GAP entspricht 350 Euro im Großen und Ganzen dem durchschnittlichen Betrag an Direktzahlungen, der pro Hektar in der Wallonischen Region gezahlt wird. Dieser Wert unterscheidet sich nur geringfügig von dem der nächsten GAP, der sich ergibt, wenn man das jährliche Budget für Direktzahlungen im Rahmen der künftigen GAP durch die gesamte landwirtschaftliche Nutzfläche in der Wallonischen Region teilt.

Dies geschieht aus dem Wunsch heraus, die Verwaltung für kleine Beihilfeempfänger zu vereinfachen;

2° wenn der Landwirt nicht unter Punkt 1 fällt, ist die Einhaltung der folgenden kumulativen Bedingungen zu prüfen (Art. 21):

- a) einen Eintrag in der ZDU;
- b) Besitz einer landwirtschaftlichen Qualifikation, einer mindestens dreijährigen Berufserfahrung oder eines nachschulischen Zertifikats des Typs B;
- c) der Ausschluss bestimmter Aktivitäten.

Der Ausschluss bestimmter Tätigkeiten wird in Artikel 4 Absatz 5 Unterabsatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 angewandt. Diese Möglichkeit war bereits im Rahmen des vorherigen Teils der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehen und wurde durch Artikel 9 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 vom 17. Dezember 2013

geregelt. Hierbei handelt es sich um Tätigkeiten, die aufgrund ihrer Art und ihres Umfangs a priori als unvereinbar mit der Ausübung einer ausreichenden landwirtschaftlichen Tätigkeit gelten;

3° wenn der Landwirt eine der ausgeschlossenen Tätigkeiten ausübt, hat er in jedem Fall die Möglichkeit, nachzuweisen, dass er trotzdem eine als ausreichend erachtete landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt, wenn er eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

- a) im jüngsten Steuerjahr, für das er über einen solchen Nachweis verfügt, beläuft sich der Gesamtbetrag der von ihm bezogenen Direktzahlungen auf mindestens 5 % der Gesamteinnahmen aus seinen nichtlandwirtschaftlichen Tätigkeiten;
- b) seine landwirtschaftlichen Tätigkeiten sind nicht unwesentlich (Art. 22).

Kapitel 6 - Junglandwirt (Art. 24)

Dieses Kapitel überträgt den Abschnitt 4.1.5 „Junglandwirt“ des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

Als „Junglandwirt“ gilt eine natürliche Person, die:

- 1° höchstens 40 Jahre und 364 Tage alt ist;
- 2° zum ersten Mal alleiniger Betriebsleiter oder nicht alleiniger Betriebsleiter ist;
- 3° eine Qualifikation mit landwirtschaftlicher Ausrichtung besitzt.

In Bezug auf die Altersvoraussetzung ging es hier um die Entscheidung einer immer wiederkehrenden Frage zur Auslegung der Begriffe „obere Altersgrenze zwischen 35 und 40 Jahren“ (Artikel 4 Absatz 6 Buchstabe a) der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021) und „höchstens 40 Jahre“ (Artikel 50 Absatz 2 Buchstabe b) der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 vom 17. Dezember 2013). Wir haben entschieden, diese Begriffe als „unter 41“ auszulegen: Wenn die Person unter 41 Jahre alt ist, befindet sie sich noch im 40sten Lebensjahr. Diese Auslegung wurde von der Europäischen Kommission bestätigt.

Die Verankerung dieser Auslegung als Rechtsnorm ergibt sich aus der Bestätigung dieser Auslegung durch die Europäische Kommission zusammen mit der allgemeinen Bestätigung des „wallonischen GAP-Strategieplans“ (siehe 4.1.5.4., S. 392).

Kapitel 7 - Neuer Landwirt (Art. 25)

Dieses Kapitel überträgt den Abschnitt 4.1.6 „Neuer Landwirt“ des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

Als „Neuer Landwirt“ gilt eine natürliche Person, die:

- 1° höchstens 40 Jahre und 364 Tage alt ist;
- 2° zum ersten Mal alleiniger Betriebsleiter oder nicht alleiniger Betriebsleiter ist;
- 3° über eine Qualifikation mit landwirtschaftlicher Ausrichtung verfügt oder in Ermangelung einer solchen über eine mindestens zehnjährige Erfahrung.

Die Erstinbetriebnahme als Betriebsleiter erfolgt innerhalb von zwei Kalenderjahren vor dem Jahr der Antragstellung.

Kapitel 8 - Ausschuss für die Niederlassung (Art. 26)

In dem einzigen Artikel in diesem Kapitel geht es um den Ausschuss für die Niederlassung. Dieser kommt bei der Bewertung der praktischen Erfahrung, auf die sich ein Landwirt berufen kann, zum Einsatz. Der Artikel legt die Zusammensetzung und die Ernennung der Mitglieder des Ausschusses fest und sieht eine Aufwandsentschädigung für die Teilnahme vor.

Kapitel 9 - Anwendung der Höchstzahl Hektar oder Tiere auf Inhaber von juristischen Personen, Vereinigungen oder Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit (Art. 27)

Dieses Kapitel legt den Mechanismus für die Anwendung der per Erlass festgelegten Höchstzahlen für Hektar oder Tiere auf der Ebene der juristischen Personen, Vereinigungen oder Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit fest, die sich nach ihren Anteilen, der Verteilung des Nutzungsrechts oder ihren Einlagen richten.

Kapitel 10 - Tierbesatz

Dieses Kapitel legt die Methode zur Berechnung eines durchschnittlichen Tierbesatzes fest (Art. 28). Diese wird auf Betriebsebene anhand des Bestands in „Großvieheinheiten“ oder „GVE“ pro Hektar Futterfläche berechnet.

Der Artikel sieht die Informationen vor, auf die sich die Berechnung der Belastung stützt (Absatz 1), sowie die Bedingungen, unter denen Tiere bei der Berechnung der Belastung berücksichtigt werden (Absätze 2 und 3).

Die GVE werden für mehrere Kategorien von Nutztieren ermittelt (Art. 29). Ihre Bewertung steht im Verhältnis zum Nährstoff- oder Nahrungsbedarf der jeweiligen Tierart.

Kapitel 11 - Saatkichte

Dieses Kapitel sieht eine gemeinsame Methode zur Berechnung der Zusammensetzung einer Pflanzenmischung vor, die in Prozentsätzen ausgedrückt wird: Diese Prozentsätze basieren auf der Saatkichte, die üblicherweise für die Aussaat der betreffenden Pflanzen in Reinkultur verwendet wird (Art. 30). Es obliegt dem Minister, die Gewichte zu bestimmen, die üblicherweise für den Reinanbau jeder Pflanzenart verwendet werden.

Kapitel 12 - Bekämpfung invasiver Pflanzenarten

Dieses Kapitel enthält Vorschriften für die lokale Behandlung von invasiven Arten, wenn die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln verboten ist.

Kapitel 13 - Betriebsregister

In diesem Kapitel werden die Regeln für das Führen eines Betriebsregisters festgelegt. In diesem Register müssen die Anbaumaßnahmen, die durchgeführten Arbeiten sowie gegebenenfalls die Daten der Ein- und Ausstallung der Tiere auf der Parzelle im Einzelnen aufgeführt werden. Die Führung des Betriebsregisters ist ein wesentliches Instrument zur Kontrolle bestimmter für die GAP relevanten Maßnahmen. Fehlt ein solches Register oder enthält es Mängel, so können Sanktionen eingeleitet werden.

Kapitel 14 - Zahlungen

In diesem Kapitel werden unterschiedliche Regeln für Zahlungen festgelegt:

- 1° eine Mindestschwelle von 100 Euro für den Erhalt von Direktzahlungen (Art. 34);
- 2° keine Zahlungen vor Abschluss der Kontrollen (Art. 35);
- 3° Zahlungen auf der Grundlage der im Sammelantrag enthaltenen Daten und auf der Grundlage von Kontrollen (Art. 36);
- 4° Mitteilung an den Landwirt über die Höhe der Beihilfen und deren jährliche Berechnung (Art. 37).

Abschnitt 3 - Konditionalität

1. Abschnitt - Allgemeine Bestimmungen:

In diesem Teil geht es um den Anwendungsbereich der Konditionalität: die Beihilferegeln, auf die sie Anwendung findet, ihr territorialer und zeitlicher Anwendungsbereich.

Außerdem ist dort vorgesehen, dass bei Nichteinhaltung der Konditionalitäts-Regeln Verwaltungssanktionen verhängt werden.

Titel 2 - Grundanforderungen an die Betriebsführung gemäß dem Recht der Europäischen Union und Standards für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand der Flächen

Die Struktur dieses Teils des Erlasses über die Konditionalitäts-Regeln entspricht der Struktur von Anhang III der Verordnung (EU) Nr. 2015/2115 vom 2. Dezember 2021: Die Kapitelüberschriften des Erlasses entsprechen den in diesem Anhang genannten „Bereichen“, die Abschnitte werden hier „Hauptthemen“ genannt und die der Unterabschnitte „Hauptzielen der Norm“.

Die folgenden Unterabschnitte, die sich mit der Einhaltung der GAB befassen, bedürfen keiner besonderen Bemerkungen. Damit soll die Einhaltung der föderalen oder regionalen Bestimmungen sichergestellt werden, mit denen die in Anhang III der Verordnung (EU) Nr. 2015/2115 vom 2. Dezember 2021 genannten Verordnungen umgesetzt oder die dort genannten Verordnungen implementiert werden.

Vorbemerkung zu den Grundanforderungen an die Betriebsführung (GAB). Jeder Landwirt unterliegt automatisch den Rechtsakten zu den Grundanforderungen an die Betriebsführung, die in Anhang III der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 aufgeführt sind. Es ist jedoch zu unterscheiden zwischen dieser Frage und der Einhaltung dieser Bestimmungen als Teil der Grundanforderungen an die Betriebsführung im Rahmen der Konditionalitäts-Regelung. Die Einbeziehung dieser Bestimmungen des Wassergesetzbuches in die Konditionalitäts-Regelung hat zur Folge, dass ihre Nichteinhaltung gemäß Artikel 12 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 zu Verwaltungssanktionen führt. Diese bestehen aus Kürzungen der Beihilfen, die im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik gewährt werden.

Von diesen administrativen Sanktionen im Rahmen der Konditionalität-Regelung bleiben die Sanktionen bei Verstößen gegen die in den Grundanforderungen an die Betriebsführung aufgeführten Rechts- und Verwaltungsvorschriften unberührt.

Die Artikel 38 bis 41 enthalten allgemeine Bestimmungen: Geltungsbereich der Konditionalität-Regelung, Sanktionen bei Nichteinhaltung einer Norm oder Anforderung im Rahmen der Konditionalität-Regelung, Rolle der Zahlstelle usw.

Kapitel 1 - Klima und Umwelt

Abschnitt 1 - Klimawandel

Unterabschnitt 1 - Allgemeine Bestimmung zum Schutz gegen die Umwandlung in andere landwirtschaftliche Nutzungen, um den Kohlenstoffbestand zu erhalten (GLÖZ 1)

Dieser Abschnitt überträgt den Abschnitt 3.10.1.1 des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

Jedes Jahr muss die Verwaltung das Verhältnis (Jahresquote) zwischen den als Dauergrünland angegebenen Flächen und der Gesamtheit der in der Wallonischen Region angegebenen landwirtschaftlichen Flächen berechnen. Nach erfolgter Berechnung wird das jährliche Verhältnis mit dem Referenzverhältnis verglichen. Dieses Verhältnis kann von der Verwaltung nur einmal im Jahr im August berechnet werden (Art. 43).

Die Maßnahmen, die bei Nichteinhaltung der Jahresquote ergriffen werden:

Fällt der Anteil an Dauergrünland um mehr als 2,5 Prozent unter den Referenzanteil, ist vorab eine behördliche Genehmigung für die Umwandlung von Dauergrünland in Ackerland oder Dauerkulturen erforderlich. Die Genehmigungen für die Umwandlung in Grünland werden auf ökologischen und agronomischen Bedingungen basieren (Natura 2000, Parzellen mit extrem hoher Erosionsgefahr, empfindliches Grünland, feuchte Böden usw.) (Art. 44).

Wenn der jährliche Anteil von Dauergrünland um mehr als 5 % gegenüber dem Referenzanteil abnimmt, werden die Landwirte darüber informiert und dürfen die als Dauergrünland genutzten Flächen nicht anderweitig verwenden. Um den Fehlanteil auf unter 5 Prozent zu verringern, werden neue Dauergrünlandflächen angepflanzt. Personen, die ohne Genehmigung den Boden umgegraben haben, werden als erste wieder Dauergrünland anlegen müssen. Wenn dies nicht ausreicht, um das Verhältnis einzuhalten, wird eine Berechnung auf regionaler Ebene vorgenommen und eine Proratisierung der Rückumwandlung in Grünland pro Landwirt berechnet, damit jeder sich proportional an der Rückumwandlung in Grünland beteiligt (Art. 45).

Unterabschnitt 2 - Schutz kohlenstoffreicher Böden (GLÖZ 2)

Dieser Abschnitt überträgt den Abschnitt 3.10.1.2 des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

Torfge, torfähnliche und schwach dränierte Böden der Klasse g sowie Dauergrünland in Gebieten mit hoher Hochwassergefährdung werden durch die Bestimmungen in diesem

Abschnitt geschützt. Dieser Schutz wird durch das Verbot von Pflügen, Entwässerung oder Veränderung des Bodenreliefs realisiert (Art. 47). Ausnahmen sind im Fall von Schäden durch Naturereignisse vorgesehen (Art. 49).

Unterabschnitt 3 - Erhaltung der organischen Substanz im Boden (GLÖZ 3)

Dieser Abschnitt überträgt den Abschnitt 3.10.1.3 des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

In diesem Abschnitt wird festgelegt, dass es verboten ist, Stroh, Stoppeln und andere Ernterückstände zu verbrennen (Art. 50). Einzelne Ausnahmen sind möglich, wenn nachweislich Gründe des Pflanzenschutzes vorliegen.

Abschnitt 2 - Wasser

Unterabschnitt 1 - Kontrolle diffuser Quellen der Phosphatverschmutzung (GAB 1)

Dieser Unterabschnitt zur GAB 1 betrifft die Einhaltung der Anforderungen zur Umsetzung von Artikel 11 Absatz 3 Buchstaben e und h der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik in Bezug auf die verbindlichen Anforderungen an die Kontrolle diffuser Quellen der Phosphatverschmutzung.

Diese Anforderung wurde in die Verpflichtung jedes Landwirts übertragen, die Artikel D.33/3 Absatz 4, D.42-1 und D52-1 des Wassergesetzbuches (Art. 51) einzuhalten.

Unterabschnitt 2 - Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen (GAB 2)

Mit diesem Plan wird die Richtlinie 91/676/EWG des Rates vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen umgesetzt.

Unterabschnitt 3 - Schutz von Flussläufen vor Verunreinigung und Abfluss (GLÖZ 4)

Dieser Abschnitt überträgt den Abschnitt 3.10.2.1 des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

Dieser Abschnitt enthält ein Verbot von Düngemitteln und Pestiziden in einem Pufferstreifen von 6 Metern entlang von Wasserläufen auf allen landwirtschaftlichen Flächen (Art. 53).

Abschnitt 3 - Boden

Unterabschnitt 1 - Gemeinsame Bestimmungen für die Unterabschnitte 2 und 3

Dieser Unterabschnitt enthält gemeinsame Bestimmungen für GLÖZ 5 und 6: Zuweisung eines Informationscodes für Parzellen, die diesen Anforderungen unterliegen (Art. 54) und Bekämpfung der Missachtung der Vorschriften (Art. 55).

Unterabschnitt 2 - An die standortspezifischen Bedingungen angepasste Mindestpraktiken der Bodenbearbeitung zur Eindämmung der Erosion (GLÖZ 5)

Dieser Abschnitt überträgt den Abschnitt 3.10.3.1 des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

Dieser Unterabschnitt sieht die Umsetzung von GLÖZ 5 vor. Diese stützt sich auf einen neuen Bezugsrahmen für das Erosionsrisiko von Parzellen bezogen auf Hangneigung, Hanglänge, Bodenmerkmale und lokale Erosivität von Niederschlägen.

Parzellen mit Erosionsrisiko „extrem hoch, sehr hoch, hoch“ sind von diesem GLÖZ 5 betroffen. Der Landwirt muss je nach Erosionsrisiko der Parzelle eine oder mehrere der vorgegebenen Methoden auswählen (Art. 56 bis 60). In jedem Fall kann der Landwirt die Hanglängen reduzieren, um in eine niedrigere Gefährdungstufe abgestuft zu werden.

Unterabschnitt 3 - Schutz der Böden in den sensibelsten Zeiten (GLÖZ 6)

Dieser Abschnitt überträgt den Abschnitt 3.10.3.2 des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

Dieser Unterabschnitt befasst sich mit dem GLÖZ 6. Dieser zielt darauf ab, den Boden in den für die Erosionsgefahr anfälligsten Zeiträumen zu schützen. Dies betrifft Frühlingsstürme, Sommergewitter und lange Regenfälle im Winter. Die ersten beiden richten durch ihre Gewalt und Intensität den größten Schaden an.

Die Problematik wird durch die Definition des gefährdeten Gebiets und die darin vorgeschriebenen Verpflichtungen berücksichtigt. Es gelten unterschiedliche Anforderungen, je nachdem, ob man sich innerhalb oder außerhalb des gefährdeten Gebiets befindet (Art. 61 und 62).

Unterabschnitt 4 - Erhaltung des Bodenpotenzials (GLÖZ 7)

Dieser Abschnitt überträgt den Abschnitt 3.10.3.3 des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

Dieser Unterabschnitt, der sich mit dem GLÖZ 7 befasst, sieht vor, dass auf Betriebsebene auf 35 % des Ackerlandes jedes Jahr die Hauptkultur wechseln muss. Auf ein und demselben Stück Ackerland darf eine identische Kultur nicht länger als drei Jahre lang angebaut werden. Wenn von einem Jahr zum nächsten eine Hauptkultur derselben Gruppe folgt, muss eine Zwischen- oder Zweitkultur angelegt werden (Art. 63).

Die Modalitäten der Umsetzung dieser Anforderung werden über eine Erläuterung dessen, was unter einem „Kulturwechsel“ zu verstehen ist, präzisiert (Absatz 3). Die Verpflichtung zur Fruchtfolge gilt nicht für Ackerland, das brachliegt oder mit mehrjährigen Kulturen, Gras oder anderen Grünfütterpflanzen bedeckt ist.

Ausnahmen von diesen Regeln sind vorgesehen (Art. 64).

Abschnitt 4 - Biologische Vielfalt und Landschaft

Unterabschnitt 1 - Erhaltung von wildlebenden Vogelarten (GAB 3)

Dieser Abschnitt sieht die Verpflichtung des Landwirts vor, Artikel 2 Paragraph 2 Ziffer 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und die im Sektorenplan als Natur- und Waldgebiet übernommenen Nutzungen einzuhalten.

In Bezug auf die Einhaltung der Zuweisungen ist der Besitz einer Parzelle, deren Zuweisung im Sektorenplan nicht vor 2013 (2006 in Bezug auf Natura-2000-Gebiete) berücksichtigt wurde, für den Landwirt, der das Grundstück bewirtschaftet, unwirksam.

Diese Ausnahmeregelung (Art. 65) ist auf die Praxis in der Landwirtschaft zurückzuführen, Parzellen zwischen Landwirten häufig auszutauschen, was oftmals durch mündliche Vereinbarungen erfolgt. Aus diesen Gründen ist es oft unmöglich, den verantwortlichen Landwirt zu identifizieren, wenn die Flächenwidmung eines Grundstücks nicht eingehalten wurde, vor allem, wenn der Verstoß bereits viele Jahre zurückliegt.

Unterabschnitt 2 - Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen (GAB 4)

Dieser Unterabschnitt über GAB 4 betrifft die Einhaltung der Vorschriften zur Umsetzung von Artikel 6 Absatz 1 und 2 der Richtlinie 92/43/EWG des Rates vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen (Art. 66).

Unterabschnitt 3 - Erhaltung nichtproduktiver Landschaftselemente und Flächen zur Verbesserung der Biodiversität innerhalb landwirtschaftlicher Betriebe (GLÖZ 8)

Dieser Abschnitt überträgt den Abschnitt 3.10.4.1 des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

Dieser Unterabschnitt, der sich mit GLÖZ 8 befasst, besteht aus drei Teilen.

Der erste Teil betrifft die Verpflichtung der Landwirte, einen bestimmten Prozentsatz ihres Ackerlandes für nichtproduktive Gebiete oder Elemente zu verwenden. Dieser Prozentsatz, der auf 4 % festgelegt ist, kann unter bestimmten Bedingungen auf 3 % sinken, wenn der Landwirt die Öko-Regelung „ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk“ anwendet oder Flächen mit Nebenkulturen oder stickstoffbindenden Kulturen anlegt (Art. 67).

Es ist eine Liste von nichtproduktiven Gebieten oder Elementen vorgesehen (Art. 68 Paragraph 1). Dort sind mehrere spezifische Bedingungen aufgelistet, die sich auf ihre Größe, ihre Bewirtschaftung und den Einsatz von Betriebsmitteln beziehen (Paragraph 2 bis 8). Für die Berücksichtigung jedes Elements oder jeder Zone werden Koeffizienten angewendet, deren Wert vom Minister festgelegt wird.

Der zweite Teil betrifft die Verpflichtung, Landschaftsmerkmale zu bewahren. Für jede Art von topografischer Besonderheit sind spezifische Anforderungen vorgesehen (Art. 69-74).

Der dritte Teil betrifft das Verbot, Hecken und Bäume während der Brut- und Nistzeit der Vögel, d. h. vom 1. April bis zum 31. Juli zu beschneiden (Art. 75).

Unterabschnitt 4 - Erhaltung von Lebensräumen und Arten (GLÖZ 9)

Dieser Abschnitt überträgt den Abschnitt 3.10.4.2 des wallonischen GAP-Strategieplans in rechtliche Vorschriften.

Dieser Unterabschnitt zielt auf den Schutz von umweltsensiblen Grünland ab, d. h. Dauergrünland, das durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen, die dort gelten (Art. 76), als BE2, BE3, BE4, BE temp 1 und BE temp 2 bezeichnet wird.

Die Umwandlung dieser Flächen ist verboten.

Es bedarf einer Klarstellung hinsichtlich der Beziehung zwischen der Definition von „Dauergrünland“ und Artikel 76 Paragraf 2 Absatz 2. Die Regel besagt, dass „Dauergrünland“ eine landwirtschaftliche Fläche darstellt, die seit mindestens fünf Jahren außerhalb des Systems der Fruchtfolge liegt. Diese Bestimmung sieht jedoch vor, dass im Rahmen von GLÖZ 9 ökologisch empfindliches Dauergrünland, das vom verantwortlichen Landwirt umgewandelt oder umgepflügt und dann wieder in seinen ursprünglichen Zustand zurückversetzt wurde, „ab dem ersten Tag der Umstellung als Dauergrünland zu betrachten“ ist. Diese Regel ist von großer Bedeutung, denn sie stellt sicher, dass GLÖZ 9 direkt auf Wiesen angewendet wird, die umgegraben (obwohl sie geschützt waren) und dann wiederhergestellt wurden.

Kapitel 2 - Öffentliche Gesundheit und Pflanzengesundheit

Abschnitt 1 - Lebensmittelsicherheit

Unterabschnitt 1 - Lebensmittelsicherheit (GAB 5)

Dieser Unterabschnitt über die GAB 5 betrifft die Einhaltung der Artikel 14, 15, 17 Absatz 1, Artikel 18 bis 20 der Verordnung (EG) Nr. 178/2002 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. Januar 2002 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze und Anforderungen des Lebensmittelrechts, zur Errichtung der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit und zur Festlegung von Verfahren zur Lebensmittelsicherheit.

Unterabschnitt 2 - Verwendung bestimmter Stoffe mit hormonaler bzw. thyreostatischer Wirkung und von β -Agonisten in der tierischen Erzeugung (GAB 6)

Dieser Unterabschnitt zur GAB 6 betrifft die Einhaltung der Bestimmungen zur Umsetzung der Richtlinie 96/22/EG des Rates vom 29. April 1996 über das Verbot der Verwendung bestimmter Stoffe mit hormonaler bzw. thyreostatischer Wirkung und von β -Agonisten in der tierischen Erzeugung und zur Aufhebung der Richtlinien 81/602/EWG, 88/146/EWG und 88/299/EWG.

Abschnitt 2 - Pflanzenschutzmittel

Unterabschnitt 3 - Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln (GAB 7)

Dieser Unterabschnitt zu GAB 7 betrifft Artikel 55 Unterabsätze 1 und 2, Satz 1 der Verordnung (EG) Nr. 178/2002 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. Januar 2002 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze und Anforderungen des Lebensmittelrechts, zur Errichtung der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit und zur Festlegung von Verfahren zur Lebensmittelsicherheit.

Unterabschnitt 4 - Nachhaltige Verwendung von Pestiziden (GAB 8)

Dieser Unterabschnitt zur GAB 6 betrifft die Einhaltung bestimmter Vorschriften zur teilweisen Umsetzung der Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden.

Die Umsetzungsbestimmungen sind im Text (Art. 80) aufgelistet.

Kapitel 3 - Wohlergehen der Tiere

Abschnitt 1 - Mindestanforderungen für den Schutz von Kälbern (GAB 9)

Dieser Unterabschnitt zu GAB 9 betrifft die Einhaltung bestimmter Bestimmungen zur Umsetzung der Artikel 3 und 4 der Richtlinie 2008/119/EG des Rates vom 18. Dezember 2008 über Mindestanforderungen für den Schutz von Kälbern.

Abschnitt 2 - Mindestanforderungen für den Schutz von Schweinen (GAB 10)

Dieser Unterabschnitt zu GAB 9 betrifft die Einhaltung bestimmter Bestimmungen zur Umsetzung der Artikel 3 und 4 der Richtlinie 2008/119/EG des Rates vom 18. Dezember 2008 über Mindestanforderungen für den Schutz von Schweinen.

Abschnitt 3 - Schutz landwirtschaftlicher Nutztiere (GAB 11)

Dieser Unterabschnitt zu GAB 9 betrifft die Einhaltung bestimmter Bestimmungen zur Umsetzung der Artikel 3 und 4 der Richtlinie 2008/119/EG des Rates vom 18. Dezember 2008 über Schutz landwirtschaftlicher Nutztiere.

Teil 3 - Schlussbestimmungen

Dieser Teil enthält die Übertragung der Durchführung des Erlasses an den Minister für Landwirtschaft sowie die Bestimmung, dass der Text am 1. Januar 2023 in Kraft treten soll. Diese Rückwirkung ist aus mehreren Gründen von entscheidender Bedeutung:

Zunächst einmal enthält der Erlass die Anforderungen und Standards, die unter die Konditionalität-Regelung fallen. Da ihre Einhaltung während des gesamten Kalenderjahres der Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags erforderlich ist, um Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erhalten, zielt die Rückwirkungsfreiheit hier darauf ab, zu

verhindern, dass Landwirte in Widerspruch zu den EU-Vorschriften geraten (Artikel 84 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021).

In dieser Hinsicht entspricht das rückwirkende Inkrafttreten des Textes auch dem Wunsch nach Gerechtigkeit zwischen den Empfängern von Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik. Da die unter die Konditionalität-Regelung fallenden Anforderungen und Standards während des gesamten Kalenderjahres kontrolliert werden können, erscheint es nicht gerechtfertigt, dass ein im Januar kontrollierter Begünstigter schlechter gestellt ist als ein anderer Begünstigter, der später im Jahr kontrolliert wird.

Da der Erlass der Wallonischen Regierung Bestimmungen enthält, die im Rahmen mehrerer Maßnahmen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik anwendbar sind, ist es zudem von entscheidender Bedeutung, dass er spätestens dann in Kraft tritt, wenn die ersten Erlasse zu den genannten Maßnahmen in Kraft treten. In diesem Fall wurde das Inkrafttreten mehrerer Erlasse zu Maßnahmen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik auf den 1. Januar 2023 festgelegt.

Angesichts der Fülle und Komplexität der betreffenden Bestimmungen sowie der Bedeutung, die sie in finanzieller Hinsicht für eine große Zahl wallonischer Landwirte haben, waren die im Erlass verankerten Regeln im Laufe des Jahres 2022 Gegenstand einer intensiven Kommunikationskampagne bei den Landwirten und den Vertretungsorganen und Organisationen der Branche. Im Sinne der Vorhersehbarkeit von Verwaltungsmaßnahmen ist es daher von entscheidender Bedeutung, dass die vorgestellten Regeln mit den in diesem Erlass verankerten Regeln genau übereinstimmen und ab dem Inkrafttreten des neuen Teils der Gemeinsamen Agrarpolitik, d. h. ab dem 1. Januar 2023, gelten.

Umsetzung der EU-Vorschriften sowie die rechtliche Grundlage für die verschiedenen Unterabschnitte des Textes

	Vorschriften	Gesetzliche Grundlage	Vorschriften ergänzt oder ersetzt
Kapitel 2 – Sammelantrag	Artikel 59 Absatz 6 und Artikel 69 VO 2021/2116	D.4, D.31 Absatz1, D.61, D. 242 Absatz 1 Ziffer 1 des WGL	Ersetzt Kapitel 2 des EWR vom 12.02.2015.
Kapitel 3 - Betriebsübertragung		D.4, D.31 Absatz 4, D.243 Absatz 1 Ziffer 3 WGL	Übernahme von Artikel 8 der VO 809/2014, die am 1.Januar 2013 aufgehoben wurde.
Kapitel 4 - Im Rahmen des Systems der Direktzahlungen beihilfefähige Hektarflächen und die innerhalb dieses Systems beihilfefähigen Flächen	Artikel 4 Absatz 4 der VO 2021/2115	D.4 und D.243 Absatz 1 Ziffer 3 des WGL	Ersetzt Kapitel 2 des EWR vom 12.02.2015.
Kapitel 5 - Aktiver Landwirt	Artikel 4 Absatz 5 der VO 2021/2115	D.4 und D.243 Absatz 1 Ziffer 3 des WGL	Ersetzt Kapitel 2 des EWR vom 12.02.2015.
Kapitel 6 - Junglandwirt (Artikel 4 Absatz 6 der VO 2021/2115	D.4 und D.243 Absatz 1 Ziffer 3 des WGL	Ersetzt Artikel 24 und 58 des EWR vom 12.02.2015
Kapitel 7 – Neuer Landwirt	Artikel 4 Absatz 7 der VO 2021/2115	D.4 und D.243 Absatz 1 Ziffer 3 des WGL	
Kapitel 8 – Ausschuss für die Niederlassung		Ein Ausschuss, der eingerichtet und durchgeführt wird, um eine Stellungnahme bzgl. der Einhaltung bestimmter Bedingungen in Bezug auf mehrere Maßnahmen abzugeben, die in der Wallonischen Region im Rahmen von GAP eingeführt wurden.	Ersetzt Kapitel 2 des EWR vom 12.02.2015.

Kapitel 9 - Anwendung der Höchstzahl Hektar oder Tiere auf Inhaber von juristischen Personen, Vereinigungen oder Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit	Artikel 29 Absatz 6, Artikel 30 Absatz 4 und Artikel 32 Absatz 1 VO 2021/2115	D. 4 des WGL	Ersetzt Art. 56 Paragraph 2 des EWR vom 12.02.2015 und 4 des EWR vom 07.05.2015 über die gekoppelte Stützung
Kapitel 10 - Tierbesatz		Begriff, der im Zusammenhang mit mehreren von der Wallonischen Region im Rahmen der GAP eingeführten Maßnahmen eine Rolle spielt.	
Kapitel 11 - Saatdichte		Begriff, der im Zusammenhang mit mehreren von der Wallonischen Region im Rahmen der GAP eingeführten Maßnahmen eine Rolle spielt.	
Kapitel 12 - Bekämpfung invasiver Pflanzenarten		Bestimmungen, die im Zusammenhang mit der Anwendung der Bedingungen mehrerer von der Wallonischen Region im Rahmen der GAP eingeführter Maßnahmen relevant sind.	
Kapitel 13 - Betriebsregister		Ein Begriff, der im Zusammenhang mit mehreren von der Wallonischen Region im Rahmen der GAP eingeführten Maßnahmen eine Rolle spielt.	Ersetzt Kapitel 15 des EWR vom 12.02.2015.

Kapitel 14 - Zahlungen	Art. 18 Absatz 1 der VO 2021/2115	Notwendige Bestimmungen, um die Zahlungen der von der Wallonischen Region im Rahmen der GAP eingeführten Beihilfen zu regeln.	
Abschnitt 3 - Konditionalität	Artikel 12 und 13 VO 2021/2115	D.243 Absatz 1 Ziffer 3, D.249 Absatz 1, D.250, D.251 und D.263 des WGL	Ersetzt den EWR vom 27.08.2015 über die Cross-Compliance

Der vorliegende Bericht geht auf die nachstehenden Bemerkungen des Staatsrats ein.

2. STELLUNGNAHME DES STAATSRATES (Stellungnahme 72808/4) vom 6. Februar 2023

Am 22. Dezember 2022 wurde der Staatsrat, Abteilung Gesetzgebung, vom Vizepräsidenten und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren der Wallonischen Region aufgefordert, innerhalb einer bis zum 6. Februar 2023 verlängerten Frist von 30 Tagen * eine Stellungnahme zum Entwurf eines Erlasses der Wallonischen Regierung betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität abzugeben.

Der Entwurf wurde am 6. Februar 2023 von der vierten Kammer geprüft. Die Kammer setzte sich zusammen aus Martine BAGUET, Kammerpräsidentin, Luc CAMBIER und Bernard BLERO, Staatsräte, Sébastien VAN DROOGHENBROECK und Marianne DONY, Beisitzer, und Charles Henri VAN HOVE, Schriftführer.

Der Bericht wurde von Benoît JADOT, erster Prüfer und Abteilungsleiter, vorgestellt.

Die Stellungnahme, deren Wortlaut nachfolgend wiedergegeben wird, wurde am 10. Dezember 2020 abgegeben.

* Per E-Mail vom 23. Dezember 2023.

Da das Ersuchen um eine Stellungnahme auf der Grundlage von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze „über den Staatsrat“ gestellt wird, beschränkt die Abteilung Gesetzgebung ihre Prüfung auf die Rechtsgrundlage des

Entwurfs, auf die Zuständigkeit des Verfassers des Rechtsakts und auf die Erfüllung der vorausgehenden Formalitäten, gemäß Artikel 84 Absatz 3 der genannten koordinierten Gesetze.

Zu diesen drei Punkten gibt der Entwurf Anlass zu folgenden Überlegungen.

VORBEMERKUNG

Wie in der Mitteilung an die Regierung betont wird, ist der Entwurf insofern von Bedeutung, als er darauf abzielt, die Wallonische Regelung an die Entwicklung der europäischen Regelung, insbesondere im Bereich der Konditionalität, anzupassen.

Nach den Grundsätzen der Gesetzestechnik ist ein Bericht an die Regierung angebracht, wenn er zum guten Verständnis der neuen Vorschriften beiträgt, insbesondere wenn diese technisch oder komplex sind¹.

Der Delegierte des Ministers wurde aufgefordert, einen solchen Bericht zu erstellen, und übermittelte der Regierung eine neue Version der Mitteilung. Daraus sollten die relevanten Elemente entnommen und durch eine nützliche Beschreibung des Rechtsrahmens und insbesondere seiner Verbindung mit dem GAP-Strategieplan ergänzt werden, der Gegenstand des Durchführungsbeschlusses der Kommission vom 5. Dezember 2022 „zur Genehmigung des GAP-Strategieplans 2023–2027 von Belgien/Wallonien für die Unterstützung der Union aus dem Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft und aus dem Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums“, war, um den Bericht an die Regierung zu erstellen, der zusammen mit dem Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden wird.

Diesem Bericht an die Regierung wird auch die vom Beauftragten des Ministers übermittelte Tabelle mit der Umsetzung der EU-Verordnung und der Rechtsgrundlage der verschiedenen Unterabschnitte des Textes beigefügt, die wesentlich zur Verständlichkeit des geplanten Erlasses beiträgt.

ALLGEMEINE BEMERKUNGEN

1.1. Artikel 4 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 „mit Vorschriften über die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und vom Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne)“, und zur Aufhebung der Verordnungen (EU) Nr. 1305/2013 und (EU) Nr. 1307/2013 verpflichtet die Mitgliedstaaten, „in ihren GAP-

¹ Grundsätze der Gesetzestechnik - Leitfaden zur Ausarbeitung von Gesetzestexten und Rechtsvorschriften, www.conseildetat.be, Reiter „Gesetzestechnik“, Empfehlung °Nr. 3.14.c).

Strategieplänen die Definitionen der Begriffe „landwirtschaftliche Tätigkeit“, „landwirtschaftliche Fläche“, „beihilfefähige Hektarfläche“, „aktiver Landwirt“, „Junglandwirt“ und „neuer Landwirt“ sowie die einschlägigen Bedingungen gemäß diesem Artikel anzugeben“.

Diese verschiedenen Definitionen sind jeweils in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 1, 41, Artikel 13 Paragraph 1 Artikel 20 bis 23, Artikel 24 und Artikel 25 des Entwurfs enthalten.

1.2.1. Der Begriff „landwirtschaftliche Fläche“ wird in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 41 des Entwurfs definiert, der gemäß Artikel 4 Absatz 3 der Verordnung (EU) 2021/2115 die Begriffe „Ackerland“, „Dauerkulturen“ und „Dauergrünland“ verwendet.

1.2.2. Der Begriff „Ackerland“ wird in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 44 des Entwurfs näher erläutert. Auf die Frage, ob diese Definition alle Elemente der Definition in Artikel 4 Absatz 3 Buchstabe a der Verordnung (EU) 2021/2115 enthält, antwortete der Delegierte des Ministers:

„In der Tat definiert der Erlassentwurf der Wallonischen Regierung den Begriff Ackerland wie folgt: „für den Anbau landwirtschaftlicher Kulturpflanzen genutzte Flächen oder für den Anbau landwirtschaftlicher Kulturpflanzen verfügbare, aber brachliegende Flächen“. Diese Definition ist in Verbindung mit Artikel 68 Paragraph 1 Absatz 3 des Entwurfs eines Erlasses der Wallonischen Regierung zu lesen, wonach Ackerland, das im Rahmen des GLÖZ 8 stillgelegt wird, weiterhin als Brachland gilt. Die anderen in Artikel 4 Absatz 3 Buchstabe a der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 genannten Bestimmungen sind im Rahmen dieses Erlasses nicht relevant“.

Der Bericht an die Regierung wird darlegen, wie die Verknüpfung von Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 44 und 68, Paragraph 1 Absatz 3 – insofern er von Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 33 abweicht – des Entwurfs die korrekte Umsetzung der Verordnung (EU) 2021/2115 sicherstellt.

1.2.3. Der Begriff „Dauerkulturen“ wird in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 15 des Entwurfs definiert, der Artikel 4 Absatz 3 Buchstabe b der Verordnung (EU) 2021/2115 entspricht und „Dauergrünland“ ausschließt, „Dauerweiden“ jedoch nicht. Es ist richtig, dass Artikel 4 Absatz 3 Buchstabe c derselben Verordnung den Begriff „Dauerweiden“ in den Begriff „Dauergrünland“ einbezieht. Die Definition des letztgenannten Begriffs in Artikel 2 Paragraph 1 Ziffer 33 des Entwurfs scheint jedoch nicht genau mit der Definition in Artikel 4 Absatz 3 Buchstabe c der Verordnung (EU) 2021/2115 übereinzustimmen. Laut dem Delegierten des Ministers:

„Wie viele Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 bietet auch Artikel 4 Absatz 3 Buchstabe c den Mitgliedstaaten einen erheblichen Handlungsspielraum. Im Rahmen der Definition von „Dauergrünland“, besteht die gemeinsame Anforderung darin, dass diese Flächen „zur Erzeugung von Gras oder anderen Grünfütterpflanzen (natürlich oder eingesät) genutzt werden und seit mindestens fünf Jahren nicht Teil der Fruchtfolge des Betriebs sind“. Der Rest dieser Bestimmung ist fakultativ: Es ist allein Sache der Mitgliedstaaten zu entscheiden, ob sie

den Begriff Dauergrünland auf andere Flächen ausdehnen wollen oder nicht. Die Wallonische Region hat sich dafür entschieden, den Begriff auf „Flächen, die von jeder in diesem Absatz genannten Art bedeckt sind und die den etablierten örtlichen Gepflogenheiten unterliegen und auf denen Gras und andere Grünfütterpflanzen traditionell nicht vorherrschen oder nicht vorhanden sind“ auszudehnen. Die Kriterien für diesen Begriff werden im Entwurf des Ministeriellen Erlasses zur Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung näher erläutert“.

Diese Erläuterungen sollten in den Bericht an die Regierung aufgenommen werden, der unter anderem in Bezug auf die Verbindung mit dem Entwurf des Ministeriellen Erlasses „zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom ...(Datum) betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität“, der unter der Nummer 72.801/4 eingetragen und gemäß Artikel 84 Paragraph 4 Absatz 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat gestrichen wurde, erstellt werden soll.

1.3. Der Begriff „beihilfefähige Hektarfläche“ ist in Artikel 13 Paragraph 1 des Entwurfs definiert. Diese scheint jedoch nicht vollständig mit derjenigen in Artikel 4 Absatz 4 der Verordnung (EU) 2021/2115 übereinzustimmen. Laut dem Delegierten des Ministers:

„Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe a Satz 1 der Verordnung wird über Artikel 13 des Entwurfs des Regierungserlasses umgesetzt. Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe a zweiter Satz der Verordnung wird über die Artikel 2 Paragraph 2 und 3, Artikel 3 Paragraph 2 und Artikel 4 Absatz 2 des Entwurfs des Ministeriellen Erlasses zur Ausführung des Regierungserlasses umgesetzt. Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe b Unterabsatz 1 Ziffer i und ii der Verordnung wird über Artikel 18 des Entwurfs des Regierungsbeschlusses umgesetzt. Der in Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe b Unterabsatz 1 Ziffer iii genannte Punkt erfordert angesichts der in der Wallonischen Region umgesetzten Öko-Regelungen keine besondere Bestimmung: Die Öko-Regelungen werden genau für die zulässigen Hektar gewährt. Was Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe c Ziffer i betrifft, so war die Anwendung der Richtlinien 92/43/EWG, 2009/147/EG und 2000/60/EG auf eine landwirtschaftliche Fläche nie ein Hindernis für ihre als förderfähige Hektarfläche. Jede landwirtschaftliche Fläche, die die Kriterien für eine beihilfefähige Hektarfläche erfüllt, wird akzeptiert, unabhängig davon, ob sie als Natura-2000-Gebiet eingestuft ist oder nicht. Die Wallonische Region ist von Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe c Ziffer ii, iii und iv nicht betroffen“.

Der Bericht an die Regierung wird sinnvoll ergänzt, um zu erläutern, wie die verschiedenen Definitionen im Entwurf zusammenhängen; da diese Definitionen nicht alle in Kapitel 1 mit dem Titel „Begriffsbestimmungen“ erscheinen, wird die Überprüfung des vorliegenden Entwurfs im Hinblick auf die Verordnung (EU) 2021/2115 und ihre korrekte Umsetzung besonders erschwert. Außerdem wird die Zugänglichkeit der Regelung für die Adressaten dieser Norm nicht erleichtert.

1.4. Der Begriff „Junglandwirt“ wird in Artikel 24 des Entwurfs definiert. Er entspricht dem in Artikel 4 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2021/2115 angegebenen, außer in Bezug auf das Höchstalter. Während diese Verordnung die obere Altersgrenze auf vierzig Jahre

festlegt, lässt der Entwurf einen Landwirt zu, der vierzig Jahre und dreihundertvierundsechzig Tage alt ist. Der Delegierte des Ministers begründete diesen Unterschied wie folgt:

„Hier ging es darum, eine immer wiederkehrende Frage über die Auslegung der Begriffe „obere Altersgrenze zwischen 35 und 40 Jahren“ (Artikel 4 Absatz 6 Buchstabe a) der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021) und „höchstens 40 Jahre“ (Artikel 50 Absatz 2 Buchstabe b) der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 vom 17. Dezember 2013) zu entscheiden. Wir haben entschieden, diese Begriffe als „unter 41“ auszulegen: Wenn die Person unter 41 Jahre alt ist, befindet sie sich noch im 40sten Lebensjahr. Diese Auslegung wurde von der Europäischen Kommission bestätigt.

Der Delegierte des Ministers präziserte in Bezug auf diese Validierung:

„Die Verankerung dieser Auslegung als Rechtsnorm ergibt sich aus ihrer Validierung durch die Europäische Kommission, die gleichzeitig mit der globalen Validierung des „Wallonischen Strategieplans“ im Rahmen der GAP erfolgte. Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf Punkt 4.1.5.4. auf Seite 392 des o.g. Plans, der unter folgendem Link abrufbar ist:

<file:///C:/Users/115009/Desktop/Plan%20strat%C3%A9gique%20PAC%20adapt%C3%A9-8.pdf>.

Diese Erklärungen müssten in den Bericht an die Regierung aufgenommen werden.

2.1. Auf die Frage, was in den Artikeln 50 Paragraf 2, Artikel 58 Paragraf 2, Artikel 72 Paragraf 2 und Artikel 74 die „zuständige Behörde“ ist, antwortete der Delegierte des Ministers wie folgt:

„Die zuständige Behörde ist die Institution, an die die Befugnis zur Durchsetzung der Norm delegiert werden konnte.

Im Rahmen von Artikel 58 Paragraf 2 ist die zuständige Behörde die Zahlstelle. Im Allgemeinen bezieht sich der Verweis auf eine „zuständige Behörde“ auf die Behörde, die für die Anwendung der betreffenden Norm zuständig ist“.

Die Rechtssicherheit gebietet es, dass die zuständige Behörde für jede Bestimmung klar benannt wird.

2.2. Was insbesondere Artikel 72 Paragraf 2 und Artikel 74 betrifft, so wird auf die Bemerkungen zu diesen Artikeln verwiesen.

BESONDERE BEMERKUNGEN

VORBEMERKUNG

Auf die Frage, ob die in Absatz 11 erwähnte Abstimmung mit dem Sektor durch eine Gesetzes- oder Verordnungsnorm vorgeschrieben ist, antwortete der Delegierte des Ministers:

„Diese Abstimmung ist nicht durch eine Gesetzes- oder Verordnungsnorm vorgeschrieben. Ihre Erwähnung in den Präambeln des Entwurfs eines Regierungserlasses und der Gesamtheit der Entwürfe von Erlassen bezüglich der Interventionen, die unter die GAP fallen, wird gestrichen“.

Dieser Absatz wird weggelassen.

BESCHLUSS

Artikel 1

Da diese Bestimmung keinen normativen Charakter hat, würde sie besser in die Einleitung des Berichts an die Regierung passen.

Artikel 2

1. Auf die Frage nach dem Ursprung der Definitionen in Paragraf 1 Ziffer 4 bis Ziffer 7, Ziffer 10, 11, 30, 31, 42 und 43 antwortete der Delegierte des Ministers wie folgt:

„Die Definitionen dieser Begriffe wurden vorgesehen, um die Implikation ihrer Verwendung in dem geplanten Erlass sowie in den Erlassen, die sich auf Maßnahmen im Rahmen der Gemeinsame Agrarpolitik beziehen, zu vereinheitlichen.

Die meisten dieser Definitionen orientieren sich an alten europäischen (v. a. Verordnungen Nr. 1307/2013 vom 17. Dezember 2013 und Nr. 639/2014 vom 11. März 2014) und wallonischen Regelungen (v. a. Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich)“.

Der Bericht an die Regierung sollte durch genaue Hinweise auf die in der Antwort erwähnten Hintergründe ergänzt werden.

2.1. Auf die Frage nach einer Begründung für die Ausnahmen in Paragraf 1 Absatz 2 bis 5 des Entwurfs antwortete der Delegierte des Ministers:

2.2. In Bezug auf Paragraf 1 Absatz 2 „... stellt der Anbau von Pflanzen in Töpfen keine landwirtschaftliche Tätigkeit dar, es sei denn, der Topf ist in die Erde eingelassen“:

„Hierbei handelt es sich um die Übertragung von Leitlinien der Europäischen Kommission zum Begriff der landwirtschaftlichen Tätigkeit in Rechtsnormen. Um als

landwirtschaftliche Tätigkeit zu gelten, ist es erforderlich, dass ein Kontakt oder zumindest ein Kontaktpotenzial zwischen der Pflanze oder ihrem Wurzelwerk und dem lebenden Substrat des Bodens besteht. Diese Anforderung wird beispielsweise nicht erfüllt, wenn der Anbau oberirdisch, in luftdichten Behältern oder in Töpfen erfolgt, die einfach auf den Boden gestellt werden. Diese Klarstellung ist wichtig, da diese Art von Praktiken immer häufiger angewandt wird.“

Im Bericht an die Regierung wird dargelegt, inwiefern diese Definition mit der Logik der Umsetzung der Verordnung (EU) 2021/2115 in Einklang steht.

2.3. In Bezug auf Paragraf 1 Absatz 3 „... gelten Anpflanzungen von Nadelbäumen, die dazu bestimmt sind, gefällt und in unverändertem Zustand in Verkehr gebracht zu werden, einschließlich Weihnachtsbäumen, nicht als Dauerkulturen“:

„Hierbei handelt es sich um die Übertragung von Leitlinien der Europäischen Kommission zum Begriff der landwirtschaftlichen Tätigkeit in Rechtsnormen. Eine der Anforderungen rund um diesen Begriff ist, dass die Kultur „wiederholte Ernten liefert“. Dies ist der Fall bei Obstbäumen und -sträuchern, Baumschulen, Niederwald mit Kurzumtrieb usw. Wenn der Zweck der Tätigkeit darin besteht, Bäume zu pflanzen, die zum Fällen und zur Vermarktung in unverändertem Zustand bestimmt sind, ist diese Anforderung nicht erfüllt, und der Anbau gilt nicht als dauerhaft. Im Gegensatz dazu wird beim Niederwald mit Kurzumtrieb der oberirdische Teil der Pflanzen in regelmäßigen Abständen zerstört, aber auf eine Weise, die das Nachwachsen der Stämme für eine spätere Ernte ermöglicht.

Die besondere Erwähnung von „Weihnachtsbäumen“ soll verhindern, dass diese Kulturen bei den GAP-Beihilfen angemeldet werden, was in der Wallonischen Region häufig praktiziert wird.

Im Bericht an die Regierung wird dargelegt, inwiefern diese Definition mit der Logik der Umsetzung der Verordnung (EU) 2021/2115 in Einklang steht.

2.4. In Bezug auf Paragraf 1 Absatz 4 „... sind Tanks aus Beton oder Plastik, Fischereien, Fischfarmen und Zuchtstätten für Schwimmvögel vom Begriff des Tümpels ausgenommen“:

„Im Rahmen der GAP ist es wichtig, dass der Begriff des Teiches eingeschränkt wird. Dieser Begriff wird im Rahmen der Konditionalität-Regelung (GLÖZ 8) und der Unterstützung von Öko-Regelungen (Öko-Regelung „ökologisches landwirtschaftliches Netzwerk“) verwendet. Diese Bestimmungen verfolgen ein gemeinsames Ziel: den Schutz und die Erhaltung der Artenvielfalt in landwirtschaftlichen Gebieten. Die von der betreffenden Ausnahme erfassten Elemente sind ausgeschlossen, weil sie keine oder sogar negative Auswirkungen auf die Biodiversität haben.“

Diese Klarstellungen werden sinnvollerweise in dem Bericht an die Regierung enthalten sein, dessen Erstellung nahegelegt wird.

2.5. In Bezug auf Paragraph 1 Absatz 5 „... bewahrt der Landwirt den Nachweis auf, dass die Pflanzen in einem Zustand in Verkehr gebracht werden, der sie für eine Wiederbepflanzung geeignet macht“:

„Hierbei handelt es sich um die Übertragung von Leitlinien der Europäischen Kommission zum Begriff der Baumschule in Rechtsnormen. Eine der Anforderungen an diesen Ausdruck ist, dass die aus der Baumschule stammenden Erzeugnisse zur Wiederbepflanzung bestimmt sind oder zumindest das Potenzial zur Wiederbepflanzung aufweisen. Die Forderung, dass der Erzeuger den Nachweis aufbewahren muss, dass die von ihm vermarkteten Setzlinge wieder angepflanzt werden können, soll verhindern, dass Erzeuger, um die GAP-Regeln zu ihren Gunsten zu umgehen, Bäume in Töpfen anpflanzen, sie aber als gefällte Bäume vermarkten, was dem Begriff der landwirtschaftlichen Tätigkeit widerspricht (s. o.).“

Diese Präzisierungen werden sinnvollerweise in dem Bericht an die Regierung enthalten sein, dessen Erstellung nahegelegt wird.

Artikel 3

1. Auf die Bitte, Paragraph 4 zu erläutern, antwortete der Delegierte des Ministers:

„Es handelt sich um eine Übernahme von Artikel 12 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 809/2014 vom 17. Juli 2014, die am 1. Januar 2023 aufgehoben wird. Der Landwirt reicht alle seine Beihilfe- und Zahlungsanträge über ein einheitliches Formular bis zum 30. April eines jeden Jahres ein“.

Auf die Frage, ob die Wiedereinführung dieser aufgehobenen Bestimmung mit der neuen Verordnung vereinbar sei, antwortete der Delegierte des Ministers:

„Die Nichtübernahme dieser Bestimmung in die neuen EU-Regeln ist Teil einer umfassenderen Logik der Vereinfachung der EU-Regeln zur GAP hin zu einer stärkeren Delegation an die Mitgliedstaaten hinsichtlich der Bestimmung des Inhalts sowie der Durchführung der GAP-Interventionen.

Im Rahmen des vorherigen GAP-Programms wurde der Begriff des „Sammelantrags“ insbesondere durch Artikel 72 Absatz 4 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 vom 17. Dezember 2013 und Artikel 12 ff. der Verordnung (EU) Nr. 809/2014 vom 17. Juli 2014 geregelt.

Zum Verbot der Einreichung mehrerer Sammelanträge pro Jahr hieß es in Artikel 12 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 809/2014 vom 17. Juli 2014: „Ein Begünstigter, der einen Antrag auf Hilfe und/oder Unterstützung [...] gestellt hat, darf nur einen Sammelantrag pro Jahr einreichen“.

Im Rahmen der neuen Programmplanung lässt die Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021 den Mitgliedstaaten nun einen erheblichen Spielraum bei der Umsetzung der Systeme zur Beantragung von Beihilfen (siehe insbesondere die Artikel 65, 66, 68 und 69). In diesem Zusammenhang ist die Übernahme des Inhalts von Artikel 12 Paragraph 2 der Verordnung (EU) Nr. 809/2014 vom 17. Juli 2014 in Artikel 3 Paragraph 4 des Entwurfs des Regierungsbeschlusses zu sehen“.

Diese Erläuterungen werden zur Kenntnis genommen.

2. Mit Zustimmung des Delegierten des Ministers wird Paragraf 4 wie folgt formuliert:

„Landwirte reichen pro Jahr einen einzigen Sammelantrag ein“.

Artikel 4

Mit Zustimmung des Delegierten des Ministers werden in Paragraf 1 die Worte „durch die Zahlstelle“ zwischen dem Wort „vorab festgelegten“ und dem Wort „gemäß“ eingefügt.

Artikel 11

Mit Zustimmung des Delegierten des Ministers wird in Ziffer 1 der Verweis auf die Artikel D.20 bis D.24 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft durch den alleinigen Verweis auf Artikel D.22 dieses Gesetzbuchs ersetzt.

Artikel 14

1. Auf die Frage, ob diese Bestimmung mit Artikel 4 Absatz 4 der Verordnung (EU) 2021/2115 vereinbar sei, antwortete der Delegierte des Ministers:

„Eine beihilfefähige Hektarfläche ist so zu definieren, dass sie „jede landwirtschaftliche Fläche des Betriebs umfasst, die in dem Jahr, für das die finanzielle Unterstützung beantragt wird, für eine landwirtschaftliche Tätigkeit genutzt wird oder, wenn die Fläche auch für andere als landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird, im Wesentlichen für landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird.“

Artikel 14 legt die Bedingungen fest, unter denen eine landwirtschaftliche Fläche in der Wallonischen Region als „im Wesentlichen für landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt“ gilt.

Auf die Bitte, diese Antwort zu präzisieren und anzugeben, was dem Paragraf 1 zu Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe a der Verordnung (EU) 2021/2115 hinzugefügt wird, da es nicht so aussieht, als ob von der *am Ende* dieser Bestimmung eröffneten Möglichkeit Gebrauch gemacht wird, antwortete der Delegierte des Ministers wie folgt:

„Der erste Satz von Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe a der Verordnung besagt, dass der Begriff 'beihilfefähige Hektarfläche' so festgelegt wird, dass er die Flächen umfasst, die dem Landwirt zur Verfügung stehen und die aus jeder landwirtschaftlichen Fläche des Betriebs bestehen, die (...) für eine landwirtschaftliche Tätigkeit genutzt wird oder, wenn die Fläche auch für andere als landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird, im Wesentlichen für landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird“.

Diese Bestimmung wird in Artikel 13 und 14 des Entwurfs des Erlasses der Wallonischen Regierung umgesetzt.

In Artikel 13 Paragraph 1 geht es um die allgemeine Definition des Begriffs „beihilfefähige Hektarfläche“ und in Paragraph 2 steht, was unter „dem Landwirt zur Verfügung stehende Fläche“ zu verstehen ist.

Artikel 14, der durch die Artikel 11, 12 und 13 des Entwurfs des Ministeriellen Erlasses umgesetzt wird, befasst sich mit den Bedingungen, die eine Fläche, die auch für andere als landwirtschaftliche Tätigkeiten genutzt wird, erfüllen muss, um als beihilfefähige Hektarfläche zu gelten.

Das in der Wallonischen Region eingeführte System beruht auf folgenden Punkten:

1. Bestimmte nichtlandwirtschaftliche Tätigkeiten werden aufgrund ihrer geringen Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit als mit dem Begriff der beihilfefähigen Hektarfläche vereinbar angesehen. In diesen Fällen, die in Artikel 12 des Ministeriellen Erlasses aufgelistet sind, muss der Landwirt die Behörde lediglich über die nichtlandwirtschaftliche Tätigkeit informieren.
2. Für andere nichtlandwirtschaftliche Tätigkeiten, die stärkere Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit haben, muss bei der Verwaltung eine Genehmigung beantragt werden. Die Kriterien und das Verfahren für die Beantragung einer Genehmigung sind in Artikel 14 Paragraph 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung und in Artikel 11 des Ministeriellen Erlasses vorgesehen. Wird die nichtlandwirtschaftliche Tätigkeit ohne Genehmigung durchgeführt, gilt die betreffende Fläche nicht als beihilfefähige Hektarfläche.
3. Weitere Aktivitäten werden aufgrund ihrer Lage, ihres historischen Kontexts, der begrenzten Verfügbarkeit für landwirtschaftliche Aktivitäten oder des Vorhandenseins von festen Einrichtungen oder Anlagen in jedem Fall als unvereinbar mit dem Konzept der beihilfefähigen Hektarfläche betrachtet. Unter diesen Voraussetzungen wird davon ausgegangen, dass die betreffenden Flächen unzweifelhaft und dauerhaft für andere primäre Zwecke als die landwirtschaftliche Tätigkeit genutzt werden. Diese Aktivitäten sind in Artikel 13 des Ministeriellen Erlasses aufgelistet.

Was den zweiten Satz von Artikel 4 Absatz 4 Buchstabe a der Verordnung betrifft, so wurde dieser zum besseren Verständnis im Zusammenhang mit dem Begriff der landwirtschaftlichen Fläche ausgeführt. Er wird in Artikel 2 Paragraph 2, Artikel 3 Paragraph 2 und Artikel 4 Absatz 3 des Entwurfs des Ministeriellen Erlasses umgesetzt“.

Diese Erläuterungen wurden zur Kenntnis genommen und sollten in den Bericht an die Regierung aufgenommen werden.

2. Auf die Frage, ob Paragraph 2 Ziffer 6 notwendig sei, da nach Paragraph 1 die nichtlandwirtschaftliche Tätigkeit genehmigt werden müsse, antwortete der Delegierte des Ministers:

„Die nichtlandwirtschaftliche Tätigkeit kann von der Zahlstelle eben nicht genehmigt werden, wenn die landwirtschaftliche Fläche Gegenstand einer Verwarnung, einer negativen Stellungnahme oder einer Anordnung zur Erhaltung einer nahe gelegenen archäologischen Stätte ist, die von den zuständigen Verwaltungsbehörden

ausgesprochen wurde, wobei Artikel 14 Paragraf 2 Absatz 1 Ziffer 6 als Leitlinie für die Erteilung einer Genehmigung dient“.

Diese Erläuterungen werden zur Kenntnis genommen.

Artikel 20

Auf die Bitte, die Tragweite von Absatz 1 zu erläutern, insbesondere hinsichtlich der Frage, ob es ausreiche, das Kriterium des Betrags von weniger als 350 Euro zu erfüllen, um als aktiver Landwirt eingestuft zu werden, antwortete der Delegierte des Ministers:

„In der Tat. Diese Bestimmung wird in Anwendung von Artikel 4 Absatz 5 Unterabsatz 2 letzter Satz der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 getroffen.

Im Programm 2014–2020 hat sich die Wallonische Region dafür entschieden, diejenigen automatisch als aktive Landwirte zu betrachten, die lediglich für das Vorjahr Direktzahlungen von nicht mehr als 350 Euro erhalten haben. (Art. 12 EWR 12.02.2015)

Für das Programm 2023–2027 wird jeder Landwirt, der im Vorjahr einen Gesamtbetrag an Direktzahlungen von nicht mehr als 350 Euro erhalten hat, nicht in Bezug auf die Kriterien der landwirtschaftlichen Qualifikation und Tätigkeit sowie die Negativliste kontrolliert werden.

Im Rahmen des derzeitigen GAP entspricht 350 Euro im Großen und Ganzen dem durchschnittlichen Betrag an Direktzahlungen, der in der Wallonischen Region pro Hektar gezahlt werden. Dieser Wert unterscheidet sich nur geringfügig von dem der nächsten GAP, der sich ergibt, wenn man das jährliche Budget für Direktzahlungen im Rahmen der künftigen GAP durch die gesamte landwirtschaftliche Nutzfläche in der Wallonischen Region teilt.

Dies geschieht aus dem Bestreben heraus, die Verwaltung für kleine Beihilfeempfänger zu vereinfachen“.

Diese Erläuterungen wurden zur Kenntnis genommen und werden sinnvollerweise in den Bericht an die Regierung aufgenommen.

Artikel 21

Auf die Frage nach einer Begründung für die Ausnahmen in Absatz 1 Ziffer 3 antwortete der Delegierte des Ministers:

„Die Liste der Dienstleistungen, auf die im oben genannten Artikel Bezug genommen wird, ist in Anwendung von Artikel 4 Absatz 5 Unterabsatz 2 Satz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 [s. 2115] vom 2. Dezember 2021 vorgesehen. Diese Möglichkeit war bereits im vorherigen Teil der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehen

und wurde durch Artikel 9 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 vom 17. Dezember 2013 festgeschrieben.

Es handelt sich um Tätigkeiten, die aufgrund ihrer Art und ihres Umfangs von vornherein als unvereinbar mit der Ausübung einer vollwertigen landwirtschaftlichen Tätigkeit gelten. Diese Liste der ausgeschlossenen Tätigkeiten ist jedoch nicht kategorisch ausschließend: Eine natürliche oder juristische Person, die eine der genannten Tätigkeiten ausübt, hat in jedem Fall die Möglichkeit, nachzuweisen, dass sie trotzdem eine als ausreichend erachtete landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt, wenn sie eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

1° im jüngsten Steuerjahr, für das sie über solche Nachweise verfügt, beläuft sich der Gesamtbetrag der von ihr bezogenen Direktzahlungen auf mindestens 5 % der Gesamteinnahmen aus ihren nichtlandwirtschaftlichen Tätigkeiten;

2° die landwirtschaftlichen Aktivitäten sind bedeutend.

Der Gesetzgebungsabteilung ist nicht klar, ob die getroffene Auswahl relevant ist und was unter „betreibt [...] Dienste“ zu verstehen ist.

Um Rechtssicherheit zu schaffen und die Einhaltung des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung zu gewährleisten, wird die Bestimmung überprüft, die Liste erneut geprüft und ggf. überarbeitet. Zudem wird der Bericht an die Regierung um die diesbezüglich notwendigen Erklärungen ergänzt.

Artikel 25

Auf die Frage, was genau der Begriff „Mitglieder des Partners“ in Ziffer 3 abdeckt, da Artikel 27 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Entwurfs sich auf jemanden bezieht, der „Gesellschafter oder Aktionär des Partners“ ist, ohne dass dieser Begriff a priori im operativen Teil definiert wird, teilte der Delegierte des Ministers mit, dass

„eine Definition dieses Begriffs tatsächlich erforderlich ist.

Die Verwaltungsdienste bemühen sich nach Kräften, eine einheitliche Definition vorzulegen. Derzeit entspricht die Definition: „die im InVeKoS genannte natürliche Person mit dem Status eines hauptberuflichen oder nebenberuflichen Landwirts oder Mitinhabers oder mit dem Status eines Geschäftsführers oder Vorstandsmitglieds einer Gesellschaft“.

Diese Definition muss jedoch noch weiter bearbeitet werden, um der Situation und den EU-Vorschriften bestmöglich gerecht zu werden“.

Diese Erläuterungen werden zur Kenntnis genommen.

Es bleibt jedoch dabei, dass zur Gewährleistung der Vollständigkeit der Regelung eine angemessene Definition des Begriffs enthalten sein muss. Die Klausel wird zu diesem Zweck überarbeitet.

Artikel 28

In Absatz 1 Ziffer 1 antwortete der Delegierte des Ministers auf die Frage, was der in Absatz 1, Ziffer 1 genannte Begriff „Sanitel“ ist, wie folgt:

„Sanitel ist die elektronische Datenbank der Föderalen Agentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette, die in Artikel 2 Paragraf 2 Ziffer 1 des Königlichen Erlasses vom 20. Mai 2022 über die Identifizierung und Registrierung von bestimmten Huftieren, Geflügel, Kaninchen und bestimmten Vögeln erwähnt wird.

Dieser Begriff müsste in Artikel 2 Paragraf 1 Absatz 1 hinzugefügt werden“.

Artikel 2 Paragraf 1 wird in diesem Sinne ergänzt.

Artikel 33

1. Auf die Frage, ob der Begriff „Nichtigkeit“ in Paragraf 1 Absatz 3 angemessen sei und ob es nicht zumindest angebracht wäre, den Satz so zu überarbeiten, dass sich diese „Nichtigkeit“ auf die Eintragung und nicht auf die Anbaumaßnahmen, die Arbeiten und die Daten der Ein- und Ausstallung der Tiere beziehe, antwortete der Delegierte des Ministers:

„Tatsächlich kann eine Umformulierung von Paragraf 1 Absatz 3 in Betracht gezogen werden, um den Begriff Nichtigkeit auf verspätete Eintragungen in das Betriebsregister anzuwenden“.

2. Der Delegierte des Ministers stimmt zu, dass in Paragraf 2 die Worte „die Landschaftselemente“ durch die Worte „die Landschaftsmerkmale“ ersetzt werden, da diese in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 30 des Entwurfs genannt sind.

Artikel 50

Auf die Frage, ob das Verbot des Verbrennens gemäß Anhang III der Verordnung (EU) 2021/2115 nicht auf Stoppelfelder beschränkt werden sollte, antwortete der Delegierte des Ministers:

Den Mitgliedstaaten steht es frei, strengere als die in den GLÖZ aufgenommenen Standards zu wählen, wenn sie das gleiche Ziel verfolgen (Artikel 13 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021^[2]). Die diesbezügliche Norm, die sich mit dem Thema Klimawandel befasst, zielt darauf ab, das Niveau der organischen Substanz im Boden zu erhalten.

Daher wurden der Vollständigkeit halber auch Stroh und andere Ernterückstände, welche Kohlenstoffquellen sind, in Artikel 50 aufgenommen“.

Diese Erläuterungen werden in den Bericht an die Regierung eingefügt und es wird erläutert, inwiefern diese zusätzlichen Anforderungen „weder diskriminierend noch

²Dort heißt es nämlich: „In Bezug auf die in Anhang III aufgeführten Hauptziele können die Mitgliedstaaten zusätzliche Normen festlegen, die über die in diesem Anhang in Bezug auf diese Hauptziele vorgesehenen Normen hinausgehen. Solche zusätzlichen Standards sind weder diskriminierend noch unverhältnismäßig und entsprechen den ermittelten Bedürfnissen“.

unverhältnismäßig“ sind und „den ermittelten Bedürfnissen entsprechen“, da andernfalls die Anforderungen der Verordnung (EU) 2021/2115 missverstanden werden könnten.

Artikel 51 und 52

Auf die Frage, ob der Landwirt nicht automatisch den erwähnten Bestimmungen des Wassergesetzbuches unterliege, antwortete der Delegierte des Ministers:

„Der Landwirt unterliegt in der Tat automatisch den Bestimmungen des Wassergesetzbuches. Es ist jedoch zu unterscheiden zwischen dieser Frage und der Einbeziehung dieser Bestimmungen als Teil der Grundanforderungen an die Betriebsführung nach EU-Recht (GAB) im Rahmen der Konditionalität-Regelung. Die Einbeziehung der betreffenden Bestimmungen des Wassergesetzbuches in die Konditionalität-Regelung hat zur Folge, dass ihre Nichteinhaltung gemäß Artikel 12 der Verordnung (EG) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 Verwaltungsanktionen nach sich zieht. Diese erfolgen in Form von Kürzungen der Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik.

Von diesen Verwaltungsanktionen im Rahmen der Konditionalität-Regelung bleiben die Sanktionen bei Verstößen gegen die in den GAB aufgeführten Rechts- und Verwaltungsvorschriften unberührt.

Diese Erläuterungen werden dem Bericht an die Regierung hinzugefügt.

Wie der Beauftragte des Ministers feststellt, gelten diese Erläuterungen auch für die in den Artikeln 77 bis 83 genannten Normen.

Artikel 56

Auf die Frage nach der Bedeutung von Paragraph 1 antwortete der Delegierte des Ministers:

„Das bedeutet, dass die Kultur am 1. Januar des Jahres auf dem Land vorhanden sein muss. Es würde nicht akzeptiert, wenn der Landwirt zwar gesät hat, aber die Kultur nicht vorhanden ist (z. B. vernichtet wurde oder nicht aufgegangen ist)“.

Diese Erläuterungen werden dem Bericht an die Regierung hinzugefügt.

Artikel 65

Auf die Frage, wie die Ausnahmen in Absatz 2 zu begründen seien, antwortete der Delegierte des Ministers wie folgt:

„Es handelt sich dabei um eine Ausnahme, die durch eine in der Landwirtschaft praktizierte Vorgehensweise diktiert wird, die sich durch einen häufigen Austausch von Parzellen zwischen Landwirten, sehr oft mittels mündlicher Vereinbarungen, äußert. Aus diesen Gründen ist es oft unmöglich, den verantwortlichen Landwirt zu

identifizieren, wenn die Flächenwidmung eines Grundstücks nicht eingehalten wurde, vor allem, wenn der Verstoß bereits viele Jahre zurückliegt.

Um dieser Tatsache Rechnung zu tragen, sieht der Entwurf des Artikels 65 vor, dass der Besitz einer Parzelle, die vor 2013 (2006 in Bezug auf Natura-2000-Gebiete) nicht dem Sektorenplan zugewiesen wurde, für den Landwirt, der sie bewirtschaftet, irrelevant ist“.

Diese Erläuterungen werden dem Bericht an die Regierung hinzugefügt.

Artikel 72 und 74

Artikel 72 Paragraph 2 lautet wie folgt:

„Jede Zerstörung topografischer Besonderheiten ist verboten, es sei denn, es liegt eine Städtebaugenehmigung vor oder, in Ermangelung einer solchen, die zuständige Behörde hat dies genehmigt; folgende Vorgänge sind verboten: [...]“.

Artikel 74 lautet:

„Sofern nicht durch eine Städtebaugenehmigung oder andernfalls durch die zuständige Behörde genehmigt [...]“.

Auf die Frage, welche Behörde für die Erteilung der Genehmigung zuständig ist, wenn keine Städtebaugenehmigung erforderlich ist, erklärte der Delegierte des Ministers, dass es sich dabei um die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie handelt.

Im Interesse der Rechtssicherheit und im Anschluss an die allgemeine Bemerkung 2 sollten diese Bestimmungen so formuliert werden, dass deutlich wird, dass unter der Voraussetzung, dass keine Städtebaugenehmigung erforderlich ist, die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie die für die Genehmigung zuständige Behörde ist.

Artikel 85

Wie bereits von der Abteilung Gesetzgebung in Erinnerung gerufen, ist die Rückwirkungsfreiheit von Verwaltungsakten aufgrund eines allgemeinen Rechtsgrundsatzes die Regel. Eine Rückwirkung kann jedoch gerechtfertigt sein, wenn sie gesetzlich zulässig ist. Liegt keine gesetzliche Erlaubnis vor, kann sie nur ausnahmsweise zugelassen werden, wenn sie insbesondere für die Kontinuität des öffentlichen Dienstes oder für die Regulierung einer Sach- oder Rechtslage erforderlich ist und wenn sie die Anforderungen der Rechtssicherheit und die individuellen Rechte respektiert.

Auf die Frage, ob er nachweisen könne, dass die so definierte Notwendigkeit im vorliegenden Fall gegeben sei, und ob der Verfasser des Entwurfs sicherstellen werde, dass alle

Erlasse, auf die der vorliegende Entwurf verweist, zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Entwurfs auch tatsächlich in Kraft sind, antwortete der Delegierte des Ministers:

„1. Im Rahmen des vorliegenden Entwurfs eines Erlasses der Wallonischen Regierung ist es aus mehreren Gründen angebracht, vom allgemeinen Grundsatz der Rückwirkungsfreiheit abzuweichen.

Zunächst einmal enthält der Erlass die Anforderungen und Standards, die unter die Konditionalität-Regelung fallen. Da ihre Einhaltung während des gesamten Kalenderjahres der Einreichung des Beihilfe- oder Zahlungsantrags gefordert wird, um Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erhalten, zielt die Rückwirkungsfreiheit hier darauf ab, zu verhindern, dass Landwirte in Widerspruch zu den europäischen Rechtsvorschriften geraten (Artikel 84 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 vom 2. Dezember 2021).

In dieser Hinsicht entspricht das rückwirkende Inkrafttreten des vorliegenden Textentwurfs auch dem Bemühen um Gerechtigkeit zwischen den Empfängern von Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik. Da die unter die Konditionalität-Regelung fallenden Anforderungen und Standards während des gesamten Kalenderjahres kontrolliert werden können, erscheint es nicht gerechtfertigt, dass ein im Januar kontrollierter Begünstigter schlechter gestellt wird als ein anderer Begünstigter, der später im Jahr kontrolliert wird.

Zweitens: Da der vorliegende Entwurf eines Erlasses der Wallonischen Regierung Bestimmungen enthält, die im Rahmen mehrerer Interventionen der Gemeinsamen Agrarpolitik anwendbar sind, ist es von wesentlicher Bedeutung, dass er spätestens zu dem Zeitpunkt in Kraft tritt, zu dem die ersten Erlasse zu diesen Interventionen in Kraft treten. Im vorliegenden Fall wurde das Inkrafttreten mehrerer Erlasse zu Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik auf den 1. Januar 2023 festgelegt.

Angesichts der Fülle und Komplexität der betreffenden Bestimmungen sowie der Bedeutung, die sie in finanzieller Hinsicht für eine große Zahl von Landwirten in der Wallonie haben, waren die im vorliegenden Erlassentwurf festgelegten Regeln im Laufe des Jahres 2022 Gegenstand einer intensiven Kommunikationskampagne bei den Landwirten und den repräsentativen Strukturen und Organisationen des Sektors. Im Sinne der Voraussehbarkeit von Verwaltungsakten ist es daher von wesentlicher Bedeutung, dass die vorgelegten Regeln genau mit den im vorliegenden Erlassentwurf festgelegten Regeln identisch sind und ab dem Inkrafttreten des neuen Teils der Gemeinsamen Agrarpolitik, d. h. ab dem 1. Januar 2023, gelten.

2. Wie bereits erwähnt, ist vorgesehen, dass die meisten Erlassentwürfe zu den Maßnahmen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zum 1. Januar 2023 in Kraft treten. Aus diesem Grund ist es wichtig, dass der vorliegende Erlassentwurf zeitgleich in Kraft tritt“.

Diese Erläuterungen werden in den Bericht an die Regierung eingefügt.

DER SCHRIFTFÜHRER

DER PRÄSIDENT

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/41432]

23 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) 2022/126 van de Commissie van 7 december 2021 tot aanvulling van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad met aanvullende eisen voor bepaalde interventietypes die de lidstaten in het kader van die verordening in hun strategisch GLB-plan voor de periode 2023-2027 uitwerken, alsmede regels voor het aandeel in het kader van norm 1 inzake een goede landbouw- en milieuconditie (GLMC);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2022/1173 van de Commissie van 31 mei 2022 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.31, D.61, D.241 tot D.243, D.249, eerste lid, D.250, D.251 en D.263, §§ 1 en 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 augustus 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het rapport van 18 november 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 15 december 2022;

Gelet op advies 72808/4 van de Raad van State, gegeven op 6 februari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Deel 1. — Doel

Artikel 1. Dit besluit stelt regels vast betreffende :

1° de definities van begrippen die van toepassing zijn in het kader van de interventies van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

2° de verzamelaanvraag;

3° de overdracht van volledige bedrijven;

4° hectaren die die voor de regeling van rechtstreekse betalingen in aanmerking komen en daarbinnen subsidiabele arealen;

5° de begrippen van actieve landbouwer, jonge landbouwer en nieuwe landbouwer;

6° de oprichting van het Vestigingscomité dat advies moet uitbrengen over de praktische ervaring van de landbouwers die steun aanvragen;

7° de toepassing van maximumaantallen hectaren of dieren op houders van rechtspersonen, verenigingen of vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid;

8° de modaliteiten voor de berekening van de veebezetting ;

9° de gewichten aan zaden die gewoonlijk worden gebruikt voor de inzaai van planten in zuivere teelt;

10° het bedrijfsregister;

11° de gemeenschappelijke modaliteiten voor de betaling van de steun in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

12° de conditionaliteit.

Deel 2.—Gemeenschappelijke begrippen voor de interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteitHOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit besluit, de uitvoeringsbesluiten ervan en, tenzij anders bepaald, alle besluiten met betrekking tot interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, wordt verstaan onder:

1° landbouwactiviteit: de activiteit gedefinieerd in artikel D.3, 1°, van het Waalse landbouwwetboek, met inbegrip van het onderhoud van het landbouwareaal in een staat die het geschikt maakt voor beweiding of teelt, zonder voorbereidende handelingen die verder gaan dan het gebruik van gewone landbouwpraktijken en gewone landbouwmachines;

2° administratie: de administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek;

3° landbouwer: landbouwer in de zin van artikel D.3, 4°, van het Waals Landbouwwetboek;

4° geïsoleerde bomen: de volgende elementen:

a) de opmerkelijke bomen;

b) inheemse bomen waarvan de kroon op meer dan vijf meter van een andere boom, struik of heester staat, waarvan de stamomtrek, gemeten op anderhalve meter hoogte, ten minste veertig centimeter bedraagt en waarvan de kroon een diameter van ten minste vier meter heeft, behalve in geval van snoei.

5° dichtstbijzijnde bomen: bomen met de volgende kenmerken:

a) hun kroon heeft een diameter van ten minste vier meter, behalve in geval van snoei;

b) hun kroon bevindt zich binnen vijf meter van elke andere boom, struik of heester en op meer dan vijf meter van een heg;

c) hun kroon sluit niet aan op de kroon van een andere boom, struik of heester;

d) zij bevinden zich niet in de continuïteit van bomen in rij;

6° opmerkelijke bomen: de bomen bedoeld in artikel R.IV.4.7 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

7° geïsoleerde struiken en heesters: struiken en heesters van inheemse soorten die ten minste anderhalve meter hoog zijn en op meer dan vijf meter van andere bomen, struiken of heesters staan;

8° besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;

9° GLMC: de goede landbouw- en milieuconditie van grond bedoeld in de artikelen 12 en 13 en opgenomen in bijlage III van verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

10° akkerranden: arealen die grenzen aan een bouwland dat door dezelfde landbouwer wordt geëxploiteerd en waarvan de grasbedekking verschilt van die van het bouwland. Er mogen bomen, struiken of heesters aanwezig zijn;

11° bosjes: groepen bomen of struiken die op korte afstand van elkaar zijn geplant zodat zij een dicht struikgewas vormen met de volgende kenmerken:

a) zij bestaan hoofdzakelijk uit bomen of struiken van inheemse soorten ;

b) zij mogen niet groter zijn dan 30 are;

c) zij hebben een minimale breedte van tien meter tussen de buitenste poten;

d) de afstand tussen de kronen van de bomen of struiken bedraagt ten hoogste vijf meter;

e) zij bestaan uit ten minste drie bomen of struiken die niet op een rij staan; 12° veebezetting: het aantal grootvee-eenheden (GVE) per oppervlakte-eenheid ;

13° informatieve codes: door de administratie vastgestelde codes die in het verzamelaanvraagformulier worden gebruikt om informatie te verstrekken over de geografische ligging, het gebruik of andere fysieke of agronomische kenmerken van een perceel;

14° waterloop: de waterlopen bedoeld in artikel D.2, 19°bis, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

15° blijvende teelten: niet in de vruchtwisseling opgenomen teelten van gewassen, andere dan blijvend grasland en blijvend weiland, die de grond gedurende ten minste vijf jaar in beslag nemen en die geregeld een oogst opleveren, met inbegrip van boomkwekerijen en hakhout met korte omlooptijd;

16° steunaanvraag: de aanvraag om een bijdrage of steun voor een interventie in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

17° betalingsaanvraag: de door een landbouwer ingediende aanvraag om toekenning van een betaling in het kader van meerjarige verbintenissen uit hoofde van een onder het gemeenschappelijk landbouwbeleid vallende interventie;

18° de verzamelaanvraag: de verzamelaanvraag in de zin van artikel D.3, 13°, van het Waalse Landbouwwetboek;

19° RBE's: uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen bedoeld in artikel 12 en opgenomen in bijlage III bij Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

20° inheemse soorten: de soorten vermeld in bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 8 september 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot toekenning van subsidies voor de aanplanting van heggen, houtwallen, boomgaarden, bomenrijen en voor het onderhoud van knotbomen;

21° bedrijven: de bedrijven in de zin van artikel 3, 2), van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

22° meststoffen: meststoffen in de zin van artikel R.188, 14°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

23° grachten: natuurlijke of kunstmatige depressies met een maximale breedte van twee meter tussen de punten waar de helling wordt onderbroken, bestemd voor de afvoer van afvloeiings- of drainagewater, met uitzondering van elementen waarvan de structuur uit beton bestaat;<0}

24° heggen en bomen in rij: groepen bomen of struiken die op korte afstand van elkaar zijn geplant, zodat een dicht struikgewas ontstaat met de volgende kenmerken:

a) zij bestaan uit bomen of struiken van inheemse soorten ;

b) zij zijn ten minste tien meter lang, met inbegrip van openingen van ten hoogste vijf meter tussen de kronen van de bomen of struiken;

c) zij hebben een maximale breedte van tien meter tussen de buitenste voeten;

25° gras of andere kruidachtige voedergewassen: kruidachtige planten die traditioneel in natuurlijk grasland voorkomen of normaliter in zaadmengsels voor grasland worden opgenomen, ongeacht of zij voor het weiden van dieren worden gebruikt;

26° vijvers: oppervlakken van stilstaande wateren met een minimale oppervlakte van vijftientig vierkante meter tussen 1 november en 31 mei en een maximale oppervlakte van dertig are;

27° leden van een partner: de houders, natuurlijke personen of rechtspersonen die in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS) zijn geïdentificeerd;<0}

28° betaalorgaan: het betaalorgaan in de zin van artikel D.3, 25°, van het Waals Landbouwwetboek;

29° rechtstreekse betalingen: betalingen die worden toegekend in het kader van de interventies als bedoeld in titel III, hoofdstuk II, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

30° percelen landbouwgrond: aaneengesloten stukken grond van ten minste één are die door één enkele landbouwer zijn aangegeven en die, behalve in het geval van gediversifieerde tuinbouw, bestemd zijn voor de productie van één enkel gewas of, in het geval dat een afzonderlijke aangifte van het gebruik van een oppervlakte die deel uitmaakt van een gewasgroep vereist is, de oppervlakten waar dit specifieke gebruik plaatsvindt;

31° partners: de partners in de zin van artikel 1, 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015;

32° topografische kenmerken: heggen en bomen in rij, geïsoleerde bomen, dichtstbijzijnde bomen, bosjes, grachten, taluds en vijvers;

33° kwekerijen: de volgende arealen met jonge houtachtige planten in de openlucht, bestemd om later te worden verplant:

a) wijnstokken en moederplanten;

b) fruitbomen en kleinfruitgewassen;

c) sierbomen en -heesters;

d) bosplanten voor commercieel gebruik (exclusief de in het bos gelegen bosboomkwekerijen voor de eigen behoefte van het bedrijf);

e) bomen en heesters ter beplanting van tuinen, parken, straten en wegbermen, taluds, alsmede onderstammen en jonge zaailingen hiervan.

34° pesticiden: de producten bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 10 juli 2013 tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;

35° blijvend grasland: de volgende landbouwgronden die ten minste vijf jaar lang geen deel uitmaken van de gewasrotatie van het bedrijf:

a) grond bestemd voor de productie van gras of andere kruidachtige voedergewassen, zowel ingezaaid als natuurlijk, waarop de grasbedekking overheerst;

b) begraaft land dat deel uitmaakt van de gangbare plaatselijke praktijken, waar de kruidachtige deklaag niet overheerst;

36° Verordening (EU) 2021/2115 van 2 december 2021: Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

37° Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021: Verordening (EU) 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

38° Verordening (EU) nr. 2022/2016 van 7 december 2021: Gedelegeerde Verordening (EU) 2022/126 van de Commissie van 7 december 2021 tot aanvulling van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad met aanvullende eisen voor bepaalde interventietypes die de lidstaten in het kader van die verordening in hun strategisch GLB-plan voor de periode 2023-2027 uitwerken, alsmede regels voor het aandeel in het kader van norm 1 inzake een goede landbouw- en milieuconditie (GLMC);

39° Sanitel: het geautomatiseerde gegevensbestand van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels;

40° GBCS: het geïntegreerd beheers- en controlesysteem bedoeld in Titel II, Hoofdstuk I, Afdeling 1 van het Waalse Landbouwwetboek;<0}

41° site met een hoge biologische waarde: een geografische eenheid bestaande uit een geheel van homogene habitat- of biotoop-eenheden die op minder dan 600 meter van elkaar liggen en waar ten minste één zeldzame, bedreigde of beschermde soort of ten minste één zeldzame, bedreigde of beschermde habitat als bedoeld in de artikelen 2, 2bis en 3, §§ 1 en 2, 3°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud voorkomt;

42° Natura 2000-locaties: Natura 2000-locaties in de zin van artikel 1bis, 18°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud ;

43° voornaamste ecologische structuur: het gecumuleerde areaal van de Natura 2000-locaties en van de sites met een hoge biologische waarde;

44° landbouwareaal: om het even welke grond die wordt gebruikt als bouwland, als blijvend grasland of voor blijvende teelten;

45° hakhout met korte omlooptijd: arealen die zijn beplant met bomen van bossoorten die van de stronk kunnen worden verwijderd en waarvan de oogstcyclus ten hoogste acht jaar bedraagt en waarvan de plantdichtheid ten minste 1000 bomen per hectare bedraagt;

46° taluds: stukken land met een helling van dertig tot negentig graden, met een minimumhoogte van een halve meter en aan de boven- en onderkant begrensd door een breuk in de helling;

47° bouwland: grond die voor de teelt van gewassen wordt gebruikt of daarvoor beschikbaar is, maar braak ligt;

48° grootvee-eenheid of "GVE": de referentie-eenheid waarmee een aggregatie van vee van verschillende soorten en leeftijden gemaakt kan worden aan de hand van specifieke coëfficiënten die aanvankelijk opgemaakt zijn op basis van de voedingsbehoeften van elk type dier.

Voor de toepassing van lid 1, 1°, is het kweken van planten in potten geen landbouwactiviteit, tenzij de pot wordt ingegraven.

Voor de toepassing van lid 1, 15°, worden aanplantingen van harsachtige bomen die bestemd zijn om te worden gekapt en als zodanig te worden verhandeld, met inbegrip van kerstbomen, niet beschouwd als blijvende teelten.

Voor de toepassing van lid 1, 26°, worden tanks van beton of kunststof, visserijen, viskwekerijen en palmoederijen uitgesloten van het begrip vijvers. Vijvers kunnen worden aangesloten op het Waalse hydrografische netwerk.

Voor de toepassing van lid 1, 33°, behoudt de landbouwer het bewijs dat de planten in de handel worden gebracht in een toestand die ze geschikt maakt voor herbepanting.

Voor de toepassing van lid 1, 35°, wordt de grasbedekking als overwegend beschouwd wanneer gras en andere kruidachtige voedergewassen meer dan 50% van het subsidiabele areaal van het perceel in de zin van de artikelen 15 tot en met 18 beslaan.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 bepaalt de Minister :

1° de criteria om het landbouwareaal in een zodanige staat te houden dat het geschikt is voor beweiding of teelt in de zin van paragraaf 1, eerste lid, 1°;

2° aanvullende criteria waaraan arealen met een grasbedekking van meer dan 50% en minder dan 90% moeten voldoen om te worden beschouwd als blijvend grasland in de zin van paragraaf 1, eerste lid, 35°, a) ;

3° het begraasbaar land dat deel uitmaakt van de gangbare plaatselijke praktijken, waar de kruidachtige deklaag niet overheerst in de zin van paragraaf 1, eerste lid, 35°, b);

4° de lijst van in aanmerking komende bossoorten voor hakhout met korte omlooptijd in de zin van paragraaf 1, eerste lid, 45°.

HOOFDSTUK 2. — *Verzamelaanvraag*

Art. 3. § 1. Overeenkomstig artikel D.28 van het Waalse Landbouwwetboek dienen landbouwers die steun aanvragen, jaarlijks via één verzamelaanvraag een steunaanvraag en eventueel een betalingsaanvraag in voor interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

De verzamelaanvraag wordt ingediend via een geospatiaal aanvraagformulier, dat beschikbaar is in het geïnformatiseerd loket voor interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, dat door de administratie ter beschikking wordt gesteld.

De verzamelaanvraag gaat vergezeld van de bewijsstukken die het betaalorgaan desgevallend in de verzamelaanvraag opeist, overeenkomstig artikel D.30, § 4, van het Waals Landbouwwetboek. Zij worden verzonden volgens de door de Minister vastgestelde procedures.

§ 2. Het betaalorgaan stelt de nodige steun ter beschikking en verleent op verzoek kosteloos bijstand aan de aanvrager.

§ 3. De aanvrager houdt zich aan de bij of krachtens dit besluit vastgestelde termijnen, onverminderd de interventie of bijstand van het betaalorgaan overeenkomstig paragraaf 2.

De aanvrager is verantwoordelijk voor de aanvragen, verbintenissen en overeenkomsten die hij aangaat en voor de juistheid van de door hem verstrekte gegevens, niettegenstaande de tussenkomst van het betaalorgaan.

§ 4. De landbouwers dienen één enkele verzamelaanvraag per jaar in.

§ 5. Het betaalorgaan stelt de landbouwer in kennis van de ontvangst van de verzamelaanvraag en, in voorkomend geval, van de vertraging bij de indiening ervan.

Art. 4. Het geospatiale aanvraagformulier wordt voorgevuld door het betaalorgaan overeenkomstig artikel 69, § 3, van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021.

De aanvrager past het geospatiale aanvraagformulier uiterlijk op de uiterste datum voor indiening van de verzamelaanvraag aan wanneer zich op zijn bedrijf wijzigingen hebben voorgedaan of wanneer de daarin vervatte informatie onjuist is.

Art. 5. § 1. Wijzigingen in de verzamelaanvraag worden aangebracht via het daartoe bestemde geospatiale aanvraagformulier.

Het betaalorgaan stelt de nodige steun ter beschikking en verleent op verzoek bijstand aan de aanvrager.

De aanvrager houdt zich aan de bij of krachtens dit besluit vastgestelde termijnen, onverminderd de interventie van het betaalorgaan .

De aanvrager is verantwoordelijk voor de aanvragen, verbintenissen en overeenkomsten die hij aangaat en voor de juistheid van de door hem verstrekte gegevens, niettegenstaande de tussenkomst van het betaalorgaan.

Het betaalorgaan stelt de aanvrager in kennis van de inwilliging of afwijzing van wijzigingsverzoeken via het door de administratie beschikbaar gestelde geïnformatiseerde loket voor interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

§ 2. In geval van een door het betaalorgaan op basis van een algemene beoordeling van het dossier erkende kennelijke fout kunnen de verzamelaanvraag en de bewijsstukken te allen tijde na de indiening ervan worden gecorrigeerd en aangepast, mits de aanvrager te goeder trouw heeft gehandeld.

In geval van een door het betaalorgaan geconstateerde kennelijke fout wordt de aanvrager daarvan in kennis gesteld en wordt hem een voorstel tot correctie toegezonden. Indien binnen tien dagen na ontvangst van dit voorstel geen reactie is ontvangen, wordt de voorgestelde correctie geacht te zijn aanvaard.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde wijzigingen zijn niet toegestaan wanneer het betaalorgaan de aanvrager in kennis heeft gesteld van zijn voornemen om een controle ter plaatse te verrichten of wanneer bij die controle een geval van niet-naleving aan het licht komt.

Het in lid 1 bedoelde verbod geldt alleen voor het gedeelte van het document waarop de niet-naleving betrekking heeft.

Art. 6. De Minister bepaalt de termijnen voor de indiening van de verzamelaanvraag en de wijzigingen daarvan.

Art. 7. Het betaalorgaan ontvangt de bewijsstukken indien deze worden ingediend overeenkomstig de door de Minister vastgestelde procedures.

Art. 8. § 1. De verzamelaanvraag en de ingediende documenten kunnen te allen tijde geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken, hetzij schriftelijk, hetzij via het door de administratie ter beschikking gestelde geïnformateerde loket voor interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde intrekking is niet toegestaan wanneer het betaalorgaan de aanvrager in kennis heeft gesteld van zijn voornemen om een controle ter plaatse te verrichten of wanneer bij die controle een geval van niet-naleving aan het licht komt.

Het in lid 1 bedoelde verbod geldt alleen voor het gedeelte van het document waarop de niet-naleving betrekking heeft.

Art. 9. § 1. Elk landbouwperceel van het bedrijf wordt door de landbouwer in zijn verzamelaanvraag aangegeven volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen D.28 tot D.32 van het Waals Landbouwwetboek.

Het areaal van de grond die door de landbouwer wordt uitgebaat, wordt jaarlijks aangegeven, met inbegrip van het areaal dat buiten het grondgebied van het Waalse Gewest wordt uitgebaat.

§ 2. Voor percelen die hij van seizoen tot seizoen niet meer uitbaat, verstrekt de landbouwer op verzoek informatie over de identiteit van de eigenaar of de nieuwe exploitant. Bij gebreke daarvan worden de betrokken percelen geacht nog steeds deel uit te maken van het bedrijf.

Art. 10. Indien verscheidene landbouwers hetzelfde perceel aangeven, wordt de steunaanvraag voor dat perceel voor alle betrokken landbouwers geschorst totdat de identiteit is vastgesteld van de landbouwer die over het perceel beschikt.

Art. 11. Het betaalorgaan onderzoekt de ontvankelijkheid van de verzamelaanvraag.

De verzamelaanvraag is ontvankelijk als de aanvrager :

1° geïdentificeerd is bij het betaalorgaan in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, overeenkomstig artikel D.22 van het Waals Landbouwwetboek;

2° houder is van een productie-eenheid als bedoeld in artikel D.3, 35°, van het Waalse landbouwwetboek, gelegen op Belgisch grondgebied;

3° de verzamelaanvraag binnen de gestelde termijnen indient.

HOOFDSTUK 3. — *Overdracht van bedrijven*

Art. 12. Indien een bedrijf na de uiterste datum voor de indiening van de verzamelaanvraag volledig door een landbouwer aan een andere landbouwer wordt overgedragen, wordt aan de overnemer geen steun of steun toegekend voor het overgedragen bedrijf.

De door de overdrager aangevraagde steun of betaling wordt aan de overnemer toegekend onder de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° de betalingsrechten als basisinkomenssteun worden eveneens overgedragen;

2° de overnemer stelt het betaalorgaan in kennis van de overdracht en dient vóór de uiterste datum voor de indiening van de verzamelaanvraag een verzamelaanvraag in;

3° de overnemer bezorgt alle door de bevoegde instantie van de administratie vereiste documenten;

4° alle voorwaarden voor de toekenning van de steun zijn vervuld wat het overgedragen bedrijf betreft.

Zodra de overnemer het betaalorgaan heeft geïnformeerd en overeenkomstig paragraaf 2, 2°, een verzamelaanvraag heeft ingediend:

1° worden alle rechten en verplichtingen van de overdrager overgedragen aan de overnemer ;

2° worden alle handelingen die nodig zijn voor de toekenning van de steun en de verklaringen die de overdrager vóór de overdracht heeft afgelegd, toegerekend aan de overnemer;

3° wordt het overgedragen bedrijf, in voorkomend geval, voor het betrokken jaar van de aanvraag als een afzonderlijk bedrijf beschouwd.

Voor de toepassing van dit artikel dient te worden verstaan onder:

1° overdracht van een bedrijf: verkoop of verhuur of een soortgelijke transactie waarbij de betrokken productie-eenheden betrokken zijn;

2° overdrager: de landbouwer wiens bedrijf wordt overgedragen aan een andere landbouwer;

3° overnemer: de landbouwer aan wie het bedrijf wordt overgedragen.

HOOFDSTUK 4 — Voor de regeling van de rechtstreekse betalingen subsidiabele hectaren en daarbinnen subsidiabele arealen

Afdeling 1. — Voor de regeling van de rechtstreekse betalingen subsidiabele hectaren

Art. 13. § 1. Onder “subsidiabele hectare” wordt verstaan elk landbouwareaal waarover de landbouwer beschikt en die gedurende het hele kalenderjaar, behoudens overmacht of uitzonderlijke omstandigheden, voor landbouwdoeleinden wordt gebruikt of, indien de grond ook voor niet-landbouwactiviteiten wordt gebruikt, hoofdzakelijk voor landbouwdoeleinden wordt gebruikt.

§ 2. Een landbouwareaal wordt geacht ter beschikking van de landbouwer te staan wanneer er een rechtsbetrekking bestaat tussen het areaal en de landbouwer.

Het bewijs van de rechtsbetrekking kan door de administratie worden verlangd.

De Minister kan bepalen in welke situaties het bewijs van de rechtsbetrekking door de administratie kan worden verlangd.

Behalve in geval van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden staan de aangegeven arealen op een door de Minister vastgestelde datum ter beschikking van de landbouwer.

Art. 14. § 1. Voor de toepassing van artikel 13, § 1, wordt een landbouwareaal dat ook voor niet-landbouwactiviteiten wordt gebruikt, geacht hoofdzakelijk voor landbouwactiviteiten te worden gebruikt indien de landbouwer toestemming heeft gekregen om er de niet-landbouwactiviteit uit te oefenen.

§ 2. De vergunning bedoeld in paragraaf 1 wordt verleend indien:

1° zij betrekking heeft op niet-landbouwactiviteiten die door hun intensiteit, aard, duur en tijdstip de uitoefening van een landbouwactiviteit niet in het gedrang brengen;

2° de in deel 3 bedoelde verplichtingen, eisen en normen worden nageleefd;

3° de agronomische waarde van het landbouwareaal op korte, middellange of lange termijn niet wordt aangetast door het niet-agrarische gebruik ervan;

4° de niet-landbouwactiviteit van uitzonderlijke aard is, in de tijd is beperkt en op specifieke data plaatsvindt die via de vergunningsaanvraag aan het betaalorgaan zijn meegedeeld;

5° het betrokken landbouwareaal niet het voorwerp is van een door de bevoegde administratieve overheden uitgebrachte waarschuwing, verwittiging ongunstig advies ter bescherming van het betrokken gebied en van de plaatselijke flora en fauna;

6° het landbouwareaal niet het voorwerp is van een door de bevoegde administratieve overheden uitgebrachte waarschuwing, ongunstig advies of bevel tot behoud van een nabijgelegen archeologische site.

Met betrekking tot het bepaalde in het eerste lid, 5° en 6°, verklaart de aanvrager, om de vergunning te verkrijgen voor het niet-agrarisch gebruik van landbouwarealen, op erewoord dat de betrokken arealen niet het voorwerp uitmaken van door de bevoegde autoriteiten uitgebrachte waarschuwingen of ongunstige adviezen. De Minister kan de bewijsmiddelen vaststellen op grond waarvan de vereisten, bedoeld in het eerste lid, 5° en 6°, kunnen worden geacht te zijn vervuld.

Voor de toepassing van het eerste lid bepaalt de Minister:

1° de lijst van de subsidiabele niet-landbouwactiviteiten en de voorwaarden waaronder deze mogen worden uitgeoefend;

2° de procedure m.b.t. de toekenning van vergunningen.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1 kan de Minister voorzien in een lijst van activiteiten die wegens hun geringe impact op de landbouwactiviteit zijn toegestaan mits voorafgaande kennisgeving aan de administratie.

§ 4. De Minister kan een lijst opstellen van arealen die worden geacht niet hoofdzakelijk voor landbouwdoeleinden te worden gebruikt in de zin van paragraaf 1.

Afdeling 2. — Bepaling van de subsidiabele en niet-subsidiabele arealen binnen subsidiabele hectaren

Art. 15. Het subsidiabele areaal van de subsidiabele hectare voldoet gedurende het hele kalenderjaar aan de vereisten van de artikelen 16 tot en met 18.

Art. 16. § 1. De volgende elementen worden opgenomen in het subsidiabele areaal van een landbouwareaal op voorwaarde dat hun breedte niet meer dan twee meter bedraagt:

1° waterlopen;

2° grachten;

3° muren.

§ 2. Binnen een landbouwareaal zijn de arealen die worden ingenomen door de volgende elementen niet subsidiabel:

1° paden;

2° kunstmatige constructies;

3° stortingen van mest, landbouwproducten en diverse producten;

4° puinhellingen;

5° arealen waar grondwerken of belangrijke wijzigingen van het bodemreliëf plaatsvinden die een negatieve invloed hebben op de landbouwactiviteit.

De Minister kan voor de in lid 1 bedoelde elementen aanvullende criteria vaststellen met betrekking tot het areaal, de duur of enig ander kenmerk ervan.

§ 3. De op grond van de toepassing van de paragrafen 1 en 2 als niet-subsidiabel aangemerkte arealen worden van het landbouwareaal afgetrokken.

Art. 17. Een bebost perceel landbouwgrond is subsidiabel indien het voldoet aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de boomdichtheid bedraagt minder dan honderd bomen per hectare;

2° de aanwezigheid van bomen brengt de uitoefening van een landbouwactiviteit niet in gevaar.

In afwijking van het eerste lid worden fruitbomen tot het subsidiabele areaal van het landbouwareaal gerekend, ongeacht hun plantdichtheid.

Art. 18. Alle topografische elementen die onder GLMC-norm 8 vallen en in de artikelen 67 tot en met 75 ten uitvoer worden gelegd, maken deel uit van het subsidiabele areaal van het perceel landbouwgrond.

HOOFDSTUK 5. — *Actieve landbouwer*

Art. 19. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° landbouwer die steun aanvraagt : de natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke of rechtspersonen die voor een bepaald jaar steun aanvraagt;

2° totaalbedrag aan rechtstreekse betalingen : het totaalbedrag aan rechtstreekse betalingen dat een landbouwer ontvangt, berekend op basis van de Europese en Waalse reglementeringen die van kracht zijn in het jaar van toekenning en zonder rekening te houden met de toepassing van eventuele administratieve sancties;

3° inkomsten: bruto inkomsten vóór aftrek van belastingen;

4° inkomsten uit landbouwactiviteiten: inkomsten die de steunaanvrager heeft behaald met zijn landbouwactiviteiten, met inbegrip van de Europese, nationale of regionale landbouwsteun die voor zijn landbouwactiviteiten is toegekend;

5° inkomsten uit niet-landbouwactiviteiten: andere inkomsten dan die uit landbouwactiviteiten.

Voor de toepassing van paragraaf 1, 4°, worden inkomsten uit de verwerking van landbouwproducten, in de zin van artikel D.3, 26°, van het Waalse landbouwwetboek, van het bedrijf beschouwd als inkomsten uit landbouwactiviteiten op voorwaarde dat de steunaanvrager eigenaar blijft van de verwerkte producten en dat de verwerking leidt tot een ander landbouwproduct

Art. 20. In het kader van een in een bepaald kalenderjaar ingediende steunaanvraag wordt een landbouwer die steun aanvraagt en die in het voorgaande jaar een totaalbedrag aan rechtstreekse betalingen van niet meer dan 350 euro heeft ontvangen, geacht een actieve landbouwer te zijn.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt, het totaalbedrag aan rechtstreekse betalingen, indien de landbouwer die steun aanvraagt in het voorgaande jaar geen steunaanvraag heeft ingediend, gesimuleerd door het aantal subsidiabele hectaren dat de landbouwer die steun aanvraagt in het jaar van indiening van zijn aanvraag heeft aangegeven, te vermenigvuldigen met het in het voorgaande jaar bepaalde gemiddelde bedrag aan rechtstreekse betalingen per hectare.

Het gemiddelde bedrag aan rechtstreekse betalingen per hectare wordt bepaald door het voor een bepaald jaar vastgestelde regionale maximum te delen door het totale aantal subsidiabele hectaren dat in datzelfde jaar in het Waalse Gewest is aangegeven.

Art. 21. Een landbouwer die steun aanvraagt en niet onder artikel 20 valt, wordt beschouwd als een actieve landbouwer indien hij voldoet aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° hij is ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen ;

2° hij heeft een kwalificatie met een landbouworientatie of, bij ontstentenis daarvan, minstens drie jaar ervaring of een getuigschrift van nascholing type B;<0}

3° hij exploiteert geen van de volgende diensten:

a) luchthavens;

b) gevangnissen en andere penitentiaire inrichtingen;

c) spoorwegdiensten;

d) vastgoeddiensten;

e) adviesbureaus op het gebied van bedrijfsvoering en ander management;

f) waterleidingbedrijven;

g) bedrijven die bemiddelen bij de aankoop, verkoop en verhuur van goederen;

h) permanente sport- en recreatieterreinen.

Voor de toepassing van het eerste lid bepaalt de Minister:

1° de lijst van de in aanmerking komende kwalificaties met een landbouworientatie;

2° het bewijs van ten minste drie jaar ervaring.

Een landbouwer die steun aanvraagt, wordt geacht een activiteit als bedoeld in paragraaf 1 uit te oefenen, 3°, indien hij een overeenkomstige activiteit registreert bij de Kruispuntbank van Ondernemingen of indien andere verificerbare bewijzen dit aantonen.

Art. 22. § 1. In afwijking van artikel 21, eerste lid, 3°, en mits naleving van de voorwaarden, vermeld in artikel 21, eerste lid, 1° en 2°, wordt een landbouwer die steun aanvraagt geacht een actieve landbouwer te zijn indien hij aantoont dat hij voldoet aan een van de volgende voorwaarden:

1° in het meest recente fiscale jaar waarover hij beschikt, bedraagt het totale bedrag aan rechtstreekse betalingen dat hij ontvangt ten minste 5% van het totale inkomen uit zijn niet-landbouwactiviteiten ;

2° zijn landbouwactiviteiten zijn niet verwaarloosbaar.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, worden landbouwactiviteiten niet als verwaarloosbaar beschouwd indien de totale inkomsten uit die activiteiten in het laatste belastingjaar waarvoor bewijs van die activiteiten voorhanden is, ten minste 33% van de totale inkomsten in datzelfde jaar bedragen.

§ 2. Om aan te tonen dat hij aan een van de in paragraaf 1, eerste lid, 1°, bedoelde voorwaarden voldoet, legt de landbouwer die steun aanvraagt het betaalorgaan een bewijsstuk voor met de totale ontvangsten uit zijn niet-landbouwactiviteiten en een door een boekhouder afgegeven attest.

Om aan te tonen dat hij voldoet aan de voorwaarde, bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, legt de landbouwer die steun aanvraagt, het betaalorgaan een bewijsstuk voor met de totale ontvangsten uit zijn landbouwactiviteiten en het totaal van alle in hetzelfde belastingjaar ontvangen ontvangsten, alsmede een door een boekhouder afgegeven attest.

Art. 23. Wanneer de partner een rechtspersoon of een groepering natuurlijke of rechtspersonen is, voldoet ten minste een van de leden ervan aan de criteria om als actieve landbouwer te worden beschouwd.

De Minister bepaalt de kenmerken van de leden voor wie de criteria om als actieve landbouwer te worden beschouwd, kunnen worden beoordeeld.

HOOFDSTUK 6. — *Jonge landbouwer*

Art. 24. Voor alle interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid wordt onder jonge landbouwers verstaan natuurlijke personen die op het ogenblik van de indiening van de verzamelaanvraag:

- 1° niet ouder zijn dan veertig jaar en driehonderdvierenzestig dagen;
- 2° voor het eerst enig bedrijfshoofd of niet-enig bedrijfshoofd zijn;
- 3° houder zijn van een kwalificatie met een landbouworientatie.

Voor de toepassing van het eerste lid bepaalt de Minister:

- 1° de criteria voor het definiëren van de begrippen enig bedrijfshoofd of niet-enig bedrijfshoofd;
- 2° de lijst van de in aanmerking komende kwalificaties met een landbouworientatie ;
- 3° de lijst van de leden van de partner aan wie de criteria kunnen worden getoetst;
- 4° het bewijs van ten minste drie jaar ervaring.

HOOFDSTUK 7. — *Nieuwe landbouwer*

Art. 25. Voor alle interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid wordt onder nieuwe landbouwers verstaan natuurlijke personen die op het ogenblik van de indiening van de verzamelaanvraag:

- 1° ouder zijn dan veertig jaar en driehonderdvierenzestig dagen;
- 2° voor het eerst enig bedrijfshoofd of niet-enig bedrijfshoofd zijn;
- 3° houder zijn van een kwalificatie met een landbouworientatie of, bij ontstentenis daarvan, ten minste tien jaar ervaring hebben.

De eerste vestiging als bedrijfshoofd vindt plaats binnen de twee kalenderjaren voorafgaand aan het aanvraagjaar.

Voor de toepassing van het eerste lid bepaalt de Minister:

- 1° de criteria voor het definiëren van de begrippen enig bedrijfshoofd of niet-enig bedrijfshoofd;
- 2° de lijst van de in aanmerking komende kwalificaties met een landbouworientatie;
- 3° de lijst van de leden van de partner aan wie de criteria kunnen worden getoetst;
- 4° het bewijs van ten minste drie jaar ervaring.

HOOFDSTUK 8. — *Vestigingscomité*

Art. 26. § 1. Er wordt een Vestigingscomité opgericht, hierna het Comité genoemd, dat bestaat uit:

- 1° een personeelslid van het betaalorgaan belast met het secretariaat ;
- 2° een deskundige in de landbouweconomie;
- 3° drie technische deskundigen die de verschillende technische en economische oriëntaties vertegenwoordigen.

De personen hebben erkende kennis inzake landbouw en landbouwopleiding.

Bij elke volledige vernieuwing van de leden van het Comité doet de administratie een oproep tot kandidaatstelling. Deze oproep wordt gepubliceerd op de website van het Waalse Gewest. Zij vermeldt de toe te kennen mandaten, de termijnen voor het indienen van de kandidaturen en het adres voor het ontvangen van de post.

De leden van het Comité worden op de voordracht van de Minister door de Waalse Regering benoemd voor een verlengbare termijn van drie jaar.

De voorzitter en de ondervoorzitter worden onder de leden benoemd door de Minister.

De Regering kan in de loop van een mandaat nieuwe leden aanwijzen nadat het Comité posten vacant verklaard heeft.

Het Comité kan in het kader van zijn werken elke persoon die het wil horen en die bijzondere vaardigheden en kennis heeft i.v.m. het door hem behandelde dossier uitnodigen.

Voor elk lid, benoemt de Regering een plaatsvervanger op basis van dezelfde procedure die voorzien is voor een lid. De plaatsvervanger vervangt het afwezige of verhinderde lid.

§ 2. De Minister bepaalt het huishoudelijk reglement van het comité.

De leden van het Comité hebben recht op 80 euro per bijgewoonde zitting en op de terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig de voor de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst vastgestelde schaal.

In functie van de beschikbare begrotingsmiddelen kan de Minister in januari van elk jaar de in lid 2 bepaalde bedragen indexeren door deze bedragen te vermenigvuldigen met de gezondheidsindex van januari van het voorgaande jaar, gedeeld door de gezondheidsindex van januari 2022.

HOOFDSTUK 9. — *Toepassing van maximumaantallen hectaren of dieren op houders van rechtspersonen, verenigingen of vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid*

Art. 27. § 1. Indien in een besluit betreffende een interventie in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid een maximumaantal hectaren of dieren wordt vastgesteld, wordt dit op het niveau van de houders van rechtspersonen, verenigingen of partnerschappen zonder rechtspersoonlijkheid beoordeeld op basis van hun aandelen, de verdeling van het gebruiksrecht of hun bijdragen aan de activiteit van de partner onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

- 1° de partner valt onder artikel 29 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen;
- 2° de titularis neemt een onbeperkte verantwoordelijkheid op zich voor de verplichtingen van de partner;
- 3° de titularis heeft bijgedragen tot de versterking van de landbouwstructuren van de partner;
- 4° de titularis is een lid vennoot of aandeelhouder van de partner.

5° de titularis oefent zijn activiteit uit in hoofdberoep of, in voorkomend geval, als meewerkende echtgenoot.

De aandelen in de activiteit worden geëvalueerd naar rato van de gebruiksrechten gebracht in of bestemd voor de activiteit, rekening houdend met de overdrachten of verkrijgingen van deze aandelen op de dag van de steunaanvraag.

De gebruiksrechten worden begrepen als alle rechten die aan de titularis van het recht de mogelijkheid geven om het betrokken goed te gebruiken.

§ 2. De Minister bepaalt :

1° een berekeningsmethode van de bestemming van de hectaren of dieren van de partner aan de titularissen voor de toepassing van het maximaal aantal hectaren of dieren vermeld in paragraaf 1 die van toepassing zijn op het niveau van de titularissen in uitvoering van paragraaf 1;

2° een ramingsmethode van de gebruiksrechten.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 1 betekent "titularis" de titularis in de zin van artikel 1, 7° van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015.

HOOFDSTUK 10. — *Veebezetting*

Art. 28. Wanneer een besluit betreffende een interventie in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid voorziet in de berekening van een gemiddelde veebezetting, wordt deze voor een bepaald kalenderjaar op bedrijfsniveau berekend op basis van de volgende gegevens:

1° wat runderen betreft, het gemiddelde van de dagelijkse gegevens uit "Sanitel";

2° wat paardachtigen betreft, het aantal dieren aangegeven door de landbouwer in zijn verzamelaanvraagformulier voor het betrokken jaar;

3° wat geiten, schapen, hertachtigen en kameelachtigen betreft, de jaarlijkse inventaris betreffende de identificatie en registratie van schapen, geiten, hertachtigen en kameelachtigen.

Voor de berekening van de veebezetting worden alleen dieren in aanmerking genomen die aan de volgende cumulatieve kenmerken voldoen:

1° zij maken deel uit van de veestapel van het bedrijf van de landbouwer die de steunaanvraag heeft ingediend en, wat paarden betreft, worden zij door de landbouwer aangegeven in zijn verzamelaanvraag voor het betrokken jaar;

2° zij bevinden zich in de productie-eenheid of -eenheden die door de landbouwer in België wordt beheerd en waarop de steunaanvraag betrekking heeft.

Voor de berekening van de veebezetting worden alleen percelen voedergewassen in aanmerking genomen die gelegen zijn op het grondgebied van België, Duitsland, Frankrijk, Luxemburg en Nederland.

De gemiddelde veebezetting wordt bepaald aan de hand van de in artikel 29 bedoelde coëfficiënten.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "voederareaal" verstaan de arealen die zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 18, § 1, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de biologische landbouw.

Art. 29. Wanneer een besluit inzake een interventie in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid voorziet in de berekening van een veebezetting, wordt deze bepaald aan de hand van de volgende coëfficiënten:

1° runderen jonger dan één jaar: 0,4 GVE;

2° runderen van één jaar of ouder en minder dan twee jaar: 0,7 GVE;

3° mannelijke runderen die ten minste twee jaar oud zijn: 1 GVE;

4° vaarzen van twee jaar of ouder: 0,8 GVE;

5° melkkoeien : 1 GVE;

6° andere koeien van twee jaar of ouder: 0,8 GVE;

7° schapen of geiten: 0,1 GVE;

8° de paardachtigen: 0,8 GVE;

9° hertachtigen en kameelachtigen 0,2 GVE.

HOOFDSTUK 11. — *Gewichtspercentage aan zaden*

Art. 30. Wanneer in een besluit betreffende een interventie in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid wordt bepaald dat de samenstelling van een mengsel van planten wordt uitgedrukt door middel van percentages die tot hetzelfde geslacht of dezelfde soort behoren, worden deze percentages gebaseerd op de gewichten aan zaden die gewoonlijk worden gebruikt voor de inzaai van de betrokken planten in zuivere teelt.

De Minister stelt een lijst vast van de gewichten die gewoonlijk worden gebruikt voor de inzaai van planten in zuivere teelt.

HOOFDSTUK 12. — *Bestrijding van invasieve plantensoorten*

Art. 31. In afwijking van de bepalingen van dit besluit, de uitvoeringsbesluiten ervan en, tenzij anders vermeld, van alle besluiten met betrekking tot interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid die voorzien in een verbod op het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen, zijn toegestaan, altijd als laatste redmiddel :

1° plaatselijke behandelingen met een spuitlans of een rugspuit tegen akkerdistel (*Cirsium arvense*), krulzuring (*Rumex crispus*) en Ridderzuring (*Rumex obtusifolius*);

2° lokale behandelingen tegen invasieve vreemde soorten die deel uitmaken van een bestrijdingsplan dat door de overheid wordt uitgevoerd of opgelegd in het kader van het decreet van 2 mei 2019 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten.

Art. 32. In geval van aanwezigheid van Reuzenbalsemien is de vernieling door het maaien, het vermalen of het rooien voor de productie van granen verplicht.

HOOFDSTUK 13. — *Bedrijfsregister*

Art. 33. § 1. Wanneer dit besluit, de uitvoeringsbesluiten ervan of een besluit inzake een interventie in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid voorziet in het bijhouden van een bedrijfsregister, wordt dit ingevuld overeenkomstig het bepaalde in dit artikel.

Het in lid 1 bedoelde bedrijfsregister bevat de teelthandelingen, de verrichte werkzaamheden en, in voorkomend geval, de data waarop de dieren op het perceel zijn binnengebracht en het perceel hebben verlaten.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid worden de teelthandelingen, de verrichte werkzaamheden en de data waarop de dieren zijn binnengekomen en uitgegaan, uiterlijk zeven dagen na de beëindiging ervan in het register genoteerd.

§ 2. De Minister kan een typemodel van bedrijfsregister ter beschikking stellen van de landbouwer. Voor het overige kan het register worden ingedeeld per perceel of in chronologische volgorde wat betreft de teelthandelingen en de data waarop de dieren zijn in- en uitgegaan, en per topografisch kenmerk of in chronologische volgorde wat betreft de verrichte werkzaamheden.

§ 1. De landbouwer kan het bedrijfsregister gebruiken voor andere doeleinden dan de naleving van de interventievoorwaarden en de regels inzake de conditionaliteit.

HOOFDSTUK 14. — *Betalingen*

Art. 34. Op grond van artikel 18, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 ontvangt de landbouwer geen rechtstreekse betaling indien het totale bedrag van de in een bepaald kalenderjaar aangevraagde of toe te kennen rechtstreekse betalingen na de eventuele toepassing van sancties en boetes die voortvloeien uit administratieve controles of controles ter plaatse, met uitzondering van die welke betrekking hebben op de conditionaliteit, minder dan 100 euro bedraagt.

Art. 35. Er vindt geen betaling plaats voordat de administratieve controles en eventuele controles ter plaatse zijn voltooid.

Art. 36. Het bedrag van de gevraagde steunbetaling wordt vastgesteld op basis van de informatie in de verzamelaanvraag en op basis van administratieve controles, toezicht of controles ter plaatse.

Art. 37. Elk jaar stelt het betaalorgaan de landbouwer na betaling van de steun in kennis van het toegekende steunbedrag en, in voorkomend geval, van de berekening van de steun.

Deel 3. Conditionaliteit

TITEL 1. — *Algemene bepalingen*

Art. 38. Overeenkomstig artikel 12 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 is dit deel van toepassing op elke landbouwer die een van de volgende financiële steunmaatregelen ontvangt:

1° rechtstreekse betalingen, toegekend uit hoofde van :

a) het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers;

b) het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2023 betreffende de gekoppelde steun aan eiwithoudende gewassen, vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;

c) het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de eco-regelingen.

2° de jaarlijkse betalingen toegekend krachtens het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor de biologische landbouw;

3° de jaarlijkse betalingen toegekend krachtens het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieuklimaatmaatregelen;

4° de vergoedingen die zijn toegekend krachtens het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende vergoedingen voor gebieden met natuurlijke beperkingen of andere specifieke beperkingen;

5° de agrarische vergoedingen die worden toegekend krachtens het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de agrarische vergoedingen en de bosbouwvergoedingen voor Natura 2000-sites

Art. 39. § 1. De landbouwer leeft de bepalingen van dit deel na van 1 januari tot en met 31 december van elk jaar:

1° in het kader van zijn landbouwactiviteiten ;

2° over het areaal van zijn bedrijf, met inbegrip van de niet voor landbouwproductie gebruikte landbouwarealen;

3° over de andere arealen die hij beheert op het grondgebied van het Waalse Gewest.

§ 2. De landbouwer houdt een bedrijfsregister bij dat overeenkomstig artikel 33 is ingevuld en waaruit blijkt dat aan de in dit deel vastgestelde eisen is voldaan.

De Minister kan de lijst vaststellen van de bewijzen die nodig zijn om na te gaan of aan de vereisten van dit deel is voldaan en die in het register van landbouwbedrijven moeten worden opgenomen.

§ 3. Bij niet-naleving van paragraaf 1 wordt aan de betrokken landbouwer een administratieve sanctie opgelegd die in verhouding staat tot de inbreuk.

Art. 40. In geval van wijziging van de federale of regionale wetgeving tot omzetting van de in titel 2 genoemde EU-richtlijnen, worden de nieuwe voorschriften opgenomen in de voorschriften die in het kader van de conditionaliteit moeten worden nageleefd.

Art. 41. Het betaalorgaan ziet toe op de naleving van de voorschriften van dit deel.

TITEL 2. — De uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen uit hoofde van de EU-wetgeving en normen voor een goede landbouw- en milieuconditie van grond

HOOFDSTUK 1 — Klimaat en milieu

Afdeling 1. — Klimaatverandering

Onderafdeling 1. — Algemene bescherming tegen omschakeling naar andere vormen van agrarisch gebruik om de koolstofvoorraden in stand te houden (GLMC 1)

Art. 42. Voor de toepassing van deze onderafdeling verstaat men onder :

1° jaarlijkse aandeel: het overeenkomstig artikel 48, § 2, eerste lid, van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021 berekende aandeel van blijvend grasland;

1° referentieaandeel: het overeenkomstig artikel 48, § 1, van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021 berekende aandeel van blijvend grasland.

Art. 43. Het betaalorgaan berekent de waarde van het jaarlijkse aandeel uiterlijk op 31 augustus van elk jaar.

Art. 44. § 1. Wanneer het jaarlijkse aandeel met meer dan 2,5% daalt ten opzichte van het referentieaandeel, is het de landbouwers verboden blijvend grasland om te zetten in andere vormen van agrarisch gebruik zonder eerst een individuele omzettingsvergunning te verkrijgen.

Het betaalorgaan stelt de betrokken landbouwers van het in de eerste lid bedoelde verbod in kennis uiterlijk op 15 september van het jaar waarin de daling van het jaarlijkse aandeel met meer dan 2,5 % wordt geconstateerd.

§ 2. Voor de toepassing van lid 1 bepaalt de Minister :

1° de redenen die het verlenen van een individuele omzettingsvergunning kunnen rechtvaardigen ;

2° de procedures voor het indienen van aanvragen voor individuele omzettingsvergunningen;

3° de procedures voor het verlenen van individuele omzettingsvergunningen.

De Minister stelt de lijst vast van de redenen die de verlening van een individuele omzettingsvergunning overeenkomstig paragraaf 1, 1°, kunnen rechtvaardigen.

Art. 45. Wanneer het jaarlijkse aandeel met meer dan 5% daalt ten opzichte van het referentieaandeel, is het de landbouwers verboden blijvend grasland om te zetten in andere vormen van agrarisch gebruik.

Op grond van artikel 48, derde lid, onder 1, van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021 wordt in het in het eerste lid bedoelde geval aan de aangewezen landbouwers een omzetting van bouwland of blijvende teelten in blijvend grasland opgelegd overeenkomstig de door de Minister vastgestelde procedures.

Het betaalorgaan stelt de betrokken landbouwers van het in de eerste lid bedoelde verbod en van de in het tweede lid bedoelde eis in kennis uiterlijk op 15 september van het jaar waarin de daling van het jaarlijkse aandeel met meer dan 5 % wordt geconstateerd.

Onderafdeling 2. — Bescherming van koolstofrijke bodems (GLMC 2)

Art. 46. Voor de toepassing van deze onderafdeling verstaat men onder :

1° para-veengronden: gronden met hetzij een veenhorizont aan de oppervlakte van minder dan veertig centimeter dik, hetzij een veenhorizont die meer dan veertig centimeter van de oppervlakte ligt;

2° veengronden: gronden met een veenhorizont aan het oppervlak van ten minste 40 cm dik;

3° veen: materiaal met ten minste 30% organische stof uit plantenresten, geconserveerd in anaërobe omstandigheden.

Art. 47. § 1. Ploegen of diepe grondbewerking, drainage en wijziging van het bodemreliëf zijn verboden op :

1° percelen landbouwareaal met een van de volgende eigenschappen:

a) veengrond;

b) para-veengrond;

c) een bodem die gekenmerkt wordt door een zeer slechte afwatering, met een gereduceerde horizon;

2° blijvend grasland in gebieden blootgesteld aan een hoog overstromingsrisico door overlopende waterlopen.

De kenmerken van de afwateringsklasse, bedoeld in het eerste lid, 1°, onder c, worden door de Minister vastgesteld.

§ 2. Het betaalorgaan kent voor elk betrokken perceel een informatiecode toe aan de hand van een van de in paragraaf 1 bedoelde kenmerken. De informatiecode wordt aan de landbouwers meegedeeld door middel van het verzamelaanvraagformulier.

Art. 48. Indien de in artikel 47, lid 1, bedoelde eis niet wordt nageleefd, herstelt de landbouwer de oorspronkelijke kenmerken van het perceel.

Zodra is vastgesteld dat de in artikel 47, § 1, bedoelde verplichting niet is nagekomen, stelt het betaalorgaan de betrokken landbouwer onverwijld in kennis van de herstelverplichting en van de datum waarop aan die verplichting moet zijn voldaan. Deze datum mag niet later vallen dan de datum van wijziging van de verzamelaanvraag voor het volgende jaar.

Het betaalorgaan kan per geval specifieke instructies geven die door de betrokken landbouwer moeten worden opgevolgd om de oorspronkelijke kenmerken van het perceel te herstellen.

Art. 49. Regeneratie van het grasland is toegestaan door overzaaien, ondiepe grondbewerking of ondiep ploegen. Wanneer de bedekking van het blijvend grasland ernstig is aangetast, met name in geval van modderstromen of natuurlijke sedimentatie tot een diepte van meer dan tien centimeter, afzettingen of schade veroorzaakt door tijdelijke werken van openbaar nut of schade veroorzaakt door wilde dieren, kan de Minister bij individuele beslissing ook toestemming geven voor het ploegen.

Voor de toepassing van lid 1 wordt onder “ondiep ploegen” verstaan het ploegen tot een diepte van minder dan 15 cm.

Onderafdeling 3. — Behoud van de bodemmineralen (GLMC 3)

Art. 50. Het is de landbouwer verboden stro, riet en andere oogstresten van zijn percelen te verbranden.

In uitzonderlijke gevallen, gerechtvaardigd door fyto-sanitaire motieven, verleent de Minister via een individuele beslissing afwijkingen van het verbod vermeld in het eerste lid.

Afdeling 2. — Water

Onderafdeling 1. — Bestrijding van diffuse bronnen van fosfaatverontreiniging (RBE 1)

Art. 51. De landbouwer neemt de artikelen D.33/3, lid 4, D.42-1 en D.52-1 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, in acht.

Onderafdeling 2. — Bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen (RBE 2)

Art. 52. De landbouwer voldoet aan de eisen voor het duurzame beheer van stikstof in de landbouw die zijn voorgeschreven in Hoofdstuk IV van Titel VII van Boek II van het regelgevend deel van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

De afwijkingen van de in het eerste lid bedoelde eisen, voorgeschreven in Hoofdstuk IV van Titel VII van Boek II van het regelgevend deel van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, zijn geïntegreerd in de regels van de conditionaliteit.

Het betaalorgaan kent een informatiecode toe voor elk perceel dat geheel of gedeeltelijk in een overeenkomstig artikel R.212 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, aangewezen kwetsbare zone ligt. De informatiecode wordt aan de landbouwers meegedeeld via het verzamelaanvraagformulier.

Onderafdeling 3. — Bescherming van waterlopen tegen verontreiniging en afspoeling (GLMC 4)

Art. 53. Het is verboden meststoffen en pesticiden te gebruiken binnen zes meter van de oeverkruinen van de volgende gebieden:

- 1° de waterwegen, bedoeld in artikel D.2, 89°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- 2° de onbevaarbare waterlopen bedoeld in artikel D.2, 20°, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- 3° de niet-geclassificeerde waterlopen bedoeld in artikel D.2, 19°ter, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

Afdeling 3. — Bodem

Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de onderafdelingen 2 en 3

Art. 54. § 1. Het betaalorgaan kent een informatiecode toe aan elk perceel met een hoge, zeer hoge of extreme gevoeligheid voor erosie. De informatiecode wordt via het verzamelaanvraagformulier aan de landbouwers meegedeeld.

§ 2. De landbouwer kan bij het betaalorgaan een aanvraag tot herkwalificatie van de erosiegevoeligheid van een perceel indienen in de volgende situaties:

- 1° een analyse van de bodem van het betrokken perceel van ten hoogste drie jaar geleden, uitgevoerd door een laboratorium dat voldoet aan de door de Minister vastgestelde criteria, wordt bij de aanvraag gevoegd;
- 2° het perceel wordt in twee of meer percelen verdeeld.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, bevat de analyse ten minste de organische-koolstofwaarde, de datum en de precieze plaats van de monsterneming en de naam van het laboratorium.

In het in het eerste lid, 2°, bedoelde geval wordt aan de gecreëerde percelen een nieuwe informatiecode toegekend.

Art. 55. § 1. Indien een landbouwer een identiek gewas teelt op aangrenzende percelen die samen een perceel met een hoge, zeer hoge of extreme erosiegevoeligheid zouden vormen, moet hij op alle betrokken percelen voldoen aan de in de tweede en derde onderafdeling gestelde eisen.

§ 2. Voor de toepassing van lid 1 worden twee teelten geacht verschillend te zijn wanneer :

- 1° ze behoren tot verschillende botanische geslachten;
- 2° één ervan is een braakliggend land;
- 3° één daarvan is land dat bestemd is voor de productie van gras of andere kruidachtige voedergewassen.

Voor de toepassing van dit artikel worden spelt (*Triticum spelta*) en kleine spelt (*Triticum monococcum*) beschouwd als gewassen die gescheiden zijn van tarwe (*Triticum aestivum*).

Onderafdeling 2. — Minimaal beheer van de aarde die een afspiegeling is van de specifieke plaatselijke voorwaarden om de erosie te beperken (GLMC 5)

Art. 56. § 1. Op percelen bouwland met een hoge erosiegevoeligheid die vóór 1 januari met een eenjarig gewas zijn ingezaaid, is het gewas vanaf 1 januari aanwezig.

§ 2. Voor percelen bouwland met een hoge erosiegevoeligheid die na 1 januari met een eenjarig gewas worden ingezaaid, kan de landbouwer kiezen tussen :

- 1° van 1 januari tot 30 juni de aanwezigheid van bodembedekking verzekeren door gebruik te maken van technieken voor het planten van gewassen in een bestaande bedekking;
- 2° op het gehele perceel andere technische innovaties toepassen met erkende resultaten om het risico van erosie te verminderen;
- 3° op percelen met eenjarige gewassen een erosiebestrijdingsstrook aan te leggen die voldoet aan de door de Minister voorgeschreven kenmerken;
- 4° in geval van opgestapelde gewassen, de ophopingen scheiden en een erosiebestrijdingsstrook aanbrengen overeenkomstig 3°.

Art. 57. § 1. Voor percelen bouwland met een zeer hoge erosiegevoeligheid die vóór 1 januari met worden ingezaaid, kan de landbouwer kiezen tussen :

1° van 1 januari tot en met 30 juni de aanwezigheid van een bodembedekker verzekeren door gebruik te maken van technieken voor het planten van gewassen in een bestaande bedekking, behalve indien de bestaande bedekking bestaat uit een wintergraangewas;

2° een erosiebestrijdingsstrook aanleggen overeenkomstig artikel 56, § 2, 3° op percelen met eenjarige gewassen.

§ 2. Voor percelen bouwland met een zeer hoge erosiegevoeligheid die na 1 januari worden ingezaaid, kan de landbouwer kiezen tussen :

1° van 1 januari tot 30 juni de aanwezigheid van bodembedekking verzekeren door gebruik te maken van technieken voor het planten van gewassen in een bestaande bedekking;

2° op het gehele perceel andere technische innovaties toepassen waarvan de erkende resultaten het mogelijk maken het risico van erosie te verminderen, en een anti-erosiestrook aanbrengen overeenkomstig artikel 56, § 2, 3°.

§ 3. Op percelen bouwland met een zeer hoge erosiegevoeligheid is heuvelteelt verboden.

Art. 58. § 1. Ploegen en het planten van eenjarige of meerjarige gewassen zijn verboden op percelen die uiterst gevoelig zijn voor erosie.

Voor de toepassing van lid 1 worden eenjarige of meerjarige gewassen die op 1 januari 2023 in gebruik zijn, uiterlijk op het tijdstip van hun vernietiging of natuurlijke achteruitgang in blijvend grasland omgezet.

§ 1. De minister of de bevoegde overheid kan door middel van individuele beslissingen afwijkingen van de verbodsbepalingen van lid 1 toestaan voor bedrijven waar ten minste 75% van het totale areaal bouwland uiterst gevoelig is voor erosie.

In het in lid 1 bedoelde geval past de landbouwer de bepalingen van artikel 57 toe op al zijn percelen bouwland die zeer gevoelig zijn voor erosie.

§ 3. Regeneratie van het grasland is toegestaan door overzaaien, ondiepe grondbewerking of ondiep ploegen. Wanneer de bedekking van het blijvend grasland ernstig is aangetast, met name in geval van modderstromen of natuurlijke sedimentatie tot een diepte van meer dan tien centimeter, afzettingen of schade veroorzaakt door tijdelijke werken van openbaar nut of schade veroorzaakt door wilde dieren, kan de Minister bij individuele beslissing ook toestemming geven voor het ploegen.

Voor de toepassing van lid 1 wordt onder "ondiep ploegen" verstaan het ploegen tot een diepte van minder dan 15 cm.

Art. 59. De Minister bepaalt :

1° de in de artikelen 56, tweede lid, 1, en 57, eerste en tweede lid, 1, bedoelde technieken voor het aanplanten van gewassen in een bestaande bedekking;

2° andere technische innovaties waarvan de erkende resultaten het mogelijk maken het risico van erosie als bedoeld in de artikelen 56, § 2, 2°, en 57, § 2, 2°, te verminderen.

Art. 60. § 1. Voor percelen met blijvende teelten met een hoge erosiegevoeligheid kan de landbouwer kiezen tussen :

1° zorgen voor de aanwezigheid van ten minste acht op de tien beplante rijen;

2° de aanwezigheid van ten minste drie van de tien beplante rijen verzekeren en een anti-erosiestrook aanbrengen overeenkomstig artikel 56, § 2, 3°.

§ 2. Voor percelen met blijvende teelten met een zeer grote erosiegevoeligheid zorgt de landbouwer voor de aanwezigheid van ten minste acht op de tien beplante rijen en legt hij een erosiebestrijdingsstrook aan overeenkomstig artikel 56, § 2, 3°.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1, 2° en 2 is voor door de Minister aangewezen blijvende teelten een erosiebestrijdingsstrook overeenkomstig artikel 56, § 2, 3°, aanwezig gedurende ten minste de eerste vier jaar na de vestiging van de blijvende teelt.

§ 4. In de in de paragrafen 1, 2 en 3 bedoelde gevallen is de erosiebestrijdingsstrook aanwezig op het tijdstip waarop de blijvende teelt wordt geplant.

In de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde gevallen wordt de erosiebestrijdingsstrook gehandhaafd totdat de blijvende teelt wordt vernietigd. Indien de blijvende teelt vóór 1 juli wordt vernietigd, wordt de erosiebestrijdingsstrook ten minste tot die datum gehandhaafd.

Onderafdeling 3. — Bodembescherming tijdens de meest kwetsbare perioden (GLMC 6)

Art. 61. De landbouwer zorgt ervoor dat van 15 september tot 15 november 80% van het totale bouwlandareaal van het bedrijf bedekt is met vegetatie.

Voor de toepassing van lid 1 worden als plantbedekking van de bodem beschouwd:

residuen van landbouwproducten, op voorwaarde dat zij ten minste 75% van het perceel bedekken;

2° aangegroeide graangewassen en oliehoudende planten, op voorwaarde dat deze op 1 november ten minste 75% van het perceel bedekken;

3° vóór 1 november geplante tussenteelten en secundaire teelten.

Tijdens de in lid 1 bedoelde periode is kale grond toegestaan gedurende een periode van twee weken vóór het planten van een tussenteelt of een secundaire teelt.

Het bepaalde in lid 1 geldt niet voor percelen die vóór 1 januari met een wintergewas zijn ingezaaid om in het daaropvolgende seizoen te worden geoogst of begraaasd.

De voorschriften van lid 1 zijn niet van toepassing op bouwland dat is braakgelegd of bedekt met meerjarige gewassen, gras of andere kruidachtige voedergewassen, op voorwaarde dat de bedekking gedurende de in lid 1 bedoelde periode wordt gehandhaafd.

Art. 62. De landbouwer zorgt van 15 september tot en met 31 december voor een vegetatiebedekking op percelen bouwland met een hoge, zeer hoge of extreme erosiegevoeligheid. De bedekking kan niet worden vernietigd vóór 1 januari van het volgende jaar.

Voor de toepassing van lid 1 worden als bodembedekking beschouwd

- 1° residuen van landbouwproducten, op voorwaarde dat zij ten minste 75% van het perceel bedekken;
- 2° aangegroeide graangewassen en oliehoudende planten, op voorwaarde dat deze op 1 november ten minste 75% van het perceel bedekken;
- 3° vóór 15 november geplante tussenteelten en secundaire teelten.

Tijdens de in lid 1 bedoelde periode is kale grond toegestaan gedurende een periode van twee weken vóór het planten van een tussenteelt of een secundaire teelt.

Het bepaalde in lid 1 geldt niet voor percelen die tijdens de herfst met een wintergewas zijn ingezaaid om in het daaropvolgende seizoen te worden geoogst of begraasd.

De voorschriften van lid 1 zijn niet van toepassing op bouwland dat is braakgelegd of bedekt met meerjarige gewassen, gras of andere kruidachtige voedergewassen, op voorwaarde dat de bedekking gedurende de in lid 1 bedoelde periode wordt gehandhaafd.

Onderafdeling 4. — Behoud van het bodempotentieel (GLMC 7)

Art. 63. § 1. Hetzelfde gewas mag niet langer dan drie jaar op hetzelfde stuk bouwland worden geteeld.

Bovendien wisselt de landbouwer elk jaar van gewas op 35% van het totale areaal bouwland van zijn bedrijf.

§ 2. De voorschriften van lid 1 zijn niet van toepassing op bouwland dat is braakgelegd of bedekt met meerjarige gewassen, gras of andere kruidachtige voedergewassen.

De in lid 1, eerste alinea, vastgestelde eis is niet van toepassing wanneer de landbouwer gedurende verscheidene opeenvolgende jaren op hetzelfde perceel maïs (*Zea mays*) wenst te telen, mits hij tussen elke maisteelt een tussenteelt aanlegt. De tussenteelt moet gedurende ten minste drie maanden na de aanleg ervan in stand worden gehouden.

§ 3. Voor de toepassing van lid 1 is er sprake van een cultuuromslag in de volgende gevallen:

- 1° een teelt volgt op een teelt die tot een ander botanisch geslacht behoort;
- 2° een teelt volgt op of gaat vooraf aan een braakliggend land;
- 3° een gewas volgt op of gaat vooraf aan land dat bestemd is voor de productie van gras of andere kruidachtige voedergewassen.

Voor de toepassing van dit artikel worden spelt (*Triticum spelta*) en kleine spelt (*Triticum monococcum*) beschouwd als gewassen die gescheiden zijn van tarwe (*Triticum aestivum*).

Voor de toepassing van paragraaf 1, tweede lid, wordt de totstandbrenging van tussenteelt tussen twee teelten beschouwd als een verandering van teelt indien deze ten minste drie maanden na de datum van de totstandbrenging wordt gehandhaafd.

Art. 64. Artikel 63, lid 1, is niet van toepassing in de volgende gevallen:

1° meer dan 75% van het bouwland van het bedrijf wordt gebruikt voor de productie van gras of andere kruidachtige voedergewassen, wordt braakgelegd, wordt gebruikt voor de teelt van peulgewassen of wordt gebruikt voor een combinatie van deze toepassingen;

2° meer dan 75% van het in aanmerking komende landbouwareaal van het bedrijf bestaat uit blijvend grasland, wordt gebruikt voor de productie van gras of andere kruidachtige voedergewassen of wordt gebruikt voor een combinatie van deze gebruiksdoeleinden

3° het totale areaal bouwland van het bedrijf bedraagt niet meer dan 10 hectare;

4° de percelen waarvoor de landbouwer houder is van een certificaat overeenkomstig artikel 35 van Verordening (EU) nr. 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad;

Sectie 4. Biodiversiteit en landschappen

Onderafdeling 1. — Behoud van de vogelstand (RBE 3)

Art. 65. Op het grondgebied van het Waalse Gewest houdt de landbouwer zich aan :

- 1° artikel 22, § 2, 3°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud ;
- 2° de bestemmingen die in het gewestplan in het natuurgebied zijn opgenomen;
- 3° de bestemmingen die in het gewestplan in het bosgebied zijn opgenomen.

Lid 1, 3°, is niet van toepassing op percelen die in het gewestplan in het bosgebied zijn opgenomen en vóór een van de volgende data in landbouwareaalen zijn omgezet:

- 1° op 1 januari 2006, voor percelen in Natura 2000-gebieden;
- 2° op 1 januari 2013, voor percelen buiten het Natura 2000-gebied.

Onderafdeling 2. — Instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna (RBE 4)

Art. 66. Voor elk perceel van twee are of meer dat volledig in een Natura 2000-locatie ligt, leeft de landbouwer de voorschriften na die zijn voorgeschreven in de artikelen 2, § 2, 1° en 2°, 2bis, § 2, 1° tot 4°, 2quater, 3, § 2, 1° en 3°, 28, §§ 1 en 4 lid 1, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, alsook de volgende besluiten, uitgevaardigd in uitvoering van artikel 28, §§ 2, 3 en 4, vierde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud:

1° het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk ;

2° het besluit van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn.

3° de aanwijzingsbesluiten van de Natura 2000-locaties:

4° het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties

Voor percelen die gedeeltelijk in een Natura 2000-locatie liggen, is lid 1 alleen van toepassing op het deel van het perceel dat in het Natura 2000-locatie ligt, mits het deel dat in het Natura 2000-locatie ligt een areaal van ten minste twee are beslaat.

Het betaalorgaan kent een informatiecode toe aan elk perceel dat geheel of gedeeltelijk in een Natura 2000-locatie ligt. De informatiecode wordt via het verzamelaanvraagformulier aan de landbouwers meegedeeld.

Onderafdeling 3. — Instandhouding van niet-productieve gebieden of elementen om de biodiversiteit op landbouwbedrijven te vergroten (GLMC 8)

Art. 67. § 1. De landbouwer besteedt ten minste 4% van het bouwland van zijn bedrijf aan niet-productieve gebieden of elementen

In afwijking van lid 1 bedraagt, wanneer de landbouwer ten minste 4% van het bouwland van zijn bedrijf gebruikt voor vanggewassen of stikstofbindende gewassen die zonder gebruik van gewasbeschermingsmiddelen worden geteeld, het minimumaandeel van het bouwland van zijn bedrijf dat voor niet-productieve gebieden of elementen wordt gebruikt 3%

Wanneer de landbouwer ten minste 7% van het bouwland van zijn bedrijf besteedt aan niet-productieve oppervlakten of elementen in het kader van de ecoregeling "ecologische vermazing" als bedoeld in artikel 3, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de eco-regelingen, is het aandeel dat moet worden toegewezen om te voldoen aan de in lid 1 bedoelde eis beperkt tot 3%.

§ 2. Voor de berekening van de percentages bouwland die zijn bestemd voor niet-productieve gebieden of elementen, voor arealen met vanggewassen of voor arealen met stikstofbindende teelten, worden de coëfficiënten, bedoeld in bijlage III bij Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 en de door de Minister vastgestelde coëfficiënten gebruikt.

§ 3. Het vereiste van paragraaf 1 is niet van toepassing op bedrijven waar :

1° meer dan 75% van het bouwland van het bedrijf wordt gebruikt voor de productie van gras of andere kruidachtige voedergewassen, wordt braakgelegd, wordt gebruikt voor de teelt van peulgewassen of wordt gebruikt voor een combinatie van deze toepassingen;

2° meer dan 75% van het in aanmerking komende landbouwareaal van het bedrijf bestaat uit blijvend grasland, wordt gebruikt voor de productie van gras of andere kruidachtige voedergewassen of wordt gebruikt voor een combinatie van deze gebruiksdoeleinden

3° het totale areaal bouwland van het bedrijf niet meer dan 10 hectare bedraagt;

Art. 68. § 1. Voor de toepassing van artikel 65, § 1, worden de volgende niet-productieve gebieden en elementen in aanmerking genomen:

1° geïsoleerde struiken en heesters ;

2° de weideranden ;

3° braakland;

4° braakblijvend areaal met drachtplanten

5° de topografische bijzonderheden;

6° landbouwgebieden waarvoor een verbintenis is aangegaan voor een van de volgende agromilieu- en klimaatmaatregelen, overeenkomstig respectievelijk artikel 3, eerste lid, 3°, 4° en 7°, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieuklimaatmaatregelen:

a) maatregel nr. 5 "met gras bezaaide perceelsranden";

b) maatregel nr. 7 "ingerichte percelen";

c) maatregel nr. 12 "nog staande graanpercelen".

Om voor de toepassing van artikel 67, § 1, in aanmerking te worden genomen, moeten niet-productieve gebieden en elementen zich op het bouwland van het bedrijf bevinden.

In afwijking van artikel 2, § 1, eerste lid, 35°, blijft bouwland dat langer dan vijf jaar is braakgelegd, braakgelegd voor areaal met drachtplanten of braakgelegd aan de rand van een veld, bouwland.

§ 2 Met betrekking tot braakblijvende arealen en braakblijvende arealen met drachtplanten die in aanmerking worden genomen voor de toepassing van artikel 67, § 1, bepaalt de Minister :

1° zaaiperioden voor braakblijvend areaal met drachtplanten;

2° de periode waarin de grond braak ligt;

3° de lijst van soorten die rijk zijn aan stuifmeel en nectar en die gebruikt moeten worden voor de aanleg van braakliggend areaal met drachtplanten.

De minister kan aanvullende eisen vaststellen voor de aanleg van braakliggend areaal met drachtplanten

Percelen bouwland die in de vijf jaar voorafgaand aan de aangifte via de verzamelaanvraag zijn omgezet in braakblijvende arealen en braakblijvende arealen met drachtplanten, worden voor de toepassing van artikel 67, lid 1, niet in aanmerking genomen. Het betaalorgaan kent aan elk betrokken perceel een informatiecode toe. De informatiecode wordt aan de landbouwers meegedeeld door middel van het verzamelaanvraagformulier.

§ 1. Om in aanmerking te komen voor de toepassing van artikel 67, § 1, moeten de taluds ten minste tien meter lang zijn.

§ 4. In afwijking van artikel 2, § 1, eerste lid, kunnen 4°, 5°, 7°, 11° en 24°, alleenstaande bomen, dichte bomen, alleenstaande struiken en heesters, bosjes, heggen en bomenrijen in aanmerking worden genomen voor de toepassing van artikel 67, § 1, vanaf het eerste jaar van hun oprichting.

§ 5. Om in aanmerking te komen voor de toepassing van artikel 67, § 1, moeten poelen voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° zij hebben een oppervlakte van één tot dertig are;

2° ze liggen minstens zes meter uit elkaar.

Wanneer een oevervegetatie aan een waterpoel grenst, wordt bij de berekening van de oppervlakte van de waterpoel rekening gehouden met een strook die door de overeenkomstige vegetatie wordt bedekt, binnen de in lid 1 bepaalde limiet. De strook oevervegetatie mag met bomen worden beplant

Wanneer op een landbouwbedrijf meer dan tien poelen aanwezig zijn, vraagt het betaalorgaan een advies aan een deskundige die is aangewezen overeenkomstig artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de steun voor agromilieuklimaatmaatregelen. De deskundige bepaalt welke poelen op grond van hun milieubelang in aanmerking kunnen worden genomen voor de toepassing van artikel 67, § 1.

§ 6 Om in aanmerking te worden genomen voor de toepassing van artikel 67, § 1, moeten de randen van de velden ten minste zes meter breed zijn. Zij worden voor de toepassing van artikel 67, § 1 in aanmerking genomen tot een maximale breedte van twintig meter.

§ 7. Om voor de toepassing van artikel 67, lid 1, in aanmerking te worden genomen, mogen braakblijvende arealen, braakblijvende arealen met drachtplanten, taluds, sloten, akkerranden en landbouwarealen waarvoor een verbintenis voor agromilieue- en klimaatmaatregel nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden” is aangegaan, niet voor landbouwproductie worden gebruikt.

In afwijking van lid 1 is het maaien van kruidachtige vegetatie voor voeding en begrazing van 15 juli tot en met 30 november toegestaan op braakblijvende arealen, braakblijvende arealen met drachtplanten en akkerranden. Het maaien van kruidachtige vegetatie voor vervoeding en begrazing door schapen is toegestaan van 16 juli tot en met 31 oktober op landbouwgrond waarvoor een verbintenis is aangegaan in het kader van agromilieue- en klimaatmaatregel nr. 5 “met gras bezaaide perceelsranden”.

§ 8. Het gebruik van meststoffen of bodemverbeteraars is verboden op de niet-productieve gebieden en elementen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2° tot 4°, alsook op hellingen en sloten.

Art. 69. Voor de toepassing van artikel 67, § 1, tweede lid, worden oppervlakten met vanggewassen aangelegd door inzaai van een mengsel van soorten of door onderzaai van gras of peulvruchten in het hoofdgewas.

Om in aanmerking te worden genomen voor de toepassing van artikel 67, § 1, tweede lid, mogen arealen met vanggewassen niet voor landbouwproductie worden gebruikt.

De Minister bepaalt:

1° de lijst van de soorten die in de in het eerste lid bedoelde mengsels mogen worden gebruikt;

2° de zaaiperiode voor arealen met vanggewassen;

3° de periode gedurende welke de arealen met vanggewassen op hun plaats moeten blijven.

De Minister kan aanvullende voorwaarden vaststellen met betrekking tot de productiemethoden en het gebruik van meststoffen en gewasbeschermingsmiddelen.

Art. 70. Voor de toepassing van artikel 67, § 1, tweede lid, worden arealen met stikstofbindende gewassen aangelegd door het inzaaien van stikstofbindende planten of een mengsel van stikstofbindende planten en andere teelten, mits de stikstofbindende plantensoorten overheersen.

De Minister bepaalt:

1° de lijst van de voor de toepassing van het eerste lid toegelaten soorten stikstofbindende planten;

2° het groeiseizoen van arealen met stikstofbindende teelten

3° de periode gedurende welke de arealen met stikstofbindende teelten op hun plaats moeten blijven.

De Minister kan aanvullende voorwaarden vaststellen met betrekking tot de productiemethoden en het gebruik van meststoffen en gewasbeschermingsmiddelen.

Art. 71. Het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is verboden op akkerranden, braakblijvende arealen, braakblijvende arealen met drachtplanten, taluds, sloten, arealen met vanggewassen en percelen met stikstofbindende gewassen die zijn geselecteerd voor de toepassing van artikel 67, § 1.

Art. 72. § 1. De landbouwer behoudt de bijzondere topografische kenmerken op alle percelen van zijn bedrijf.

De landbouwer moet de eis van artikel D.IV.4, lid 1, 9°, 11° tot 13°, van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling naleven.

§ 2. Elke vernietiging van topografische elementen is verboden, tenzij met toestemming van de bevoegde autoriteit of een stedenbouwkundige vergunning.

Art. 73. Binnen een afstand van één meter van de rand van het platform van de weg zijn de volgende handelingen verboden:

- 1° grondbewerking en wijziging van het bodemreliëf ;
- 2° het inzaaien;
- 3° het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen.

Voor de toepassing van lid 1 wordt onder “platform van de weg” verstaan het harde wegdek of, indien er geen hard wegdek is, de drie meter brede zone in het midden van de middellijn van een weg.

In afwijking van het eerste lid mag een landbouwer een landbouwperceel onder de in het eerste lid bedoelde grens uitbaten als hij met elk rechtsmiddel aantoonbaar dat de grens van het perceel zich op minder dan een meter van het platform van de weg uitstrekt.

Art. 74. Behalve als een stedenbouwkundige vergunning of bij gebrek de bevoegde overheid zulks toelaat, zijn de volgende handelingen verboden:

- 1° het ontwortelen, mechanisch of chemisch vernietigen van inheemse heggen;
 - 2° de snoeiing van inheemse heggen op minder dan een meter hoogte zonder bescherming tegen het vee;
 - 3° het rooien, de mechanische of chemische vernieling van inheemse bomen, in rijen, afgezonderd of in bosjes.
- De grootte van de afgeknotte bomen valt niet onder de verbodsbepalingen opgesomd in het eerste lid.

Art. 75. Het snoeien van heggen en bomen, in rijen, geïsoleerd of in bosjes, is verboden van 1 april tot en met 31 juli.

Onderafdeling 4. — Bescherming van habitats en soorten (GLMC 9)

Art. 76. § 1. Ploegen en omzetting van ecologisch gevoelig blijvend grasland in landbouwareaal voor andere doeleinden is verboden.

§ 2. Ecologisch kwetsbare blijvende graslanden zijn blijvende graslanden die door artikel 2 zijn aangeduid als “Prioritaire open milieus” (UG 2), “Weiden habitats van soorten” (UG 3), “Extensieve stroken” (UG 4), “Zones met beschermingsstatusbesluit” (UG temp 1) of “zones met publiek beheer” (UG temp 2), 2° tot 4°, 14° en 15° van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie zouden kunnen worden afgebakend, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn,

Het betaalorgaan kent aan elk milieugevoelig blijvend grasland een informatiecode toe. De informatiecode wordt aan de landbouwers meegedeeld via het verzamelaanvraagformulier.

§ 3. Indien niet aan de in lid 1 bedoelde eis wordt voldaan, zet de landbouwer de betrokken oppervlakte om in blijvend grasland.

In afwijking van artikel 2, § 1, eerste lid, 35°, worden omgezette arealen vanaf de eerste dag van de omzetting beschouwd als blijvend grasland en zijn zij onderworpen aan de in het eerste paragraaf bedoelde verbodsbepalingen.

§ 4. Zodra is vastgesteld dat de in lid 1 bedoelde verplichting niet is nagekomen, stelt het betaalorgaan de betrokken landbouwer onverwijld in kennis van de verplichting tot omzetting en van de datum waarop aan die verplichting moet zijn voldaan. Deze datum mag niet later vallen dan de datum van wijzigingen in de verzamelaanvraag voor het volgende jaar.

Het betaalorgaan kan per geval specifieke instructies geven die door de betrokken landbouwer moeten worden opgevolgd om de milieuschade te herstellen met het oog op het herstel van de oorspronkelijke kenmerken van het perceel.

HOOFDSTUK 2. — *Volks-, en plantgezondheid*

Afdeling 1. — Veiligheid van de voedingsmiddelen

Onderafdeling 1. — Veiligheid van de voedingsmiddelen (RBE 5)

Art. 77. De landbouwer moet de artikelen 14, 15, 17, § 1, en 18 tot 20 naleven van Verordening (EG) nr. 178/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2002 tot vaststelling van de algemene beginselen en voorschriften van de levensmiddelenwetgeving, tot oprichting van een Europese Autoriteit voor voedselveiligheid en tot vaststelling van procedures voor voedselveiligheidsaangelegenheden.

Onderafdeling 2. — Gebruik van bepaalde stoffen met hormonale of thyreostatische werking en van beta-agonisten in de veehouderij (RBE 6)

Art. 78. De landbouwer leeft de verboden na om bepaalde stoffen voor te schrijven en toe te dienen, alsook de verboden om landbouwhuisdieren waaraan die stoffen zijn toegediend in de handel te brengen, zoals bepaald in de artikelen 3, 5 en 9bis, § 2, van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking.

Afdeling 2. — Gewasbeschermingsmiddelen

Onderafdeling 3. — Op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen (RBE 7)

Art. 79. De landbouwer voldoet aan artikel 55, lid 1 en lid 2, eerste zin, van Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad.

Onderafdeling 4. — Duurzaam gebruik van pesticiden (RBE 8)

Art. 80. De landbouwer leeft de volgende bepalingen na:

1° de artikelen 2 tot 5 van het koninklijk besluit van 13 maart 2011 betreffende de verplichte keuring van spuittoestellen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 2005 betreffende retributies bepaald bij artikel 5 van de wet van 9 december 2004 houdende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

2° de artikelen 3, 6°, en 4, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk ;

3° de artikelen 10 en 20 tot 40 van het koninklijk besluit van 19 maart 2013: het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen;

4° het besluit van 13 juni 2013 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik;

5° het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning alsook van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

6° de artikelen 4 tot 8 en 12 tot 18 van het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 betreffende een pesticidengebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling en tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 oktober 1987 betreffende het opmaken van een verslag over de Toestand van het Waalse Leefmilieu.

HOOFDSTUK 3. — *Dierenwelzijn**Afdeling 1. — Minimumnormen ter bescherming van kalveren (RBE 9)*

Art. 81. De landbouwer leeft de voorschriften na van het koninklijk besluit van 23 januari 1998 betreffende de bescherming van kalveren in kalveehouderijen.

Afdeling 2. — Minimumnormen ter bescherming van varkens (RBE 10)

Art. 82. De landbouwer leeft de voorschriften na van het koninklijk besluit van 15 januari 2003 betreffende de bescherming van varkens in varkenshouderijen en het koninklijk besluit van 17 mei 2001 betreffende de toegestane ingrepen bij gewervelde dieren, met het oog op het nutsgebruik van de dieren of op de beperking van de voortplanting van de diersoort, wat varkens betreft.

Afdeling 3. — Bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren (RBE 11)

Art. 83. De landbouwer leeft artikel 3 na van het koninklijk besluit van 1 maart 2000 betreffende de bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren.

Deel 4. — Slotbepalingen

Art. 84. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 2 februari 2017, 22 maart 2018 en 25 juni 2018;

2° het ministerieel besluit van 27 augustus 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 27 april 2017.

Art. 85. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 86. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

**VERSLAG AAN DE WAALSE REGERING TER INLEIDING VAN HET BESLUIT
VAN DE WAALSE REGERING VAN 23 FEBRUARI 2023 BETREFFENDE DE
GEMEENSCHAPPELIJKE BEGRIPPEN VOOR DE INTERVENTIES EN
STEUNMAATREGELEN IN HET KADER VAN HET GEMEENSCHAPPELIJK
LANDBOUWBELEID EN DE RANDVOORWAARDEN**

Dit besluit maakt deel uit van de hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Met dit besluit geeft het Waals Gewest uitvoering aan de Verordeningen (EU) nr. 2021/2115 en nr. 2021/2116 van 2 december 2021, alsook aan de gedelegeerde en uitvoeringsverordeningen die ter uitvoering van deze verordeningen zijn vastgesteld. Deze Europese bepalingen laten de lidstaten een zekere speelruimte bij de uitvoering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid op het grondgebied van het Waals Gewest.

Met dit besluit worden de onderdelen van het Waalse strategische plan voor het GLB betreffende definities, gemeenschappelijke elementen voor verschillende interventies van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en randvoorwaarden, zoals in tweede lezing bekrachtigd door de Waalse regering op 6 oktober 2022, wettelijk vastgelegd. Het genoemde plan is beschikbaar via de volgende link: <http://www.wallonie.be/fr/introduire-une-plainte-spw>.

De bevoegdheid van de Waalse regering om in te grijpen in de aangelegenheden waarop het besluit betrekking heeft, vloeit voort uit het Waals landbouwwetboek.

1. PRESENTATIE VAN DE TEKST

Deel 1. Doel

In artikel 1 worden de verschillende elementen genoemd waarop de tekst betrekking heeft.

Deel 2. Definities

Artikel 2 bevat 47 definities die, tenzij anders vermeld, van toepassing zijn op het besluit van de Waalse Regering betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit, het uitvoeringsbesluit daarvan en alle besluiten inzake steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

De meeste definities in artikel 2 zijn gebaseerd op vroegere Europese en Waalse reglementeringen. Met name artikel 4 van Verordening nr. 1307/2013 van 17 december 2013, waarin de begrippen "bedrijf", "landbouwactiviteit", "landbouwarealen", "bouwland", "blijvende teelten", "blijvend grasland", "gras of andere kruidachtige voedergewassen", "boomkwekerijen", "hakhout met korte omlooptijd" zijn gedefinieerd, alsmede artikel 9 daarvan betreffende het begrip "actieve landbouwer" en Verordening nr. 639/2014 van 11 maart 2014, waarin de begrippen "Overheersen van grassen en andere kruidachtige voedergewassen op blijvend grasland" (artikel 6) en "Gangbare plaatselijke praktijken op blijvend grasland" (artikel 7) zijn gedefinieerd en gemeenschappelijke eisen zijn vastgesteld met betrekking tot "landschapselementen", braakliggend land en vanggewassen (artikel 45). Deze bepalingen zijn uitgevoerd in verscheidene Waalse decreten. Zie met name het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 betreffende de rechtstreekse betalingen (art. 10 tot en met 12 betreffende

"actieve landbouwer", hoofdstuk X betreffende "subsidiabele hectare") en artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 betreffende de randvoorwaarden, in het bijzonder met betrekking tot "landschapselementen".

In alle gevallen moesten deze definities, al dan niet overgenomen uit eerdere reglementeringen, worden aangepast aan de technische en agronomische eisen van het nieuwe deel van het gemeenschappelijk landbouwbeleid. De vrijheid om deze definities aan te passen vloeit voort uit het nieuwe paradigma dat is ingesteld bij Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2015. Het landbouwbeleid van de lidstaten wordt voortaan bepaald door nationale (of regionale, in het geval van België) "strategische plannen", waarvan de inhoud door de Europese Commissie wordt gevalideerd.

Sommige van de definities in artikel 2 zijn vastgesteld op grond van artikel 4, lid 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013, hierna "Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021" genoemd. Krachtens deze bepaling moeten de lidstaten in hun strategische plannen voor het GLB de definities van "landbouwactiviteit", "landbouwareaal", "subsidiabele hectare", "actieve landbouwer", "jonge landbouwer" en "nieuwe landbouwer" vermelden. Deze begrippen vereisen op hun beurt de definitie van verscheidene van hun samenstellende elementen, zoals "blijvende teelten", "gras of andere kruidachtige voedergewassen", "landschapselementen", "boomkwekerijen", "blijvend grasland", "hakhout met korte omlooptijd" en "bouwland".

Bijgevolg zet de Waalse Regering punt 4.1; "Definities en minimumvereisten" van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel om.

Wat het begrip "bouwland" betreft, moet het verband met artikel 68, § 1, lid 3, van het besluit worden verduidelijkt. Volgens deze bepaling blijft in het kader van GLMC 8 braakgelegd bouwland braakliggend land. Deze regel is essentieel om landbouwers niet te ontmoedigen hun bouwland te gebruiken voor braaklegging in het kader van GLMC 8. Zonder deze belemmering bestaat het risico dat bouwland dat vijf jaar of langer braak ligt, als "blijvend grasland" wordt beschouwd. Deze belemmering is ook opgenomen in artikel 4, lid 3, onder a), van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021, dat bepaalt dat land dat voor de teelt van gewassen wordt gebruikt "dat is braakgelegd overeenkomstig (...) de in bijlage III bij deze verordening vastgestelde GLMC 8-norm" als "bouwland" wordt beschouwd.

Wat het begrip "blijvend grasland" betreft, biedt artikel 4, § 3, onder c), zoals veel bepalingen van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021, de lidstaten aanzienlijke flexibiliteit. Onder de definitie van "blijvend grasland" is de gemeenschappelijke eis dat dergelijke arealen worden gebruikt "voor een natuurlijke of ingezaaide vegetatie van grassen of andere kruidachtige voedergewassen en die minimaal vijf jaar niet in de vruchtwisseling van het bedrijf is opgenomen". De rest van deze bepaling is facultatief: alleen de lidstaten beslissen of zij het begrip "blijvend grasland" al dan niet tot andere arealen wensen uit te breiden. Het Waalse Gewest van zijn kant heeft ervoor gekozen het begrip uit te breiden tot "met een in dit punt bedoelde soort bedekt land dat deel uitmaakt van de gangbare plaatselijke praktijken, waarbij in weiland grassen en andere kruidachtige voedergewassen traditioneel niet

overheersen of helemaal niet voorkomen". De criteria betreffende dit begrip zijn uitgewerkt in het ministerieel besluit ter uitvoering van het besluit van de Waalse regering: het gaat om graslanden waar de grasbedekking niet overheerst en die van bijzonder belang zijn voor de biodiversiteit.

De uitzondering in artikel 2, § 1, lid 2, is de omzetting in rechtsregel van de richtsnoeren van de Europese Commissie over het begrip landbouwactiviteit. Om van een landbouwactiviteit te kunnen spreken, is vereist dat er contact of ten minste de mogelijkheid van contact is tussen de plant of het wortelsysteem daarvan en het levende substraat van de bodem. Aan dit vereiste is bijvoorbeeld niet voldaan wanneer de teelt bovengronds plaatsvindt, in luchtdichte containers of wanneer potten gewoon op de grond worden geplaatst. Deze nauwkeurigheid is belangrijk omdat dergelijke praktijken steeds vaker voorkomen

De uitzondering in artikel 2, §1, lid 3, is de omzetting in rechtsregel van de richtsnoeren van de Europese Commissie over het begrip "blijvende teelten". Een van de vereisten rond dit begrip is dat de teelt "geregeld een oogst oplevert". Dit is het geval voor fruitbomen en -struiken, boomkwekerijen, hakhout met korte omlooptijd enz. Wanneer de activiteit gericht is op het planten van bomen die als zodanig worden gekapt en verhandeld, is niet aan deze eis voldaan en wordt de teelt niet als blijvend beschouwd. In het geval van hakhout met korte omlooptijd daarentegen wordt het bovengrondse deel van de planten op gezette tijden vernietigd, maar op zodanige wijze dat de stammen opnieuw kunnen groeien om later te worden geoogst. De specifieke vermelding van "kerstbomen" is bedoeld om te voorkomen dat deze teelten worden opgegeven voor GLB-steun, een praktijk die vaak voorkomt gezien het belang van deze activiteit in het Waalse Gewest.

Met betrekking tot de uitzonderingen waarin artikel 2, § 1, lid 4 in het kader van het GLB voorziet, is het van belang dat het begrip "vijver" wordt beperkt. Dit begrip wordt gebruikt in het kader van de randvoorwaarden (GLMC 8) en in het kader van de ecoregelingen (ecologische vermazing). Deze bepalingen hebben een gemeenschappelijk doel: de bescherming en instandhouding van de biodiversiteit in landbouwgebieden. De elementen die onder de betrokken uitzondering vallen, zijn uitgesloten omdat zij geen of een negatief effect hebben op de biodiversiteit. Artikel 45, lid 4, onder f), van verordening nr. 639/2014 van 11 maart 2014 reservoirs van beton of plastic reeds uit van het begrip vijver in het kader van de "vergroeningsbetaling".

De aanvullende eis in artikel 2, §1, lid 5, is de omzetting in rechtsregel van de richtsnoeren van de Europese Commissie over het begrip "kwekerij". Eén van de eisen rond dit begrip is dat de producten uit de boomkwekerij bestemd zijn voor herplanting of ten minste de potentie hebben om verplant te worden. De eis dat de producent het bewijs moet bewaren dat de planten die hij op de markt brengt, kunnen worden verplant, is bedoeld om te voorkomen dat producenten, om de GLB-regels in hun eigen voordeel te omzeilen, bomen in potten kweken maar deze als gekapte bomen op de markt brengen, hetgeen in strijd is met het begrip landbouwactiviteit (zie hierboven).

Ten slotte zij opgemerkt dat de begrippen "subsidiabele hectare", "actieve landbouwer", "jonge landbouwer" en "nieuwe landbouwer" omwille van de leesbaarheid niet in artikel 2 zijn opgenomen. Alleen al voor de definitie van deze begrippen zijn verscheidene artikelen nodig (de artikelen 13 tot en met 18 voor de subsidiabele hectare, de artikelen 19 tot en met 23 voor de actieve landbouwer, artikel 24 voor de jonge landbouwer en artikel 25 voor de nieuwe landbouwer)..

Hoofdstuk 2. Verzamelaanvraag

Dit hoofdstuk bevat de procedures voor de indiening van de verzamelaanvraag (artikel 3), voor de wijziging van het verzamelaanvraagformulier (artikel 4), voor de wijziging van de verzamelaanvraag (artikel 5), voor de toezending van bewijsstukken (artikel 7), voor de intrekking van documenten (artikel 8), voor de aangifte van percelen (artikel 9) en voor de ontvankelijkheid van de verzamelaanvraag (artikel 11).

De procedure voor de indiening van de verzamelaanvraag en de wijzigingen daarop is grotendeels dezelfde als voor de vorige programmeringsperiode van het GLB.

Hoofdstuk 3. Overdracht van bedrijven

Dit hoofdstuk bevat de voorwaarden voor de toekenning van steun aan de overnemer in geval van overdracht van een bedrijf (artikel 12).

Hoofdstuk 4. Voor de regeling van de rechtstreekse betalingen subsidiabele hectaren en daarbinnen subsidiabele arealen

In dit hoofdstuk, dat gewijd is aan het begrip "subsidiabele hectare", wordt afdeling 4.1.3 "Subsidiabele hectare" van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet .

Om als subsidiabele hectare te worden beschouwd, moet een areaal aan 3 criteria voldoen:

- 1° gedurende het hele kalenderjaar minstens hoofdzakelijk voor landbouwdoeleinden worden gebruikt (art. 14) ;
- 2° op 31 mei van het kalenderjaar ter beschikking staan van de landbouwer (art. 13);
- 3° een subsidiabel areaal hebben gedurende het hele kalenderjaar (art. 15 tot 18).

De eerste zin van artikel 4, §4, onder a), van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 bepaalt dat het begrip "subsidiabele hectare" zo wordt vastgesteld dat het de arealen omvat die de landbouwer ter beschikking staan en die bestaan uit "het landbouwareaal van het bedrijf dat, (...) wordt gebruikt voor een landbouwactiviteit of, indien het areaal ook voor niet-landbouwactiviteiten wordt gebruikt, overwegend voor landbouwactiviteiten wordt gebruikt".

Deze bepaling wordt uitgevoerd in de artikelen 13 en 14 van het besluit van de Waalse Regering.

Paragraaf 1 van artikel 13 is gewijd aan de algemene definitie van subsidiabele hectare en paragraaf 2 aan de definitie van wat moet worden verstaan onder "areaal dat ter beschikking van de landbouwer".

Wat dit laatste begrip betreft, wordt de aard van de rechtsverhouding op grond waarvan een subsidiabele hectare kan worden geacht ter beschikking van de landbouwer te staan, niet gespecificeerd in de EU-wetgeving. Het is derhalve aan de lidstaten om de landbouwers te vragen een geldig juridisch document of enig ander bewijsstuk over te leggen waaruit blijkt dat de door hen aangegeven subsidiabele hectaren legaal worden gebruikt.

Vele documenten worden aanvaard als bewijs van de juridische beschikbaarheid van het perceel: notariële akte, akte van erfopvolging, pacht, mondelinge pacht met betalingsbewijs,

waarvan de mededeling duidelijk het betrokken perceel vermeldt, standaard beschikbaarheidscontract, enz.

Met betrekking tot paragraaf 2, vierde lid, moet er op de uiterste datum voor de indiening van de verzamelaanvraag een juridische band bestaan tussen de landbouwer en het perceel. In het geval van een dubbele aangifte betreffende hetzelfde perceel op twee verschillende tijdstippen, is de landbouwer die op de uiterste datum over het perceel beschikt, de landbouwer die dit perceel als subsidiabele hectare kan aangeven.

Artikel 14, uitgevoerd door de artikelen 11, 12 en 13 van het ministerieel besluit, is gewijd aan de voorwaarden waaraan een areaal dat ook voor andere activiteiten dan landbouw wordt gebruikt, moet voldoen om als subsidiabele hectare te worden beschouwd.

Het in het Waalse Gewest opgezette systeem is gebaseerd op de volgende punten:

1. Bepaalde niet-landbouwactiviteiten worden verenigbaar geacht met het begrip "subsidiabele hectare" wegens hun geringe invloed op de landbouwactiviteit. In deze gevallen, die in artikel 12 van het ministerieel besluit worden opgesomd, hoeft de landbouwer de administratie slechts in kennis te stellen van de niet-landbouwactiviteit.
2. Voor andere niet-landbouwactiviteiten die belangrijker zijn wegens hun effect op de landbouwactiviteit, moet bij de administratie een vergunning worden aangevraagd. De criteria en de procedure voor het aanvragen van een vergunning staan in artikel 14, § 2, van het besluit van de Waalse Regering en in artikel 11 van het ministerieel besluit. Indien de niet-landbouwactiviteit zonder vergunning wordt uitgeoefend, wordt het betrokken areaal niet als subsidiabele hectare beschouwd.
3. Ten slotte worden andere activiteiten in ieder geval onverenigbaar geacht met het begrip subsidiabele hectare vanwege hun ligging, hun historische context, de beperkte beschikbaarheid voor landbouwactiviteiten of de aanwezigheid van vaste ontwikkelingen of installaties. In deze gevallen wordt aangenomen dat de betrokken arealen onbetwistbaar en permanent voor andere primaire doeleinden dan landbouwactiviteiten worden gebruikt. Deze activiteiten worden opgesomd in artikel 13 van het ministerieel besluit.

De tweede zin van artikel 4, § 4, a), van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 is in het kader van het begrip landbouwgebied geïmplementeerd voor een beter begrip. Zij is geïmplementeerd in de artikelen 2, § 2, 3, § 2, en 4, derde lid, van het ministerieel besluit.

De artikelen 16 tot en met 18 van het besluit geven uitvoering aan artikel 4, § 4, b), eerste lid, i, ii, en 2, van verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Hoofdstuk 5. Actieve landbouwer

In dit hoofdstuk wordt afdeling 4.1.4 "Actieve landbouwer" van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

“Actieve landbouwer” is een begrip dat in verschillende interventies wordt gebruikt als een criterium om voor steun in aanmerking te komen. Zoals bepaald in artikel 4, § 5, eerste lid, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 dient dit begrip "ervoor te zorgen dat dat steun uitsluitend wordt verleend aan natuurlijke of rechtspersonen dan wel groepen natuurlijke of rechtspersonen die ten minste een minimumniveau aan landbouwactiviteit verrichten".

Om te bepalen of een landbouwer die steun aanvraagt een actieve landbouwer is, heeft het Waalse Gewest gekozen voor de volgende methode, die in drie fasen wordt toegepast:

1° indien de landbouwer in het jaar vóór de steunaanvraag minder dan 350 euro aan rechtstreekse betalingen heeft ontvangen, wordt de steunaanvrager verondersteld een actieve landbouwer te zijn (art. 20).

Deze bepaling wordt genomen in toepassing van artikel 4, § 5, tweede lid, laatste zin, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021. In de programmeringsperiode 2014-2020 heeft het Waalse Gewest ervoor gekozen om automatisch diegenen als actieve landbouwers te beschouwen die voor het voorgaande jaar alleen rechtstreekse betalingen van maximaal 350 euro hebben ontvangen (art. 12 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015). Voor de programmeringsperiode 2023-2027 zal elke landbouwer die in het voorgaande jaar een totaalbedrag aan rechtstreekse betalingen van niet meer dan 350 euro heeft ontvangen, niet worden onderworpen aan controles op basis van de criteria inzake kwalificatie en landbouwactiviteit, noch aan de negatieve lijst.

In het kader van het huidige GLB komt 350 euro overeen met het gemiddelde bedrag aan rechtstreekse betalingen dat per hectare in het Waalse Gewest wordt ontvangen. Deze waarde verschilt weinig van die van het volgende GLB, die wordt verkregen door de jaarlijkse begroting voor rechtstreekse betalingen in het kader van het toekomstige GLB te delen door het totale nuttige landbouwareaal in het Waalse Gewest.

Dit is ingegeven door het streven naar administratieve vereenvoudiging voor kleine begunstigden;

2° indien punt 1 geen betrekking heeft op de landbouwer, moet worden nagegaan of aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan (art. 21):

- a) de inschrijving bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- b) het bezit van een kwalificatie met een landbouworientatie, ten minste drie jaar ervaring of een getuigschrift van nascholing type B;
- c) de uitsluiting van bepaalde activiteiten.

De uitsluiting van bepaalde activiteiten is voorzien in toepassing van artikel 4, § 5, tweede alinea, tweede zin, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021. Deze mogelijkheid bestond reeds in het kader van het vorige deel van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en is geregeld in artikel 9, § 2, van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van 17 december 2013. Het gaat om activiteiten die door hun aard en omvang a priori onvereenigbaar worden geacht met de uitoefening van een passende landbouwactiviteit;

3° indien de landbouwer één van de uitgesloten activiteiten uitoefent, heeft hij in elk geval de mogelijkheid om aan te tonen dat hij toch een voldoende geachte landbouwactiviteit uitoefent indien hij aan één van de volgende voorwaarden voldoet:

- a) in het meest recente fiscale jaar waarover hij beschikt, bedraagt het totale bedrag aan rechtstreekse betalingen dat hij ontvangt ten minste 5% van het totale inkomen uit zijn niet-landbouwactiviteiten ;
- (b) zijn landbouwactiviteiten zijn niet verwaarloosbaar (artikel 22).

Hoofdstuk 6. Jonge landbouwer (art. 24)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 4.1.5 "Jonge landbouwer" van het Waalse strategische plan voor het GLB in de wet omgezet.

Een "jonge landbouwer" is een natuurlijke persoon die:

- 1° ten hoogste 40 jaar en 364 dagen oud is;
- 2° voor het eerst enig bedrijfshoofd of niet-enig bedrijfshoofd zijn;
- 3° houder is van een kwalificatie met een landbouworientatie.

Met betrekking tot de leeftijdsvoorwaarde ging het er hier om een terugkerende vraag te regelen over de uitlegging van de termen "maximumleeftijd tussen 35 en 40 jaar" (artikel 4, § 6, a), van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021) en "maximumleeftijd van 40 jaar" (artikel 50, lid 2, onder b), van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van 17 december 2013). Wij hebben besloten deze termen te interpreteren als "minder dan 41 jaar": als de betrokkene minder dan 41 jaar oud is, bevindt hij zich nog in het jaar van zijn 40e verjaardag. Deze interpretatie is bekrachtigd door de Europese Commissie.

De verankering van deze interpretatie als rechtsregel vloeit voort uit de validering van deze interpretatie door de Europese Commissie, samen met de algemene validering van het "Waals Strategisch Plan" in het kader van het GLB, in punt 4.1.5.4. blz. 392.

Hoofdstuk 7. Nieuwe landbouwer (art. 25)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 4.1.6 "Nieuwe landbouwer" van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

Een "nieuwe landbouwer" is een natuurlijke persoon die:

- 1° ouder is dan 40 jaar en 364 dagen;
- 2° voor het eerst enig bedrijfshoofd of niet-enig bedrijfshoofd zijn;
- 3° houder is van een kwalificatie met een landbouworientatie of, bij ontstentenis daarvan, ten minste tien jaar ervaring hebben.

De eerste vestiging als bedrijfshoofd vindt plaats binnen de twee kalenderjaren voorafgaand aan het aanvraagjaar.

Hoofdstuk 8. Vestigingscomité (art. 26)

Het enige artikel in dit hoofdstuk is gewijd aan de installatiecommissie. Dit wordt gebruikt om de praktijkervaring te beoordelen waarop een landbouwer aanspraak kan maken. Het artikel regelt de samenstelling en benoeming van de leden van dit comité en voorziet in de vergoedingen voor deelname

Hoofdstuk 9. Toepassing van de maximumaantallen hectaren of dieren op houders van rechtspersonen, verenigingen of vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid (art. 27)

Dit hoofdstuk bepaalt het mechanisme voor de toepassing van bij besluit vastgestelde maximumaantallen hectaren of dieren op het niveau van houders van rechtspersonen,

verenigingen of vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid, volgens hun aandelen, de verdeling van het gebruiksrecht of hun bijdragen.

Hoofdstuk 10. Veebezetting

Dit hoofdstuk bepaalt de methode voor de berekening van een gemiddelde veebezetting (artikel 28). Deze wordt op bedrijfsniveau berekend op basis van de "grootvee-eenheid" of "GVE" per hectare voederareaal.

Het artikel bepaalt op welke gegevens de veebezetting wordt gebaseerd (lid 1) en onder welke voorwaarden de dieren in aanmerking worden genomen voor de berekening van de veebezetting (leden 2 en 3).

De GVE's worden vastgesteld voor verschillende categorieën vee (artikel 29). Hun omvang staat in verhouding tot de voedings- of voederbehoeften van elk type dier.

Hoofdstuk 11. Gewichtspercentage aan zaden

Dit hoofdstuk voorziet in een gemeenschappelijke methode voor de berekening van de samenstelling van een mengsel van planten, uitgedrukt door middel van percentages: deze percentages zijn gebaseerd op de gewichten aan zaden die gewoonlijk worden gebruikt voor het zaaien van de betrokken planten in zuivere teelt (art. 30). Het is aan de Minister om de gewichten vast te stellen die gewoonlijk worden gebruikt voor de zuivere teelt van elk type plant.

Hoofdstuk 12. Bestrijding van invasieve plantensoorten

Dit hoofdstuk stelt de regels vast voor plaatselijke behandelingen tegen invasieve soorten wanneer een verbod op het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen is voorzien.

Hoofdstuk 13. Bedrijfsregister

Dit hoofdstuk bevat de regels voor het bijhouden van een bedrijfsregister. In dit register moeten de teeltwerkzaamheden, de verrichte werkzaamheden en, in voorkomend geval, de data waarop de dieren op het perceel zijn binnengebracht en uitgegaan, worden vermeld. Het bijhouden van een bedrijfsregister is een essentieel instrument voor de controle van bepaalde GLB-verrichtingen. Het ontbreken of de tekortkomingen bij het bijhouden van het register kunnen worden bestraft.

Hoofdstuk 14. Betalingen

Dit hoofdstuk bevat verschillende regels voor betalingen:

- 1° een minimumdrempel van 100 euro voor de ontvangst van rechtstreekse betalingen (art. 34);
- 2° geen betalingen voordat de controles zijn afgerond (art. 35);
- 3° betalingen op basis van de gegevens in de verzamelaanvraag en op basis van controles (art. 36);
- 4° kennisgeving aan de landbouwer van het steunbedrag en de berekening ervan elk jaar (art. 37).

Deel 3. Randvoorwaarden.

Titel 1. Algemene bepalingen

Dit deel heeft betrekking op het toepassingsgebied van de randvoorwaarden: de steunregelingen waarop het van toepassing is, het territoriale en het temporele toepassingsgebied.

Het bepaalt ook dat niet-naleving van de randvoorwaarden leidt tot het opleggen van administratieve sancties.

Titel 2: Uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen uit hoofde van het Unierecht en normen voor een goede landbouw- en milieuconditie de grond.

De structuur van dit deel van het besluit dat gewijd is aan de conditionaliteit komt overeen met die van bijlage III bij Verordening (EU) nr. 2015/2115 van 2 december 2021: de titels van de hoofdstukken van het besluit komen overeen met de "gebieden" waarnaar in die bijlage wordt verwezen, die van de afdelingen met de "belangrijkste punten", die van de onderafdelingen met de "belangrijkste doelstellingen van de norm".

De volgende onderafdelingen over de naleving van de RBE behoeven geen bijzondere opmerkingen. Zij beogen de naleving van de federale of gewestelijke bepalingen tot omzetting van de richtlijnen of tot uitvoering van de verordeningen bedoeld in bijlage III bij Verordening (EU) nr. 2015/2115 van 2 december 2021.

Voorafgaande opmerking over de uit de regelgeving voortvloeiende beheerseisen (RBE). Elke landbouwer is automatisch onderworpen aan de rechtshandelingen betreffende RBE, bedoeld in bijlage III bij Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021. Er moet echter een onderscheid worden gemaakt tussen deze kwestie en de opneming van de naleving van deze bepalingen onder de RBE's in het kader van de conditionaliteit. De opneming van de desbetreffende bepalingen van het Waterwetboek onder de randvoorwaarden betekent dat niet-naleving ervan zal leiden tot de toepassing van administratieve sancties, overeenkomstig artikel 12 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021. Deze nemen de vorm aan van kortingen op de in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid toegekende steun.

De toepassing van administratieve sancties in het kader van de conditionaliteit laat de toepassing van sancties in het kader van de schending van de in de RBE opgenomen wet- en regelgeving onverlet.

De artikelen 38 tot en met 41 zijn algemene bepalingen: toepassingsgebied van de conditionaliteit, sancties bij niet-naleving van een norm of eis in het kader van de conditionaliteit, rol van het betaalorgaan, enz.

Hoofdstuk 1. Klimaat en leefmilieu

Afdeling 1. Klimaatverandering

Onderafdeling 1. Algemene waarborg tegen omschakeling naar andere landbouwtoepassingen met het oog op het behoud van de koolstofvoorraad (GLMC 1)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 3.10.1.1 van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

Elk jaar moet de Administratie de verhouding (jaarlijkse verhouding) berekenen tussen de als blijvend grasland aangegeven gebieden en alle aangegeven landbouwarealen in het Waalse Gewest. Na deze berekening wordt de jaarlijkse verhouding vergeleken met de referentieverhouding. Deze verhouding kan door de Administratie slechts eenmaal per jaar in augustus worden berekend (art. 43).

In geval van niet-naleving van het jaaraandeel worden de volgende maatregelen genomen:

Wanneer de verhouding blijvend grasland met meer dan 2,5% daalt ten opzichte van de referentieverhouding, is een administratieve vergunning vereist voor de omschakeling van blijvend grasland naar bouwland of blijvende teelten. Vergunningen voor de omschakeling naar grasland zullen gebaseerd zijn op milieu- en agronomische omstandigheden (Natura 2000, percelen met een extreem erosierisico, gevoelige graslanden, natte bodems, enz.) (art.44).

Wanneer de jaarlijkse verhouding blijvend grasland met meer dan 5% daalt ten opzichte van de referentieverhouding, mogen landbouwers, na voorafgaande kennisgeving, de grond met blijvend grasland niet voor andere doeleinden gebruiken. Om de achteruitgang van de verhouding blijvend grasland tot minder dan 5% te beperken, wordt blijvend grasland herbeplant. Van degenen die zonder vergunning het land hebben bewerkt, zal als eerste worden verlangd dat zij opnieuw blijvend grasland aanleggen. Indien dit niet voldoende is om aan de verhouding te voldoen, zal een berekening op regionaal niveau worden gemaakt en zal voor elke landbouwer een pro rata aandeel in de omschakeling naar grasland worden berekend, zodat iedereen proportioneel deelneemt aan de terugkeer naar grasland (art. 45).

Onderafdeling 2. Bescherming van koolstofrijke bodems (GLMC 2)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 3.10.1.2 van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

Turfachtige, para-veenachtige en slecht gedraineerde gronden van klasse g alsmede blijvend grasland in gebieden met een hoog overstromingsrisico worden door de bepalingen van deze afdeling beschermd. Deze bescherming neemt de vorm aan van een verbod op ploegen en draineren en op het wijzigen van het bodemreliëf (artikel 47). Er is voorzien in uitzonderingen in geval van natuurlijke schade (art. 49).

Onderafdeling 3. Handhaving van organisch bodemmateriaal (GLMC 3)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 3.10.1.3 van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

Deze afdeling bepaalt dat het verbranden van stro, stoppels en andere gewasresten verboden is (art. 50). Individuele uitzonderingen zijn mogelijk in geval van bewezen fytosanitaire redenen.

Afdeling 2. Water

Onderafdeling 1. Beheersing van diffuse bronnen van vervuiling door fosfaten (RBE 1)

Deze onderafdeling, gewijd aan RBE 1, betreft de naleving van de voorschriften ter omzetting van artikel 11, lid 3, e) en h), van Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid, wat betreft de verplichte eisen voor de beheersing van diffuse bronnen van vervuiling door fosfaten.

Deze eis is omgezet in de verplichting voor elke landbouwer om de artikelen D.33/3, lid 4, D.42-1 en D52-1 van het Waterwetboek na te leven (art. 51).

Onderafdeling 2. Bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen (RBE 2)

Deze onderafdeling, gewijd aan RBE 2, betreft de naleving van de voorschriften tot omzetting van de artikelen 4 en 5 van Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreinigingen door nitraten uit agrarische bronnen (artikel 52).

Onderafdeling 3. Bescherming van waterlopen tegen vervuiling en afvloeiing (GLMC 4)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 3.10.2.1 van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

Deze afdeling voorziet in een verbod op het gebruik van meststoffen en bestrijdingsmiddelen op de bufferstroken van 6 meter langs waterlopen op alle landbouwarealen (art. 53).

Afdeling 3. Bodem

Onderafdeling 1. Gemeenschappelijke bepalingen voor de onderafdelingen 2 en 3

Deze onderafdeling bevat bepalingen die de GLMC 5 en 6 gemeenschappelijk hebben: toekenning van een informatiecode voor percelen waarvoor deze voorschriften gelden (art. 54) en bestrijding van ontduiking van de voorschriften (art. 55).

Onderafdeling 2. – Minimaal grondbeheer op basis van de specifieke omstandigheden ter plaatse om erosie tegen te gaan (GLMC 5)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 3.10.3.1 van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

Deze onderafdeling voorziet in de toepassing van GLMC 5. Deze is gebaseerd op een nieuw referentiesysteem voor het erosierisico van percelen op basis van de helling, de lengte van de helling, de bodemkenmerken en de plaatselijke erosiviteit van regen.

Percelen met een "extreem, zeer hoog, hoog" erosierisico vallen onder deze GLMC 5. De landbouwer moet één of meerdere van de voorgestelde methoden kiezen op basis van het erosierisico van het perceel (art. 56 t/m 60). In alle gevallen kan de landbouwer de lengte van de helling verminderen tot een lagere gevoeligheidsklasse

Onderafdeling 3. Bescherming van bodems in de meest kwetsbare periodes (GLMC 6)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 3.10.3.2 van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

Deze onderafdeling is gewijd aan GLMC 6, die erop gericht is de bodem te beschermen tijdens de meest erosiegevoelige periodes. Deze gevoelige periodes zijn voorjaarsstormen, zomerstormen en lange winterregens. De eerste twee stormen veroorzaken door hun hevigheid en intensiteit de meeste schade.

Met dit probleem wordt rekening gehouden door de definitie van de kwetsbare zone en de verplichtingen die daar worden voorgeschreven. Er gelden verschillende eisen naargelang men zich in of buiten de kwetsbare zone bevindt (art. 61 en 62).

Onderafdeling 4. Behoud van het bodempotentieel (GLMC 7)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 3.10.3.3 van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

In deze onderafdeling van de GLMC 7 is bepaald dat op bedrijfsniveau elk jaar 35% van het bouwland van hoofdgewas moet veranderen. Op een bepaald perceel bouwland mag niet meer dan drie jaar lang hetzelfde gewas worden geteeld. Bij opeenvolgende hoofdgewassen van dezelfde groep moet een tussen- of bijgewas worden geteeld (artikel 63).

De wijze van uitvoering van deze eis wordt gepreciseerd door een verduidelijking van wat onder "verandering van gewas" moet worden verstaan (§ 3). Er wordt voorzien in een afwijking voor bouwland dat is braakgelegd of bedekt met meerjarige gewassen, gras of andere kruidachtige voedergewassen en voor maïs (§ 2).

Er is voorzien in vrijstellingen van deze regels (artikel 64).

Afdeling. Biodiversiteit en landschappen

Onderafdeling 1. Behoud van de vogelstand (RBE 3)

Deze afdeling legt de verplichting vast voor de landbouwer om artikel 2, § 2, 3°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en de toekenningen in het gewestplan voor natuur- en bosgebieden na te leven.

Wat de naleving van de bestemmingen betreft, heeft het bezit van een perceel waarvan de toewijzing in het gewestplan vóór 2013 (2006 voor de Natura 2000-gebieden) niet is nageleefd, geen gevolgen voor de landbouwer die het exploiteert.

Deze afwijking (artikel 65) is ingegeven door de praktijk van de landbouw, die wordt gekenmerkt door frequente uitwisselingen van percelen tussen landbouwers, zeer vaak door

middel van mondelinge overeenkomsten. Om deze redenen is het, wanneer de bestemming van een perceel in het gewestplan niet in acht is genomen, vaak onmogelijk om de verantwoordelijke landbouwer te identificeren, vooral wanneer de overtreding al vele malen eerder is begaan.

Onderafdeling 2. Instandhouding van natuurlijke habitats en van de wilde fauna en flora (RBE 4)

Deze onderafdeling, gewijd aan RBE 4, betreft de naleving van de voorschriften tot omzetting van artikel 6, leden 1 en 2, van Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna (artikel 66).

Onderafdeling 3. Instandhouding van niet-productieve kenmerken en oppervlakte ter verbetering van de biodiversiteit op boerderijen (GLMC 8)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 3.10.4.1 van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

Deze onderafdeling over GLMC 8 bestaat uit drie delen.

Het eerste betreft de verplichting voor landbouwers om een bepaald percentage van hun bouwland te bestemmen voor niet-productieve oppervlakten of elementen. Dit percentage, dat is vastgesteld op 4%, kan onder bepaalde voorwaarden worden verlaagd tot 3% indien de landbouwer de ecoregeling "ecologische vermazing" activeert of indien hij arealen met vanggewassen of stikstofbindende gewassen aanlegt (artikel 67).

Er is voorzien in een lijst van niet-productieve oppervlakten of elementen (art. 68, § 1). Er worden een aantal specifieke voorwaarden opgesomd met betrekking tot hun omvang, hun exploitatie en het gebruik van productiemiddelen (§ 2 tot en met 8). Voor elk element of oppervlakte worden coëfficiënten toegepast waarvan de waarde door de Minister wordt vastgesteld.

Het tweede deel betreft de verplichting om landschapselementen in stand te houden. Voor elk type landschapselement worden specifieke eisen gesteld (art. 69 tot en met 74).

Het derde deel betreft het verbod op het snoeien van heggen en bomen in de vogelbroedperiode, namelijk van 1 april tot en met 31 juli (art. 75).

Onderafdeling 4. Bescherming van habitats en soorten (GMLC 9)

In dit hoofdstuk wordt afdeling 3.10.4.2 van het Waalse strategische plan voor het GLB in rechtsregel omgezet.

Deze onderafdeling beoogt de bescherming van ecologisch kwetsbaar grasland, d.w.z. blijvend grasland aangewezen als UG2, UG3, UG4, UG temp 1 en UG temp 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn (art. 76).

Het omzetten van deze arealen is verboden.

Het verband tussen de definitie van "blijvend grasland" en artikel 76, § 2, tweede lid, van het besluit moet worden verduidelijkt. De regel is dat "blijvend grasland" een landbouwareaal is dat sinds ten minste vijf jaar buiten het rotatiesysteem valt. Deze bepaling bepaalt echter dat in het kader van GLMC 9 ecologisch kwetsbaar blijvend grasland dat is omgezet of omgeploegd en vervolgens door de landbouwer die in overtreding is, is hersteld, "vanaf de eerste dag van de omzetting als blijvend grasland" moet worden beschouwd. Deze regel is essentieel om ervoor te zorgen dat GLMC 9 rechtstreeks van toepassing is op grasland dat is omgeploegd (ook al was het beschermd) en vervolgens is hersteld.

Hoofdstuk 2. Volksgezondheid en gezondheid van planten

Afdeling 1. Voedselveiligheid

Onderafdeling 1. Voedselveiligheid (RBE 5)

Deze onderafdeling, gewijd aan RBE 5, betreft de naleving van de artikelen 14 en 15, artikel 17, § 1, en de artikelen 18 tot en met 20 van Verordening (EG) nr. 178/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2002 tot vaststelling van de algemene beginselen en voorschriften van de levensmiddelenwetgeving, tot oprichting van een Europese Autoriteit voor voedselveiligheid en tot vaststelling van procedures voor voedselveiligheidsaangelegenheden.

Onderafdeling 2. Gebruik, in de veehouderij, van bepaalde stoffen met hormonale werking en van bepaalde stoffen met thyreostatische werking, alsmede van β -agonisten (RBE 6)

Deze onderafdeling, die gewijd is aan RBE 6, betreft de naleving van de bepalingen ter omzetting van Richtlijn 96/22/EG van de Raad van 29 april 1996 betreffende het verbod op het gebruik, in de veehouderij, van bepaalde stoffen met hormonale werking en van bepaalde stoffen met thyreostatische werking, alsmede van β -agonisten, en tot intrekking van Richtlijnen 81/602/EEG, 88/146/EEG en 88/299/EEG.

Afdeling 2. - Gewasbeschermingsmiddelen

Onderafdeling 3. Het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen (RBE 7)

Deze onderafdeling, gewijd aan RBE 7, betreft de naleving van artikel 55, eerste en tweede lid, eerste zin van Verordening (EG) nr. 178/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2002 tot vaststelling van de algemene beginselen en voorschriften van de levensmiddelenwetgeving, tot oprichting van een Europese Autoriteit voor voedselveiligheid en tot vaststelling van procedures voor voedselveiligheidsaangelegenheden.

Onderafdeling 4. Duurzaam gebruik van pesticiden (RBE 8)

Deze onderafdeling, gewijd aan RBE 6, betreft de naleving van een aantal bepalingen ter gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden.

De omzettingbepalingen worden in de tekst opgesomd (artikel 80).

Hoofdstuk 3. Dierenwelzijn

Afdeling 1. Minimumnormen ter bescherming van kalveren (RBE 9)

Deze onderafdeling, gewijd aan RBE 9, betreft de naleving van een aantal bepalingen ter omzetting van de artikelen 3 en 4 van Richtlijn 2008/119/EG van de Raad van 18 december 2008 tot vaststelling van minimumnormen ter bescherming van kalveren.

Afdeling 2. Minimumnormen ter bescherming van varkens (RBE 10)

Deze onderafdeling, gewijd aan RBE 10, betreft de naleving van een aantal bepalingen ter omzetting van de artikelen 3 en 4 van Richtlijn 2008/120/EG van de Raad van 18 december 2008 tot vaststelling van minimumnormen ter bescherming van varkens.

Afdeling 3. bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren (RBE 11)

Deze onderafdeling, gewijd aan RBE 9, betreft de naleving van een aantal bepalingen ter omzetting van artikel 4 van richtlijn 98/58/EG van de Raad van 20 juli 1998 inzake de bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren.

Afdeling 13 - Slotbepalingen

Dit deel omvat de delegatie van de uitvoering van het besluit aan de Minister van Landbouw en de bepaling dat de tekst op 1 januari 2023 in werking treedt. Deze terugwerkende kracht is om verschillende redenen essentieel:

Ten eerste bevat het besluit de eisen en normen van de conditionaliteit. Aangezien de naleving van deze eisen en normen vereist is gedurende het gehele kalenderjaar waarin de steun- of betalingsaanvraag wordt ingediend om in aanmerking te komen voor steun in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, heeft de niet-terugwerkende kracht tot doel te voorkomen dat landbouwers in conflict komen met de Europese regelgeving (artikel 84, lid 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021).

In dit opzicht beantwoordt de inwerkingtreding van de tekst met terugwerkende kracht ook aan een zorg om billijkheid tussen de begunstigden van steun in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid. Aangezien de randvoorwaarden en normen gedurende het hele kalenderjaar kunnen worden gecontroleerd, lijkt het niet te rechtvaardigen dat een in januari gecontroleerde begunstigde in een minder gunstige situatie verkeert dan een andere begunstigde die later in het jaar wordt gecontroleerd.

Ten tweede is het, aangezien het besluit van de Waalse Regering bepalingen bevat die van toepassing zijn op verscheidene interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, van essentieel belang dat het uiterlijk op het tijdstip van inwerkingtreding van de eerste besluiten betreffende deze interventies in werking treedt. In dit geval is de inwerkingtreding van verschillende decreten betreffende interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid vastgesteld op 1 januari 2023.

Gezien de omvang en de complexiteit van de betrokken bepalingen en het financiële belang ervan voor een groot aantal Waalse landbouwers, zijn de in het besluit vervatte regels in de loop van het jaar 2022 het voorwerp geweest van een intensieve communicatiecampagne met deze landbouwers en de structuren en organisaties die de sector vertegenwoordigen. Met het oog op de voorspelbaarheid van de handelingen van de administratie is het derhalve van essentieel belang dat de voorgestelde regels strikt identiek zijn aan die van dit besluit en dat zij van toepassing zijn zodra het nieuwe deel van het gemeenschappelijk landbouwbeleid in werking treedt, namelijk op 1 januari 2023.

Uitvoering van de EU regelgeving en rechtsgrondslag voor de verschillende onderdelen van de tekst

	EU Regelgeving	Rechtsgrondslag	Regelgeving aangevuld of vervangen
Hoofdstuk 2 - Verzamelaanvraag	Art. 59, § 6, en 69 van V 2021/2116	D.4, D.31, eerste lid, D.61, D. 242, eerste lid, 1°, van het Waals Landbouwwetboek	Vervangt hoofdstuk 2 van het BWR van 12/02/2015.
Hoofdstuk 3 - bedrijfsoverdracht		D.4, D.31, vierde lid, D. 243, eerste lid, 3°, van het Waals Landbouwwetboek	Herhaling van artikel 8 van V 809/2014, opgeheven op 1 januari 2013.
Hectaren die in aanmerking komen voor de rechtstreekse betalingsregeling en arealen die er al dan niet voor in aanmerking komen binnen die hectaren	Art. 4, § 4, van V 2021/2115	D.4 en D. 243, eerste lid, 3°, van het Waals Landbouwwetboek	Vervangt hoofdstuk 10 van het BWR van 12/02/2015
Hoofdstuk 5. Actieve landbouwer	Art. 4, § 5, van V 2021/2115	D.4 en D. 243, eerste lid, 3°, van het Waals Landbouwwetboek	Vervangt hoofdstuk 4 van het BWR van 12/02/2015
Hoofdstuk 6. Jonge landbouwer	Art. 4, § 6, van V 2021/2115	D.4 en D. 243, eerste lid, 3°, van het Waals Landbouwwetboek	Vervangt de artikelen 24 en 58 van het BWR van 12/02/2015
Hoofdstuk 7. Nieuwe landbouwer	Art. 4, § 7, van V 2021/2115	D.4 en D. 243, eerste lid, 3°, van het Waals Landbouwwetboek	

Hoofdstuk 8. Vestigingscomité :		Comité opgericht en georganiseerd om advies te geven over de naleving van bepaalde voorwaarden met betrekking tot verschillende interventies die in het Waalse Gewest worden uitgevoerd in het kader van het GLB.	Vervangt hoofdstuk 9 van het BWR van 12/02/2015
Hoofdstuk 9. Toepassing van het maximaantal hectaren of dieren op houders van rechtspersonen, verenigingen of vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid	Art. 29, § 6, 30, § 4, en 32, § 1, van V 2021/2115	D.4 van het Waals Landbouwwetboek	Vervangt artikel 56, lid 2, van het BWR van 12/02/2015 en artikel 4 van het BWR van 7/05/2015 betreffende gekoppelde steun.
Hoofdstuk 10. Veebezetting		Een begrip dat een rol speelt in het kader van verschillende interventies die door het Waals Gewest in het kader van het GLB worden uitgevoerd.	
Hoofdstuk 11. Gewicht van de zaden		Een begrip dat een rol speelt in het kader van verschillende interventies die door het Waals Gewest in het kader van het GLB worden uitgevoerd.	
Hoofdstuk 12. Strijd tegen allesoverwoekerende plantensoorten		Nuttige bepalingen in het kader van de toepassing van de voorwaarden van verschillende interventies die het Waals Gewest in het kader van het GLB heeft opgezet.	

Hoofdstuk 13. - Bedrijfsregister		Een begrip dat een rol speelt in het kader van verschillende interventies die door het Waals Gewest in het kader van het GLB worden uitgevoerd.	Vervangt hoofdstuk 15 van het BWR van 12/02/2015
Hoofdstuk 14. - Betalingen	Art. 18, § 1, van V 2021/2115	Noodzakelijke bepalingen om de steunbetalingen door het Waals Gewest in het kader van het GLB in te kaderen.	
Deel 3. Conditionaliteit	Art. 12 en 13 van V 2021/2115	D.243, eerste lid, 3°, D.249, eerste lid, D.250, D.251 en D.263 van het Waals Landbouwwetboek	Vervangt het BWR van 27/08/2015 over de randvoorwaarden

Dit verslag gaat in op de onderstaande opmerkingen van de Raad van State.

2. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE (advies 72808/4) van 6 februari 2023

Op 22 juni 2020 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra van het Waals Gewest verzocht, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 6 februari 2023*, advies uit te brengen over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering 'inzake gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 februari 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri Van Hove, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 februari 2023.

* Per e-mail van 23 december 2023.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de 'Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de akte evenals tot het voltooien van de voorafgaande formaliteiten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten dient het ontwerp van volgende bemerkingen te worden voorzien.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Zoals de nota aan de Regering onderstreept, is het project belangrijk omdat het beoogt de Waalse regelgeving aan te passen aan de ontwikkeling van de Europese regelgeving, met name op het gebied van de conditionaliteit.

Volgens de beginselen van de wetgevingstechniek is de opstelling van een verslag aan de regering aangewezen wanneer dit bijdraagt tot een goed begrip van de nieuwe regels, vooral wanneer deze technisch of ingewikkeld¹ zijn.

De afgevaardigde van de Minister is verzocht een dergelijk verslag op te stellen en heeft de Regering een nieuwe versie van de nota toegezonden. Het zal nodig zijn de relevante elementen eruit te halen, het aan te vullen met een nuttige beschrijving van het juridisch kader en met name de aansluiting ervan op het strategisch plan van het GLB dat het voorwerp uitmaakt van het uitvoeringsbesluit van de Commissie van 5 december 2022 "tot goedkeuring van het strategisch plan in het kader van het GLB 2023-2027 voor België, Wallonië, met het oog op steunverlening door de Unie, gefinancierd uit het Europees Landbouwarantiefonds en het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling", teneinde het verslag aan de regering op te stellen dat samen met het besluit in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Dit verslag aan de Regering zal ook vergezeld gaan van de tabel met de uitvoering van de Europese regelgeving en de rechtsgrondslag voor de verschillende onderverdelingen van de tekst, die de afgevaardigde van de Minister heeft toegezonden en die in hoge mate bijdraagt tot de begrijpelijkheid van het ontwerpbesluit.

ALGEMENE BEMERKINGEN

1.1. Artikel 4, lid 1, van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.conseildetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 3.14.c)..

strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013 schrijft voor dat de lidstaten “in hun strategische GLB-plannen de definities van “landbouwactiviteit”, “landbouwareaal”, “subsidiabele hectare”, “actieve landbouwers”, “jonge landbouwers” en “nieuwe landbouwers”, alsook de relevante voorwaarden in overeenstemming met dit artikel” moeten opnemen.

Deze verschillende definities staan respectievelijk in artikel 2, § 1, 1^o, 41^o, artikel 13, § 1, de artikelen 20 tot en met 23, artikel 24 en artikel 25 van het ontwerp.

1.2.1. Het begrip "landbouwareaal" wordt gedefinieerd in artikel 2, lid 1, punt 41, van het ontwerp, waarin overeenkomstig artikel 4, lid 3, van Verordening (EU) 2021/2115 de begrippen "bouwland", "blijvende teelten" en "blijvend grasland" worden gebruikt.

1.2.2. Het begrip "bouwland" wordt gepreciseerd in artikel 2, § 1, 44^o, van het ontwerp. Op de vraag of deze definitie alle elementen van de definitie in artikel 4, lid 3, onder a), van Verordening (EU) 2021/2115 bevat, antwoordt de afgevaardigde van de Minister:

"Het ontwerpbesluit van de Waalse regering definieert het begrip bouwland immers als volgt: ‘voor de teelt van gewassen bestemde cultuurgrond of oppervlakten die voor de teelt van gewassen beschikbaar zijn maar braak liggen'. Deze definitie moet worden gelezen in samenhang met artikel 68, § 1, lid 3, van het ontwerpbesluit van de Waalse regering, waarin wordt bepaald dat bouwland dat in het kader van GLMC 8 is braakgelegd, braakland blijft. De andere bepalingen bedoeld in artikel 4, § 3, a), van verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 zijn in het kader van dit besluit niet relevant”.

In het verslag aan de Regering zal worden toegelicht hoe de formulering van de artikelen 2, § 1, 44^o, en 68, § 1, derde lid - voor zover deze afwijkt van artikel 2, § 1, 33^o - van het ontwerp de correcte uitvoering van Verordening (EU) 2021/2115 waarborgt.

1.2.3. Het begrip "blijvende teelten" wordt gedefinieerd in artikel 2, lid 1, punt 15, van het ontwerp, dat overeenkomt met artikel 4, lid 3, onder b), van Verordening (EU) nr. 2021/2115, waarbij "blijvend grasland" wordt uitgesloten, maar "blijvend weiland" niet. Weliswaar is in artikel 4, lid 3, onder c), van dezelfde verordening het begrip "blijvend grasland" opgenomen in het begrip "blijvend grasland". De definitie van dit laatste begrip in artikel 2, lid 1, punt 33, van het ontwerp lijkt echter niet exact overeen te komen met de definitie in artikel 4, lid 3, onder c), van Verordening (EU) nr. 2021/2115. Volgens de afgevaardigde van de minister:

"Zoals veel bepalingen van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 geeft artikel 4, lid 3, onder c), de lidstaten veel speelruimte. Binnen de definitie van "blijvend grasland" is de algemene eis dat deze oppervlakten "bestemd moeten zijn voor de productie van gras of andere kruidachtige voedergewassen (natuurlijk of ingezaaid) die gedurende ten minste vijf jaar geen deel hebben uitgemaakt van de teeltrotatie van het bedrijf". De rest van deze bepaling is facultatief: het is uitsluitend

aan de lidstaten om te beslissen of zij het begrip "blijvend grasland" al dan niet tot andere arealen wensen uit te breiden. Het Waalse Gewest van zijn kant heeft ervoor gekozen het begrip uit te breiden tot "terreinen die bedekt zijn met alle in dit punt bedoelde soorten en waarop gevestigde plaatselijke praktijken worden toegepast, waarin gras en andere kruidachtige voedergewassen niet overheersen of traditioneel niet voorkomen". De criteria rond dit begrip zijn uitgewerkt in het ontwerp van ministerieel uitvoeringsbesluit van de Waalse Regering".

Deze toelichtingen moeten worden opgenomen in het verslag aan de Regering dat wordt voorgesteld, onder meer over het verband dat moet worden gelegd met het ontwerp van ministerieel besluit "houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van ... (datum) inzake gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit", geregistreerd onder nr. 72.801/4 en geschrapt van de lijst met toepassing van artikel 84, § 4, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

1.3. Het begrip "subsidiabele hectare" wordt gedefinieerd in artikel 13, lid 1, van het ontwerp. Dit lijkt echter niet volledig overeen te komen met de definitie in artikel 4, lid 4, van Verordening (EU) 2021/2115. Volgens de afgevaardigde van de minister:

"Artikel 4, § 4, a), eerste zin, van de Verordening wordt uitgevoerd via artikel 13 van het ontwerp van het Regeringsbesluit. Artikel 4, § 4, a), tweede zin, van de Verordening wordt uitgevoerd via de artikelen 2, § 2 en 3, 3, § 2, en 4, tweede lid, van het ontwerp van ministerieel besluit tot uitvoering van het Regeringsbesluit. Artikel 4, § 4, b), lid 1, i) en ii), van de Verordening wordt uitgevoerd via artikel 18 van het ontwerp van regeringsbesluit. Het in artikel 4, lid 4, onder b), punt 1, onder iii), bedoelde punt behoeft geen bijzondere bepaling, gelet op de in het Waalse Gewest uitgevoerde ecoregelingen: de steun voor ecoregelingen wordt juist toegekend voor de subsidiabele hectaren. Met betrekking tot artikel 4, lid 4, onder c), punt i), is de toepassing van de Richtlijnen 92/43/EEG, 2009/147/EG en 2000/60/EG op een landbouwareaal nooit een belemmering geweest voor de indeling ervan als subsidiabele hectare. Elk landbouwareaal dat aan de criteria van een in aanmerking komende hectare voldoet, wordt aanvaard, ongeacht of het al dan niet als Natura 2000-gebied is aangewezen. Artikel 4, § 4, onder c), ii), iii) en iv), is niet van toepassing op het Waalse Gewest.

Het zal nuttig zijn het verslag aan de Regering aan te vullen om te preciseren hoe de verschillende definities in het ontwerp zich tot elkaar verhouden; aangezien deze definities niet allemaal voorkomen in hoofdstuk 1, getiteld "Definities", wordt de toetsing van het onderhavige ontwerp aan Verordening (EU) 2021/2115 en de correcte toepassing ervan immers aanzienlijk bemoeilijkt. Dit maakt het er voor de bestemmelingen van de norm bovendien niet gemakkelijker om om toegang tot de regeling te krijgen.

1.4. Het begrip "jonge landbouwers" wordt gedefinieerd in artikel 24 van het ontwerp. Het komt overeen met de definitie in artikel 4, lid 6, van Verordening (EU) 2021/2115, met uitzondering van de maximumleeftijd. Terwijl deze Verordening de maximumleeftijd op 40 jaar stelt, staat het ontwerp een landbouwer van 40 jaar en 364 dagen toe. De afgevaardigde van de Minister motiveerde dit verschil als volgt:

"Het ging er hier om te beslissen over een terugkerende vraag over de uitlegging van de termen "maximumleeftijd tussen 35 en 40 jaar" (art. 4, § 6, a) van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021) en "maximaal 40 jaar" (art. 50, § 2, b) van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van 17 december 2013). Wij hebben besloten deze termen te interpreteren als "minder dan 41 jaar": als de persoon minder dan 41 jaar oud is, bevindt hij zich nog in het jaar van zijn 40e verjaardag. Deze interpretatie is gevalideerd door de Europese Commissie".

De afgevaardigde van de Minister zei met betrekking tot deze bekrachtiging:

"De bekrachtiging van deze interpretatie als rechtsregel vloeit voort uit de bekrachtiging van deze interpretatie door de Europese Commissie, samen met de globale bekrachtiging van het "Waals Strategisch Plan" in het kader van het GLB. In dit verband verwijzen wij naar punt 4.1.5.4. op bladzijde 392 van het plan, dat via de volgende link beschikbaar is:

<file:///C:/Users/115009/Desktop/Plan%20strat%C3%A9gique%20PAC%20adapt%C3%A9-8.pdf> ».

Deze toelichtingen moeten worden opgenomen in het verslag aan de regering.

2.1. Op de vraag wat de "bevoegde autoriteit" is in de artikelen 50, lid 2, 58, lid 2, 72, lid 2, en 74, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"De bevoegde autoriteit is de instelling waaraan de bevoegdheid tot handhaving van de norm kan zijn gedelegeerd.

In de context van artikel 58, lid 2, is de bevoegde autoriteit het betaalorgaan. In het algemeen verwijst de verwijzing naar een "bevoegde autoriteit" naar de autoriteit die verantwoordelijk is voor de toepassing van de betrokken norm".

Rechtszekerheid vereist dat voor elke bepaling duidelijk wordt vastgesteld welke autoriteit bevoegd is.

2.2. Wat met name artikel 72, lid 2, en artikel 74 betreft, wordt verwezen naar de bemerking bij deze artikelen.

BIJZONDERE BEMERKINGEN

AANHEF

Op de vraag of het in punt 11 bedoelde overleg met de sector wordt voorgeschreven door een wettelijke of bestuursrechtelijke norm, antwoordt de afgevaardigde van de Minister:

"Deze raadpleging is niet vereist door enige wet- of regelgevende norm. De vermelding ervan in de aanhef van het ontwerp van regeringsbesluit en van alle ontwerpbesluiten betreffende interventies in het kader van het GLB zal worden geschrapt.

Dit lid wordt weggelaten.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Deze bepaling is niet dwingend en kan beter in de inleiding van het verslag aan de regering worden opgenomen.

Artikel 1

1. Gevraagd naar de oorsprong van de definities in de punten 1, 4 tot en met 7, 10, 11, 30, 31, 42 en 43, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"Er zijn definities van deze begrippen gegeven om de implicaties van het gebruik ervan in het ontwerpbesluit en in de besluiten inzake interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid te standaardiseren.

De meeste van deze definities zijn gebaseerd op vroegere Europese verordeningen (bv. Verordening 1307/2013 van 17 december 2013 en Verordening 639/2014 van 11 maart 2014) en Waalse verordeningen (bv. Besluit van de Waalse regering van 27 augustus 2015 tot vaststelling van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw)".

Het verslag aan de Regering moet worden aangevuld met specifieke verwijzingen naar de in het antwoord vermelde achtergrond

2.1. Gevraagd naar de motivering van de uitzonderingen in lid 1, tweede tot en met vijfde lid, van het ontwerp, antwoordde de afgevaardigde van de minister:

2.2. Met betrekking tot paragraaf 1, tweede lid, "... is de teelt van planten in potten geen landbouwactiviteit, tenzij de pot wordt ingegraven":

"Dit is de vertaling in wetgeving van richtsnoeren van de Europese Commissie met betrekking tot het begrip landbouwactiviteit. Om als landbouwactiviteit te worden beschouwd, is vereist dat er contact of ten minste de mogelijkheid van contact is tussen de plant of haar wortelstelsel en het levende bodemsubstraat. Aan dit vereiste is bijvoorbeeld niet voldaan wanneer de teelt bovengronds plaatsvindt, in luchtdichte containers of wanneer potten gewoon op de grond worden geplaatst. Deze verduidelijking is belangrijk vanwege de toename van dit soort praktijken".

In het verslag aan de Regering zal worden aangegeven hoe deze definitie in overeenstemming is met de uitvoering van Verordening (EU) 2021/2115.

2.3. Met betrekking tot lid 1, derde alinea, "... worden aanplantingen van naaldbomen die bestemd zijn om te worden gekapt en als zodanig in de handel te worden gebracht, met inbegrip van kerstbomen, niet beschouwd als blijvende teelten":

"Dit is de vertaling in wetgeving van de richtsnoeren van de Europese Commissie over het begrip blijvende teelten. Een van de vereisten rond dit begrip is dat het gewas "herhaalde oogsten oplevert". Dit is het geval voor fruitbomen en -struiken, boomkwekerijen, hakhout met korte rotatie enz. Wanneer de activiteit bestaat in het planten van bomen die als zodanig worden geveld en verhandeld, is niet aan deze eis voldaan en wordt de teelt niet als blijvend beschouwd. In het geval van hakhout met korte rotatie wordt het bovengrondse deel van de planten daarentegen op gezette tijden vernietigd, maar op zodanige wijze dat de stammen kunnen hergroeien voor latere oogst.

De specifieke vermelding van "kerstbomen" is bedoeld om te voorkomen dat deze teelten voor GLB-steun worden opgegeven, wat vaak gebeurt gezien het belang van deze activiteit in het Waalse Gewest".

In het verslag aan de Regering zal worden aangegeven hoe deze definitie in overeenstemming is met de uitvoering van Verordening (EU) 2021/2115.

2.4. Wat betreft lid 1, vierde alinea: "... tanks van beton of kunststof, viskwekerijen en palmboerderijen vallen niet onder het begrip poelen":

"In het GLB is het belangrijk dat het begrip "poel" wordt beperkt. Dit begrip wordt gebruikt in het kader van de conditionaliteit (GLMC 8) en de ecoregelingen (ecoregeling 'ecologische vermazing'). Deze bepalingen hebben een gemeenschappelijk doel: de bescherming en instandhouding van de biodiversiteit in landbouwgebieden. De elementen die onder de betrokken uitzondering vallen, worden uitgesloten omdat zij geen of zelfs een negatief effect op de biodiversiteit hebben.

Deze details zullen op nuttige wijze worden opgenomen in het voorgestelde verslag aan de Regering.

2.5. Met betrekking tot lid 1, vijfde alinea, "... bewaart de landbouwer het bewijs dat de planten in de handel worden gebracht in een toestand die ze geschikt maakt voor herbeplanting":

"Dit is de vertaling in wetgeving van richtsnoeren van de Europese Commissie over het begrip kwekerij. Een van de eisen rond dit begrip is dat de producten uit de kwekerij bestemd zijn om te worden herplant of in ieder geval de potentie hebben om te worden herplant. De eis dat de producent het bewijs moet bewaren dat de planten die hij op de markt brengt, kunnen worden herplant, is bedoeld om te voorkomen dat producenten, om de GLB-regels in hun eigen voordeel te omzeilen, bomen in potten kweken maar ze als gekapte bomen op de markt brengen, wat in strijd is met het begrip landbouwactiviteit (zie hierboven)".

Deze details zullen op nuttige wijze worden opgenomen in het voorgestelde verslag aan de Regering.

Artikel 3

1. Gevraagd om punt 4 te verduidelijken, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"Dit is een herformulering van artikel 12, lid 2, van Verordening (EU) nr. 809/2014 van 17 juli 2014, ingetrokken op 1 januari 2023. De landbouwer dient al zijn steun- en betalingsaanvragen uiterlijk op 30 april van elk jaar via één formulier in".

Op de vraag of de herinvoering van deze ingetrokken bepaling verenigbaar is met de nieuwe verordening, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"Het niet-opnemen van deze bepaling in de nieuwe Europese regelgeving maakt deel uit van een bredere logica van vereenvoudiging van de Europese regelgevingen met betrekking tot het GLB naar een grotere delegatie aan de lidstaten van het bepalen van de inhoud en de uitvoering van de GLB-maatregelen.

In het kader van de vorige GLB-programmering is het begrip "verzamelaanvraag" met name ingekaderd in artikel 72, lid 4, van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van 17 december 2013 en de artikelen 12 en volgende van Verordening (EU) nr. 809/2014 van 17 juli 2014.

Over het verbod om meerdere afzonderlijke verzamelaanvragen per jaar in te dienen, bepaalt artikel 12, lid 2, van Verordening (EU) nr. 809/2014 van 17 juli 2014: "een begunstigde die een aanvraag voor steun en/of steun heeft ingediend [...] mag slechts één enkele verzamelaanvraag per jaar indienen".

In het kader van de nieuwe programmeringsperiode biedt Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021 de lidstaten thans een aanzienlijke speelruimte bij de uitvoering van de systemen voor het aanvragen van steun (zie met name de artikelen 65, 66, 68 en 69). Het is in deze context dat de inhoud van artikel 12, lid 2, van Verordening (EU) nr. 809/2014 van 17 juli 2014 is opgenomen in artikel 3, lid 4, van het ontwerp-Regeringsbesluit.

Deze verklaringen zijn genoteerd.

2. Met instemming van de gedelegeerde van de Minister wordt lid 4 als volgt gelezen:

"Landbouwers dienen één verzamelaanvraag per jaar in".

Artikel 4

Met instemming van de gedelegeerde van de Minister worden in lid 1 de woorden "door het betaalorgaan" ingevoegd tussen het woord "vooraf vastgesteld" en het woord "overeenkomstig".

Artikel 11

Met het akkoord van de gedelegeerde van de minister wordt in 1° de verwijzing naar de artikelen D.20 tot en met D.24 van het Waalse landbouwwetboek vervangen door de verwijzing naar uitsluitend artikel D.22 van dit Wetboek.

Artikel 14

1. Gevraagd naar de verenigbaarheid van deze bepaling met artikel 4, vierde lid, van Verordening (EU) 2021/2115, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"Subsidiabele hectare wordt gedefinieerd als elke landbouwareaal van het bedrijf dat gedurende het jaar waarvoor financiële steun wordt aangevraagd, wordt gebruikt voor een landbouwactiviteit of, indien het areaal ook voor andere activiteiten dan landbouw wordt gebruikt, hoofdzakelijk voor landbouwactiviteiten wordt gebruikt.

In artikel 14 wordt bepaald onder welke voorwaarden een landbouwareaal in het Waalse Gewest wordt geacht "hoofdzakelijk voor landbouwactiviteiten te worden gebruikt".

Op de vraag om dit antwoord te verduidelijken en aan te geven wat lid 1 toevoegt aan artikel 4, paragraaf 4, onder a), van Verordening (EU) 2021/2115, aangezien geen gebruik lijkt te worden gemaakt van de mogelijkheid die aan het slot van deze bepaling wordt geboden, antwoordde de gedeputeerde van de Minister:

"De eerste zin van artikel 4, § 4, onder a), van de Verordening bepaalt dat het begrip "subsidiabele hectare" zodanig wordt vastgesteld dat het de arealen omvat die de landbouwer ter beschikking staan en die bestaan uit "alle landbouwarealen van het bedrijf die (...) worden gebruikt voor landbouwactiviteiten of, indien de grond ook voor andere activiteiten dan landbouwactiviteiten wordt gebruikt, overwegend voor landbouwactiviteiten wordt gebruikt".

Deze bepaling wordt uitgevoerd in de artikelen 13 en 14 van het ontwerpbesluit van de Waalse regering.

Paragraaf 1 van artikel 13 is gewijd aan de algemene definitie van subsidiabele hectare en paragraaf 2 aan de definitie van wat onder "voor de landbouwer beschikbare arealen" moet worden verstaan.

Artikel 14, uitgevoerd door de artikelen 11, 12 en 13 van het ontwerp van ministerieel besluit, is gewijd aan de voorwaarden waaraan een areaal dat ook voor niet-landbouwactiviteiten wordt gebruikt, moet voldoen om als subsidiabele hectare te worden beschouwd.

Het in het Waalse Gewest opgezette systeem is gebaseerd op de volgende punten:

1. Sommige niet-landbouwactiviteiten worden verenigbaar geacht met het begrip "subsidiabele hectare" wegens hun geringe invloed op de landbouwactiviteit. In die gevallen, die in artikel 12 van het ontwerp van ministerieel besluit worden opgesomd, hoeft de landbouwer de overheid alleen maar in kennis te stellen van het verrichten van de niet-landbouwactiviteit.

2. Voor andere niet-landbouwactiviteiten die een grotere impact hebben op de landbouwactiviteit, moet een vergunning worden aangevraagd bij de Administratie. De

criteria en de procedure voor het aanvragen van een vergunning worden uiteengezet in artikel 14, § 2, van het ontwerpbesluit van de Waalse regering en in artikel 11 van het ontwerp van ministerieel besluit. Indien de niet-landbouwactiviteit zonder vergunning wordt uitgeoefend, wordt de betrokken oppervlakte niet als subsidiabele hectare beschouwd.

3. Ten slotte worden andere activiteiten in ieder geval onverenigbaar geacht met het begrip subsidiabele hectare vanwege hun ligging, hun historische context, hun beperkte beschikbaarheid voor landbouwactiviteiten of de aanwezigheid van vaste installaties of voorzieningen. In deze gevallen wordt aangenomen dat de betrokken gebieden onbetwistbaar en permanent worden gebruikt voor andere primaire doeleinden dan landbouwactiviteiten. Deze activiteiten worden opgesomd in artikel 13 van het ontwerp van ministerieel besluit.

De tweede zin van artikel 4, § 4, onder a), van de verordening is met het oog op een beter begrip geïmplementeerd in het kader van het begrip landbouwareaal. Zij is geïmplementeerd in de artikelen 2, § 2, 3, § 2, en 4, derde lid, van het ontwerp van ministerieel besluit”.

Van deze toelichtingen wordt akte genomen en zij zullen nuttig worden opgenomen in het verslag aan de regering.

2. Op de vraag of paragraaf 2, 6°, noodzakelijk is, aangezien volgens paragraaf 1 de niet-landbouwactiviteit moet worden toegestaan, antwoordde de afgevaardigde van de minister:

“De vergunning voor de niet-landbouwactiviteit kan door het betaalorgaan niet worden verleend indien voor het landbouwareaal een waarschuwing, een ongunstig advies of een bevel tot behoud van een in de nabijheid gelegen archeologische vindplaats is uitgevaardigd door de bevoegde bestuurlijke autoriteiten, waarbij artikel 14, § 2, eerste lid, 6°, als richtsnoer voor de vergunningverlening geldt”.

Deze verklaringen zijn genoteerd.

Artikel 20

Op de vraag om de draagwijdte van lid 1 te verduidelijken, met name of het voldoende is om aan het criterium van minder dan 350 euro te voldoen om als actieve landbouwer te worden aangemerkt, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

“Inderdaad. Deze bepaling wordt gemaakt op grond van artikel 4, § 5, lid 2, laatste zin, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Voor de programmering 2014-2020 heeft het Waals Gewest ervoor gekozen om automatisch diegenen als actieve landbouwers te beschouwen die voor het voorgaande jaar alleen rechtstreekse betalingen van maximaal 350 euro hebben ontvangen. (Art. 12 AGW 12/02/2015)

Voor de programmeringsperiode 2023-2027 zal elke landbouwer die in het voorgaande jaar een totaalbedrag aan rechtstreekse betalingen van niet meer dan 350

euro zou hebben ontvangen, niet worden onderworpen aan controles op basis van de criteria inzake kwalificatie en landbouwactiviteit en van de negatieve lijst.

In het kader van het huidige GLB is 350 euro het gemiddelde bedrag aan rechtstreekse betalingen per hectare in het Waalse Gewest. Deze waarde verschilt weinig van die van het volgende GLB, die wordt verkregen door de jaarlijkse begroting voor rechtstreekse betalingen in het kader van het toekomstige GLB te delen door het totale nuttige landbouwareaal in het Waalse Gewest.

Dit is het gevolg van het streven naar administratieve vereenvoudiging voor kleine begunstigden”.

Van deze toelichtingen wordt akte genomen en zij zullen nuttig worden opgenomen in het verslag aan de Regering.

Artikel 21

Gevraagd naar de rechtvaardiging van de uitsluitingen in paragraaf 1, 3°, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"De in bovengenoemd artikel bedoelde lijst van diensten is vastgesteld met toepassing van artikel 4, § 5, tweede lid, tweede zin, van Verordening (EU) nr. 2021/2116 [lees: 2115] van 2 december 2021. Deze mogelijkheid was reeds voorzien in het vorige deel van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en is geregeld in artikel 9, § 2, van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van 17 december 2013.

Het betreft activiteiten die naar hun aard en omvang a priori onverenigbaar worden geacht met de uitoefening van een toereikende landbouwactiviteit. Deze lijst van uitgesloten activiteiten is echter niet categorisch exclusief: een natuurlijke of rechtspersoon die een van de genoemde activiteiten uitoefent, kan in ieder geval aantonen dat hij niettemin een als voldoende beschouwde landbouwactiviteit uitoefent, indien hij aan een van de volgende voorwaarden voldoet:

1° in het meest recente belastingjaar waarvoor dergelijke bewijzen beschikbaar zijn, bedraagt het totale bedrag aan rechtstreekse betalingen dat de landbouwer heeft ontvangen ten minste 5% van het totale inkomen uit zijn niet-landbouwactiviteiten ;

2° hun landbouwactiviteiten zijn niet onaanzienlijk”.

De Afdeling wetgeving ziet de relevantie van de gemaakte selectie niet in, noch ziet zij wat wordt bedoeld met "exploiteert [...] een dienst".

Met het oog op de rechtszekerheid en de eerbiediging van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie zal de bepaling worden herzien, de lijst opnieuw worden bestudeerd en, zo nodig, worden herzien; het verslag aan de regering zal worden aangevuld met de nodige toelichtingen ter zake.

Artikel 25

Op de vraag wat precies wordt bedoeld met het begrip "leden van de partner" in 3°, artikel 27, § 1, eerste lid, 4°, van het ontwerp dat verwijst naar een houder die een "geassocieerd lid of aandeelhouder van de partner" is zonder dat dit begrip a priori in het dispositief is gedefinieerd, deelde de afgevaardigde van de Minister mee dat "[i]n feite dit begrip moet worden gedefinieerd.

De Administratie stelt alles in het werk om een coherente definitie te geven. Momenteel komt de definitie overeen met : "de natuurlijke persoon die in het GBCS is geïdentificeerd als hoofd- of nevenbedrijfshoofd of mede-eigenaar, of als bedrijfsleider of bestuurder van een bedrijf".

Aan deze definitie moet echter nog worden gewerkt om ze zo goed mogelijk af te stemmen op de situatie en de regelgeving van de Europese Unie".

Deze verklaringen zijn genoteerd.

Met het oog op de volledigheid moet echter een adequate definitie van het begrip worden opgenomen. Daartoe zal de bepaling worden herzien.

Artikel 28

Op de vraag wat Sanitel, bedoeld in paragraaf 1, 1°, is, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"Sanitel" is het computerbestand van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 betreffende de identificatie en de registratie van bepaalde hoefdieren, pluimvee, konijnen en bepaalde vogels

Dit begrip zou moeten worden toegevoegd aan de definities in artikel 2, § 1, eerste lid.

Artikel 2, § 1, zal in die zin worden aangevuld.

Artikel 33

1. Op de vraag of het begrip "nietigheid" in paragraaf 1, derde lid, adequaat is en of het niet wenselijk is de zin ten minste zodanig te herzien dat deze "nietigheid" betrekking heeft op de registratie en niet op de teeltwerkzaamheden, de werkzaamheden en de data van binnenkomst en vertrek van de dieren, antwoordde de afgevaardigde van de Minister

"Een nieuwe formulering van dit paragraaf 1, derde lid, kan inderdaad worden overwogen om de nietigheid toe te passen op te late inschrijvingen in het bedrijfsregister".

2. Met instemming van de afgevaardigde van de Minister worden in paragraaf 2 de woorden "landschapselementen" vervangen door "topografische kenmerken", zoals deze in artikel 2, eerste lid, 30°, van het ontwerp worden bedoeld.

Artikel 50

Op de vraag of op grond van bijlage III van Verordening (EU) 2021/2115 het verbrandingsverbod niet moet worden beperkt tot stoppels, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"Het staat de lidstaten vrij strengere normen te kiezen dan die welke in de GLMC zijn opgenomen, indien zij hetzelfde doel nastreven (artikel 13, lid 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 ^[2]). De betrokken norm, die aansluit bij het thema klimaatverandering, heeft tot doel het gehalte aan organische stof in de bodem op peil te houden.

Daarom zijn stro en andere gewasresten, die koolstofbronnen zijn, met het oog op volledigheid opgenomen in artikel 50".

Deze toelichtingen zullen worden opgenomen in het verslag aan de Regering, waarin wordt gespecificeerd hoe deze aanvullende eisen "niet-discriminerend en evenredig" zijn en "beantwoorden aan de vastgestelde behoeften", anders zouden de voorschriften van Verordening (EU) 2021/2115 worden genegeerd.

Artikelen 51 en 52

Op de vraag of de landbouwer niet automatisch onder de genoemde bepalingen van het Waterwetboek valt, antwoordde de gedeputeerde van de Minister:

"De landbouwer is inderdaad automatisch onderworpen aan de bepalingen van het Waterwetboek. Er moet echter een onderscheid worden gemaakt tussen deze kwestie en de opnemings van de naleving van deze bepalingen onder de uit het EU-recht voortvloeiende beheerseisen ("RBE") in het kader van de conditionaliteit. De opnemings van de desbetreffende bepalingen van het Waterwetboek in het kader van de conditionaliteit betekent dat niet-naleving ervan zal leiden tot de toepassing van administratieve sancties, overeenkomstig artikel 12 van Verordening 2021/2115 van 2 december 2021. Deze nemen de vorm aan van kortingen op de in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid toegekende steun.

De toepassing van administratieve sancties in het kader van de conditionaliteit laat de toepassing van sancties in het kader van de schending van de in de RBE opgesomde wet- en regelgeving onverlet.

Deze toelichtingen zullen worden toegevoegd aan het verslag aan de Regering.

Zoals de gemachtigde van de Minister opmerkt, gelden deze toelichtingen ook voor de in de artikelen 77 tot en met 83 bedoelde normen.

² Deze bepaling luidt: "Met betrekking tot de in bijlage III genoemde hoofddoelstellingen kunnen de lidstaten aanvullende normen vaststellen naast de in die bijlage genoemde normen. Deze aanvullende normen moeten niet-discriminerend en evenredig zijn en beantwoorden aan de vastgestelde behoeften".

Artikel 56

Gevraagd naar de betekenis van lid 1, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"Dit betekent dat de teelt op 1 januari van het jaar op het land aanwezig moet zijn. Het wordt niet aanvaard als de landbouwer heeft gezaaid, maar het gewas niet aanwezig was (bv. vernietigd of niet opgekomen)".

Deze toelichtingen zullen worden toegevoegd aan het verslag aan de Regering.

Artikel 65

Op de vraag om de afwijkingen in lid 2 te rechtvaardigen, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

Dit is een afwijking die is ingegeven door de praktijk van de landbouw, die wordt gekenmerkt door frequente uitwisselingen van percelen tussen landbouwers, vaak door middel van mondelinge overeenkomsten. Om deze redenen is het, wanneer de toewijzing in het gewestplan voor een perceel niet in acht is genomen, vaak onmogelijk de verantwoordelijke landbouwer te identificeren, vooral wanneer de inbreuk vele jaren eerder is begaan.

Om met deze realiteit rekening te houden, bepaalt het ontwerpartikel 65 dat het bedrijf van een perceel waarvan de toewijzing in het gewestplan niet vóór 2013 (2006 in het geval van Natura 2000-gebieden) in acht is genomen, geen gevolgen heeft voor de landbouwer die het exploiteert.

Deze toelichtingen zullen worden toegevoegd aan het verslag aan de Regering.

Artikelen 72 en 74

Artikel 72, § 2, luidt als volgt:

"Elke vernietiging van topografische elementen is verboden, tenzij een bouwvergunning of, bij gebreke daarvan, een vergunning van de bevoegde instantie is verleend: [...]".

Artikel 74 bepaalt:

"Tenzij een stedenbouwkundige vergunning of, bij gebrek daaraan, de bevoegde instantie dit toestaat [...]".

Op de vraag welke instantie bevoegd is om toestemming te verlenen indien geen bouwvergunning vereist is, heeft de afgevaardigde van de Minister aangegeven dat dit het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst is.

Ter wille van de rechtszekerheid en in aansluiting op algemene opmerking 2 dienen deze bepalingen zodanig te worden geformuleerd dat duidelijk is dat alleen onder de

voorwaarde dat geen bouwvergunning vereist is, het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst bevoegd is om een vergunning af te geven.

Artikel 85

Zoals de Afdeling wetgeving reeds in herinnering heeft gebracht, is de niet-terugwerkende kracht van administratieve handelingen een algemeen rechtsbeginsel. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien zij bij wet is toegestaan. Zonder wettelijke toestemming kan zij slechts in uitzonderlijke gevallen worden toegestaan, wanneer zij met name noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische situatie en mits de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten in acht worden genomen.

Gevraagd om aan te tonen dat in dit geval de aldus omschreven noodzaak vaststaat en om aan te geven of de opsteller van het ontwerp ervoor zal zorgen dat alle in dit ontwerp bedoelde besluiten van kracht zullen zijn wanneer het ontwerp in werking treedt, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"Het huidige ontwerpbesluit van de Waalse Regering moet om verschillende redenen afwijken van het algemene beginsel van niet-terugwerkende kracht.

Allereerst bevat dit ontwerpbesluit de eisen en normen van de conditionaliteit. Aangezien de naleving daarvan vereist is gedurende het gehele kalenderjaar waarin de steun- of betalingsaanvraag wordt ingediend om in aanmerking te komen voor steun in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, is de niet-terugwerkende kracht hier bedoeld om te voorkomen dat landbouwers in conflict komen met de Europese regelgeving (artikel 84, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van 2 december 2021).

In dit verband strookt de inwerkingtreding met terugwerkende kracht van de onderhavige ontwerp tekst ook met het streven naar billijkheid tussen de begunstigden van steun in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid. Aangezien de randvoorwaarden en normen gedurende het hele kalenderjaar kunnen worden gecontroleerd, lijkt het niet te rechtvaardigen dat een begunstigde die in januari wordt gecontroleerd, zich in een minder gunstige situatie bevindt dan een andere begunstigde die later in het jaar wordt gecontroleerd.

Ten tweede, aangezien dit ontwerpbesluit van de Waalse regering bepalingen bevat die van toepassing zijn op verschillende interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, is het van essentieel belang dat het in werking treedt uiterlijk wanneer de eerste besluiten betreffende deze interventies in werking treden. In dit geval is de inwerkingtreding van verschillende besluiten betreffende interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid vastgesteld op 1 januari 2023.

Gezien de omvang en de complexiteit van de betrokken bepalingen en het financiële belang ervan voor een groot aantal Waalse landbouwers, zijn de in dit ontwerpbesluit vervatte regels ten slotte in de loop van het jaar 2022 het voorwerp geweest van een intensieve communicatiecampagne met deze landbouwers en de structuren en organisaties die de sector vertegenwoordigen. Met het oog op de voorspelbaarheid van de handelingen van de administratie is het dus van essentieel

belang dat de voorgestelde regels strikt identiek zijn aan die van het huidige ontwerpbesluit en dat zij van toepassing worden zodra het nieuwe deel van het gemeenschappelijk landbouwbeleid in werking treedt, dat wil zeggen op 1 januari 2023.

2. Zoals gezegd is voor de meeste ontwerpbesluiten inzake interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid voorzien in een inwerkingtreding op 1 januari 2023. Daarom is het van belang dat het onderhavige ontwerpbesluit gelijktijdig in werking treedt”.

Deze toelichtingen zullen worden opgenomen in het verslag aan de Regering.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET